

ALTERNANCE Jacques Chirac devait nommer Lionel Jospin premier ministre, lundi 2 juin en fin de matinée. Le président de la République a ainsi tiré très vite les conséquences

de l'échec de la droite lors des élections législatives qu'il avait provoquées en prononçant, le 21 avril, la dissolution de l'Assemblée nationale. ● LA GAUCHE, avec 319 sièges,

est majoritaire dans la nouvelle Assemblée. La RPR, l'UDF et les divers droite ont obtenu 257. L'extrême droite a un élu. Le PCF et les Verts doivent décider, lundi, de leur participation au

gouvernement que souhaitent Robert Hue et Dominique Voynet. ● LA DROITE a étalé ses divisions à l'annonce de ces résultats. Philippe Séguin et Charles Pasqua ont plaidé

pour une recomposition du RPR. Edouard Balladur s'est montré favorable à un parti unique de l'opposition, une idée refusée par François Léotard et par François Bayrou.

La gauche « plurielle » devient majoritaire à l'Assemblée nationale

Avec 319 sièges contre 257 à la droite et 1 à l'extrême droite, le PS, le PCF, les radicaux-socialistes, les écologistes et le MDC se préparent à participer au gouvernement, dont Jacques Chirac devait confier la direction à Lionel Jospin, lundi 2 juin en fin de matinée

LA DÉFAITE est consommée. Nettement. Sans appel. Le général en chef responsable de la déroute de ses troupes et, donc, de la sienne, ne pouvait qu'en tirer les conséquences. Très vite. C'est ce qu'a fait Jacques Chirac. Dès lundi 2 juin au matin, il a reçu la démission d'Alain Juppé de son poste de premier ministre et il devait, à midi, nommer Lionel Jospin chef du gouvernement. Ainsi, à près fin de ce qui restera comme une tragédie politique, dont la première scène s'était jouée le 21 avril, lorsque le président de la République avait prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale, Lionel Jospin a pu déclarer, au soir du second tour de ces législatives anticipées : « Il y a toujours un risque à donner la parole au peuple ; on lui a donné ; il l'a prise, et nous avons gagné ; il nous reste à le servir. »

Quelques chiffres suffisent à mesurer un résultat qui n'avait certainement pas été prévu par ceux qui ont imaginé que la dissolution pourrait donner un « nouvel élan » à une majorité sortante qui ne parvenait plus, depuis de longs mois,

à faire face à ses nombreuses difficultés. Dans l'Assemblée dissoute, il y avait 258 députés RPR, 206 UDF et 13 divers droite. Dans celle qui se réunira le 12 juin, il y aura 140 RPR, 109 UDF et 8 divers droite. Ainsi le total des élus de l'opposition parlementaire - c'est-à-dire non compris le seul député d'extrême droite, Jean-Marie Le Chevallier - ne sera que de 257, inférieur au nombre des seuls élus RPR renvoyés devant les électeurs par celui qui fut longtemps le dirigeant de leur mouvement.

ÉVITER LES DIVISIONS

La progression de la gauche est, bien entendu, parallèle. Le Parti socialiste n'avait que 56 députés ; il en aura 245. Ses alliés du PRS (ex-radicaux de gauche) étaient 5, ils seront 13. Les divers gauche étaient 9 et conservent ce nombre de sièges. Les écologistes font leur entrée au Palais-Bourbon, où ils détiendront 8 sièges. Le PS peut compter aussi sur le soutien des 7 élus du Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement qui n'en comptait que 4 avant le 21 avril. Au total, la gauche non

communiste disposera ainsi de 282 sièges. Certes, ce n'est pas la majorité absolue (289 voix) que lui avait, un temps, promis les projections du début de la soirée du dimanche 1^{er} juin. Mais c'est beaucoup plus que la droite (25 sièges de plus) et cela permettra donc à Lionel Jospin de gouverner, même si les écologistes et les chevenementistes ne seront pas des alliés faciles ; ils se sont d'ailleurs fait entendre dès dimanche soir pour exiger la réalisation rapide de certaines revendications.

En tout état de cause, les communistes sont bien décidés à soutenir le futur gouvernement

avec leurs 37 élus alors qu'ils n'en comptaient que 24 dans la précédente Assemblée. Leur appui va permettre à la gauche de dépasser 319 sièges, donc de dépasser d'exactement 30 voix la majorité absolue. C'est une situation confortable, si personne ne tire à bouc et à dia dans la nouvelle majorité. Éviter les divisions sera probablement un des soucis constants de Lionel Jospin. Cela lui sera plus facile si toutes les composantes de la gauche sont représentées au gouvernement. Or, ce n'est pas encore définitivement acquis, même si c'est en bonne voie.

Les Verts doivent réunir, lundi,

leur conseil national pour le décider, mais Dominique Voynet, elle-même brillamment élue à Dole, a dit y être favorable. La situation est semblable au PCF. Robert Hue, qui va aussi faire son entrée à l'Assemblée nationale, a déclaré souhaiter que les communistes « participent au gouvernement de la France ». Mais, en conformité avec les décisions du dernier congrès, tous les adhérents du PCF doivent être consultés ce lundi.

Comme souvent, si ses alliés suscitent quelques inquiétudes chez Lionel Jospin, ses adversaires paraissent décidés, sans le vouloir bien sûr, à lui faciliter la tâche. Lorsque, dimanche soir, les dirigeants du RPR et de l'UDF ont constaté que l'amélioration du taux de participation - l'abstention a été au second tour de 28,87 %, contre 32,04 % au premier tour - ne leur avait pas été profitable, ils n'ont eu de cesse de rejeter sur les autres la responsabilité de la défaite et de proposer des plans concurrents de remise en ordre d'un camp qui domait l'impression d'être KO debout.

Les mauvaises nouvelles, il est vrai, tombaient les unes après les autres. Sept ministres sur trente-trois battus. Jean-François Mancel, le secrétaire général du RPR, écarté par l'ancienne chef de cabinet de François Mitterrand. Deux circonscriptions de Corrèze sur trois arrachées par le PS. Quatre sur cinq de Charente qui suivent le même chemin. Le Limousin, l'Auvergne, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon qui retrouvent leur tradition de gauche. Le Nord-Pas-de-Calais qui réduit à la portion congrue une droite qui avait cru s'y implanter durablement en 1993. Que pèse, face à cela, la bonne résistance en Champagne-Ardenne, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, en Ile-de-France ? Même la réélection de Jean Tiberi ne parvient pas à faire oublier que le RPR et l'UDF ont dû, à Paris, concéder sept nouveaux sièges au PS en plus des deux que la gauche détenait

déjà. Philippe Séguin et Charles Pasqua proposent, chacun à sa manière, de refonder le RPR autour de lui. Edouard Balladur propose, à mi-mot, la création d'un parti unique de l'opposition. François Léotard plaide pour l'uni-

Deux fois plus de femmes au Palais-Bourbon

Le nombre de femmes siégeant à l'Assemblée nationale va quasiment doubler : il passe de 32 à 62. Sur l'ensemble du territoire français, la proportion de femmes était précédemment de 5,3 %. Sur un total de 577 sièges, elle passe à 10,74 %. Le Parti socialiste, qui présentait 27,6 % de candidates, compte 41 députées. Sur un total de 245 sièges, cela donne une proportion de 16,73 %. Quatre élus socialistes seulement sont sortantes, les autres étant de nouvelles candidates. Les Verts ont 2 femmes sur 7 députés ; 3 sur 8, si l'on tient compte de Michèle Rivasi, qui bénéficiait du soutien de la formation écologiste et du PS. Le RPR n'a plus que 5 femmes sur 140 élus (3,57 %), et l'UDF 7 sur 109 (6,42 %). Le PC en compte 5 sur 37 (13,51 %), en incluant le Parti communiste réunionnais.

d'une UDF qu'il avait rangée derrière Alain Juppé. Alain Madelin veut reprendre sa « liberté ». François Bayrou réclame une recomposition de la droite autour de trois familles : la gauchiste, la libérale, la centriste, c'est-à-dire la sienne. Et Nicolas Sarkozy lance : « Ce ne sont pas nos idées qui ont été battues, mais la manière dont elles ont été défendues. » De M. Chirac, il est à peine question, comme s'il ne restait pas, à l'Élysée, le meilleur appui de la nouvelle opposition.

Thierry Bréhier

« Une exigence profonde qui vient de notre peuple »

DEPUIS la salle des fêtes de Clintagabell (Haut-Garonne), dont il est le conseiller général, Lionel Jospin a fait, dimanche 1^{er} juin, une fois connus les résultats des élections législatives, la déclaration suivante :



VERBATIM

« Je dis ma gratitude aux Françaises et aux Français qui ont accordé leur confiance à tant de candidates et de candidats du Parti socialiste, de la gauche et des Verts. Qu'ils sachent ma joie, ma fierté, le sentiment de responsabilité à leur égard qui nous habite tous. »

« J'imagine l'immense joie de ceux qui ont voté pour nous. Je mesure et comprends la déception de ceux qui ont fait, le 1^{er} juin, un autre choix. La défaite électorale de la coalition RPR-UDF sanctionne sans doute un échec du gouvernement,

mais plus encore une certaine façon, à mon sens immédiate, dépassée, de concevoir la politique. »

« La victoire des forces du changement de la majorité nouvelle, à laquelle chacun a pris part - radicaux-socialistes, communistes, Mouvement des citoyens, Verts, Parti socialiste - à travers ses très nombreux élus - vient couronner une campagne pendant laquelle nous avons respecté les Français, engagé le dialogue avec eux, fait constamment des propositions positives pour l'avenir. »

« Au-delà du bonheur éprouvé par moi et par bien d'autres ce soir, le sentiment fort que m'inspire cette élection très importante est celui d'une exigence profonde qui vient de notre peuple. Ce n'est pas la demande d'un « tout » tout de suite auquel personne ne croit plus. Ce n'est pas la croyance naïve à des promesses qui ont été, à plusieurs reprises, démenties dans le passé. C'est une

exigence raisonnée et pressante de progrès réels dans la durée pour les Françaises et les Français, en particulier pour les moins favorisés d'entre eux. »

« Exigence de justice, exigence d'une profonde rénovation de la vie publique et de notre démocratie, exigence d'une politique économique et sociale mise au service de l'homme, exigence d'une réorientation de la construction européenne à laquelle nous tenons, exigence d'une attention scrupuleuse aux problèmes rencontrés par les Français dans leur vie quotidienne. »

« Cette exigence, avec méthode, nous y répondrons en écoutant nos concitoyens, en dialoguant avec eux, en leur proposant des démarches novatrices et réalisables. Nous aurons l'obligation de mobiliser toute notre énergie, tout notre cœur, toute notre compétence, pour mettre en œuvre cette politique différente pour laquelle une majorité nouvelle vient d'être élue. Nous le ferons avec le souci de tous, dans l'intérêt de la France. »

Lionel Jospin a éclaté de rire quand on lui a dit que le nom de code

AU RENDEZ-VOUS des deux gauches, les CRS montent la garde. Alignés devant la Maison de l'Amérique latine, promue quartier général du PS en cette soirée électorale, ils forment une sorte de barrage, séparant la foule des vainqueurs en deux camps bien distincts. A l'intérieur, dans les salons bourgeois de ce qui fut autrefois l'hôtel de Guerny, quelques centaines de privilégiés célèbrent la victoire autour des buffets, en guettant les « vedettes » socialistes. A l'extérieur, sur le boulevard Saint-Germain, règne une ambiance de kermesse, une sorte de fête de l'Humor improvisée au cœur des beaux quartiers. Plusieurs milliers de personnes, la gauche de la gauche, s'agglutinent derrière les barrières de sécurité, à deux pas des vendeurs de mer-

guez. Là, on entend des tam-tam et l'Internationale. La Maison de l'Amérique latine est un endroit coquet, voire luxueux, décoré de tableaux et de dorures du meilleur goût. D'un salon à l'autre, des écrans de télévision ont été installés. Les invités se promènent, un verre à la main, en prenant soin de ne pas glisser sur le parquet. Les plus jeunes arborent des T-shirts « Changeons d'avenir ». Les élégantes portent des roses, la fleur des soirs de succès. Les messieurs en costume discutent sous les platanes du parc, comme au soir d'un mariage réussi. Noëlle Châtelet, la sœur de Lionel Jospin, se déclare « fière et émue » et raconte que sa mère a préféré rester seule chez elle pour écouter les résultats. « On pouvait parler du pari stupide de Pascal, maintenant on pourra dire le pari stupide de Chirac. Mais c'est tant mieux », lâche un militant âgé.

Une dame bon chic bon genre appelle de son portable : « Venez vite, j'ai des cartes pour vous faire entrer. » « Tiens, commente un militant « gauche réelle » en contemplant la scène, la gauche caviar est de retour. » En moins d'une heure, les buffets dressés dans les jardins et aux étages n'offrent plus ni canapés ni boissons aux invités. Les bouteilles de vin sont désespérément vides. Et il n'y a nulle trace de champagne. Ça et là, des groupes se forment, dans le sillage des caméras, chacun espérant apercevoir « Lionel », puisqu'il a promis de venir. En attendant, on refait le monde, la France et son gouvernement. Y aura-t-il des ministres communistes ? Et des écologistes ? Et Chirac, que va faire Chirac ? Chacun y va de son analyse. Deux mots, reviennent dans

toutes les conversations : « changement » et « avenir ».

Drôle de foule, à vrai dire. Heureuse sans être euphorique. Presque surprise d'être là, à fêter l'insaisissable. Bien sûr, quelques nostalgiques évoquent le 10 mai 1981 et la victoire de François Mitterrand, mais ils se veulent lucides : « C'est différent, il n'y a pas le même espoir », admettent-ils, conscients des « erreurs passées ». « Nous espérons que, cette fois, ils sauront faire ce que les autres n'ont pas su faire », prévient l'écritain Michel Angel. « Il faut bien admettre qu'avant d'être une victoire de la gauche, c'est une défaite de la droite. » Pas d'excès, donc. Juste un bonheur sage et quelques vi-

vats à l'annonce de la défaite de Bruno Mégret (FN). Les « on a gagné, on a gagné » entonnés par les plus enthousiastes trouvent un echo limité. « C'est correctement bien, carrément génial ! », insiste pourtant Pascale, une étudiante de vingt-deux ans, membre du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) depuis huit mois.

Il faut en fait attendre l'arrivée des premières têtes connues pour que l'ambiance monte d'un cran. Michel Rocard fait un bref passage. Jack Lang, moins applaudi, répond à quelques questions. Ségolène Royal est l'une des plus sollicitées. « Qu'avez-vous ressenti ce soir ? », demande-t-elle à un jeune homme radieux. « Une odeur de fraîcheur, de pureté », lui explique-

t-il. Un membre du bureau national raconte la réunion de l'état-major socialiste juste avant les résultats de 20 heures alors que, dès 18 h 15, Claude Bartolone, convaincu dès la dissolution de la victoire de la gauche, lançait sur son portable, à partir des premières sorties des urnes : « C'est plié ! » « C'était inédit, dit-il. Cela n'avait rien à voir avec 1981, 1988 ou bien sûr 1993. Vaillant et Fabius étaient très chaleureux l'un avec l'autre. Tout le monde avait conscience de la lourde responsabilité qui nous échoit. »

A Clintagabell, Lionel Jospin a éclaté de rire quand on lui a raconté qu'un code avait été mis au point avec un présentateur de télévision : si à 19 h 30, il arrive à pla-

cer dans son commentaire le nom de Hitchcock, « c'est que c'est bon pour nous ». A l'heure dite, personne, à l'extérieur, ne comprend le hurlement de joie qui secoue le huis-clos de la permanence. « Il a dit Hitchcock ! Est-ce que vous avez entendu ? »

PAS DE GLORIOLE

Dès lors, le reste n'est plus qu'une confirmation. Lionel Jospin téléphone à ses amis à Paris. Le consigne est claire : « Pas d'ironie contre les perdants, pas de gloriole. Les Français ont un problème avec la politique, ne l'oubliez pas. » Il descend de son pigeonnier pour entendre à la télévision la confirmation de résultats qu'il connaît déjà. Entre ses dents, face aux lamentations de Nicolas Sarkozy ou d'Edouard Balladur, il glisse : « Ils sont terribles, ils ne changent pas. Ils n'ont rien compris... »

A 21 heures, ils ne sont pas encore très nombreux au carrefour du boulevard Saint-Germain et de la rue du Bac, à Paris, pour saluer à leur manière, à la fois riante et grincante, cette victoire. Déjà les banderoles donnent le ton : le syndicat SUD-PIT demande l'abandon du processus de privatisation de France Télécom ; les militants du DAL (droit au logement) et ceux de Droits devant ! réclament la régularisation des sans-papiers, l'égalité d'accès à la justice, à la santé. « Nous ne dansons pas un chèque en blanc à la gauche, prévient Micheline. Elle a la majorité. On attend maintenant des résultats rapides ». Annie Pourre, une autre militante du DAL, se veut prudente : « Le PS a aussi prouvé qu'il est capable d'autocratie. Les mauvaises habitudes, ça se

Les antinucléaires du Carnet se méfient

NANTES

de notre correspondant
« Nous, on est là pour dénoncer la proétre de l'Etat et leur dire, là-haut, d'arrêter de se foutre de notre gueule. » Dimanche, en fin d'après-midi, Patrick est venu en famille sur le site du Carnet (Loire-Atlantique), manifester son opposition au remblaiement d'une zone humide de la Loire qu'EDF veut effectuer pour pouvoir décider, le moment venu, d'implanter une centrale électrique. Ce qui le choque ? Que l'on puisse envisager de sacrifier un site naturel sensible, simplement pour se garder un fer au feu, alors qu'aucune décision de construction n'est prise.

A midi, Patrick participait avec sa famille et ses enfants à la « chaîne humaine » déployée sur la rive sud de la Loire, à l'appel de la fédération antinucléaire de Loire-Atlantique. Pendant cinq minutes, 20 000 à 30 000 personnes se sont tenu la main, bras tendus, au long des quarante-sept kilomètres séparant Corsepet, près du pont de Saint-Nazaire, et Saint-Jean de Boisseau, à l'ouest de l'agglomération nantaise. Les gendarmes ont compté 12 000 maillons humains à cette chaîne antinucléaire, ses organisateurs 37 000. Pas question de se contenter d'attendre qu'une victoire des socialistes entraîne l'annulation du projet du Carnet, comme l'a promis Lionel Jospin. Sur un dossier défendu successivement par la droite et par la gauche depuis dix ans, les promesses électorales ne suffisent pas. Au sein de la Fédération antinucléaire de Loire-Atlantique, l'apolitisme n'est pas un vague à l'âme, mais un dogme farouchement revendiqué : « La manifestation du Carnet de ce week-end, c'est un rassemblement de citoyens organisé hors des partis politiques pour lutter contre un projet de centrale nucléaire », explique son porte-parole, Pascal Braud.

A quelques centaines de mètres de là, plusieurs groupes débarquaient pour organiser une « rave » avec leur sono, leurs groupes électrogènes et leurs « DJ », affolant les oiseaux dans les roselières voisines. Là, il n'était plus question de centrale nucléaire et encore moins de politique, mais de deux jours et deux nuits de dance, et uniquement de dance.

Adrien Favreau

OISE
Stages d'anglais ou d'allemand cet été
Anglais : 10 semaines, 10 semaines, 10 semaines
Allemand : 10 semaines, 10 semaines, 10 semaines
Tous les stages ont lieu à OISE, 21 rue d'Alsace, 92115 Paris.
Bordeaux 05 57 92 34 12
Lille 03 20 60 22 58
Lyon 04 78 24 60 74
Paris 01 44 19 06 05
Rennes 02 99 79 78 44
Tous les stages ont lieu à OISE, 21 rue d'Alsace, 92115 Paris.

ESC ROUEN

L'EXPERTISE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

- *Études et Décision Marketing*
 - 2 options :
 - *Biens de Grande Consommation*
 - *Marketing Pharmaceutique*
- *Management Logistique/Transport et Échanges Internationaux*
- *Management International et Gestion de Projet*

Accessibles aux titulaires d'un Bac + 4 ou 5.
Sélection : juin ou septembre 1997.
Votre contact : Catherine MORA
Tél. : 02 32 82 74 14

École Supérieure de Commerce de Rouen
Rouen Graduate School of Management
Bd André Siegfried - BP 188
76136 Mont-Saint-Aignan Cedex - France
<http://www.crihan.fr/escr>
e-mail : Catherine.Mora@esc-rouen.fr

 *Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen*



Jacques Chirac compte remettre en ordre la droite autour de lui

Sans tarder, lundi 2 juin au matin, l'Elysée a pris contact avec Lionel Jospin pour organiser sa nomination comme premier ministre après la démission d'Alain Juppé. La présidence minimise les « rodomontades » des responsables de la nouvelle opposition critiquant le chef de l'Etat

Le président de la République s'attendait à la défaite de la majorité sortante depuis le premier tour des élections législatives, le 25 mai, qui l'avait obligé à demander à Alain Juppé d'annoncer qu'il quitterait ses

fonctions de premier ministre. Les résultats du second tour n'ont donc pas surpris l'Elysée, malgré l'espoir d'un « sursaut », caré dans les tout derniers jours de la campagne. Jacques Chirac s'est entretenu

dimanche soir avec M. Juppé, ainsi qu'avec Philippe Séguin et René Monory. Il a décidé très vite de prendre contact avec Lionel Jospin, lundi à la première heure, et de le recevoir en fin de matinée pour le nommer pre-

mier ministre après avoir reçu la démission de M. Juppé. La passation des pouvoirs était prévue lundi après-midi. La présidence de la République estime toujours justifiée la dissolution de l'Assemblée et s'af-

firme confiante dans la remise en ordre de la nouvelle opposition autour du chef de l'Etat, quelles qu'aient pu être, dimanche soir, les « rodomontades » de ceux qui ont mis en cause implicitement M. Chirac.

TOUT EST ALLÉ très vite, lundi matin 2 juin, à l'Elysée. Dès 8 h 30, le secrétaire général, Dominique de Villepin, a appelé le premier secrétaire du PS, Lioel Jospin, pour convenir d'un rendez-vous avec le président de la République, en fin de matinée. De son côté, Alain Juppé est arrivé vers 9 heures pour présenter la démission de son gouvernement. Avant midi, M. Jospin devait être nommé premier ministre, et la passation de pouvoirs entre M. Juppé et lui était prévue dans l'après-midi. Le chef de l'Etat n'envisageait pas de s'exprimer dans la journée de lundi.

Les réunions et les coups de téléphone se sont succédés, dimanche, à l'Elysée, jusque très tard dans la soirée. Jacques Chirac s'est entretenu, notamment, avec Philippe Séguin, Alain Juppé et René Monory. Il a également reçu un appel du pre-

mier ministre travailliste britannique, Tony Blair. De retour de Sarrazin, en Corrèze, où il était allé voter, en compagnie de son épouse, il avait retrouvé ses collaborateurs à l'Elysée en début d'après-midi. Peu après 17 heures, ils ont su, grâce aux premières estimations dont ils disposaient, que le pari lancé le 21 avril était perdu. « La dissolution s'imposait. Nous voulions passer une nouvelle étape et il fallait, pour cela, redonner la parole aux Français car on ne peut pas gouverner sans leur aval. Pendant deux ans, Alain Juppé a mené une politique difficile. Ça ne rend pas populaire », observait-on, dimanche soir, dans l'entourage du chef de l'Etat.

Officiellement, les crises et les mauvaises nouvelles qui pleuvent depuis une semaine d'entament pas la sérénité des troupes de l'Elysée. Pourtant, rien de ce qui s'est passé

depuis le dimanche soir du 25 mai n'avait été anticipé. On attendait un premier tour médiocre, il s'est révélé terriblement sévère pour la majorité sortante, contraignant M. Juppé à annoncer, dès lundi, qu'il n'était pas le futur premier ministre. A la veille du deuxième tour, samedi en fin d'après-midi, on voulait encore croire à un sursaut des électeurs de droite et à une inversion de tendance dont, paraît-il, témoignaient les derniers sondages qualitatifs parvenus à l'Elysée.

ÉCHEC D'UNE STRATÉGIE

Mais même si l'on pensait encore possible de sauver d'extrême justesse la majorité, la vraie défaite, pour M. Chirac, avait été signée le 25 mai. L'obligation dans laquelle s'est trouvé le chef de l'Etat de demander à M. Juppé d'annoncer prématurément son remplacement

marquait l'échec de la stratégie de la dissolution, dont l'un des principaux objectifs était, justement, la reconduction à Matignon d'un premier ministre puisant dans la victoire une nouvelle légitimité. Le soutien affiché de M. Chirac au nouveau « ticket » Philippe Séguin-Alain Madelin, à partir de mardi, dissimulait mal, en effet, les réserves qu'il avait au plus haut niveau de l'Etat. L'oo cachait guère, non plus, l'amertume ressentie à l'égard de certaines personnalités de la majorité auxquelles on reprochait d'avoir un peu trop attendu pour se battre. Tout se passait dès lors comme si, quelle que soit l'issue du scrutin, l'Elysée se préparait à une forme de cohabitation, institutionnelle et politique avec M. Jospin, officieuse mais peut-être tout aussi compliquée avec M. Séguin.

La victoire de la gauche, dimanche soir, a ouvert une autre boîte de Pandore, dont la soirée télévisée a donné les prémices. A l'Elysée, on n'a pas manqué d'entendre la plupart des témoins du RPR et de l'UDF ouvrir l'heure des règlements de compte. En plus de la gestio de ses relations avec la nouvelle majorité socialiste, M. Chirac va devoir faire face à deux fronts : les attaques qui visent son entourage, dont au premier chef, le secrétaire général de l'Elysée. Et, au sein du RPR, celles qui visent le président du mouvement oco-gaulliste, M. Juppé. On dit ne s'inquiéter ni des uns, ni des autres. Pour affronter la cohabitation, une équipe plus resserrée pourrait être mise en place autour de M. de Villepin. Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Elysée, l'un des chiraquiens venus de la Mairie de

Paris, pourrait être l'un des premiers à faire les frais de cette réorganisation.

Quant aux batailles ouvertes, dès 20 heures et quelques secondes, dimanche, au sein du RPR, pour tenter de s'approprier la rue de Lille, oo affirme ne pas les prendre trop au sérieux, en rappelant que, très vite et malgré les « rodomontades », l'opposition aura besoin de se remettre en ordre de marche derrière le président de la République. M. Chirac a en effet tranché très vite le débat qu'il avait lui-même cotrouvert. Le 6 novembre 1994, lorsque, invité de « 7 sur 7 », il avait observé qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives, il serait « amené à réfléchir très sérieusement sur les raisons qui ont amené le général de Gaulle à se retirer en 1969 ».

Pascal Robert-Diard

Une stricte lecture de la Constitution

LA COHABITATION, c'est tout à la fois un retour au texte formel de la Constitution de 1958 et une entorse à la pratique institutionnelle de la V^e République. Les deux expériences qu'a vécues François Mitterrand, avec Jacques Chirac de 1986 à 1988 et avec Edouard Balladur de 1993 à 1995, ont dressé un cadre juridique précis, qui devrait servir de référence.

Apparemment, les choses sont simples. « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », proclame l'article 20 de la Constitution, dont l'article 21 précise : « Le premier ministre dirige l'action du gouvernement ». Ces deux principes, qui, dans les faits, ont pas cours quand l'hôte de Matignon est du même camp politique que celui de l'Elysée, reprennent toute leur force pendant une cohabitation. Le chef de l'Etat n'est pas, pour autant, réduit à une présidence-potiche. D'abord, il conserve les pouvoirs que la Constitution lui a confiés en propre : l'article 16, ce cas de meoace grave pour les institutions ou l'indépendance de la nation ; la dissolution de l'Assemblée nationale, mais il ne peut pas le faire dans l'année qui suit une première dissolution ; l'envoi d'uo message au Parlement. Théoriquement figure aussi dans cette liste la nomination du premier ministre, mais, politiquement, il ne peut le choisir que dans la majorité parlementaire et il est même pratiquement contraint de désigner celui qu'elle veut voir siéger à Matignon.

Au-delà de cette lecture stricte de la Constitution, il y a une pratique qui s'est mise en cause par la cohabitation. Ainsi, ni M. Chirac ni M. Balladur n'avaient contesté le rôle particulier de François Mitterrand en matière de politique étrangère et de défense. Cette conception trouve une justification dans l'article 15 de la Loi fondamentale, qui indique que « le président de la République est le chef des armées », et dans son article 52, qui prévoit qu'il « négocie et ratifie les traités ». Il est un domaine comparable, qui a eu peu d'influence dans les deux premières expériences, mais qui pourrait en avoir beaucoup cette fois : la justice. L'article 64 prévoit, en effet, que le chef de l'Etat « est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire ».

POUVOIRS PARTAGÉS

Tout est plus compliqué pour les pouvoirs partagés. Il en va ainsi pour le choix des ministres. Théoriquement, ils sont nommés par le président de la République « sur la proposition » du chef du gouvernement. En 1986, François Mitterrand en avait déduit qu'il pouvait exercer une sorte de droit de veto sur le choix de ceux qui auraient à gérer la défense et les affaires étrangères. C'est aussi, de par la Constitution, le chef de l'Etat qui préside le conseil des ministres. Il est acquis que c'est lui qui en fixe l'ordre du jour, mais il ne le fait qu'après discussion avec le secrétaire général du gouvernement, voire avec le premier ministre lui-même en cas de difficultés. François Mitterrand avait obtenu ainsi le report de nominations ou de décrets qui ne lui convenaient pas.

Le pouvoir du chef de l'Etat est pourtant, eo la matière, limité. Même si les juristes débattent à satiété pour déterminer s'il a l'obligation ou oco de signer les décrets délibérés en conseil des ministres, François Mitterrand avait probablement créé un précédent en ne refusant jamais sa signature en bas d'un tel texte. Cepeoant, le Conseil d'Etat, eo décidant en 1992 que tout décret signé par le chef de l'Etat ne

pouvait être modifié que selon la même procédure, a accru le droit de regard de l'hôte de l'Elysée.

Pour les nominations, il en va de même. Le pouvoir général appartenait au premier ministre, le président de la République n'en disposant que dans les cas où le choix doit être fait en conseil des ministres. Ils sont strictement limités, par la Constitution, par une loi organique et par un décret pris pour son application. Ao fil des ans, le nombre de postes devant être ainsi pourvus o'a fait que croître. M. Chirac, au cours de la campagne présidentielle, avait promis de le réduire considérablement. Il n'en a rien fait, préservant ainsi une des prérogatives d'un président cohabitant.

Pour les autres signatures présidentielles, il n'y a plus de vrais débats. Le chef de l'Etat « promulgue les lois dans les quinze jours » suivant leur vote définitif, précise la Constitution. Même si de nombreux juristes le contestent, il est probable que le refus de François Mitterrand de signer trois ordonnances, prises par le gouvernement Chirac en vertu d'une délégation de pouvoir du Parlement, fût « jurisprudence ».

La cohabitation, en revanche, rend difficilement utilisables deux instruments de la Constitution : le référendum et la révision constitutionnelle. Le président de la République ne peut user du premier que sur proposition du gouvernement ou sur celle, « conjointe, des deux Assemblées ». Le second nécessite, de fait, un accord entre le Sénat, l'Assemblée nationale et le chef de l'Etat. Cet accord, lorsque la gauche ne détiend qu'un seul de ces trois lieux de pouvoirs, ne peut être obtenu qu'au terme d'un bras de fer politique.

Thierry Bréhier

« Sale journée » à Roland-Garros

LA FRANCE est coupée en deux jusque dans les travées de Roland-Garros, où téléphones et transistors portables avaient exceptionnellement remplacé les paires de jumelle, dimanche 1^{er} juin en fin d'après-midi. En haut des tribunes du court central, les spectateurs attendent sagement l'heure dite pour obtenir les premiers résultats des élections sur leur baladeur ou sur leur téléphone. Plus bas, dans les loges disposées au ras du terrain sur lequel Mary Pierce donne la réplique à Monica Seles, quelques personnalités pressées cherchent à devancer l'appel. Dès 19 heures, chaque interruption du match est pour elles l'occasion de faire jouer une relation, de solliciter au téléphone un ami bien placé : « J'appelle la sœur d'un ami qui travaille au Nouvel Obs », précise l'un de ces initiés de l'information qui, estimations en tête, s'en va porter la nouvelle jusqu'au « village ».

Dans les tentes des partenaires du tournoi, pratiquement désertes, l'attente est résignée. Chez Lacoste, deux téléviseurs ont été allumés. L'un montre la fin du match de tennis, sans le son, pendant que l'autre est branché sur France 3. On scrute les visages des présentateurs pour confirmer ce qu'on pressent. « Regarde bien à droite de l'écran, à gauche on s'en fout ! », dit une dame au moment où doivent apparaître les « camemberts » illustrant les projections en sièges. Même attendus, ces résultats font l'effet d'une douche froide : « Ils sont fous ! » ; « Qu'est-ce qu'on va faire de nous ? » ; « Les Français ne savent vraiment pas ce qu'ils veulent... » ; « Y a-t-il

un socialiste au village ? », raillent deux jeunes hommes déçus, avant de revenir aux choses sérieuses : « Demain, mes actions vont chuter de 500 balles », s'empresse l'un d'eux.

LE CHAMPAGNE AU FRIGO

Un jeune homme en tenue d'employé de l'entretien lance à la cantonade un énigmatique « Faites marcher la planche à billets ». Un passant joue l'affolement : « L'année prochaine, c'est la grève ! ». Sur l'un des rares stands ouverts de l'allée centrale, l'hôte range sa bouteille de champagne au frigo. La fête n'aura pas lieu.

Sur le court central, Mary Pierce est en mauvaise posture. Elle a perdu le premier set, et, à 20 heures tapantes, elle doit défendre son service pour ne pas être définitivement distancée. A ce moment du match, une partie du public soutient distraitement sa favorite, l'oreille collée au téléphone, qui au casque du baladeur, retient son souffle. Elle prend tout son temps : trop au goût de l'arbitre, qui lui inflige un avertissement. Lorsque la dernière Française en compétition a fini son point, la nouvelle de la victoire de la gauche se répand peu à peu dans les tribunes, mais sans jamais perturber le match. Malgré une « ola » électrique destinée à la relancer, Mary Pierce rend les armes, en deux sets. « J'en ai marre, c'est vraiment une sale journée ! », soupire une de ses fans doublement déçue.

Eric Collier

Les hauts fonctionnaires européens sont sereins

Pour Bruxelles, les « conditions » socialistes sont acceptables

L'Europe à gauche		
Après la victoire des socialistes en France et celle des travaillistes en Grande-Bretagne, la gauche dirige dix des quinze gouvernements de l'Union européenne, six toute seule, quatre autres à la tête de coalitions avec des partis centristes ou conservateurs. Elle est représentée ou total dans treize gouvernements européens. La droite gouverne en Espagne et en Allemagne. En Belgique, au Luxembourg et en Irlande, elle partage le pouvoir avec des socialistes. (Pour l'Allemagne, les travaillistes ont obtenu la présidence du conseil de gauche.)		
La gauche... seule au pouvoir	dirige une coalition	participe à une coalition
SUEDE Parti social-démocr. / 1994... 45,4%	PAYS-BAS Pvd A / travailliste / 1994... 24%	IRLANDE LABOUR / 1992... 19,3%
PORTUGAL Parti socialiste / 1995... 43%	DANEMARK Parti social-dém. / 1994... 34,6%	LUXEMBOURG PSCL / 1994... 24,8%
GRÈCE Pasok / 1996... 41,5%	AUTRICHE SPÖ / 1995... 38,3%	BELGIQUE Parti socialiste / 1995... 24,5%
ITALIE PSI / 1996... 21,1%	FINLANDE Parti social-dém. / 1995... 28,3%	dans l'opposition
GRANDE-BRETAGNE Parti travailliste / 1997... 45,7%		ALLEMAGNE SPD / 1994... 36,4%
FRANCE Parti socialiste / 1997... 38,85%		ESPAGNE PSOE / 1995... 37,5%

BRUXELLES

de notre correspondant

Les milieux communautaires envisageaient sans véritable inquiétude une victoire de la gauche aux élections législatives, considérant qu'elle oe remettrait pas fondamentalement en cause l'orientation européenne de la politique française ni, singulièrement, l'engagement sur la monnaie unique. Le seul soci exprimé portait sur le poids des communistes dans la nouvelle majorité et la crainte de se retrouver face à un gouvernement faible dans le cas où les socialistes auraient besoin de leurs voix à l'Assemblée nationale.

Personne oe néglige, bien sûr, le volontarisme exprimé par les forces de gauche en matière d'emploi et de politique sociale - et, sur ce thème, s'agissant de l'action à mener au niveau européen, on peut s'attendre à quelques remous, notamment avec les Allemands - mais l'attention des partenaires de la France porte principalement sur le sort de l'Union économique et monétaire (UEM).

Sauf présentation particulièrement maladroite, ils ne rejettent pas a priori les conditions posées par le PS au lancement de l'euro. La version qu'eo a proposée Jacques Delors o'a choqué personne. Elles paraissent d'autant moins sulfureuses que les ratés de la consolidation budgétaire en Allemagne et le conflit qui en résulte entre la Bundesbank et le chancelier Helmut Kohl plaident pour une relecture du traité plutôt favorable aux thèses françaises. D'une certaine manière, ces tensions germano-allemandes ou, même, l'attitude restrictive des oouveaux dirigeants britanniques dans la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réviser le traité de Maastricht préoccupent davantage que le changement de gouvernement en France.

« Fondamentalement, ils sont pro-européens » : ce raccourci d'un diplomate belge, qui rappelle que Jean-Luc Dehaene, le premier ministre belge, a fort bien travaillé avec François Mitterrand, résume les raisons du calme avec lequel promettait d'être accueilli le vote français. Les observateurs exté-

rieurs, renchérit un haut fonctionnaire de la Commission, n'oublient pas que ce sont les socialistes qui ont signé le traité de Maastricht.

Les socialistes se montrent plutôt favorables à une appréciation « eo tendance » des critères du traité et, en particulier, de ceux concernant la réduction des déficits publics et de la dette. M. Kohl et Theo Walgei, son ministre des finances, jusqu'ici partisans de la plus stricte orthodoxie, mais rattrapés par une conjoncture maussade, semblent prêts à les rejoindre : compte tenu du niveau de chômage, du refus catégorique opposé par les libéraux, membres de la coalition, à toute augmentation d'impôts, ils o'ont pas d'autre choix s'ils veulent assurer vallo que vallo le respect de la date du 1^{er} janvier 1999.

CRITÈRES DE MAASTRICHT

« C'est incroyable de voir comment la Bundesbank et le gouvernement s'égorgent mutuellement. Il est impensable qu'on ne trouve pas un compromis. Dans un conflit de ce genre, les Allemands sont toujours derrière la Bundesbank », se lamente l'ambassadeur déjà cité. En résumé, Français et Allemands, quelle que soit leur volonté, désormais commune, de considérer avec une certaine souplesse les critères de Maastricht, o'auront pas les mains libres. En avril 1998, lorsque sera établie la liste des pays qualifiés pour l'euro, les marchés se rebelleront si les gouvernements, pour passer eo force, faisaient preuve de laxisme. Le volontarisme socialiste n'élimine pas la puissance déterminante des marchés !

L'Italie figurera-t-elle sur la liste des élus, comme le réclame Paris ? Personne n'est exclu, répond-on, eo ajoutant qu'oo avisera le moment venu. C'est le moment venu aussi, et eo fonction du marché, que s'établira la parité de l'euro par rapport au dollar. Y aura-t-il un problème avec les Français ? La crainte est balayée quasi unanimement : on ne plaide pour un euro fort par rapport au dollar. Il devrait être possible de trouver sans difficulté majeure un compromis sur la demande de la France d'un « gouvernement économique » afin

d'équilibrer les pouvoirs de la banque centrale européenne, dont oo redoute à Paris qu'elle ne néglige les exigences de la croissance et de l'emploi.

Les Français comprendront vite qu'ils seraient complètement isolés s'ils demandaient de modifier les termes du « pacte de stabilité », adopté en décembre par le Conseil européen à Dublin, et dont l'objet est de garantir sur le long terme la discipline budgétaire. En revanche, réo n'empêche de mieux organiser la coordination des politiques économiques des pays de la zone « euro », comme l'exige d'ailleurs l'article 103 du traité. « C'est le bon sens même que les ministres des finances disposent d'une monnaie unique se concertent d'avantage », commente un banquier belge.

La prochaine échéance européenne se situe les 16 et 17 juin à Amsterdam. Les chefs d'Etat et de gouvernement devraient alors conclure la CIG. Jacques Chirac et le premier ministre socialiste, qui représenteront la France, retarderont-ils l'accord s'ils eo estiment le contenu insuffisant, notamment celui du nouveau chapitre du traité sur l'emploi ? Certains o'écartent pas une telle éventualité, mais pas forcément pour s'eo désoler. Après deux ans de travaux, la CIG est en train d'accoucher d'une souris, et plusieurs pays partenaires ne seraient pas fâchés si le président de la République et le nouveau premier ministre s'entendaient pour donner un sérieux coup de pied dans la fourmière.

Philippe Lemaître

Pour vous aider à réussir
Sessions Intensives Pâques - Été

■ SCIENCES PO Paris/Province
■ DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION
■ H.S.T.C.F. - D.E.C.F.

ISTH 63 AV. DE LA RÉPUBLIQUE
75016 PARIS
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72
ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS - UNIVERSITÉS

la droite autour de lui

iser sa nomination comme premier ministre de la nouvelle opposition critiquant le chef de l'Etat

Après avoir reçu la démission de Jospin, la gauche a dû se résoudre à accepter la nomination de Philippe Séguin comme premier ministre de la nouvelle opposition. Cette nomination a été accueillie avec une certaine réserve par les députés de la gauche, qui ont craint que Séguin ne soit trop proche de la droite.

La victoire de la gauche, dimanche soir, a entraîné une autre victoire de la gauche. Cette fois-ci, c'est la nomination de Philippe Séguin comme premier ministre de la nouvelle opposition qui a été accueillie avec une certaine réserve par les députés de la gauche. Ils ont craint que Séguin ne soit trop proche de la droite.

ctionnaires européens sont sereins

les « conditions » socialistes sont acceptables

Parti	Voix	Sièges
PS	28,1%	183
UDF	27,1%	173
RPR	18,1%	113
FN	15,1%	93
Verts	1,1%	7
Autres	1,1%	7

Après avoir reçu la démission de Jospin, la gauche a dû se résoudre à accepter la nomination de Philippe Séguin comme premier ministre de la nouvelle opposition. Cette nomination a été accueillie avec une certaine réserve par les députés de la gauche, qui ont craint que Séguin ne soit trop proche de la droite.

A la télévision, la modestie des vainqueurs et les prémices d'une guerre des vaincus

Le FN mise sur l'échec de la gauche et une présidentielle anticipée

Sur toutes les chaînes, Edouard Balladur, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Alain Madelin ont proposé leurs services pour la « refonda-

tion » de la droite. Tandis que les socialistes s'efforçaient à l'humilité afin de ne pas décevoir leurs électeurs, les communistes et les Verts

poussaient à des changements rapides et concrets, revendications relayées dans la rue par les sans-papiers et les sans-logis.



sans-papiers ! », « Des papiers pour tous. Jospin, les promesses, tu les tiens ! »

QUI sont « les plus à plaindre » ? Les vaincus ou les vainqueurs ? Avant même que Philippe Séguin ne se pose à haute voix, en direct d'Épinal, cette question avait déjà trouvé une réponse dans la bouche d'Edouard Balladur. L'ancien rival malheureux de Jacques Chirac dans la course à l'Élysée fut en effet le premier à occuper les écrans de France 2 et TF 1. Il était visiblement pressé de déplorer le manque de confiance aux promesses de 1995, de tirer un trait sur la faillite électorale de son successeur à l'Hôtel Matignon et de poser sa candidature au leadership de la nouvelle opposition : « Il nous faut être cohérents, ne pas affirmer une chose et se contredire. Tant mieux que les formes d'organisation de l'ancienne majorité ne sont plus représentatives des différents courants de pensée qui la composent. »

Premier à régler ses comptes, M. Balladur ne fut pas le dernier. M. Séguin lui-même n'avait pas d'autre but que de brigner la cohabitation de la nouvelle opposition parlementaire quand, à son tour, il intervint plein écran. Sans emphase, avec une gravité tranquille. Résolu et, bien sûr, volontaire pour rassembler « tous ceux qui partagent » sa « conception de la France ». M. Séguin aura de la concurrence. Charles Pasqua a lancé : « J'entends me consacrer à la nécessaire refondation. » L'UDF non plus ne sera pas en reste. Alain Madelin a pris date : « Je retrouve ma liberté et j'en ferai bon usage pour redonner des raisons d'espérer à ceux qui ont voté pour la majorité comme à ceux qui l'ont quittée. » Valéry Giscard d'Estaing s'est scindé en deux. Il a renoué

avec... le « ouos » de majesté : « Nous, nous serons naturellement toujours là pour espérer qu'un jour l'espoir nous revienne. » Il n'y eut que François Léotard pour aborder sans biaiser la question majeure, en récusant, au oom de l'UDF, « toute hypothèse d'offensive ou de rapprochement avec le Front national ». Ravis d'avoir précipité la défaite du RPR et de l'UDF, les préposés à la parole lepéniste se faisaient d'ailleurs pas mystère de leur stratégie : « Le résultat de ces élections sonne le temps du Front national », a dit Bruno Mégret. Il misera sur l'échec de la gauche et sur les difficultés de la cohabitation. Dans l'espoir d'une élection présidentielle anticipée, ainsi qu'en témoigne l'appel au « regroupement des forces saines de la nation » lancé par Jean-Marie

Le Pen. La « perle » de la soirée fut l'œuvre de Bruno Gollnisch, invité de TF 1, qui eut le raisonnement suivant : « Si le processus du traité de Maastricht va jusqu'à son terme, l'Assemblée nationale n'aura pas plus de pouvoir qu'un conseil de sous-préfecture, et, par conséquent, ce traité, d'une certaine façon, c'est la revanche d'Adolf Hitler : nous allons être gouvernés depuis l'Allemagne. » Sagement, les vrais vainqueurs ne criaient pas victoire. Et même s'ils en avaient éprouvé l'envie, les images en provenance du boulevard Saint-Germain les en auraient dissuadés. La fête improvisée devant la Maisoon de l'Amérique latine avait déjà des accents protestataires annodateurs de leodemains turbulents : « Urgent ! Des papiers pour les

Courtoisie à France 3 Bretagne : « Normal, ce n'est pas 1981 »

L'avertissement de Pierre Méhaignerie

RENNES. Dans les couloirs de France 3 Bretagne, à Rennes, il est de bon ton de rester sur son quant-à-soi au moment des estimations de 20 heures. Tout juste se permet-on quelques plaisanteries sur « TF 1, qui va pouvoir diffuser son film de bonne heure », tant les résultats se révèlent oets. Il faut attendre les premières données régionales pour que fassent les points d'exclamation : « L'UDF Ambroise Guéllac est vaincu ! Mais alors, il ne va pas vouloir venir pour le direct de Quimper ! »

Les journalistes craignent de voir les représentants de la droite bondir leur soirée électorale. Au moins ont-ils pris soin d'inviter Pierre Méhaignerie (UDF-FD), réélu dès le premier tour, à ce débat de soir de second tour. Après avoir regretté le moment choisi par Jacques Chirac pour dissoudre l'Assemblée nationale, l'ancien ministre en vient rapidement à évoquer le changement du mode de scrutin des élections régionales. « Attention, la roue tourne vite », lance-t-il à ses adversaires réunis sur le plateau, tout en leur souhaitant « bon courage ».

A tout cela, Charles Josselin (PS) acquiesce. Malgré son score de plus de 60 % dans la circonscription de Dinan, le président du conseil général des Côtes-d'Armor a le triomphe plus modeste que ses alliés communistes, venus en nombre. « Le plus surpris aurait été François Mitterrand, sourit-il néanmoins autour du buffet. On avait mal mesuré la performance de Lionel Jospin à la présidentielle : elle o

courtoisie la plaie. » Pour autant, il estime que les vraies difficultés commencent demain. C'est ce qui explique, sans doute, les profils modestes des visages socialistes sur les images qui arrivent de Lorient, Lannou ou Brest, où le nouveau député de gauche est déjà invité à rassurer, à l'antenne, les salariés de l'arsenal.

SOURIRES. Seuls les ooterveaux, comme Kofi Yamgnane à Châteaulin, dans le Finistère, laissent pointer leur joie. Son adversaire malheureux, Jean-Yves Cozan (UDF), soupçonne cet originaire du Togo d'avoir « récupéré toutes les voix du FN ». A Douarnenez, Françoise Lazard arbore un sourire radieux. Adjoint au maire du bourg de Penmarch, totalement inconnu jusqu'à présent, elle remercie Lionel Jospin « d'avoir envoyé des femmes à l'Assemblée nationale ». En duplex de Paris, Alain Madelin (UDF) sourit lui aussi, comme souvent, pour annoncer qu'il a « envie de reprendre [sa] liberté » avec ses « amis de la majorité ».

Interrogés sur le cumul des mandats, les ténors comme Edmood Hervé, maire de Rennes, bottent en touche. « Vous croyez que c'est la première mesure que va prendre Jospin ? », s'inquiète Charles Josselin depuis la cabine de maquillage. Progressivement, les équipes de journalistes rentrent de leurs tournages. A les entendre, les villes bretonnes, massivement socialistes, ont guère fêté l'événement : « Normal, ce n'est pas 1981. »

Martine, Valo

LES GAZ

D'ÉCHAPPEMENT ÉTAIENT AUSSI RESPIRABLES QUE LES FLEURS ?

Ce serait le rêve. En attendant d'y parvenir, les hommes d'Elf Aquitaine ont inventé Diesel Evolution. Un carburant qui, par rapport à un diesel ordinaire, réduit de 25-30 % les émissions de particules et de fumées noires.

elf
L'énergie humaine

051 11 11 11

La droite est menacée d'implosion après une défaite qu'elle n'avait pas prévue

L'ampleur du recul a pris de court les dirigeants du RPR et de l'UDF. Chacun a déjà sa solution pour construire une force d'opposition. Philippe Séguin et Charles Pasqua plaident pour une refondation de leur mouvement. Edouard Balladur envisage un regroupement des libéraux

Renvoyés dans l'opposition après quatre ans au pouvoir, les dirigeants de la droite divergent profondément sur la manière de reconstruire une force capable de s'opposer à la nouvelle majorité. Philippe Séguin

et Charles Pasqua sont tous deux décidés à « refonder » le mouvement néogaulliste, mais chacun à sa manière. Alain Juppé, qui reste président du RPR, n'entend pas être oublié. Edouard Balladur, qui doit réunir

lundi 2 juin ses amis, semble préférer un parti unique de l'opposition, ou à défaut un pôle libéral. L'UDF est tout autant divisée. Alain Madelin a déjà annoncé qu'il reprendrait sa « liberté ». François Léotard, qui

est un des rares dirigeants de la droite à avoir rendu hommage à Alain Juppé, tient à conserver l'unité et la spécificité de l'UDF, qu'il préside. Mais François Bayrou plaide pour une distinction organique

entre les trois familles de la droite qu'il distingue : les gaullistes, les libéraux et les centristes. Son parti, Force démocrate, pourrait créer son propre groupe dans la nouvelle Assemblée.

CETTE FOIS, au moins, les deux hommes sont tombés d'accord. Philippe Séguin s'est dit « déterminé, définitivement déterminé, à (...) créer les conditions politiques » d'un rebond pour la droite. Pour Alain Juppé, il faut « entamer la reconstruction d'une force politique ». Il n'est pas sûr que leurs projets convergent, mais le sentiment de l'urgence est le même. Après avoir rempli sa mission originale - permettre le retour d'un héritier du gaullisme à l'Élysée -, le RPR est promis, depuis dimanche 1^{er} juin, à un nouveau destin, au pis, à un éclatement.

La tâche se présente mal pour son président en titre, M. Juppé. Lui-même est affaibli par son retrait contraint du gouvernement, et la direction, qu'il avait mise en place en 1995, est durement affectée par le résultat des élections législatives. Le

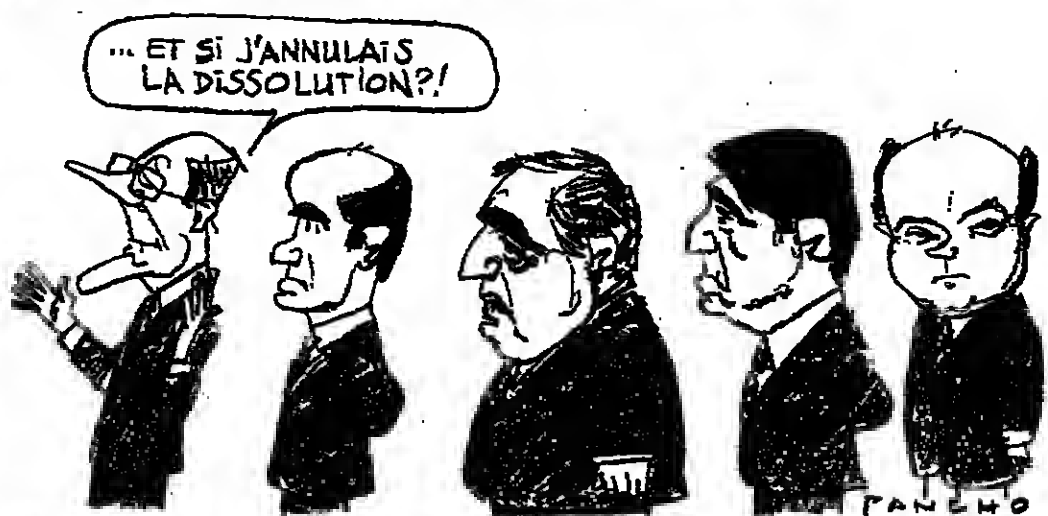
secrétaire général du Rassemblement, Jean-François Mancel, est battu dans l'Oise, dont il préside le conseil général, par une candidate socialiste parachutée. Le secrétaire général adjoint, Patrick Stefanini, l'un des proches conseillers de M. Juppé, lui-même parachuté dans le 18^e arrondissement de Paris, est victime de l'anticipation du scrutin. Les délégués généraux du RPR chargés des fédérations, Pierre Bédier, des élections, Frédéric de Saint-Serain, des élus, Jérôme Bignon, sont battus, tout comme le porte-parole de la campagne, Jean-François Copé. Au total, quatre-vingt-seize députés sortants du RPR sont battus. Sévèrement jugée par les poids lourds du mouvement, cette jeune génération de cadres néogaullistes, qui s'appelaient eux-mêmes la « tasi force » dans les couloirs de l'Assemblée nationale, était totale-

ment dévouée au premier ministre. Pour faire un essai de voix, dimanche soir, au QG de campagne, avant d'intervenir sur une chaîne de télévision, l'un d'eux a eu cette réflexion : « On va essayer de survivre ». Non loin de là, une jeune militante constatait : « Ils ont sorti Séguin du placard, il y a trois jours. Ça ne pouvait pas marcher. La droite s'est sanctionnée elle-même, dimanche dernier ».

« UNE PAGE EST Tournée »

Bien que très populaire chez les militants, M. Séguin avait considéré, en octobre 1995, cinq mois seulement après l'élection présidentielle, qu'il ne pouvait pas aller à l'extrême avec M. Juppé, lors de la désignation du successeur de Jacques Chirac à la tête du RPR. Seul à préconiser les échappées, comme les statuts le prévoient, les prochains assises nationales du RPR n'auront lieu qu'en 1998. Le débat pourra-t-il attendre un an ? C'est peu probable. Dès lundi matin, l'état-major balladurien devra se réunir. Plusieurs hypothèses, de ce côté-ci, sont envisagées : une véritable rénovation du mouvement, une réorganisation des deux formations de la majorité, voire la constitution d'un pôle libéral. Il faudra aussi compter avec Charles Pasqua, cofondateur du mouvement, qui n'a jamais fait mystère que, le moment venu, il faudrait refonder un autre parti.

Au soir du second tour, les têtes se sont aussi échauffées à l'UDF. Le bureau politique devait se réunir dès lundi matin. Son président, François Léotard, s'est certes voulu aussi exemplaire, à l'égard de M. Juppé, dans la défaite, qu'il



l'avait été au cours de la campagne. Rendant hommage à la « détermination » d'un premier ministre auquel l'histoire « rendra raison », il a affirmé la « solidarité » de l'UDF avec M. Chirac, qu'elle se promet d'aller « dans sa tâche jusqu'à la fin de son septennat ». En revanche, les pères libéraux et centristes de la confédération ont manifesté des velléités de remettre en question l'organisation actuelle de la majorité, et donc de l'UDF. François Bayrou, président de Force démocrate, veut éviter de parler d'« implosion », mais il a souligné que la majorité sortante construite « des forces politiques nouvelles ».

Le président délégué de l'UDF a ainsi souhaité que, dans le futur, la droite permette l'expression de ses trois courants politiques : gaullistes, libéraux et centristes. L'une des manières de faire entendre le pôle cen-

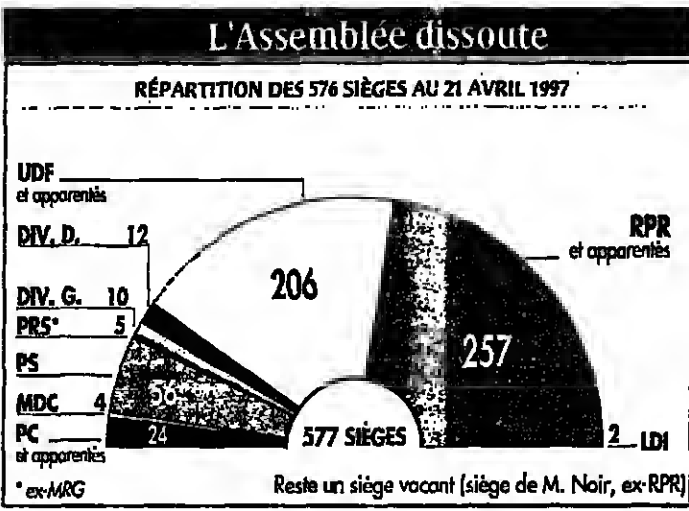
triste, déjà expérimenté dans le passé, pourrait consister à créer un groupe indépendant à l'Assemblée nationale. Force démocrate en a la possibilité, puisqu'elle conserve quarante-trois élus au Palais-Bourbon.

Cette décision, toutefois, ne ferait sans doute pas l'unanimité. Claude Goasguen, nouveau député de Paris, secrétaire général de FD et de l'UDF, y est hostile. « La vocation de Force démocrate est l'élargissement, pas l'enfermement », fait-il valoir. De fait, cette stratégie constituerait un changement de cap pour M. Bayrou, qui ambitionnait de conquérir, à partir de sa propre composante, l'ensemble de la confédération. D'autant que les centristes ont mieux résisté que le Parti républicain, dont les effectifs, qui étaient de quatre-vingt-un avant la dissolution, ont fondu presque de moitié

dans la nouvelle Assemblée. Les centristes pourraient donc avoir intérêt à faire prévaloir leurs forces.

A l'autre extrémité de l'UDF, Alain Madelin a dressé un constat qui l'éloigne un peu plus de ses anciens amis. La majorité sortante n'exprimant pas toujours ses propres convictions, l'ancien ministre a jugé, dimanche, qu'« une page est tournée ». Il « retrouve sa liberté » pour défendre ses idées. Comment ? La constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale requiert un minimum de vingt députés. Or M. Madelin a perdu quelques-uns de ses amis dans la bataille. Si les marges de manœuvre semblent étroites à l'UDF, M. Léotard devra tenir compte de ces aspirations au renouveau.

Cécile Chambrault et Jean-Louis Saux



Sept ministres battus, seize élus parfois sans gloire

IL Y A les battus, bien sûr, mais aussi ceux qui ont été élus sans gloire dans des circonscriptions où ils faisaient d'habitude des scores bien supérieurs. Pour les vingt-trois ministres sortants qui se présentaient (sur trente-deux), le second tour des législatives a été à l'image des résultats de l'ensemble de la droite : périlleux et, pour certains, catastrophiques. Huit ministres ont été éliminés : sept ont été battus et un - Pierre Pasquini (anciens combattants) - avait décidé de ne pas se représenter à l'issue du premier tour. Seize ministres ont été élus, auxquels s'ajoute Alain Juppé, réélu à Bordeaux.

Jacques Toubon, ministre de la justice, symbolise, à lui seul, cette défaite de la droite, puisqu'il a été battu à Paris (48,53 %), dans une circonscription où il avait toujours été élu, difficilement, depuis 1981. Anne-Marie Couderc, ministre déléguée à l'emploi, n'a pas retrouvé le siège gagné en 1993 (44,98 %) et Corinne Lepage (environnement) a été battue (45,49 %). Dans la capitale, seul Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, échappe à l'écotombe, puisqu'il a été réélu dès le premier tour, non

sans avoir perdu dix points par rapport au scrutin de 1993. En Seine-Saint-Denis, la défaite annoncée d'Eric Raoult (ville) s'est confirmée (40,57 %). Celles de Pierre-André Pénissol (logement) dans l'Allier (45,65 %) et de Jean-Jacques de Peretti (outre-mer), un proche d'Alain Juppé, en Dordogne (43,72 %) sont aussi sans surprise après leur mauvais résultat au premier tour. En revanche, Alain Lamassouie, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a créé la surprise en se faisant battre de justesse (49,27 %) dans les Pyrénées-Atlantiques.

Plusieurs membres de l'équipe de M. Juppé sont certes réélus, mais sans faire des scores de 1988 ou de 1993, comme François Bayrou, ministre de l'éducation, dans les Pyrénées-Atlantiques, avec seulement 50,92 % des suffrages. Charles Millon (défense) et Hervé de Charette (affaires étrangères) ont été réélus, respectivement dans l'Ain (55,41 %) et dans le Maine-et-Loire (62,12 %), mais au second tour, contrairement aux deux scrutins précédents. En Savoie, avec 53,87 % des voix, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, a fait beaucoup moins bien que Michel Barnier en 1988 et 1993.

Guy Druet (jeunesse et sport) est réélu en Seine-et-Marne (45,31 %) dans le cadre d'une triangulaire RPR-PS-FN, ainsi que Jean-Louis Debré (intérieur) dans l'Eure (53,65 %). Philippe Douste-Blazy (culture) dans les Hautes-Pyrénées (52,85 %) et François Fillon (poste et télécommunications) dans la Sarthe (52,73 %). Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, garde sa circonscription de Haute-Loire (54,71 %) avec près de trois points de plus qu'en 1993, mais il est en net recul par rapport à 1988.

François d'Aubert (recherche) conserve sa circonscription de Mayenne (53,63 %). Philippe Vasseur (agriculture) est réélu dans le Pas-de-Calais (53,42 %). Dominique Perben (fonction publique) de justice en Saône-et-Loire (51,03 %) et Jacques Godfrain (coopération) dans l'Aveyron (56,17 %). Frank Borotra (industrie) retrouve son siège dans le même département (60,60 %), tandis qu'Anne-Marie Idrac (transports), dont c'était le baptême du feu, a été brillamment élue dans les Yvelines (69,88 %).

Jean-Michel Bezat

A Marseille, les bonheurs de Jean-Claude Gaudin

MARSEILLE de notre correspondant régional Il est 21 h 50 dans le magnifique bureau du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, visage rayonnant et verbe haut, évoque « la situation nationale de défaite », mais dit son « importante satisfaction », car ses amis ont gagné : Jean Roatta (UDF), Roland Blum (UDF), Guy Tesson (UDF) et Renaud Museller (RPR), rescapés de triangulaires délicates, sans oublier Jean-François Mattéi (UDF), très net vainqueur d'un duel droite-extrême droite avec 79,24 % des voix. Les raisons de cette exception marseillaise tiennent, selon l'ancien ministre de la ville, à quelques raisons simples : « Depuis huit jours, j'entends qu'il faut faire de la politique autrement. Eh bien (...) les Marseillais ont reconnu le travail accompli par des élus de terrain qui sont des hommes de conviction, des hommes d'honneur, à qui on ne peut rien reprocher (...) et des élus de proximité ».

« Et maintenant, on va boire un coup », lance-t-il en se levant. Débarque Renaud Museller, qui dépasse le candidat socialiste de 355 voix sur 321 165 suffrages exprimés. Il arrive de sa permanence qui vient de vivre trois heures d'attente insoutenable. Le jeune député sortant et reconduit jubile et ne trouve rien d'autre à dire que « On a gagné ! ». Dans cette étrange euphorie, ces faibles mots suffisent.

La joie de la droite marseillaise est d'autant plus grande qu'arithmétiquement la plupart de ses candidats étaient pris dans des ballottages défavorables au terme du premier tour. L'addition des voix du PS, du PC et des divers gauches plaçait le maire de secteur Jean Roatta dans une posture quasi désespérée dans la 3^e circonscription. Une campagne acharnée entre les deux tours, un travail intense de mobilisation vers des abstentionnistes les a sauvés. De plus, certains électeurs égarés qui avaient manifesté au premier tour un agacement contre la politique gouvernementale sont rentrés au bercail. Exemple parmi d'autres, les professionnels de la santé, singulièrement des médecins que Renaud Museller, lui-même médecin, a systématiquement fait appeler entre les deux tours à l'aide des annuaires de la profession.

Claude Bertrand, directeur de cabinet du maire et connaisseur exceptionnel de la carte électorale marseillaise, estime que l'implantation de la droite est stable et à peu près définitive dans la ville ; selon lui, la droite classique est capable d'endiguer le FN, qui est apte à capter le vote protestataire mais incapable de franchir le saut qui lui permettrait de venir aux affaires.

Michel Samson

Philippe Séguin, grognon : « J'ai eu trois jours... »

ÉPINAL de notre envoyé spécial « Je ne veux pas jouer les pythies, mais ça me paraissait pilié », Philippe Séguin, dimanche soir, cache sous un sourire l'amère satisfaction du désastre prévu. Sa réélection dans les Vosges, la cinquième en dix-neuf ans, n'est qu'une maigre consolation. Son suppléant, Jean-Luc Cuny, plaisante : « Je vais pouvoir me remettre au golf ». Puis se reprend, sérieux : « Il faut faire tout pêter au RPR. Et tout de suite ! » Dans les studios d'Image Plus, la chaire locale, Philippe Séguin n'a pas dit autre chose : « Avec tous ceux qui partagent la même conception de la France, et de la France dans l'Europe, pour préparer, d'autres lendemains, je suis déterminé, définitivement déterminé, à en créer les conditions politiques ».

« NOUS MANQUONS DE COHÉRENCE » Dans l'après-midi, il voyait venir la bagarre. « La question est de savoir contre qui », disait-il. Malheureusement il sait. Mais il préfère se taire. Il a appris les résultats nationaux, seul, dans son bureau, à l'hôtel de ville. Il a aussitôt téléphoné à Lionel Jospin pour le féliciter. Et à Jacques Chirac. Puis il a filé vers les studios de télévision. Philippe Séguin est déjà ailleurs. Il rumine. Alain Madelin a déclaré qu'il se

sentait « un homme libre ». « Et moi donc ! », s'exclame le maire d'Épinal. Il n'en dira pas plus. A peine un grognement à usage privé sur le thème de la dissolution, qui « n'était pas une erreur, mais un contresens ».

L'après-midi, lors d'un match de football amical opposant l'équipe d'Épinal à celle de Metz, il avait commenté, grincant : « Nous manquons de cohésion... Des gars qui jouent pour la première fois ensemble. » A la soixante-septième minute, Epinal égalise. Un but partout. « La cohésion a été trouvée. Bien tardivement ! » Aux questions sérieuses, il ne répond guère. Quelques grognements - « J'ai eu trois jours... » -, beaucoup de pirouettes et un formidable scepticisme : « Pas la peine de rêver... » Le temps s'est couvert. Il faut repartir avant la fin du match. Un jeune homme l'encourage : « Alors, monsieur Séguin, en forme pour prendre... » Il s'arrête, intimidé. Le maire d'Épinal a souri en haussant les épaules d'un geste fataliste. A l'évidence, il s'attendait au pire. Il n'a pas été déçu. Dans la ville désertée, après l'annonce des résultats, ses derniers supporters ne désespèrent pas : « Après tout, il valait mieux laisser passer ce train-là. Philau, il peut viser autre chose que premier ministre ».

Véronique Maurus

Les propos divergents des dirigeants du RPR et de l'UDF

LES DIRIGEANTS de la droite se sont exprimés, dimanche 2^e juin, après l'annonce de leur défaite. Voici des extraits de leurs déclarations.

● Philippe Séguin (RPR) : « C'est tout notre système politique qui est en crise. Cette réalité ce soir s'impose à tous, vainqueurs et vaincus. (...) Je suis résolu à mettre toutes mes forces au service de mon pays, dans l'opposition parlementaire, (...) avec tous ceux qui partagent la même conception de la France, de la France dans l'Europe, pour préparer d'autres lendemains. Je suis définitivement déterminé à en créer les conditions politiques ».

● Alain Juppé, président du RPR : « Je souhaite maintenant bonne chance à ceux qui vont à présent gouverner la France, et je souhaite bonne chance à la France (...) ». Il nous faut maintenant analyser les raisons de cet échec, et en tirer toutes les conséquences. Il nous faut entamer la reconstruction d'une force politique capable

de porter des idées auxquelles croient des millions de nos compatriotes. »

● François Léotard, président de l'UDF : « Pendant toute cette campagne, peut-être avons-nous commis des erreurs, nous les reconnaitrons le moment venu. (...) Il apparaîtra rapidement aux yeux des Français que les réformes qui ont été faites, il fallait les faire ».

● François Bayrou, président de Force démocrate (UDF) : « La République française a un problème d'institutions. On ne peut pas se permettre de rouler d'un bord sur l'autre à chaque élection (...) ». Il y a une réflexion à conduire sur ce point. On a un problème d'organisation de ce qui était jusqu'à ce soir la majorité (...). On ne peut pas continuer comme ça (...). Il y a un courant républicain gaulliste, un courant libéral et un courant démocrate, c'est-à-dire du centre. On a besoin de l'expression de ces trois courants-là (...). Je ne parle pas d'implosion mais de construction. On a besoin de construire des forces politiques nouvelles. Ayons le courage de poser le problème de notre organisation. (...) Ce sont les soirs de dé-

faite que se préparent les victoires. »

● Valéry Giscard d'Estaing (UDF) : « En décidant d'interroger les Français à un moment où chacun savait qu'ils étaient mécontents de la manière dont ils étaient gouvernés, on prenait le grand risque d'un vote négatif (...) ». Nous devrions demander à ceux qui gouverneront la France de faire très attention à ne pas causer de très graves dommages, notamment à la situation européenne de la France. (...) Je souhaite que les nouveaux dirigeants éparpillés à la France des dommages inutiles (...) ». Nous, nous serons naturellement toujours là pour espérer qu'un jour, l'espoir nous revienne. »

● Alain Madelin (UDF), président d'Idées-Action : « Aujourd'hui, une page est tournée, et en ce qui me concerne, si j'ai toujours soutenu la majorité et l'union de la majorité, je retrouve ma liberté et j'entends en faire un bon usage pour redonner des raisons d'espérer à ceux qui ont voté pour la majorité aujourd'hui, à ceux qui l'ont quittée. L'avenir est plus que jamais aux solutions de liberté ».

Jean-Marie Le Pen réclame à nouveau la démission de Jacques Chirac

Le FN veut rassembler « tous ceux qui ne se sentent pas bien, notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF »

Avec finalement un seul élu à l'Assemblée nationale, le Front national a accusé, dimanche 1^{er} juin, une perte de voix par rapport au premier

tour. Mais, en maintenant au second tour quasi systématiquement ses candidats face à la droite parlementaire, le parti de Jean-Marie Le Pen a

marqué des points dans sa stratégie de briser la majorité sortante, avec l'espoir de récupérer les mécontents.

EN TRINQUANT, dimanche soir 1^{er} juin, « à la santé de Jean-Marie Le Pen », le maire de Toulon (Var) qui venait d'emporter le seul et unique siège de député que le Front national occupera dans la nouvelle Assemblée -, Jean-Marie Le Pen accusait le coup. A force de voir son entourage en révolte, il avait fini par croire à une poignée d'élus lepénistes qui auraient fait la pluie et le beau temps au Palais-Bourbon.

Les hommes et les femmes en qui le parti d'extrême droite avait placé ses espoirs ont échoué, parfois même sans atteindre leurs scores de 1993. Le premier d'entre eux, le député général du parti, Bruno Mégret, a obtenu 45,89 % des suffrages, alors qu'il atteignait les 49,52 % il y a quatre ans. De même, Marie-France Stirbois, qui, une fois encore, affrontait en duel Gérard Hamel (RPR), recueillait 43,81 % des voix contre 49,86 en 1993. Quant à Marie-Caroline Le Pen, arrivée en tête dimanche 25 mai, elle accuse une perte de 840 voix. Elle se demandera sans doute longtemps si elle ne doit pas sa défaite à l'affrontement physique,

vendredi 30 juin, entre son père et la candidate socialiste, heureuse gagnante du deuxième tour. Autre vaincu, le maire d'Orange (Vaucluse), Jacques Bompard.

Un grand nombre de candidats du Front national accusent une perte de voix entre les deux tours. Et les soutiens accordés à des représentants de la droite n'ont pas toujours marché. Le « baiser » lepéniste a ainsi tué au moins deux députés, Lucien Brenot (LDI-CNIP) en Côte-d'Or, en faveur duquel Charles Calvin (FN) s'était désisté, et Yves Bonnet (UDF-PPDF) dans la Manche. De même, si le FN peut penser avoir contribué à la perte de Michel Hannoun (RPR) ou de Gérard Longuet (UDF-PR), il n'a pas pu empêcher l'élection de Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg.

Il y a deux façons d'apprécier le poids du Front national. En s'arrêtant sur son seul et unique élu ou en retenant les 15 % de voix obtenues au premier tour. Force est de constater qu'avec ce score le parti de Jean-Marie Le Pen a pu provoquer soixante-seize « triangulaires » et

contribuer, en se maintenant systématiquement, partout où il pouvait le faire, à la défaite de la droite. Rejeté par les partis traditionnels, qui accusent ses responsables de racisme et de xénophobie, le FN a appliqué la stratégie du « sortons les sortants » dans l'espoir de casser la droite et de récupérer les mécontents. « Nous assistons à l'implosion du bloc RPR-UDF », commentait, au soir du second tour, Jean-Yves Le Gallou, et la faute en revient, selon M. Le Pen, à la majorité, qui « recueille les fruits de sa diabolisation du Front national et de sa stratégie de "front républicain" ».

Ne perdant pas de temps, le président du parti d'extrême droite a demandé la démission du président de la République, qui a été « battu deux fois, à la majorité des suffrages exprimés au premier tour et à la majorité de députés du second tour ». Dans ce scrutin, les Français ont montré, selon lui, qu'ils désapprouvaient la politique de M. Chirac et n'acceptaient pas de lui donner un « blanc-seing pour l'Europe ». Il a ensuite lancé un « appel au regroupement

[avec le Front national] des forces saines de la population pour définir une politique nouvelle : populisme, socialisme et nationalisme ». Appel que Bruno Mégret lançait de son côté « à tous ceux qui ne se sentent pas bien [...] notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF [...] électeurs, cadres ou élus, à se retrouver autour d'un rassemblement nouveau qui peut se faire sur la base de ce que le Front national a déjà construit », car, selon lui, « la pitoyable défaite du RPR-UDF » augure « une recomposition politique de grande envergure ».

« Il y aura un troisième tour avec les régionales et les cantonales », faisait remarquer le secrétaire général, Bruno Gollnisch. Et le FN entend peser de tout son poids dans ces scrutins. Il espère d'ailleurs emporter au moins la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En attendant, Jean-Marie Le Pen se repaît du retour de la gauche, qui, il en est persuadé, représente, en cas d'échec, le scénario le plus favorable pour son parti.

Christiane Chombeau

Le maire de Toulon entend parler au nom de 4 millions de Français

M. Le Chevallier sera le seul député lepéniste

TOULON

de notre correspondant Dans le grand hall du quatrième étage de la préfecture du Var, transformé en salle de presse, le préfet, Jean-Charles Marchiani, affirme : « Il y aura deux députés du Front national ». « Dont un dans le Var », risque un journaliste. Le préfet ne s'arrête pas à cette remarque. M. Marchiani est en joie à l'idée de « passer enfin dans l'opposition ». « On va pouvoir costagner », promet-il.

En réalité, la victoire du maire, Jean-Marie Le Chevallier, dans la première circonscription de Toulon, donnera au Front national son seul député dans la nouvelle Assemblée. A la mairie, où l'on n'est pas encore sûr, alors, de ce résultat, l'ambiance est moins tendue qu'à la préfecture. On vit dans l'attente jusqu'aux alentours de 20 h 30, heure à laquelle les pourcentages indiqués par les bulletins dépouillés deviennent fiables. On évoque le score très honorable de François Léotard, qui s'est sérieusement redressé avec près de 63 % des suffrages, mais « le Var, c'est Toulon », se lamente à l'extérieur un responsable du PR pour lequel « la messe est dite ».

« ÉTHIQUE ET MORALE »

Le ton est à peine différent au siège du Parti socialiste, bien que l'élection de Robert Galia, dans la deuxième circonscription, ne fasse pas de doute. L'ambiance est étrange : les uns se réjouissent de sa victoire mais n'osent exprimer leur liesse devant les autres, qui digèrent mal le score d'Odette Casanova face à M. Le Chevallier. Ceux-ci sont amers d'une défaite dans laquelle, disent-ils, la droite départementale a une lourde responsabilité.

Ils mettent en cause Hubert Falco, sénateur et président (UDF) du conseil général, pour avoir mis en balance front républicain et Front

national, nu François Léotard, qui a récusé et le Front national et le Front populaire tout en brillant par son silence entre les deux tours.

Même s'il savoure sa victoire, M. Galia « souhaite élever le débat ». « Il est réconfortant, dit-il, de constater qu'on peut gagner des élections à Toulon en parlant d'éthique et de morale ». Dans le même temps, cloîtré dans son bureau du deuxième étage de la mairie, M. Le Chevallier patiente en préparant quelques notes, un oeil sur un écran de télévision. L'autre sur les résultats de plus en plus encourageants qui lui sont transmis. A 20 h 30, il quitte l'hôtel de ville pour la proche mairie annexe, qui se trouve sur le port, là où l'atmosphère est plus sereine et les partisans trempés et transis de froid.

Au balcon du premier étage, il apparaît en compagnie de son épouse et adjointe, Cendrine, pour fustiger l'électorat qui lui a échappé : « Je suis stupéfait de voir que les Français se sont donnés à nouveau à ceux qui les ont terrassés sur le plan de l'économie, de la sécurité et de l'immigration ». Et de se livrer à une attaque contre « le mode de scrutin injuste qui prive 15 % des Français d'une juste représentation à l'Assemblée nationale ». « Je devrai de ce fait, annonce-t-il, représenter 4 millions de Français à moi seul, mais notre absence de députés à l'Assemblée ne nous empêchera pas de progresser de façon importante. Le résultat de Toulon est symbolique ».

La pluie redouble, le couple Le Chevallier s'efface. M. Falco s'est montré discret. Dans un bref communiqué, il estime que « la majorité départementale a bien résisté » malgré « l'indiscipline des candidats "sauvages" à l'origine de deux échecs sur Toulon ». Le vent souffle. Les rues sont vides.

José Lenzini

La « triangulaire » de Mulhouse a tourné à l'avantage du maire

MULHOUSE

de notre correspondant régional « C'est la campagne la plus dure que j'ai connue en vingt ans d'élections ». Les premières réactions du maire socialiste de Mulhouse, Jean-Marc Bockel, candidat dans la cinquième circonscription du Haut-Rhin, ont de quoi surprendre après sa nette victoire contre Joseph Klifa (UDF), le député sortant, et Gérard Freulet, le représentant du Front national. Celui qui perdit son siège à l'Assemblée nationale en 1993 pour 102 voix garde les traces des « tensions fortes qui existent chez les gens ». « Même les Mulhousiens qui votent pour moi m'engueulent, c'est pour quoi la nouvelle majorité ne doit pas décevoir, autrement, je ne réponds plus de rien », explique M. Bockel.

Aux législatives, depuis 1988, il a toujours trouvé en face de lui les deux mêmes adversaires au second tour, mais cette fois M. Freulet était arrivé le 25 mai juste derrière M. Bockel, avec 826 voix de retard. Autant dire qu'il avait des chances de l'emporter. Une plus forte participation et un bon report des voix de gauche ont fourni au vainqueur « un succès au-delà de tout ce qu'on pouvait imaginer », commentait Michel Samuel-Wels, adjoint au maire. M. Klifa a aussi bénéficié de la mobilisation des abstentionnistes du premier tour et d'un regroupement des voix de droite, qui lui ont permis de devancer M. Freulet. Résultat que le nouveau député n'a pas manqué de saluer : « Je suis satisfait que les deux candidats républicains soient devant le Front national », a lancé M. Bockel.

Au fil de la soirée, l'enthousiasme de ses partisans aldit, le maire a pris la mesure de sa victoire. L'écart de 5 342 suffrages enregistré aux dépens de M. Freulet finit par lui faire oublier ses angisses. Il s'excuse auprès de son entourage pour tout ce qui lui a

fait subir à cause de son « stress », téléphone à Jean-Pierre Baeumler pour le féliciter de sa victoire dans la septième circonscription du Haut-Rhin et à Joseph Spiegel pour le réconforter de sa courte défaite dans la sixième, s'inquiète des résultats à Strasbourg, où l'élection de Catherine Trautmann s'annonce difficile.

« RUDE BATAILLE »

Entouré de sa femme et de ses cinq enfants, le nouveau député se rend à la permanence du PS. Il prend soin de n'oublier personne dans ses remerciements, embrassant au passage toutes celles qui l'ont aidé dans cette « rude bataille ». Le temps de la détente, des rires et des plaisanteries est de courte durée. Il doit affronter encore ses deux adversaires devant les caméras. Dans le débat organisé par la station régionale de France 3 et le quotidien de Mulhouse, *L'Alsace*, M. Freulet a sa tête des mauvais jours. M. Klifa est détendu, M. Bockel est moins nerveux que de coutume.

Le candidat du Front national accuse M. Klifa d'avoir joué la carte d'un « front républicain déguisé », faisant ainsi allusion à l'alliance qu'avaient conclue la gauche et la droite après le premier tour des municipales de 1995. « Vous avez beaucoup d'humour », réplique l'ancien maire. Plus sérieusement, il se réjouit que la vie politique à Mulhouse ne se limite pas à « une confrontation entre le PS et le Front national ». Pugnace, M. Freulet lui « donne rendez-vous aux régionales de l'année prochaine ». M. Bockel ne relève pas ce nouveau défi et va dans le sens de M. Klifa en appelant de ses vœux un débat entre une « gauche forte » et « une droite qui se recompose ». M. Freulet veut croire qu'il n'a pas dit son dernier mot.

Marcel Scotto



NUMÉRIQUE

VOICI DÉJÀ 10 BONNES RAISONS

DE PRÉFÉRER LE CÂBLE.













Lyonnais Câble lance sur ses réseaux câblés son offre de télévision numérique et, avec elle à terme, le plus grand choix de chaînes jamais offert en France. Ainsi, dès aujourd'hui, Lyonnais Câble triple son offre de cinéma : sur le câble, vous pouvez désormais accéder en numérique aussi bien aux trois chaînes de TPS Cinéma, à CinéCinéma et CinéCinéfil, Disney Channel ou encore aux quatre chaînes de Canal + numérique et, bientôt, à tous les programmes avec paiement à la séance de Multivision et à CinéCinéma prime et seconde. L'offre numérique de Lyonnais Câble sera enrichie progressivement et proposera jusqu'à 70 chaînes et services d'ici à la fin de l'année. Cinéma, sport, information, découverte, jeunesse, musique : avec une simple prise câble, une seule télécommande et un seul décodeur, vous pourrez choisir entre un grand nombre de chaînes à thème, pour vivre sans contrainte vos passions.

Paris, Neuilly s/Seine, Levallois Perret, Boulogne Billancourt, Vincennes, Saint Mandé, Saint Germain en Laye et les communes environnantes, Strasbourg, Epinal, Le Mans, Orléans, Besançon, Dijon, Chalon, Clermont Ferrand, Annecy, Chambéry, Pau, Tarbes, Montauban, Menton, Cannes, Liévin.

ABONNEZ-VOUS AU

0 800 25 8000

CÂBLE

LE NUMÉRIQUE SUR LE CÂBLE : C'EST SIMPLE, IL N'Y A PAS MIEUX.

Le maire de Toulon entend parler au nom de 4 millions de Français

M. Le Chevallier sera le seul député écologiste

TOULON — Le maire de Toulon, Jean-Claude Méthivier, entend parler au nom de 4 millions de Français. C'est ce qu'il a affirmé lors d'un débat public, mardi soir, au théâtre de la ville, devant une centaine de personnes. Il a déclaré que son rôle était de représenter les Français de Toulon, mais aussi ceux de la région, de la France, et même du monde.

Le maire de Toulon, Jean-Claude Méthivier, a déclaré lors d'un débat public, mardi soir, au théâtre de la ville, devant une centaine de personnes. Il a déclaré que son rôle était de représenter les Français de Toulon, mais aussi ceux de la région, de la France, et même du monde. Il a également évoqué la situation de la ville de Toulon, les problèmes de chômage, de pollution, et de logement.

Le maire de Toulon, Jean-Claude Méthivier, a déclaré lors d'un débat public, mardi soir, au théâtre de la ville, devant une centaine de personnes. Il a déclaré que son rôle était de représenter les Français de Toulon, mais aussi ceux de la région, de la France, et même du monde. Il a également évoqué la situation de la ville de Toulon, les problèmes de chômage, de pollution, et de logement.

La « triangulaire » de Mithou a tourné à l'avantage du maire

MITHOU — Le maire de Mithou, Jean-Claude Méthivier, a déclaré lors d'un débat public, mardi soir, au théâtre de la ville, devant une centaine de personnes. Il a déclaré que son rôle était de représenter les Français de Mithou, mais aussi ceux de la région, de la France, et même du monde.

Le maire de Mithou, Jean-Claude Méthivier, a déclaré lors d'un débat public, mardi soir, au théâtre de la ville, devant une centaine de personnes. Il a déclaré que son rôle était de représenter les Français de Mithou, mais aussi ceux de la région, de la France, et même du monde. Il a également évoqué la situation de la ville de Mithou, les problèmes de chômage, de pollution, et de logement.

Le maire de Mithou, Jean-Claude Méthivier, a déclaré lors d'un débat public, mardi soir, au théâtre de la ville, devant une centaine de personnes. Il a déclaré que son rôle était de représenter les Français de Mithou, mais aussi ceux de la région, de la France, et même du monde.

Emploi et rénovation de la vie politique au cœur des attentes des Français

Selon un sondage de la Sofres pour « Le Monde » et TF1, les Français se montrent sans illusions sur les conséquences du scrutin quant à leur vie quotidienne. Mais ils attendent de la gauche, en priorité, des mesures de lutte contre le chômage et le cumul des mandats

Au soir du second tour des élections législatives, les Français portant un jugement réaliste sur le retour de la gauche au pouvoir, selon un sondage réalisé par la Sofres pour Le Monde et TF1. Ainsi, pour la

grande majorité d'entre eux, la période de cohabitation qui s'ouvre place le futur premier ministre de gauche en position de chef de l'exécutif. Près des deux tiers, cependant, souhaitent que Jacques Chirac

reste président de la République jusqu'à la fin de son mandat. De même, les personnes interrogées se montrent sans illusions sur la solidité du couple que vont devoir former Jacques Chirac et Lionel

Jospin : trois sur cinq sont persuadées que cet attelage ne pourra pas tenir pendant cinq ans. Sceptiques sur la capacité de la gauche de changer leur vie de tous les jours, les Français n'en fixent pas moins

clairement les mesures prioritaires qu'ils attendent, au premier rang desquelles la lutte contre le chômage, le relèvement des bas salaires et la rénovation de la vie politique.

ESPOIR MESURÉ, réalisme, lucidité : ainsi peut se résumer l'attitude des Français au soir du second tour des élections législatives qui ont ramené une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Qu'il s'agisse, en effet, du bilan de l'élection et des motivations du vote, de la cohabitation qui s'engage entre un président de la République de droite et un premier ministre de gauche – cas de figure encore inédit sous la V^e République –, ou encore de ce que les électeurs attendent de l'alternance, le jugement des personnes interrogées par la Sofres est remarquablement équilibré.

Le constat s'impose, tout d'abord, quand on analyse les raisons invoquées par les Français pour expliquer leur choix. Le vote sanctionne la majorité sortante et l'action menée par le gouvernement d'Alain Juppé n'a été déterminante que pour 25 % des personnes interrogées. Il ne l'a pas été davantage pour les électeurs du Parti communiste du premier tour (22 %) et guère plus pour ceux du Parti socialiste (29 %) ; le

vote négatif, contre la majorité sortante, n'est dominant (42 %) que parmi les électeurs qui ont voté pour le Front national, le 25 mai. Inversement, la gauche a bénéficié, dans son électorat, d'un fort vote d'adhésion, particulièrement chez les électeurs communistes, dont 71 % déclarent avoir voulu exprimer leur « soutien aux partis de gauche ». Au total, pour l'ensemble des personnes interrogées, le vote de soutien à la gauche (30 %) est sensiblement plus fort que le vote-sanction.

De la même manière, pour les deux tiers des Français (63 %), le résultat final de ces élections législatives correspond « à ce que veulent vraiment les Français ». C'est un score encore plus fort qu'au soir des élections législatives de 1993, qui avaient pourtant provoqué un raz de marée de la droite. Ce sentiment d'adéquation entre le résultat du scrutin et le souhait des Français est même partagé par 40 % des électeurs de l'UDF et du RPR du premier tour, en 1986.

La période de cohabitation qui s'ouvre – la troisième en onze

ans – n'est pas davantage de nature à plonger les Français dans l'incertitude. Ils font preuve, sur ce point, d'une grande placidité. Jacques Chirac a beau être le premier responsable de la dissolution de l'Assemblée nationale, et par conséquent de la mésaventure de sa majorité, les personnes interrogées ne semblent pas lui en tenir rigueur : 61 % d'entre elles souhaitent qu'il reste président de la République jusqu'à la fin de son mandat, contre 31 % seulement (et 50 % parmi les électeurs communistes ou socialistes) qui souhaitent qu'il se démette.

ALTERNANCES À RÉPÉTITION En 1993, près de la moitié des Français (47 %) souhaitaient le départ de François Mitterrand. De même, une majorité de personnes interrogées (48 %) contre 45 % d'avis contraire) estiment que cette cohabitation sera une période plutôt positive pour la France ; elles n'étaient que 35 % au seuil de la première cohabitation, en 1986.

Cette banalisation de la cohabitation est un sérieux atout pour

Lionel Jospin et la gauche. Si 37 % des Français estiment que Jacques Chirac reste le vrai chef de l'exécutif, il ne fait pas de doute, pour 58 % des personnes interrogées, que ce rôle revient au premier ministre socialiste. Ils n'étaient que 55 % en 1993 à faire d'Edouard Balladur le patron de l'exécutif, face, pourtant, à un chef de l'Etat affaibli à la fois par la maladie et la déroute de son camp. Il se trouve même, aujourd'hui, 49 % des sympathisants de l'UDF (contre 45 % d'avis contraire) à accorder la prééminence au futur premier ministre de gauche ; seuls les sympathisants du RPR (à 75 %) continuent à accorder le premier rôle à Jacques Chirac.

Pour autant, les Français sont lucides. Un tiers d'entre eux seulement (35 %), surtout parmi les personnes âgées de plus de cinquante ans, pensent que la cohabitation pourra durer le temps normal de la législature qui commence. Trois sur cinq, au contraire, sont persuadés qu'elle ne pourra durer cinq ans. Ce senti-

ment est évidemment partagé par 70 % des sympathisants de la droite, mais également par 55 % de ceux de la gauche. 1986 et 1993 avaient déjà accoutumé les Français à ces alternances à répétition. La situation créée aujourd'hui leur laisse encore moins d'illusions sur la possibilité que l'attelage Chirac-Jospin puisse tenir très longtemps. Et ils sont tout aussi sceptiques sur la nouvelle majorité socialiste et communiste : pour les deux tiers d'entre eux (64 %), PS et PC « ne sont pas d'accord sur la politique à mener pour le pays », même si une courte majorité (49 % contre 46 %) est plutôt favorable à l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

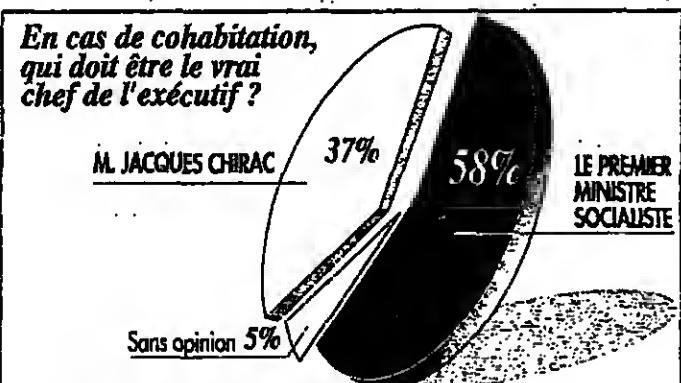
Enfin, le résultat des élections législatives ne fait pas rêver les Français. 30 % seulement pensent que la victoire de la gauche aura des conséquences plutôt favorables sur leur « vie de tous les jours ». 21 % craignent, au contraire, des effets plutôt défavorables. Mais 46 % estiment que ce scrutin n'aura pratiquement pas de conséquences pour eux. Il faut remonter à 1981 pour trouver une majorité de Français convaincus qu'un changement de majorité peut changer la vie.

Cela n'empêche pas les personnes interrogées de fixer clairement les priorités qu'elles attendent du futur gouvernement de gauche. Pour 70 % d'entre elles (et jusqu'à 80 % chez les moins de 25 ans), la mesure à prendre d'urgence est la création de 350 000 emplois pour les jeunes, et, pour 55 %, l'augmentation du SMIC, des bas salaires et des petites retraites. 35 % jugent prioritaire la réforme de la vie politique, à travers l'interdiction du cumul des mandats. La réduction du temps de travail apparaît beaucoup moins urgente (28 %), tout comme l'abrogation des lois Pasqua-Debré (13 %). Voilà donc Lionel Jospin prévenu : les électeurs n'attendent pas moins et merveilles de la gauche. Mais ils le jugent sur sa capacité à s'attaquer sérieusement au chômage et à rénover la vie politique.

Gérard Courtois

Lionel Jospin, chef de l'exécutif

Avec la victoire de la gauche, souhaitez-vous que...
■ Jacques Chirac reste président de la République 61%
■ Jacques Chirac démissionne 31%
■ sans opinion 8%



Pensez-vous qu'une cohabitation entre Jacques Chirac et un gouvernement de gauche...

■ pourra durer cinq ans 35%
■ ne pourra pas durer cinq ans 60%
■ sans opinion 5%

Dans votre vote aux élections législatives, qu'avez-vous voulu d'abord exprimer ?

Voie	Pourcentage
Voire soutien à Jacques Chirac et à la majorité RPR-UDF	25%
Voire volonté de sanctionner l'action menée au pouvoir par le RPR et l'UDF	25%
Voire soutien aux partis de gauche	30%
Voire opposition à la gauche	10%
Sans opinion	10%

Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles que le nouveau gouvernement de gauche devrait prendre en priorité ?

■ L'augmentation du SMIC, des bas salaires et des petites retraites	55%
■ La création de 350 000 emplois pour les jeunes dans les collectivités locales et les services publics	70%
■ La réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures sans réduction des salaires	28%
■ L'arrêt des privatisations	10%
■ L'abrogation des lois Pasqua-Debré	13%
■ Le contrôle des licenciements économiques	23%
■ L'interdiction du cumul des mandats	35%
■ La renégociation de certains critères pour le passage à la monnaie unique	19%
■ Sans opinion	2%

Pensez-vous que le résultat des élections législatives aura sur votre vie de tous les jours, sur votre niveau de vie, des conséquences...



Réalisé par la Sofres pour Le Monde et TF1, ce sondage a été réalisé le 1^{er} juin à partir de 20 heures, par téléphone, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes.

AXA Patrimoine Equilibre

+15.55% sur un an*

Voilà ce qu'on appelle une performance bien équilibrée.

Fonds Commun de Placement diversifié de la gamme AXA Patrimoine, AXA Patrimoine Equilibre répond à vos besoins de placements : obtenir une bonne performance avec une part de risques mesurés.

En choisissant AXA Patrimoine Equilibre :

- vous disposez d'une répartition équilibrée entre les différents marchés actions, obligations et monétaires
- vous déléguez votre gestion auprès des experts d'AXA
- vous bénéficiez des avantages de la gamme AXA Patrimoine : vous êtes libérés de tous soucis de gestion et vous choisissez une gestion en franchise d'impôt
- vous profitez de la puissance et de l'expertise du 2^{ème} gestionnaire d'actifs au monde (Groupe AXA-UAP)
- vous bénéficiez d'un conseil et d'un service privilégié

Pour souscrire dès aujourd'hui ou obtenir plus de renseignements :
Téléphone : 01 40 75 73 90
Télécopie : 01 40 75 73 18

AXA
ASSET
MANAGEMENT

Allez-y sans vous engager

* source Micropai au 13/05/1997 (performance sur un an cumulé)

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part une documentation sur AXA Patrimoine Equilibre

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. Dom. _____ Tél. Bur. _____

A compléter et renvoyer à AXA Asset Management, Service des Placements, 16, avenue Maitignon, 75008 Paris

051 7 11 01



Lionel Jospin ou le refus du cynisme en politique

Le premier secrétaire peut jeter un regard d'autant plus satisfait sur son parcours que la victoire de dimanche est largement la sienne.

LA scène se déroule au soir du 13 mai. Lionel Jospin, qui vient de tenir un meeting à Clermont-Ferrand, ramène dans son avion Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme. Le premier secrétaire du Parti socialiste a forcé un peu sa politesse naturelle. Sans doute n'a-t-il pas oublié qu'au moment de l'élection présidentielle de 1995, ce proche de l'ancien chef de l'Etat redisait à qui voulait l'entendre : « Jospin président, ce n'est pas sérieux ».

Autour de plateaux-repas, la conversation roule péniblement. L'avion tanguait sous l'orage. Non sans malice, Lionel Jospin interroge André Sainjoo, radical-socialiste, sur sa cohabitation avec Bernard Tapie au Parlement européen de Strasbourg. L'ancien syndicaliste articule quelques mots. Le premier secrétaire se tourne alors vers Michel Charasse : « Je ne pardonnerai jamais qu'on en ait fait un ministre de la République ».

Lionel Jospin, c'est d'abord une certaine conception de l'action publique, d'une certaine éthique de la République. Sa rigueur est légendaire. Du coup, l'ancien candidat à la présidence de la République est souvent apparu solitaire ou, même, isolé. Après un septennat à la tête du PS, de 1981 à 1988, où il a toujours privilégié la recherche de l'unité et de la synthèse, recueillant plus de 70 % des mandats aux motions qu'il présentait ou obtenant même, comme au congrès de Lille en 1987, l'unanimité des courants, il a fini par intriguer, ses amis comme ses adversaires. Répugnait-il, au nom de sa conception de l'action publique, à entrer dans une guerre de courants qui ne l'a jamais inspi-

ré ? Ou se posait-il déjà en recours ? Celui que Jacques Chirac va devoir nommer premier ministre remettra à plus tard le livre qu'il avait commencé et qui devait sortir en septembre. Dans un ouvrage précédent, *L'invention du possible* (Flammarion, 1992), il revenait déjà sur son refus du « cynisme » en politique, thème martelé dans la bonne quinzaine de meetings qu'il a tenus pendant cette campagne. « J'ai appris (...) des événements de ce siècle et de l'action politique les vertus du réalisme et, même, du relativisme ».

Loin de priser les coteries et les petits complots concoctés à l'aube des fins de congrès, Lionel Jospin a cultivé son originalité au sein du PS, après avoir quitté le poste de premier secrétaire en janvier 1988, troqué pour une fonction de ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale. Il s'est autoproclamé, certains diraient marginalisé, par la singularité de son parcours au sein du parti d'Épinay. « On m'a toujours secondarisé », se plaignait-il alors.

PREMIER des socialistes de 1981 à 1988, il tenait son parti ; mais les vrais maîtres étaient ailleurs avec, à l'Élysée, François Mitterrand, à Matignon, Pierre Mauroy puis Laurent Fabius, auquel il lui faudra disputer la conduite de la campagne législative de 1986. Dès qu'il retrouve sa liberté, début 1988, en abandonnant la direction de la maison socialiste, il manifeste son goût pour l'indépendance.

Au même moment, il amorce ce qui apparaîtra comme une prise de distance avec François Mitterrand, avant d'inventer, en 1995, un « droit d'initiative » qui se transformera ensuite en « bilan contrasté ». Alors que l'Élysée fait le maximum pour

L'homme de la synthèse socialiste, qui a engagé la rénovation de son parti, recueille les fruits de sa ténacité

que Laurent Fabius, l'autre héritier, devienne premier secrétaire du PS, Lionel Jospin soutient ostensiblement son ami Pierre Mauroy, qui reste, pour lui, en tant que premier ministre d'un gouvernement d'union de la gauche, le symbole de la volonté de rassemblement.

En avril 1992, quand Lionel Jospin se trouve mis à l'écart du gouvernement de Pierre Bérégovoy, lui qui n'avait jamais fait de « l'ouverture » sa tasse de thé, il fait contre mauvaise fortune bon cœur. N'évite-t-il pas ainsi de côtoyer Bernard Tapie ? Après sa défaite - mal vécue - aux élections législatives de 1993, dans la 7^e circonscription de la Haute-Garonne, il prend de la distance.

Il joue la carte du non-interventionnisme dans le processus de prise de pouvoir de Michel Rocard.

Dépositaire de l'héritage de François Mitterrand, symbolisé d'ailleurs à ses yeux par les 110 propositions de 1981 que par la *Lettre aux Français* de 1988, il ne le soutient pas, mais ne s'y oppose pas. Déjà convaincu que le PS ne se ressourcira qu'en se rénovant, il laisse faire l'inventeur du « big bang », jusqu'au congrès du Bourget, en octobre 1993.

Lionel Jospin a alors déjà amorcé son retour au sein du PS après avoir, en avril 1993, décidé de se tenir « éloigné pour un temps de l'action publique » et s'être démis de tous ses mandats au sein du parti. Le « cynisme » en politique aurait-il alors eu raison de sa volonté de rénovation ? Il s'adresse à Alain Juppé, ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Édouard Balladur, pour lui demander très officiellement de reprendre le fil de sa carrière au Quai d'Orsay, où il s'était occupé, de 1965 à 1969, des relations avec les organisations économiques mondiales des Nations unies, et d'obtenir un poste d'ambassadeur.

Le futur premier ministre de Jacques Chirac ne donne pas suite à cette requête, sans pouvoir imaginer que cet ancien dirigeant socialiste, sur l'avenir duquel nul ne mise alors, deviendra, quatre ans plus tard, son successeur à Matignon. Lionel Jospin retrouve donc le chemin de Solfédino et des déjeuners de courant du mercredi - ses détracteurs parlent ironiquement de traversée, non du désert, mais du « bac à sable ».

Pourtant, Lionel Jospin renoue avec la singularité de son parcours. Il se tient aux marges, à distance des jeux internes. Deux épisodes illustrent sa particularité. Le 19 juin 1994, dans une sorte de putsch interne, Michel Rocard est éliminé de ses fonctions de premier secrétaire.

Neutre lors de l'élection de l'ancien premier ministre, il reste neutre au moment de son éviction. Plus étrange apparaît son attitude dans l'élection du nouveau premier secrétaire. Le choix se limite à un duel entre deux anciennes figures jospiniennes, incarnant déjà deux lignes bien distinctes : d'un côté, Dominique Strauss-Kahn, l'ancien ministre de l'Industrie, qui défend un certain modernisme ; de l'autre, Henri Emmanuelli, l'ancien président de l'Assemblée nationale, défenseur de la tradition socialiste. Le conseiller général de Cointegabelle choisit de ne pas choisir entre ses ex-léutenants.

NUL ne peut encore imaginer que Lionel Jospin se prépare à être un éventuel recours. Au congrès de Liévin, il présente sa propre contribution - alors que ses amis jospiniens se dispersent - et lorsqu'il la défend à la tribune, le 19 novembre 1994, en fin de journée, il capte à peine l'attention. La critique du pouvoir mitterrandien y est pourtant cinglante. « Le constat est clair : on a trop peu débattu, pendant le deuxième septennat de François Mitterrand, des grandes orientations de notre politique ».

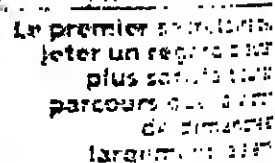
Dans ce texte, où il parle de « président sortant », il note au passage que « les responsables de parti peuvent être également membres du gouvernement » et veut déjà « faire revivre la démocratie, changer le style du pouvoir ». « J'ai voulu être positif, écrit-il. Car, s'il est nécessaire de critiquer le passé, il est plus utile encore d'en tirer des leçons et d'avancer des propositions ». L'essentiel du message du futur candidat à l'élection présidentielle et du futur premier ministre est déjà là, en condensé. Nul ne l'attend encore quand, le 4 janvier 1995, il an-

nonce à un bureau national ébahi, après le retrait de Jacques Delors, sa candidature à la candidature à l'Élysée. Le premier secrétaire se met sur les rangs pour lui faire barrage, mais Lionel Jospin s'en sort un mois plus tard avec plus de 60 % des voix des militants. « Les trois ou quatre pestiférés » de Liévin, selon la formule de son ami Daniel Vaillant, sont loin.

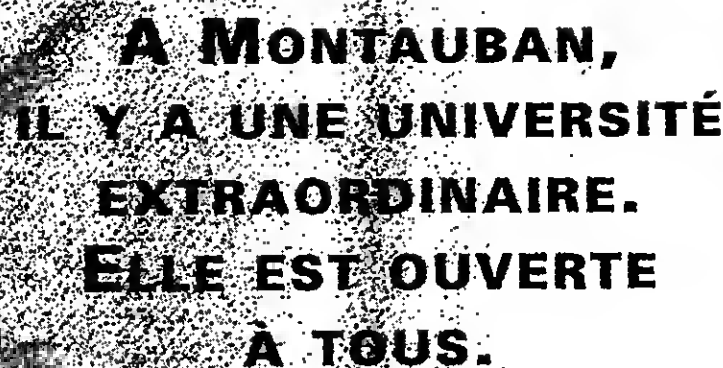
Lionel Jospin s'impose en seul recours, comme si son vol au-dessus des petites guerres internes avait montré sa détermination à faire de la politique autrement et à combattre le « cynisme ». Tout naturellement, le succès de sa campagne présidentielle le rend incontestable pour reproduire la tête du PS le 14 octobre 1995. Lionel Jospin choisit de le gouverner au-dessus des courants, refuse de reconstruire le sien, entreprend un laborieux travail de rénovation programmatique, à travers trois conventions (sur l'Europe, la démocratie et l'économie). Le recours est redevenu homme de synthèse, ce qui, pour un PS encore convalescent, reste singulier.

Libéré de l'ombre tutélaire de François Mitterrand, Lionel Jospin, qui fêtera ses soixante ans le 12 juillet, peut jeter un regard d'autant plus satisfait sur son parcours que la victoire du 1^{er} juin est davantage la sienne que celle d'un PS encore à mi-parcours de la rénovation. « Je suis désormais comptable de ce que nous [les socialistes] ferons dans les années qui viennent de notre société et de notre monde, expliquait-il le 1^{er} septembre 1996. Je ne veux pas qu'on puisse porter sur ma génération politique le même jugement que celui qui avait été porté sur la génération politique des années 30 ». Le voilà à pied d'œuvre.

Michel Noblecourt



1980-1981, 1982-1983, 1984-1985, 1986-1987, 1988-1989, 1990-1991, 1992-1993, 1994-1995, 1996-1997, 1998-1999, 2000-2001, 2002-2003, 2004-2005, 2006-2007, 2008-2009, 2010-2011, 2012-2013, 2014-2015, 2016-2017, 2018-2019, 2020-2021, 2022-2023, 2024-2025, 2026-2027, 2028-2029, 2030-2031, 2032-2033, 2034-2035, 2036-2037, 2038-2039, 2040-2041, 2042-2043, 2044-2045, 2046-2047, 2048-2049, 2050-2051, 2052-2053, 2054-2055, 2056-2057, 2058-2059, 2060-2061, 2062-2063, 2064-2065, 2066-2067, 2068-2069, 2070-2071, 2072-2073, 2074-2075, 2076-2077, 2078-2079, 2080-2081, 2082-2083, 2084-2085, 2086-2087, 2088-2089, 2090-2091, 2092-2093, 2094-2095, 2096-2097, 2098-2099, 2100-2101, 2102-2103, 2104-2105, 2106-2107, 2108-2109, 2110-2111, 2112-2113, 2114-2115, 2116-2117, 2118-2119, 2120-2121, 2122-2123, 2124-2125, 2126-2127, 2128-2129, 2130-2131, 2132-2133, 2134-2135, 2136-2137, 2138-2139, 2140-2141, 2142-2143, 2144-2145, 2146-2147, 2148-2149, 2150-2151, 2152-2153, 2154-2155, 2156-2157, 2158-2159, 2160-2161, 2162-2163, 2164-2165, 2166-2167, 2168-2169, 2170-2171, 2172-2173, 2174-2175, 2176-2177, 2178-2179, 2180-2181, 2182-2183, 2184-2185, 2186-2187, 2188-2189, 2190-2191, 2192-2193, 2194-2195, 2196-2197, 2198-2199, 2200-2201, 2202-2203, 2204-2205, 2206-2207, 2208-2209, 2210-2211, 2212-2213, 2214-2215, 2216-2217, 2218-2219, 2220-2221, 2222-2223, 2224-2225, 2226-2227, 2228-2229, 2230-2231, 2232-2233, 2234-2235, 2236-2237, 2238-2239, 2240-2241, 2242-2243, 2244-2245, 2246-2247, 2248-2249, 2250-2251, 2252-2253, 2254-2255, 2256-2257, 2258-2259, 2260-2261, 2262-2263, 2264-2265, 2266-2267, 2268-2269, 2270-2271, 2272-2273, 2274-2275, 2276-2277, 2278-2279, 2280-2281, 2282-2283, 2284-2285, 2286-2287, 2288-2289, 2290-2291, 2292-2293, 2294-2295, 2296-2297, 2298-2299, 2300-2301, 2302-2303, 2304-2305, 2306-2307, 2308-2309, 2310-2311, 2312-2313, 2314-2315, 2316-2317, 2318-2319, 2320-2321, 2322-2323, 2324-2325, 2326-2327, 2328-2329, 2330-2331, 2332-2333, 2334-2335, 2336-2337, 2338-2339, 2340-2341, 2342-2343, 2344-2345, 2346-2347, 2348-2349, 2350-2351, 2352-2353, 2354-2355, 2356-2357, 2358-2359, 2360-2361, 2362-2363, 2364-2365, 2366-2367, 2368-2369, 2370-2371, 2372-2373, 2374-2375, 2376-2377, 2378-2379, 2380-2381, 2382-2383, 2384-2385, 2386-2387, 2388-2389, 2390-2391, 2392-2393, 2394-2395, 2396-2397, 2398-2399, 2400-2401, 2402-2403, 2404-2405, 2406-2407, 2408-2409, 2410-2411, 2412-2413, 2414-2415, 2416-2417, 2418-2419, 2420-2421, 2422-2423, 2424-2425, 2426-2427, 2428-2429, 2430-2431, 2432-2433, 2434-2435, 2436-2437, 2438-2439, 2440-2441, 2442-2443, 2444-2445, 2446-2447, 2448-2449, 2450-2451, 2452-2453, 2454-2455, 2456-2457, 2458-2459, 2460-2461, 2462-2463, 2464-2465, 2466-2467, 2468-2469, 2470-2471, 2472-2473, 2474-2475, 2476-2477, 2478-2479, 2480-2481, 2482-2483, 2484-2485, 2486-2487, 2488-2489, 2490-2491, 2492-2493, 2494-2495, 2496-2497, 2498-2499, 2500-2501, 2502-2503, 2504-2505, 2506-2507, 2508-2509, 2510-2511, 2512-2513, 2514-2515, 2516-2517, 2518-2519, 2520-2521, 2522-2523, 2524-2525, 2526-2527, 2528-2529, 2530-2531, 2532-2533, 2534-2535, 2536-2537, 2538-2539, 2540-2541, 2542-2543, 2544-2545, 2546-2547, 2548-2549, 2550-2551, 2552-2553, 2554-2555, 2556-2557, 2558-2559, 2560-2561, 2562-2563, 2564-2565, 2566-2567, 2568-2569, 2570-2571, 2572-2573, 2574-2575, 2576-2577, 2578-2579, 2580-2581, 2582-2583, 2584-2585, 2586-2587, 2588-2589, 2590-2591, 2592-2593, 2594-2595, 2596-2597, 2598-2599, 2600-2601, 2602-2603, 2604-2605, 2606-2607, 2608-2609, 2610-2611, 2612-2613, 2614-2615, 2616-2617, 2618-2619, 2620-2621, 2622-2623, 2624-2625, 2626-2627, 2628-2629, 2630-2631, 2632-2633, 2634-2635, 2636-2637, 2638-2639, 2640-2641, 2642-2643, 2644-2645, 2646-2647, 2648-2649, 2650-2651, 2652-2653, 2654-2655, 2656-2657, 2658-2659, 2660-2661, 2662-2663, 2664-2665, 2666-2667, 2668-2669, 2670-2671, 2672-2673, 2674-2675, 2676-2677, 2678-2679, 2680-2681, 2682-2683, 2684-2685, 2686-2687, 2688-2689, 2690-2691, 2692-2693, 2694-2695, 2696-2697, 2698-2699, 2700-2701, 2702-2703, 2704-2705, 2706-2707, 2708-2709, 2710-2711, 2712-2713, 2714-2715, 2716-2717, 2718-2719, 2720-2721, 2722-2723,

[illegible]

Située dans le centre E. Leclerc de Montauban-Aussonne, l'Université Populaire accueille chaque année plus de 1000 personnes. D'octobre à juin, ses 50 animateurs salariés et ses 10 bénévoles partagent leur savoir avec tous ceux qui le désirent, sans distinction d'âge et sans obligation de diplôme ou de niveau. Langues, peinture, dessin, musique, théâtre, histoire, science, technique, vie pratique, on peut tout y apprendre. Depuis sa création en 1988, l'Université Populaire est soutenue activement par le centre E. Leclerc.

E. LECLERC

செய்த நாள்



Un symbole de la génération « mutante » du PC de Robert Hue

MARIE-GEORGE BUFFET
membre du secrétariat national du PC

Grande, élégante, le regard bleu, Marie-George Buffet tient davantage d'une Marie-Claude Vaillant-Couturier qu'elle vénérait que de Madeleine Vincent. Inconnue du grand public, voire des « vieux » militants, Marie-George Buffet, quarante-huit ans, membre du secrétariat national du PC depuis janvier, réalise depuis un an une ascension remarquable place du Colonel-Fabien. Signes qui ne trompent pas, c'est elle qui avait été chargée du discours final de la fête de l'humanité, en septembre 1996. C'est aussi l'heureuse candidate de la 4^e circonscription de la Seine-Saint-Denis, elle qu'on a vue dans la campagne télévisée officielle et sur les plateaux de télévision, au soir du premier et du second tour de ces élections législatives.

Marie-George Buffet compte parmi les plus fidèles soutiens du nouveau secrétaire national. Elle l'a connu en 1993, dans la « commission du Manifeste », alors qu'il préparait ce 28^e congrès, où Robert Hue allait être élu. « Une intégrité de l'ouverture », disaient pérorant les plus conservateurs du parti. Un an plus tard, elle entra au « secrétariat » resserré de sept membres. Une consécration.

Responsable de la « vie du parti », Marie-George Buffet est à la fois le symbole de cette nouvelle génération « mutante » qui tente de s'imposer place du Colonel-Fabien, et, avec son beau score du 1^{er} tour dans la circonscription laisée par Louis Pierra, où la militante des Hauts-de-Seine était inconnue, de cette nouvelle vague de candidates féminines qu'elle a largement participé à imposer.

Marie-George Buffet repousse avec vigueur le profil de la dirigeante biberonnée. « Si je suis montée, c'est aussi parce que les femmes m'ont poussée ». Permanente du parti depuis son entrée au comité national, elle s'applique aussi à se dégarer de l'image d'apparatchik qu'on pourrait lui coller. Étudiante en licence d'histoire et de géographie à la faculté de Censier, elle adhère au PC en 1969, « à cause de la guerre du Vietnam ». Sa famille — sept frères et sœurs, un grand-père compagnon sténo-dactylographe de Pologne — était plutôt attirée par le royalisme. Ex-présidente de la fédération des résidences universitaires de France, Marie-George Buffet a ensuite travaillé comme employée à la mairie du Plessis-Robinson. Elle a été adjointe au maire de Chateaufort-Malabry, chargée des affaires sociales de 1977 à 1983. « Elle a une vie avant le parti, et en dehors », assure ses proches.

Ancienne collaboratrice de Gisèle Moreau, au secteur « femmes » du parti, Marie-George Buffet est une vraie féministe. Elle évoque avec bonheur la « belle » manifestation pour le droit des femmes, le 25 novembre 1995, ou encore le succès de leurs assistes nationales, à la mi-mars 1996. Tout son matériel électoral et ses discours témoignent de son souci de parler d'abord à ses « électrices » ou ses « concitoyennes ». Avec ses amis, elle s'amuse de la « misogynie » de Georges Marchais, qui n'a pas voulu laisser sa circonscription du Val-de-Marne à une femme au prétexte que la circonscription était « trop difficile ». Avec Madeleine Vincent, elle travaillait, avant la dissolution, à la création d'une association loi de 1901 sur l'histoire des femmes et du parti.

Ariane Chemin



Un spécialiste de l'expertise

CHRISTIAN SAUTTER
inspecteur général des finances

Depuis bientôt vingt ans, Christian Sautter promène sa haute et mince silhouette dans les couloirs du PS et les coulisses des pouvoirs socialistes. S'il en connaît sans aucun doute tous les arcanes, l'homme a opté une fois pour toutes pour la discrétion, opposant un sourire ironique à toute question susceptible de déranger. Christian Sautter, cinquante-sept ans, n'aime guère se confier, prend soin de haïr les jeux de pouvoir et les combats d'appareil qui ont traumatisé le PS des années du congrès de Rennes. Un congrès auquel il a justement assisté en mars 1990 comme observateur pour François Mitterrand et dont il a gardé un goût de cendre.

Mitterrandiste tempéré, Christian Sautter ne s'est jamais véritablement éloigné de Lionel Jospin, qui lui avait confié de 1985 à 1988 l'animation du groupe d'experts du Parti socialiste. En 1995, il est du staff de la campagne présidentielle et s'occupe du chiffrage budgétaire des propositions du candidat socialiste. Deux ans plus tard, le voici de nouveau dans le premier cercle des fidèles de Lionel Jospin. Son nom est avancé comme possible directeur de cabinet si le premier secrétaire du PS s'installe à Matignon.

Ayant rejoint l'inspection des finances en 1985, M. Sautter affiche un parcours typique de haut fonctionnaire. Économiste, ancien administrateur de l'Insee, polytechnicien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales,

Six nouveaux visages d'hommes et de femmes de la « gauche plurielle »

Il est aussi un spécialiste incontesté du Japon, sur lequel il a écrit une dizaine d'ouvrages. En 1982, il devient secrétaire général adjoint à l'Élysée, poste qu'il quitte en 1985 pour le retrouver de 1988 à 1990.

Cet homme concis, dont le carburant est la distance et l'humour, apparaît alors en première ligne. En juillet 1989, Michel Rocard lance le grand chantier du réaménagement de la région parisienne. L'Élysée le propulse quelques mois plus tard préfet de la région Ile-de-France. A charge pour lui, dans cette région largement dominée par le RPR et où le PC malmené le PS, de mener à bien la révision du schéma directeur d'Ile-de-France. Avec un stoïcisme certain, Christian Sautter s'attellera à cette tâche, surbissant les assauts de la droite et la colère des communistes.

Christian Sautter saura néanmoins faire preuve d'une solide obstination, et de réelles capacités diplomatiques, pour finalement mener à bien la révision du schéma directeur, dont la droite — Jacques Chirac et Charles Pasqua en tête — ne voulait à aucun prix. Négociant avec Pierre-Charles Krieg, puis avec Michel Giraud, les deux présidents successifs du conseil régional d'Ile-de-France, un avant-projet pourra être finalisé. Son adoption définitive n'interviendra qu'après son départ de la préfecture de région, en 1993, lorsque Charles Pasqua retrouve le ministère de l'Intérieur.

Christian Sautter renoue alors avec sa passion — le Japon —, l'économie internationale et l'expertise — au sein de l'équipe Jospin.

François Bonnet



Une « grosse tête » bien faite qui connaît déjà Matignon

MARISOL TOURAINE
maître des requêtes au Conseil d'État

Marisol Touraine est ce qu'on appelle communément une « grosse tête ». Il se trouve que cette tête bien pleine est aussi bien faite. Jolie brune mince et élancée, à l'air parfois effarouché quand elle n'arboise pas un grand et lumineux sourire — on ne s'appelle pas impunément Marisol, c'est-à-dire Marie-Soleil en espagnol —, la nouvelle élue est la fille d'Alain Touraine et, comme lui, universitaire : ancienne élève de l'École normale supérieure, elle est agrégée de sciences sociales et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, où elle enseigne.

A trente-huit ans, mariée et mère de trois enfants, Marisol Touraine est une « vieille » militante. En 1988, elle entre au cabinet de Michel Rocard à l'Hôtel Matignon, grâce à son appartenance au « groupe d'experts » : autour de M. Rocard, principal présidentiable du PS, gravite alors une nouvelle génération de rocardiens, qui mettent leurs réflexions à son profit et s'emploient à allier sens politique et compétence technique. Dans son cas, il s'agit des questions stratégiques et de défense, dont elle s'occupera à Matignon. Elle ne s'en laisse pas compter par les soldats de haut rang qui composent l'entourage militaire du premier ministre.

Son passage au cabinet de Matignon lui permet, en 1991, d'être « recasée » au Conseil d'État, où elle est maître des requêtes. Elle tire les conséquences des bouleversements que connaît le monde en général et le Parti socialiste français en particulier : aujourd'hui, au sein du PS, elle se définit comme « rocardo-jospiniste ». Depuis 1994, elle avait eu de sauter le pas — « à quitter à faire de la politique, autant en faire directement, sur le terrain » — de n'être plus seulement experte, mais aussi élue. Le choix, par le PS, du système de quotas de femmes candidates aux législatives lui en fournit l'occasion : elle est parachutée dans la 3^e circonscription d'Indre-et-Loire, où elle n'a d'autre attache que... son nom. Apparemment, le parachutage se passe plutôt bien : choisie à 82 % par les militants, au terme d'une campagne interne contre une autre candidate, elle passe à l'étape suivante, la rencontre avec les électeurs, pour découvrir que « les gens veulent qu'on les écoute et veulent parler de choses importantes ». « J'aime bien », dit-elle simplement de l'expérience.

Quant à sa « compétence », Marisol Touraine a « toujours eu la volonté de réfléchir à l'ensemble des relations internationales ». Ce fut, avant l'effondrement du bloc de l'Est, à travers le prisme des questions stratégiques. Aujourd'hui, elle pense que l'une des « clés » des relations internationales est de « constituer des régions dotées d'identités culturelles relativement fortes », de penser en termes de « va-et-vient entre la régionalisation et la mondialisation ».

Pendant la campagne, il se murmurait qu'en cas de succès, dans une circonscription loin d'être gagnée d'avance, elle pourrait ne pas rester un simple député de base. La réponse de l'immensité est d'un classicisme éprouvé : si elle fait de la politique, c'est pour servir un « engagement collectif ». Au poste qu'on voudra lui donner.

Jean-Louis Andreani



Un socialiste épris de sécurité

BRUNO LE ROUX
maire (PS) d'Épinay-sur-Seine

Ni chauffeur ni escorte. Il est arrivé à pied, comme en balade. Il s'est présenté : Bruno Le Roux, maire d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Il a souri. Ça suffisait. La simplicité fait des miracles. Bruno Le Roux a beau n'avoir que trente-deux ans et un visage encore marqué des ronds de l'adolescence, il s'impose dans l'instant. Solide, tranquille, sûr de ses convictions et de son métier. La politique, il en a toujours fait. En 1983, il a dix-huit ans lorsqu'un hasard d'une campagne municipale l'entraîne avec des militants socialistes et rencontre Gilbert Bonnemaison, maire d'Épinay-sur-Seine, une « figure » du parti, spécialiste de la prévention de la délinquance, qui deviendra, des années plus tard, son mentor.

En attendant, Bruno s'inscrit au Mouvement des jeunes socialistes (MJS), dont il rejoint bientôt la direction nationale, et poursuit sagement des études de gestion à HEC. Fils d'ouvrier, il est surveillant de collège pour payer sa scolarité. Il est nommé en 1988 chargé de cours à l'Université Paris-XIII (et vice-président de la MNEF), mais sa carrière universitaire est brève. Un an plus tard, à vingt-quatre ans, il est élu conseiller municipal et maire adjoint aux côtés de Gilbert Bonnemaison, qui l'introduit auprès de Pierre Mauroy. Ce dernier, premier secrétaire du PS, le choisit comme directeur adjoint de cabinet. En

« Ce sera un gouvernement de travail, pas de remerciements »

1992, il se présente aux cantonales — « ma première vraie élection tout seul », dit-il — et devient secrétaire de la fédération socialiste de Seine-Saint-Denis.

En 1993, à trente ans, il est élu pour l'action en première ligne : Gilbert Bonnemaison, malade, renonce à se présenter à la mairie d'Épinay et l'introuise comme successeur. Élu maire sans difficulté dans un contexte périlleux, il se coule aussitôt dans les habits de son prédécesseur, dont il reprend la spécialité — la sécurité — au sein du PS.

Quelques mois après son élection, c'est le drame. Le 23 août 1995, une femme de vingt-cinq ans est tuée dans le quartier d'Orge-mont : « Des années de travail réduites à néant ». Il multiplie les innovations locales, se mêle aux débats sur les emplois de ville et suggère au PS de présenter un projet de loi sur la prohibition des armes à feu. En 1997, c'est la consécration : désigné « élu local de l'année », il est chargé par Lionel Jospin d'un rapport sur « la sécurité pour garantir la cohésion sociale ». Deux idées-forces : un, développer, à côté de la police, une présence sécuritaire dans les transports, les centres commerciaux, à proximité des écoles ; deux, accroître les moyens judiciaires afin que tous les petits délits soient sanctionnés dès le premier faux pas et casser ainsi l'engrenage de la délinquance.

Ses idées séduisent l'état-major du PS. Bruno Le Roux se présente pour la première fois aux législatives. Symbole de ces socialistes nouveaux, cuvée 1997, il entend bien « ne pas se laisser voler la victoire ». Thème connu. Mais il a confiance. « Lionel » ne laissera pas l'histoire bégayer. « Il nous a rendu la capacité de faire de la politique », dit-il. Ce sera un gouvernement de travail, pas de remerciements.

Véronique Maurus



Un actif partisan de l'union des Verts avec le PS

GUY HASCOËT
vice-président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais

Il avait l'appui du PS, qui lui a cédé la difficile circonscription de Roubaix, autrefois celle de Jules Guesde. Arrivé en tête, contre toute attente, il s'est acquis entre les deux tours la sympathie et le soutien du maire UDF de la ville, René Vandierendonck, qui l'a jugé plus apte à résister au Front national que le député RPR sortant, Michel Ghysel. Malgré son « parachutage » tardif dans ce bastion historique du socialisme en déshérence, Guy Hascoët n'a pas tardé à imposer sa personnalité. Le verbe fort ponctué d'un humour caustique, un embonpoint de bon vivant, un sens aigu du contact, et surtout un flair politique reconnu par ses adversaires : ce militant des Verts de la première heure — il fut l'un des fondateurs du mouvement en 1984 — n'est pas une découverte pour ceux qui le fréquentent depuis 1989 au conseil municipal de Lille et, depuis 1992, au conseil régional Nord-Pas-de-Calais, dont il est l'un des vice-présidents.

A trente-sept ans, cet « écologiste » a déjà une longue pratique de la « cohabitation » avec les socialistes. Elle est devenue, pour lui, une expérience du renouvellement de la culture politique de gauche. « Non pas la culture hégémonique d'un parti qui est bien morte, assurément, mais celle de la différence fondée sur un pacte de respect des identités ». Aujourd'hui, il mesure le « formidable chemin de progrès » accompli. Ce parcours, parsemé d'embûches et de conflits, lui a fourni autant de raisons d'œuvrer en faveur d'un rapprochement national avec le PS, dont, au sein des Verts, il a été l'un des plus actifs partisans.

Originaire de la Sarthe, Guy Hascoët découvre le Nord en 1981. Avec en poche un DUT d'hygiène de l'environnement, il effectue un stage de jeune volontaire à la Maison de la nature et de l'environnement, lieu de rassemblement de toutes les associations « alternatives ». Le premier, Pierre Mauroy, vint l'appeler de ces nouveaux alliés qui bousculent les habitudes et les traditions. Au conseil municipal de Lille, Guy Hascoët fait déjà figure de « stratège », débordant d'idées pour transformer « l'utopie écologique » sur le terrain.

Cette influence tactique lui est définitivement reconnue, en mars 1992, lors de la signature d'un accord surprise avec le PS. Avec l'élection de Marie-Christine Blandin à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais, les Verts, pour la première fois en France, ont trouvé un « laboratoire » d'envergure. Nommé vice-président chargé des transports, Guy Hascoët ne se prive pas d'agir. Les discussions sont souvent apaisées avec les élus des autres collectivités locales, les représentants de divers groupes de pression, notamment les « intégristes de la route », à qui il tente d'imposer ses visions et ses propositions alternatives en faveur du rail et des voies oavies.

Depuis 1995 qu'il assume la responsabilité de l'emploi et de la solidarité, Guy Hascoët laboure le « champ de l'utilité sociale », la réduction du temps de travail, la reconnaissance des associations de chômeurs... Plus qu'ailleurs, Roubaix, où 50 % des jeunes (dont 60 % issus de l'immigration) ont moins de vingt-cinq ans, renforce ses convictions sur l'urgence de solutions nouvelles.

Michel Delberghe



Une ex-figure du Syndicat de la magistrature

ADELINE HAZAN
secrétaire nationale du PS aux questions de société

Pour sa première campagne électorale, Adeline Hazan, qui défendait les couleurs du PS dans la 3^e circonscription de la Marne, n'était pas en terrain inconnu : au début de sa carrière de magistrat, elle était restée pendant trois ans juge de l'application des peines à Châlons-sur-Marne. Aujourd'hui, elle parcourt le département dans un tout autre rôle. « En fait, je ne me sens pas du tout déphasée, surtout dans les quartiers urbains, raconte-t-elle. Je retrouve dans cette campagne électorale les gens que je vois habituellement dans mon cabinet de juge des enfants, à Paris. Leurs problèmes me sont familiers ».

Avant de devenir secrétaire nationale du PS, Adeline Hazan était l'une des figures du Syndicat de la magistrature (SM). En 1986, six mois après la victoire de Jacques Chirac aux élections législatives, elle avait accédé à la présidence de ce syndicat, qui incarne depuis 1968 la gauche judiciaire. Elle s'était alors opposée aux projets-symboles d'Albin Chalandon : des « centres fermés » pour les mineurs et des nouvelles places de prison en gestion semi-privée. En 1988, François Mitterrand avait été réélu à l'Élysée, mais le Syndicat n'avait pas pour autant perdu tout sens critique : dans un texte paru

« C'est en réaffirmant nos valeurs, et non en les abandonnant, que nous récupérerons nos électeurs »

en 1989, Adeline Hazan dénonçait une gauche « décevante ».

Pour beaucoup de syndiqués, ces positions étaient cependant trop timides. Sous la pression d'une jeune garde qui critiquait vivement la direction du SM, plus proche, à ses yeux, des cabinets ministériels que de la base, le syndicat froila l'éclatement. Les rancœurs s'accumulèrent, et Adeline Hazan, qui faisait partie des « anciens », s'éloigna peu à peu. En 1990, elle rejoignait le secrétariat général à l'intégration, puis, l'année suivante, la délégation interministérielle à la ville (DIV), où elle suivait les problèmes de prévention de la délinquance.

En plus de son cabinet de juge des enfants, au palais de justice de Paris, Adeline Hazan, qui a adhéré au PS en 1992, est aujourd'hui secrétaire nationale aux questions de société. « C'est en réaffirmant nos valeurs, et non en les abandonnant, que nous récupérerons nos électeurs, y compris ceux qui fuient vers l'extrême droite », répète volontiers cette femme qui fait partie de la liste des candidats « prospectifs » par le Front national. Au début de l'année, dans un rapport sur l'immigration, elle affirmait ainsi clairement vouloir rompre avec le mythe de « l'immigration zéro », un objectif qui n'est, à ses yeux, « ni réalisable ni souhaitable ». « Nous voulons rompre avec la politique actuelle, qui fait de tout étranger un suspect en puissance », concluait-elle alors.

Anne Chemin

pensée éco
pimenté

agenda surcha

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

le nouveau

Un actif partisan de l'union des Verts avec le PS

Une ex-figure du Syndicat de la magistrature

[illegible]**Laurent Mauduit**

LES JEUNES AVEC JOSPIN

MJS Mouvement des Jeunes

CHANGÉONS D'AVENIR

Jean-Michel Bezat

1. 1970-1971 2. 1972-1973 3. 1974-1975 4. 1976-1977 5. 1978-1979 6. 1980-1981 7. 1982-1983 8. 1984-1985 9. 1986-1987 10. 1988-1989 11. 1990-1991 12. 1992-1993 13. 1994-1995 14. 1996-1997 15. 1998-1999 16. 2000-2001 17. 2002-2003 18. 2004-2005 19. 2006-2007 20. 2008-2009 21. 2010-2011 22. 2012-2013 23. 2014-2015 24. 2016-2017 25. 2018-2019 26. 2020-2021 27. 2022-2023 28. 2024-2025 29. 2026-2027 30. 2028-2029 31. 2030-2031 32. 2032-2033 33. 2034-2035 34. 2036-2037 35. 2038-2039 36. 2040-2041 37. 2042-2043 38. 2044-2045 39. 2046-2047 40. 2048-2049 41. 2050-2051 42. 2052-2053 43. 2054-2055 44. 2056-2057 45. 2058-2059 46. 2060-2061 47. 2062-2063 48. 2064-2065 49. 2066-2067 50. 2068-2069 51. 2070-2071 52. 2072-2073 53. 2074-2075 54. 2076-2077 55. 2078-2079 56. 2080-2081 57. 2082-2083 58. 2084-2085 59. 2086-2087 60. 2088-2089 61. 2090-2091 62. 2092-2093 63. 2094-2095 64. 2096-2097 65. 2098-2099 66. 2100-2101 67. 2102-2103 68. 2104-2105 69. 2106-2107 70. 2108-2109 71. 2110-2111 72. 2112-2113 73. 2114-2115 74. 2116-2117 75. 2118-2119 76. 2120-2121 77. 2122-2123 78. 2124-2125 79. 2126-2127 80. 2128-2129 81. 2130-2131 82. 2132-2133 83. 2134-2135 84. 2136-2137 85. 2138-2139 86. 2140-2141 87. 2142-2143 88. 2144-2145 89. 2146-2147 90. 2148-2149 91. 2150-2151 92. 2152-2153 93. 2154-2155 94. 2156-2157 95. 2158-2159 96. 2160-2161 97. 2162-2163 98. 2164-2165 99. 2166-2167 100. 2168-2169 101. 2170-2171 102. 2172-2173 103. 2174-2175 104. 2176-2177 105. 2178-2179 106. 2180-2181 107. 2182-2183 108. 2184-2185 109. 2186-2187 110. 2188-2189 111. 2190-2191 112. 2192-2193 113. 2194-2195 114. 2196-2197 115. 2198-2199 116. 2200-2201 117. 2202-2203 118. 2204-2205 119. 2206-2207 120. 2208-2209 121. 2210-2211 122. 2212-2213 123. 2214-2215 124. 2216-2217 125. 2218-2219 126. 2220-2221 127. 2222-2223 128. 2224-2225 129. 2226-2227 130. 2228-2229 131. 2230-2231 132. 2232-2233 133. 2234-2235 134. 2236-2237 135. 2238-2239 136. 2240-2241 137. 2242-2243 138. 2244-2245 139. 2246-2247 140. 2248-2249 141. 2250-2251 142. 2252-2253 143. 2254-2255 144. 2256-2257 145. 2258-2259 146. 2260-2261 147. 2262-2263 148. 2264-2265 149. 2266-2267 150. 2268-2269 151. 2270-2271 152. 2272-2273 153. 2274-2275 154. 2276-2277 155. 2278-2279 156. 2280-2281 157. 2282-2283 158. 2284-2285 159. 2286-2287 160. 2288-2289 161. 2290-2291 162. 2292-2293 163. 2294-2295 164. 2296-2297 165. 2298-2299 166. 2300-2301 167. 2302-2303 168. 2304-2305 169. 2306-2307 170. 2308-2309 171. 2310-2311 172. 2312-2313 173. 2314-2315 174. 2316-2317 175. 2318-2319 176. 2320-2321 177. 2322-2323 178. 2324-2325 179. 2326-2327 180. 2328-2329 181. 2330-2331 182. 2332-2333 183. 2334-2335 184. 2336-2337 185. 2338-2339 186. 2340-2341 187. 2342-2343 188. 2344-2345 189. 2346-2347 190. 2348-2349 191. 2350-2351 192. 2352-2353 193. 2354-2355 194. 2356-2357 195. 2358-2359 196. 2360-2361 197. 2362-2363 198. 2364-2365 199. 2366-2367 200. 2368-2369 201. 2370-2371 202. 2372-2373 203. 2374-2375 204. 2376-2377 205. 2378-2379 206. 2380-2381 207. 2382-2383 208. 2384-2385 209. 2386-2387 210. 2388-2389 211. 2390-2391 212. 2392-2393 213. 2394-2395 214. 2396-2397 215. 2398-2399 216. 2400-2401 217. 2402-2403 218. 2404-2405 219. 2406-2407 220. 2408-2409 221. 2410-2411 222. 2412-2413 223. 2414-2415 224. 2416-2417 225. 2418-2419 226. 2420-2421 227. 2422-2423 228. 2424-2425 229. 2426-2427 230. 2428-2429 231. 2430-2431 232. 2432-2433 233. 2434-2435 234. 2436-2437 235. 2438-2439 236. 2440-2441 237. 2442-2443 238. 2444-2445 239. 2446-2447 240. 2448-2449 241. 2450-2451 242. 2452-2453 243. 2454-2455 244. 2456-2457 245. 2458-2459 246. 2460-2461 247. 2462-2463 248. 2464-2465 249. 2466-2467 250. 2468-2469 251. 2470-2471 252. 2472-2473 253. 2474-2475 254. 2476-2477 255. 2478-2479 256. 2480-2481 257. 2482-2483 258. 2484-2485 259. 2486-2487 260. 2488-2489 261. 2490-2491 262. 2492-2493 263. 2494-2495 264. 2496-2497 265. 2498-2499 266. 2500-2501 267. 2502-2503 268. 2504-2505 269. 2506-2507 270. 2508-2509 271. 2510-2511 272. 2512-2513 273. 2514-2515 274. 2516-2517 275. 2518-2519 276. 2520-2521 277. 2522-2523 278. 2524-2525 279. 2526-2527 280. 2528-2529 28

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 3 JUIN 1997

TERRORISME La violence a endeuillé la fin de la campagne électorale en Algérie. Dimanche 1^{er} juin, un double attentat à la bombe dans le centre d'Alger a fait au moins six

morts et soixante-cinq blessés. ● JEU-DI 5 JUIN, près de 17 millions d'électeurs sont appelés à élire, pour la première fois au scrutin proportionnel, l'Assemblée populaire nationale algérienne. ● PRÈS D'UNE QUARANTAINE de partis politiques ont fait campagne, mais ceux qui peuvent espérer entrer en force dans la future Assemblée ne sont qu'une poignée. Le

mieux placé est le Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Zeroual. ● LA PERSPECTIVE d'un changement de majorité en France n'enchant pas les autorités algériennes. « Le retour aux commandes du PS n'augure rien de positif sur les relations futures » entre l'Algérie et la France, averti le quotidien *El Watan*.

meilleurs placés sont le Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Zeroual. ● LA PERSPECTIVE d'un changement de majorité en France n'enchant pas les autorités algériennes. « Le retour aux commandes du PS n'augure rien de positif sur les relations futures » entre l'Algérie et la France, averti le quotidien *El Watan*.

meilleurs placés sont le Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Zeroual. ● LA PERSPECTIVE d'un changement de majorité en France n'enchant pas les autorités algériennes. « Le retour aux commandes du PS n'augure rien de positif sur les relations futures » entre l'Algérie et la France, averti le quotidien *El Watan*.

Plusieurs attentats endeuillent la fin de la campagne électorale en Algérie

Alors que les Algériens désignent, jeudi 5 juin, leurs députés, deux bombes ont fait, dimanche, au moins six morts et soixante-cinq blessés dans la capitale. Le nouveau parti du président Zeroual est donné largement favori, avec les islamistes « modérés » du cheikh Mahfoud Nahnah

ALGER

de notre envoyé spécial

Uo brusque embouteillage dans un quartier de la banlieue est d'Alger, une rue barrée où attendent des ambulances, gyrophares allumés. « Ça ne finira jamais », lâche un automobiliste. Attentat ou accident banal ? Qu'importe ce qui s'est passé, il y a trois jours, en fin d'après-midi aux Anassers, un quartier populaire de la capitale. La violence fait partie du décor depuis des années, comme les sirènes des ambulances et des voitures de police. Samedi, un colis piégé a explosé dans un cinéma du centre d'Alger. Tandis que les policiers recherchaient des indices, le film continuait à se dérouler sur l'écran. Le lendemain, toujours au cœur de la capitale, deux explosions successives ont tué au moins six personnes (*lire ci-dessous*).

Pourtant, à écouter certains responsables politiques, à lire les éditorialistes, le pays a un « rendez-vous historique », jeudi 5 juin. Le fait est qu'à l'issue du scrutin, de type proportionnel, le pays va être doté d'une Chambre des députés pluraliste. Près d'une quarantaine de partis politiques ont fait campagne, mais ceux qui peuvent espérer entrer en force dans la future Chambre ne sont qu'une poignée.

Le mieux placé est paradoxalement le plus jeune d'entre eux, le Rassemblement national démocratique (RND), parti du président Zeroual. Créé dans l'urgence il y a un peu plus de trois mois après l'assassinat de celui qui devait en prendre la tête, le syndicaliste Abdelhak Benhamouda, pour récupérer la clientèle du Front de libération nationale (FLN) - l'ancien parti unique - démantelé aux yeux de l'opinion publique, le RND est « un nouveau-né avec des muscles », ironisent ses détracteurs.

Les Algériens l'ont aimablement baptisé « parti *Tahaw* » pour dire qu'il ne semble pas très solide.

Son principal adversaire sera le MSP (ex-Hamas), le parti des islamistes « modérés » de cheikh Mahfoud Nahnah. Candidat à l'élection présidentielle en 1995, celui-ci avait recueilli, selon les résultats officiels, le quart des suffrages. Habile et disposant d'un réseau d'associations sans équivalent en Algérie, cheikh Nahnah a fait de la récupération de l'électorat de l'ex-Front islamique du salut (FIS) son objectif principal. Il peut compter sur les voix des commerçants, mais les couches les plus démunies n'accrochent, semble-t-il, qu'un crédit limité à cet ancien acteur de théâtre qui pratique à l'égard du pouvoir un jeu ambigu (des représentants du MSP siègent au gouvernement). Pourtant, l'audience de cheikh Nahnah inquiète le régime qui n'a pas hésité, relayé par la presse, à ressortir contre lui de vieilles affaires politiques et à le diaboliser.

FIGURATION

Si le FLN peut compter sur ses bastions traditionnels dans le sud du pays, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) vont se disputer les voix de la Kabylie. Mais il ne s'agit pas que de cela. Entre eux, le divorce est également politique. Le FFS d'Houria Alt Ahmed (qui réside à l'étranger) a fait sa campagne sur le thème : « Une chance pour la paix ». Il milite pour une solution politique à la crise, un dialogue avec le FIS, ce dont ne veut pas le RCD de Saïd Sadi. Dans sa dénonciation du « péril islamiste » incarné par cheikh Nahnah, le RCD est très proche de l'ANR du l'ancien premier ministre Redha Malek, chef de file des « éradicateurs » (avec son mot d'ordre : « La peur doit changer de camp »).

Qu'il s'agisse du PRA de Nourredine Boukrouh, du Parti des travailleurs (PT, extrême gauche)

qu'anime Louisa Hanoune, des islamistes d'Ennahda, les petites formations ne peuvent espérer faire autre chose que de la figuratio à l'échelle nationale.

De l'aveu même de responsables politiques, la campagne électorale, qui s'achève lundi à minuit, a été mornie, comparée à la présidentielle de 1995. Aucun débat contra-

à El Oued, dans le sud, où 12 listes s'y disputent 6 sièges. Avec le soutien des islamistes du MSP, le milliardaire, un temps propriétaire en France de l'entreprise Chaffoteaux et Maury, a annoncé à ses électeurs la prochaine implantation d'une usine de traitement des dattes, promis, même en cas de défaite, de construire un club sportif, distribué

Une centaine d'observateurs des Nations unies

Sous l'égide des Nations unies, cent quatre personnes sont chargées d'observer le scrutin. De l'Italie aux États-Unis en passant par la Roumanie et la Corée, trente-trois pays (mais pas la France) ont finalement accepté d'envoyer des représentants dont le nombre varie de deux (c'est le cas de la Grande-Bretagne) à plus d'une dizaine (comme la Grèce). La Ligue arabe et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ont envoyé une autre centaine d'observateurs. Les trois organismes travailleront indépendamment les uns des autres. Les observateurs de l'ONU ambitionnent d'être présents, au moins une fois dans la journée, dans près de 10 % des bureaux de vote. Ils devront vérifier que les urnes arrivent vides, puis surveiller le vote et le dépouillement. Si la fiabilité des listes électorales (16 773 087 électeurs inscrits dont 743 237 à l'étranger) est mise en doute par certains partis de l'opposition, d'autres possibilités de fraude existent.

Outre le fait que les observateurs ne surveilleront qu'une partie des bureaux (ceux où votent l'armée, les gardes communaux, les policiers lors d'élections en grande partie), les résultats globaux seront collectés en dehors de la présence de représentants de l'ONU malgré leur demande. Le 6 juin, la mission de l'ONU publiera un rapport où elle rapportera les infractions éventuelles constatées.

dictoire n'a eu lieu à la télévision d'État où sont venus défiler les candidats avec, en toile de fond, un décor urbain, une carte de l'Algérie stylisée. Ceux dont les messages étaient trop critiques à l'encontre du régime, comme ce fut le cas du FFS et du PT, ont été censurés. Souvent difficiles à organiser pour les adversaires du pouvoir, les réunions publiques ont attiré leur lot de militants et de curieux que ne rebutait ni la présence des forces de sécurité ni les fouilles à l'entrée. Et comme jadis le FLN, son héritier, le RND a bénéficié de l'appui efficace de l'administration.

Peu de candidats avaient les moyens de Djilali Mehri. Candidat

des maillots de foot et des ballons... Pour expliquer pourquoi il voterait en faveur de Djilali Mehri, un jeune d'El Oued a répondu tout à trac : « Il est riche, il n'aura pas besoin de voler ».

Pour des raisons de sécurité, du 2 au 6 juin, les marchés hebdomadaires seront fermés en Algérie, la circulation des camions chargés de

cailloux, de bois, de sable, interdite tout comme celle de « tous véhicules de transport de marchandises et de citernes à carburant », a décrété le ministère de l'Intérieur. De son côté, la Commission indépendante de surveillance des élections législatives (Cnisl) a interdit, également à compter du 2 juin et jusqu'à la fin du scrutin, la publication de sondages. Or personne ne se souvient à quand remonte dans le pays la publication du dernier sondage...

En cette fin de campagne irrégulière, qui oscille entre drame et comédie, le résultat des élections fait l'objet de spéculations infinies. Lors des dernières élections législatives véritablement libres, le 26 décembre 1991, à l'issue du premier tour de scrutin (le second allait être annulé par l'armée), le FIS avait rasé la mise en s'adjugant 44 % des sièges tandis que le FLN s'effondrait et que les partis « démocratiques », à l'exception du FFS, ne réussissaient pas à percer.

Uo peu plus de cinq ans après, la victoire du RND, ex dépit du peu d'engouement qu'il suscite parmi les Algériens, se fait de doute pour personne. Avec le renfort du FLN et de l'ANR de Redha Malek, le pouvoir disposera probablement, au sein de la future Chambre, d'une confortable majorité. La victoire, avec 61 % des suffrages exprimés, du président Zeroual à l'élection présidentielle, le plébiscite en faveur de la nouvelle Constitution, approuvée par 85 % des votants, laissent peu de place à l'opposition.

Jean-Pierre Thuquet

Un Parlement élu pour cinq ans

● Le système électoral. Les élections législatives du 5 juin se dérouleront pour la première fois au scrutin proportionnel, pour permettre à tous les partis ayant une assise nationale minimale de se voir représentés au sein de la future Assemblée populaire nationale (APN), élue pour cinq ans.

● L'Assemblée. Le Parlement algérien est bicaméral et comptera 524 sièges. La Chambre basse (380 sièges) sera composée de députés élus dans les 48 wilayas (préfectures), mais, comme le prévoit la Constitution adoptée en novembre 1996, elle pourra être censurée par la Chambre haute (144 sièges) dont le tiers des membres seront directement désignés par le président Lamine Zeroual.

● Les partis. Deux grands partis se dégageaient parmi les 39 ex-licé et quelques dizaines d'indépendants (7 486 candidats au total) : le Rassemblement national démocratique (RND, parti pro-Zeroual) et le Mouvement pour la société islamique (MSP) du cheikh Mahfoud Nahnah, islamiste). ● Les électeurs. Près de 16,8 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour la troisième fois en un an et demi.

Nouvelles scènes d'horreur à Alger

VICTIMES aux jambes arrachées, enfants en sang, blessés évacués dans des voitures particulières : le centre d'Alger a vécu, de nouveau, des scènes d'horreur et de panique, dimanche 1^{er} juin, lors de deux sanglants attentats à la bombe dans des bus. Ces attaques, en plein centre, ont fait au moins 6 morts et 65 blessés, selon les autorités, mais les témoignages recueillis laissent présager un bilan beaucoup plus lourd. En début de soirée, une nette tension était perceptible en ville, et les rues du centre étaient largement désertées, les habitants préférant rentrer plus tôt.

Pendant plus de deux heures, le centre et ses rues animées proches du port avaient retenti sans interruption du vacarme des sirènes de police et des ambulances.

En début de soirée, à l'hôpital central Mustapha, de vieilles femmes se lamentaient et suppliaient le personnel de leur donner des nouvelles d'un membre de leur famille.

millie ou d'un proche. Des témoins du second attentat ont raconté à un journaliste de l'AFP qu'ils avaient vu une femme, le corps à demi sorti d'une fenêtre de l'autobus, les jambes arrachées. « Lorsque des gens sont tirés vers l'arrière, il n'y avait plus qu'un tronc sans jambes », ils ont également indiqué avoir vu un homme transformé en torche vivante, tandis qu'un autre, complètement affolé, courait dans la rue en hurlant.

La bombe avait apparemment été déposée au milieu de l'autobus. Le premier attentat, place des Martyrs, a créé un grand mouvement de panique. Un autre autobus a entièrement brûlé et a été éjecté par l'explosion. Dans une clinique du centre, une journaliste de l'AFP a vu arriver deux femmes les jambes arrachées. Une vieille femme, le visage en sang, choquée, attendait des soins. « C'est une catastrophe », se lamentait un jeune homme. — (AFP)

Le retour au pouvoir de la gauche en France inquiète les autorités

LA PERSPECTIVE d'un changement de majorité en France n'enchant pas les autorités algériennes, si l'on en juge par les premières réactions de la presse écrite, laquelle ne brille pas par son indépendance. « Le retour aux commandes du PS n'augure rien de positif sur les relations futures » entre l'Algérie et la France, averti *El Watan*.

Dans son éditorial du dimanche 1^{er} juin, le principal quotidien francophone privé regrette que les socialistes ne se soient pas démarqués de ce que fut, selon le journal, la ligne politique suivie par François Mitterrand pendant ses deux septennats. « En prenant fait et cause pour l'ex-FIS, après l'annulation du second tour électoral des législatives de 1992, en encourageant l'implantation sur le sol français d'une multitude d'associations religieuses algériennes dites caritatives, en réalisant des relais de réseaux intégristes, l'ancien chef d'État français s'est impliqué dans le vaste plan de déstabilisation de l'Algérie », juge *El Watan*.

Or les dirigeants actuels du PS, ajoute le quotidien, campent sur les mêmes positions : « Lionel Jospin, en pleine campagne électorale, n'a pas hésité à reproduire les clichés des années 90 puis à s'engager dans le scrutin législatif algérien du 5 juin, déclarant qu'il allait être antidémocratique ». « Bien sûr, tout cela peut évoluer sous le coup de la diplomatie », faisait observer quelques jours auparavant *Le Matin*, un quotidien où se retrouvent d'anciens communistes.

ORAISON FUNÈRE

Il n'empêche : ce qui s'était alors que la « probable » victoire de la gauche française n'est pas « une bonne nouvelle », et les « craintes algériennes » sont justifiées pour le pouvoir. « Très récemment, en relation avec les thèses de l'internationalisme socialiste, Lionel Jospin a eu à tenir des propos très ambigus sur la question du terrorisme, prêchant la réhabilitation du FIS en des termes à peine voilés », rappelait *Le Matin*. « Très discrets sur

la question et soucieux de ne pas s'engager dans une situation interne », les dirigeants algériens « ont toujours été de parler du sujet », ajoutait le quotidien avant de noter que « sur le plan économique comme sur la question de l'émigration, l'Algérie a peu à craindre d'un gouvernement de gauche ». Et de rappeler : « C'est sous Mitterrand que les plus importants contrats commerciaux ont été signés (et que) la législation de la gauche en matière d'émigration a toujours été empreinte de plus d'humanité ».

Inquiète de voir revenir au pouvoir les socialistes, la presse algérienne ne s'apitoie pas pour autant sur la défaite d'une droite qui a déçu Alger. Elle a surtout « géré le détestable statu quo légué par ses adversaires, se gardant de prendre toute initiative hardie à l'égard de l'Algérie, optant pour la confortable position de l'attente post-législative », écrit *El Watan* en guise d'oraison funèbre.

J.-P. T.

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque

LA GESTION LA PLUS PRIMÉE À VOTRE DISPOSITION

1996 Meilleur gestionnaire sur 5 ans
1996 Corbeille d'or
1994 Corbeille d'or
1992 2ème meilleur gestionnaire
1990 3ème meilleur gestionnaire
1987 Corbeille d'or

Corbeilles "Mieux Vivre Votre Argent" / Europerformance

1996 Meilleur gestionnaire actions et obligations
1996 Meilleur gestionnaire actions

Victoires des SICAV "La Tribune" / "Microcap"

1995 Meilleur produit d'assurance
"Corbeille Sélection" Euralliance-Fortis
Vainqueur de l'Europe pour le meilleur

Trophées de la Nuit des Services

Vous pouvez envoyer votre carte de visite ou téléphoner
à Mlle Nathalie Bougoin au 01 40 17 24 97
47 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Fax : 01 40 17 24 42

Ehoud Barak a toutes les chances d'être élu président du Parti travailliste israélien

L'ancien général devrait succéder, mardi 3 juin, à Shimon Pérès

Ehoud Barak, ancien généralissime de Tsahal d'avril 1991 à fin 1994, est quasiment assuré de prendre, mardi 3 juin, la tête du Parti travailliste

israélien, lors des élections auxquelles participent les 167 000 militants du parti. Pour succéder à l'ancien premier ministre, Shimon Pérès, trois

autres candidats sont en lice : les députés Ephraïm Sneh, Shlomo Ben-Ami et l'ancien vice-ministre des affaires étrangères, Yossi Beilin.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Bi-bi ! Bi-bi ! » Convention nationale travailliste, le 17 mai à Tel Aviv. Au fond de la salle, un petit groupe d'hommes entonne le slogan favori de la droite : « Bi-bi ! Bi-bi ! ». Des tristes infiltrés par le Likoud pour hurler le sobriquet du premier ministre Nétanyahou et saboter la réunion du plus grand parti de l'opposition ? Non. L'ancien général Ehoud Barak vient simplement d'entrer dans la salle. Et les caciques de l'aile gauche travailliste manifestent leur opposition à celui qui a toutes les chances de succéder à Shimon Pérès, mardi 3 juin. « Bi-bi » ou Barak, pour eux, c'est la même chose. Ils le font savoir et chacun prend la mesure des divisions au sein de la direction d'un parti en désynchronisation, depuis son échec électoral il y a un an.

Tous les sondages le démontrent : l'impétrant le mieux placé pour battre Benjamin Nétanyahou en l'an 2000, c'est lui, Ehoud Barak, cinquante-cinq ans, le plus décoré des soldats d'Israël. Les trois autres candidats à la présidence du parti n'espèrent plus qu'une chose : obtenir à eux trois plus de 60 % des voix le 3 juin, ce qui empêcherait le général en retraite d'être élu dès le premier tour et renforcerait les chances de l'un d'eux lors de l'éventuel second tour, quinze jours après.

Perspective peu probable tant il est vrai, comme le confie M. Pérès, que les travaillistes, fondateurs et bâtisseurs de l'Etat, « n'ont pas de culture d'opposition » et ne visent qu'un objectif : revenir au pouvoir, quitte, selon M. Pérès, à participer à un « gouvernement d'union » avec la droite nationale religieuse.

Même si beaucoup de commentateurs, comme Daniel Ben Simon (Haaretz), estiment qu'à un moment ou un autre « le nouveau patron des travaillistes, quel qu'il soit, entamera de discrètes négociations pour l'union avec Nétanyahou », il s'agit d'abord d'être celui qui les conduira.

« FAUCONS » ET « COLOMBES »

En juin 1995, cinq mois avant l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le Parti travailliste comptait quelque 250 000 militants encartés. Il en reste 167 000 et l'on s'étonne moins, avec David Newman, professeur de sciences politiques à l'université Ben-Gourion, de « l'aphonie quasi totale des travaillistes depuis un an. Trop occupés à ses petites intrigues internes, estime M. Newman, le parti ne s'est pas trop inquiété depuis sa chute, de ce qui arrivait au processus de paix israélo-arabe. » Tous les candidats le proclament : cela changera après le 3 juin.

En attendant, les derniers militants encartés du parti doivent désigner le prochain challenger de « Bi-bi ». Se présentent à leurs suffrages deux « faucons » - Ehoud Barak et Ephraïm Sneh, cinquante-deux ans, ancien général lui aussi, connu pour son opposition à la restitution du Golan à la Syrie -, et deux « colombes », Yossi Beilin et Shlomo Ben-Ami. C'est probablement ce dernier, professeur d'histoire européenne à l'université de Tel Aviv, qui présente le programme le plus novateur. Mais l'unique candidat séparatiste du quadrille travailliste, né au Maroc il y a cinquante-trois ans, est un intellectuel trop brillant pour avoir une chance de prendre la tête d'un

parti qu'il juge « sans âme », et d'une société qu'il perçoit encore comme « frustre ».

Le moins mal placé pour un éventuel face-à-face définitif avec M. Barak, le 18 juin, est Yossi Beilin, quarante-huit ans, ancien vice-ministre des affaires étrangères de M. Pérès et artisan, avec son mentor, des accords israélo-palestiniens dits d'Oslo. M. Beilin appartient à l'aile gauche de ce qu'on appelle ici « l'aristocratie travailliste ». La presse israélienne a fait ses gorges chaudes de l'éventuel affrontement final entre le « yuppie de Tel Aviv et le macho des kibboutzim ». Mais chacun admet que, si le duel doit avoir lieu, M. Barak l'emportera haut la main. Ancien patron des commandos d'élite de l'état-major, ancien chef des renseignements militaires, ancien généralissime de Tsahal, qu'il dirigea d'avril 1991 à fin 1994, l'homme qui se présente comme « le dauphin d'Yitzhak Rabin » est d'autant plus énigmatique que, comme dit Susan Hattis-Roelef, politologue locale, il s'est employé à « ne pas articuler le moindre commencement de programme politique ».

PERPLEXITÉ

Il est pour « la paix avec les Arabes », pour « le rétablissement de la confiance avec les Palestiniens et la poursuite du processus d'Oslo », pour « la reprise des négociations avec la Syrie » sur le Golan occupé. Mais à quelles conditions ? Dans quelle perspective ? Mystère. Lorsque Shlomo Ben-Ami, soutenu par M. Beilin, proposa d'inscrire dans la plate-forme travailliste l'assentiment du parti à l'éventuelle naissance d'un Etat

palestinien, M. Barak, qui affirme toujours « préférer une solution de confédération avec la Jordanie qui modifierait l'entité palestinienne », s'y opposa. Puis il s'y résigna pour maintenir l'unité du parti et à condition qu'il soit mentionné dans la plate-forme que l'éventuel Etat n'aurait ni armée, ni souveraineté sur la vallée du Jourdain (un quart de la Cisjordanie occupée), ni sur son espace aérien, que l'armée d'Israël pourrait survoler à sa convenance.

Etranger à toute idéologie, sauf celle du sionisme, M. Barak tient à se maintenir « au centre de l'échiquier national ». Le centre ayant largement glissé à droite, M. Barak suit. Partisan déclaré d'une « séparation avec les Palestiniens », son présupposé est que, sur la question des territoires occupés, la majorité de ses concitoyens reste attachée à l'idée du plus « grand Israël » possible.

En septembre 1995, alors ministre de l'économie, il fut le seul membre du gouvernement Rabin à ne pas ratifier l'accord d'Oslo 2, parce qu'il trouvait que tout cela allait trop vite, qu'il n'était point besoin de céder aussi rapidement autant de territoires (6 %) aux Palestiniens. Très offensif sur la manière « ridicule et dangereuse » de gouverner de M. Nétanyahou, M. Barak, qui n'a jamais attaqué les objectifs de cette politique, avait récemment sa perplexité : « Cherchez-t-il [Nétanyahou] à amener les Américains à intervenir directement dans nos affaires ? Ne comprend-il pas que le dessin américain dans la région est plus proche de celui d'Arafat que du nôtre ? »

Patrice Claude

Des milliers de démocrates ont défilé à Hongkong

Les manifestants ont réclamé la libération des prisonniers politiques chinois et commémoré le massacre de Tiananmen

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Les démocrates de Hongkong ont rassemblé, dimanche 1^{er} juin, un mois exactement avant le départ des Britanniques, la plus grosse manifestation enregistrée depuis plusieurs années contre les conceptions autoritaires des futurs maîtres des lieux. Quelque sept mille personnes se sont retrouvées en fin d'après-midi devant le siège local de l'agence Chine nouvelle, qui abrite la représentation de Pékin, pour réclamer la libération des prisonniers politiques chinois et une révision de la condamnation officielle par le gouvernement chinois du soulèvement de la place Tiananmen, à Pékin, en 1989.

Le chiffre représente une goutte d'eau par rapport au million de Hongkongais qui avaient défilé, pour protester, au lendemain de la répression. Il traduit pourtant l'existence d'un noyau dur de récalcitrants avec lesquels Pékin va devoir traiter, d'une manière ou d'une autre. Dans un geste de défi peu apprécié des fonctionnaires continentaux, qui filmaient la scène de derrière leurs fenêtres, les manifestants ont suspendu sur la façade du bâtiment une représentation sur toile noire de l'emblème du soulèvement, la « déesse de la démocratie ».

Celle-ci, du coup, masquait le blason de la République populaire de Chine. Les manifestants, emmenés par Tsang Kin-sing, député au Parlement hongkongais, instance que Pékin va dissoudre le 1^{er} juillet,

ont ensuite déposé une gerbe à la mémoire des victimes de la répression à Pékin.

Ils avaient auparavant traversé le quartier des affaires depuis son centre en criant des slogans et en brandissant des pancartes à la gloire de la « démocratie » et de la « liberté ».

Par moments, la foule, qui est allée en grossissant au fur et à mesure que le cortège progressait dans une parfaite coordination entre les organisateurs et la police, chantait des airs continentaux glorifiant la « patrie » chinoise. Ce pied de nez se voulait un lointain écho à la manière dont les étudiants de Tiananmen avaient récupéré à leur profit l'internationalisme pour en clamer les accents à la figure des dirigeants de Pékin.

DRAPEAUX TAIWANAIS

L'aspect le plus révélateur de cette manifestation était probablement sa composition : une population de toutes conditions et de tous âges, représentative de la population du territoire. Les plus âgés n'étaient pas les moins ardents à reprendre les slogans lancés par M. Tsang. Ce dernier évita soigneusement de tomber dans le piège de provocations qui justifiaient une condamnation immédiate de telles manifestations par le nouvel administrateur sous souveraineté chinoise, Tung Chee-hwa. Ainsi, les drapeaux de Taïwan étaient tolérés, mais de façon marginale. Un manifestant lança un puissant « A bas le Parti communiste chinois ! ». Tout le monde pouffa, mais personne ne reprit le slogan.

Francis Deron

900 F PAR MOIS.*



103 CH PAR PLAISIR.



LA NOUVELLE ALFA 145 EST EQUIPEE DU MOTEUR TWIN SPARK 16 SOUPAPES. A VOUS LE SILENCE DES 16 SOUPAPES QUI S'ACTIVENT DISCRETEMENT. A VOUS LA SOUPLESSE DES BAS REGIMES DU SYSTEME EXCLUSIF TWIN SPARK (DEUX BOUGIES PAR CYLINDRE). A VOUS LE PLAISIR DE CHOISIR ENTRE TROIS MOTORISATIONS : 103 CH, 120 CH ET 140 CH**. A VOUS LE PLAISIR DE CONQUERIR UNE ALFA 145. *OFFRE VALABLE POUR L'ACHAT D'UNE ALFA 145 1.4 TWIN SPARK 16V, NEUVE. PRIX TARIF AU 17.03.97 AM 97 82 500 F. MONTANT FINANCE 43 867 F EN CREDIT CLASSIQUE APRES VERSEMENT D'UN APOURT DE 28 633 F. TEG 8,50 %. 60 MENSUALITES DE 900 F. COUT TOTAL DE 10 133 F HORS ASSURANCES FACULTATIVES SOUS RESERVE D'ACCEPTATION DU CREDIT PAR ALFA ROMEO FINANCEMENT. OFFRE VALABLE JUSQU'AU 29.6.97.

NOUVELLE ALFA 145
TWIN SPARK 16 V. 103 CH.

Des milliers de démocrates ont défilé à Hongkong

Les manifestants ont réclamé la libération des prisonniers politiques chinois et commémoré le massacre de Tiananmen

HONGKONG. Les milliers de manifestants qui ont défilé dimanche 1^{er} juin, un mois exactement avant le départ des Britanniques, la plus grosse manifestation enregistrée depuis plusieurs années contre les conceptions autoritaires du régime de Pékin. Quel que soit le nombre de personnes qui ont participé à ce rassemblement, il a été qualifié de « historique » par les médias occidentaux, qui ont salué la représentation de l'opposition démocratique à l'égard du régime de Pékin, pour réclamer la libération des prisonniers politiques chinois et une révision de la constitution officielle par le pouvoir central. Les manifestants ont défilé dans le quartier financier de Hongkong, en direction de l'Assemblée législative, où ils ont déposé des fleurs et des bougies en mémoire des victimes du massacre de Tiananmen, à Pékin, en 1989.

Le rassemblement a été organisé par une coalition de groupes démocratiques, dont le plus important est le Mouvement démocratique de Hongkong, qui a été créé en 1985. Les manifestants ont porté des drapeaux chinois et des drapeaux du mouvement de libération de la Chine, et ont chanté des hymnes démocratiques. Ils ont également brandi des banderoles avec des slogans tels que « Libérez les prisonniers politiques », « Révisez la constitution », « Démocratie », « Liberté ».

Les autorités chinoises ont interdit toute manifestation de masse à Hongkong, mais les manifestants ont ignoré ces interdits et ont défilé sans incident. Les forces de police ont été présentes pour maintenir l'ordre, mais elles n'ont pas utilisé de force contre les manifestants.

DRAPÉAUX TAIWANAIS. Les manifestants ont également brandi des drapeaux de la République de Chine (Taïwan), ce qui a provoqué la colère des autorités chinoises. Les manifestants ont déclaré qu'ils voulaient exprimer leur soutien à la République de Chine, qu'ils considèrent comme le véritable gouvernement de la Chine.

Les autorités chinoises ont déclaré que les manifestants ont violé la loi de Hongkong, qui interdit toute manifestation de masse. Elles ont également déclaré que les manifestants ont été responsables de la destruction de biens publics.

Les manifestants ont répondu que leur manifestation était pacifique et qu'ils n'ont causé aucun dommage. Ils ont également déclaré qu'ils ont été persécutés par les autorités chinoises pour leur engagement démocratique.

LE PLAISIR.

LE ALFA 145
16 V. 103 CH.

Coeur Sportif

Mise en garde américaine à M. Tudjman et M. Milosevic

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT américain, Madeleine Albright, a dénoncé, samedi 31 mai, les retards des présidents de Croatie et de Serbie, Franjo Tudjman et Slobodan Milosevic dans la mise en œuvre de leurs engagements de Dayton. Le chef de la diplomatie américaine a évoqué avec les deux dirigeants les questions des criminels de guerre, du retour des réfugiés et des libertés politiques, toujours en suspens dans les Balkans plus de dix-sept mois après la signature des accords de paix.

A Belgrade, Madeleine Albright a sèchement déclaré que la normalisation des relations n'était pas encore à l'ordre du jour. « J'ai assuré [M. Milosevic] que si la Serbie ne respectait pas ses engagements, les États-Unis s'arrangeraient pour qu'elle ne participe pas à la tendance dynamique observée en Europe et qu'elle en reste au contraire très éloignée », a dit le secrétaire d'État. Avec le président croate, Franjo Tudjman, à Zagreb, Madeleine Albright a estimé « qu'il est du devoir des dirigeants de n'importe quel pays de fournir une direction morale et d'avoir demandé au président Tudjman de fournir ce genre de comportement », devant le chef d'État croate, qui présentait un visage lugubre. (AFP)

L'ambassadeur de France à Kinshasa a été reçu par M. Kabila

KINSHASA. Michel Rougagnou, l'ambassadeur de France à Kinshasa, a été reçu dimanche 1^{er} juin par le président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila. M. Rougagnou avait demandé audience la semaine dernière. Un premier contact officiel avec les nouvelles autorités avait eu lieu le 27 mai à l'occasion de la visite à Kinshasa de Jean-Pierre Lafon, envoyé spécial du Quai d'Orsay, venu s'enquérir de la sécurité des ressortissants français après l'assassinat de deux d'entre eux.

Par ailleurs, des soldats de la nouvelle armée congolaise ont ouvert le feu, lundi 26 mai, sur des manifestants qui défilaient à Uvira, dans l'est du pays, protestant contre l'assassinat de cinq personnes enlevées quelques jours plus tôt par des militaires, selon des sources humanitaires qui ont fait état d'une vingtaine de victimes. (AFP Reuters)

En Afghanistan, les talibans menacent de contre-attaquer

KABOUL. Les talibans, selon l'agence islamique afghane AIF, ont proposé, dimanche 1^{er} juin, à leurs opposants qui résistent toujours dans le nord du pays de négocier, tout en dépeçant des milliers de combattants vers les zones de combat dans cette région. Ils ont affirmé, dans un communiqué, qu'ils voulaient un accord de paix, ajoutant que, si leur offre était refusée, une opération de grande envergure serait lancée contre leurs adversaires. Des milliers de talibans ont déjà été envoyés par avion en renfort vers les zones de combat du nord de l'Afghanistan, où l'aviation de ces « étudiants en religion » a bombardé, dimanche, pour le deuxième jour consécutif, la capitale du Nord, Mazar-i-Sharif. Dans le même temps, les talibans ont affirmé avoir repoussé une offensive dans la province septentrionale de Samangan, infligeant de lourdes pertes aux forces de l'opposition. (AFP)

EUROPE
■ ESPAGNE : le procès de l'ex-directeur général de la garde civile, Luis Roldán, accusé de détournements de fonds, s'ouvre, lundi 2 juin, devant le Tribunal supérieur de justice de Madrid, et marque le début d'une série de grands procès contre plusieurs hauts responsables de l'ancien gouvernement socialiste. (AFP)

PROCHE-ORIENT
■ GAZA : un enseignant de l'université de Gaza, Ayoub Osman, auteur d'un article critiquant des cas de corruption au sein de l'Autorité palestinienne, a été arrêté samedi 31 mai. L'article a été publié par l'hebdomadaire indépendant El Bilad. (AFP)
■ IRAN : l'ayatollah Ali Akbar Nategh-Nouri, candidat conservateur battu à l'élection présidentielle, a été reconduit dimanche 1^{er} juin par 211 voix - sur les 243 députés - à la présidence du Parlement. Deux vice-présidents, Hassan Rouhani et Mohammad Ali Movakéfi-Kermani, proches de M. Nategh-Nouri, ont eux aussi été reconduits dans leurs fonctions. (AFP)
■ ISRAËL : un musicien de l'Opéra de Berlin, Garret Reinke, joueur de cor de cinquante-quatre ans, qui a provoqué un scandale, dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 mai, en signant une note de consommations du nom d'Adolf Hitler, a été renvoyé en Allemagne dimanche. (AFP)

AFRIQUE
■ SIERRA LEONE : les putschistes ont spectaculairement illustré, dimanche 1^{er} juin, la fraternisation avec les ex-rebelles, en nommant leur chef historique, le caporal Foday Sankoh, vice-président de la junte. Foday Sankoh est actuellement « retenu » au Nigeria par les autorités d'Abuja. (AFP)

François Dert
avec une équipe de
Solving International

l'art d'
INNOVER
ou
La conquête de l'incertain

MAXIMA

Préface de Michel Deleury

Comment éliminer les étouffements de l'innovation.
Exemples à l'appui. Enjeux-Les Echos.

Un regard
nouveau
sur les
stratégies
de conquête

Le gouvernement turc annonce la tenue prochaine d'élections anticipées

Tansu Ciller doit bientôt succéder à Necmettin Erbakan

Paralysée par l'antagonisme grandissant de l'armée et des institutions laïques du pays, la coalition dirigée par le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan a décidé de jouer ses dernières cartes en demandant la tenue d'élections anticipées qui, selon le chef du gouvernement, feront office de « référendum ». M. Erbakan a aussi annoncé qu'il céderait sa place « avant le mois de juin » à M^{me} Tansu Ciller.

ISTANBUL. de notre correspondante
« Nous voulons des valeurs nationales, morales. Certains sont contre le peuple. Ces gens veulent retourner au système du parti unique d'il y a cinquante ans », a affirmé le premier ministre turc dans une référence mal déguisée à l'armée au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue, dimanche 1^{er} juin, à Ankara. Accusant « l'opposition gauchiste » - qualificatif que le premier ministre accole à tous ses opposants, y compris le Parti, conservateur, de la Mère patrie (ANAP) - de bloquer le succès économique du pays, M. Erbakan a exprimé sa conviction que la coalition « sortirait renforcée » du scrutin anticipé.

Utilisant des graphiques et des chiffres, le premier ministre et son ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller, ont tenté de démontrer le succès - très contesté - de leur alliance. Le premier ministre a expliqué qu'avant la fin du mois de juin et jusqu'aux élections, qui auront lieu dans un « délai raisonnable », il serait remplacé à la tête du gouvernement par M^{me} Ciller. Les deux partis ne se sont pas encore mis d'accord sur une date précise. Le Parti de la prospérité (RP) de M. Erbakan, qui peose pouvoir compter sur le soutien renouvelé de ses électeurs, souhaite aller aux urnes dès l'automne. M^{me} Ciller, dont la popularité a été érodée par son alliance avec les islamistes et par des allégations de corruption, espère demeurer au pouvoir jusqu'au printemps 1998.

Avant de pouvoir affronter l'électorat, les deux partenaires devront d'abord convaincre l'Assemblée nationale d'approuver la tenue d'élections. La réticence ootoire des députés, confortablement installés au Parlement, à se départir des privilèges qui leur ont été octroyés et qu'ils espéraient garder jusqu'en l'an 2000, pourrait rendre cette tâche difficile. M^{me} Ciller, en particulier, aura du mal à obtenir le soutien de tous ses collègues du Parti de la juste voie (DYP), les dissidents craignant de ne pas être inclus sur les listes électorales en cas de législatives anticipées.

DÉFECTIONS
Cinq défections en l'espace de dix jours au sein du DYP ont cependant affaibli le gouvernement, qui a perdu, cette semaine, sa majorité absolue à l'Assemblée. Pour renflouer ses rangs dans l'immédiat, la coalition a donc cotamé des négociations avec le Parti de la grande unité (BBP), une formation religieuse ultra-nationaliste, qui pourrait ajouter ses six sièges en devenant le troisième partenaire au sein du gouvernement. Bien que le transfert des pouvoirs à M^{me} Ciller ait été prévu par le protocole d'accord signé il y a onze mois entre le RP et le DYP, le premier ministre Erbakan devra soumettre sa démission au président de la République, ce qui présente un risque considérable. Traditionnellement, le chef de l'Etat choisit un premier ministre en tenant compte de la hiérarchie numérique à l'Assemblée. Le parti actuellement en seconde place, après le RP de M. Erbakan, est l'ANAP qui dirige l'opposition.

De plus en plus, la Turquie est divisée en deux camps, tous deux s'exprimant au nom de la démocratie. Les défenseurs de la laïcité se mobilisent avec le soutien de l'armée - et notamment du Conseil national de sécurité, la puissante institution dominée par les militaires, qui depuis le 28 février est en guerre ouverte contre le premier ministre, accusé de vouloir « islamiser » les institutions. Le général İlhan Kiliç a réaffirmé que « tout le monde doit savoir que les principes de la République de Turquie, moderne et laïque, ne seront pas changés et ne peuvent pas être changés ».

Nicole Pope

Le pape appelle la Pologne à dépasser ses divisions

WROCLAW. de notre envoyé spécial
La pluie glaciale, l'âge, les déceptions de la période postcommuniste n'y ont rien fait : avec émotion, le pape a retrouvé à Wrocław, dans le sud-ouest de la Pologne, les assemblées ferventes et recueillies. Mais l'oo n'a pourtant pas retrouvé, samedi 31 mai et dimanche 1^{er} juin à Wrocław, première étape d'un voyage de onze jours en Pologne, le ton de révolte qui était celui de Jean-Paul II quand, en mai 1995, à Skoczow, près de la frontière tchèque, il dénonçait la « mise à l'écart » des croyants de son pays. Aujourd'hui, dans une Pologne entre deux échéances électorales, référendaire et législative, et divisée au sujet de l'Eglise - à propos de l'avortement et du concordat réglant ses relations avec l'Etat -, le pape a cherché à se placer dans un rôle de rassembleur, non plus de procureur.

Dans cette ville de Wrocław, historiquement écartelée entre l'Allemagne (ex-Breslau) et la Pologne, symbole de toutes les divisions du continent, Jean-Paul II a clôturé dimanche, devant 200 000 fidèles, un congrès eucharistique international. Il a décrit les menaces qui pèsent sur une liberté si chèrement acquise et qui, dit-il, ne doit pas être galvaudée. Quel usage la société postcommuniste fait-elle de la liberté retrouvée ? C'est la question « dramatique » que Karol Wojtyła a de nouveau posée à « la démocratie polonaise, inspirée par l'idéologie libérale ». Le pape a affirmé que c'était faire un mauvais procès à l'Eglise polonaise de dire qu'elle est « ennemie de la liberté ». Une manière de faire taire l'anticléricalisme dont la hiérarchie déplore qu'il renaisse dans les partis libéraux et dans les médias.

« TENSIONS DOULOUREUSES »
Dès son arrivée samedi matin à l'aéroport, devant le président Alexandre Kwasniewski (ex-communiste), présent à toutes les cérémonies religieuses, le pape a souligné les progrès démocratiques et économiques de la Pologne. Mais il s'est inquiété des « tensions douloureuses » qui traversent le pays. En ajoutant : « Les Polonais sont dotés d'un énorme potentiel d'intelligence et de volonté. La Pologne est un pays capable de jouer, dans le concert des nations européennes, un rôle capital. » Lors d'un tête-à-tête entre le pape et le président de la République, les sujets de friction n'ont pas été abordés. La préparation du concordat a seulement fait l'objet d'un entretien entre le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, et le premier ministre Cimoszewicz. Alexandre Kwasniewski a déclaré qu'il avait bon espoir que l'accord Eglise-Etat soit prochainement ratifié.

La même volonté de réconciliation s'est manifestée samedi soir dans la Halle Bulowa de Wrocław, où a eu lieu un rassemblement ecuménique sans précédent en Po-

"Avec leur truc génial pour se repérer dans les fonctions, nous, on a perdu le nord"

Nouveau GSM Sagem Navigator. Accès au menu par navigateur pour une plus grande simplicité d'utilisation.

SAGEM Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.

0571 711 011

DÉTENTION Face à l'augmentation constante du nombre de suicides en prison (138 en 1996), l'administration pénitentiaire a lancé, pour la première fois, en avril, un

programme de prévention du suicide, qui est actuellement expérimenté dans onze établissements pénitentiaires. ● LE DISPOSITIF reprend les conclusions d'un rapport

confidentiel qui préconise notamment le perfectionnement du dispositif d'arrivée des détenus et l'amélioration des conditions de détention dans les quartiers disciplin-

naires. ● AUTEUR d'une thèse sur le suicide en prison, Nicolas Bourgoïn, chercheur à l'INED (Institut national des études démographiques), constate que le geste suicidaire est à

la fois lié aux conditions de détention et à la situation pénale et familiale du prisonnier. Dans des lettres, les détenus tentent d'expliquer leur geste.

Le ministère de la justice tente d'endiguer les suicides en prison

Face à l'augmentation constante, depuis 1990, des conduites suicidaires, l'administration pénitentiaire expérimente dans onze établissements un dispositif visant à améliorer les conditions de détention

EN MARS, c'est un détenu qui décède en se jetant du troisième étage de la maison d'arrêt de Toulon. En avril, ce sont deux prisonniers qui se suicident à quelques jours d'intervalle à la prison de Nantes. Une semaine plus tard, c'est la découverte d'un détenu pendu avec ses lacets de chaussures dans le quartier disciplinaire de la maison d'arrêt de Grasse (Alpes-Maritimes). Chaque année, plus d'une centaine de détenus se donnent la mort dans les prisons françaises. Depuis six ans, leur nombre est en augmentation constante : il est passé de 67 en 1991 à 138 en 1996. Cette situation, dénoncée par l'Observatoire international des prisons (OIP) ne peut être expliquée par le seul accroissement de la population pénale.

Confrontée à l'aggravation d'un phénomène qui pose, en filigrane, le problème des conditions de détention, l'administration pénitentiaire a réagi en lançant il y a quelques semaines un programme de prévention du suicide en prison. L'essentiel du dispositif reprend les conclusions d'un rapport confidentiel sur « la prévention du suicide en milieu pénitentiaire » rédigé en mai 1996,

par un groupe de travail composé de responsables de l'administration pénitentiaire, de magistrats, de médecins et de psychologues. Partant de l'existence d'une forte « surmortalité carcérale » — un taux de suicide en moyenne six fois plus important en prison que dans le monde libre —, les auteurs du rapport s'interrogent sur « les lacunes des politiques de prévention en France et sur les éventuels dysfonctionnements de l'institution carcérale ».

PERSONNALITÉS PATHOLOGIQUES

Pour les rapporteurs, la « surmortalité carcérale » s'explique notamment par le fait que « la prison accueille de plus en plus de personnes à personnalité pathologique, inadaptées au monde du travail, souffrant d'un véritable handicap relationnel (amplifié) par le fonctionnement habituel « totalitaire », non négocié, de la prison ». Ce constat est aggravé par « la surpopulation pénale actuelle (qui) accroît les difficultés de gestion et les rapports de force, diminue l'espace vital nécessaire à chacun, augmente le stress et limite les possibilités de mise en œuvre de projets d'individualisation ».

Tout en estimant qu'il faut « se

garantir du mythe de la prévention totale » du suicide, idée « dangereuse » car « techniquement impossible » et « philosophiquement inacceptable », les rapporteurs préconisent, outre une sensibilisation accrue des surveillants aux souffrances psychologiques des détenus, une série de mesures simples, ciblées sur les moments où le risque suicidaire est maximal. Une partie notable des suicides étant perpétrée dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrivée en prison, ils préconisent de limiter les écarts tardifs et de mieux faire circuler l'information sur les personnes incarcérées entre les magistrats qui placent, en détention, et le personnel des établissements qui accueille les détenus.

Ils suggèrent également d'améliorer l'arrivée des détenus en leur distribuant une plaquette d'information sur les formalités en cours, en leur proposant douche et vêtements propres, et en instituant l'accueil du détenu par un « agent référent », chargé de faire appel au médecin et à la direction s'il repère une fragilité chez l'arrivant. Ils insistent en outre sur la nécessité d'éviter le placement du détenu dans une cellule déjà occupée, qui leur paraît d'une « efficacité douteuse » pour prévenir le suicide. Les auteurs lui préfèrent l'affectation dans une cellule d'accueil équipée d'interphones ou de signaux d'alerte, ce qui facilite le contact avec les surveillants.

Les rapporteurs proposent aussi

d'améliorer les conditions de vie en quartier disciplinaire, où le taux de suicide est sept fois supérieur à celui du reste de la détention. Le groupe de travail estime en effet que le placement en quartier disciplinaire, qui peut durer jusqu'à quarante-cinq jours, est « extrêmement anxiogène en ce qu'il induit une perte des repères supplémentaires qui amplifie la déstabilisation inhérente au placement en détention ». Plaidant pour un recours accru à des sanctions alternatives, comme le placement en cellule d'attente ou le confinement en cellule ordinaire à titre préventif, ils proposent de « diminuer le choc » du placement au « mildard » par une rencontre avec un gradé responsable du quartier ainsi que par la distribution d'un imprimé type expliquant les droits et restrictions que la punition implique.

AMÉLIORATION DE LA SALUBRITÉ

Le groupe insiste surtout sur l'amélioration des conditions d'hygiène et de salubrité des cellules disciplinaires : l'insaturation d'une arrivée d'air frais, d'une arrivée d'eau correcte indépendante de celle des toilettes et l'arrêt de la privation de douches devraient être obligatoires. Les rapporteurs suggèrent d'ailleurs que soit prosaïquement la pratique, « non compatible avec le respect de la dignité humaine », qui consiste à dénuder entièrement les détenus présentant un risque suicidaire afin qu'ils évitent de se pendre avec leurs vêtements. Une note du direc-

teur de l'administration pénitentiaire avait déjà, en février 1996, limité le recours aux mises à nu des détenus au quartier disciplinaire, et précisé que, le cas échéant, des sous-vêtements non tissés devaient leur être fournis.

Enfin, les auteurs du rapport suggèrent une meilleure prise en compte des signaux d'alerte que constituent les tentatives de suicide et actes de mutilation, au nombre de 680 en 1995. Ils demandent que l'« après-suicide » soit l'occasion d'un accompagnement des familles et d'une prise en charge des codétenus, voire du personnel de surveillance, sous la forme d'un « debriefing », confidentiel et non critique, permettant d'aider « à comprendre l'événement, atténuer le stress et permettre [aux agents] de récupérer plus facilement ».

Véritable agencement des conditions de détention, ce rapport a débouché, début 1997, sur la mise en place d'un programme de prévention du suicide, reprenant les grandes lignes des mesures préconisées. Très précis, le dispositif est actuellement expérimenté dans onze établissements pénitentiaires. Il devrait ensuite faire l'objet d'une évaluation, puis, d'une généralisation à l'ensemble des prisons françaises en 1998. Parmi les sites pilotes retenus figure la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (Essonne), qui a connu quatre suicides successifs en 1994 et où un comité de pilotage se réunit régulièrement pour discuter

des conditions de réalisation du programme. « Ici, la vague de suicides de 1994 a été vécue comme une expérience très traumatisante, avec un fort sentiment d'impuissance et de culpabilité », explique Christine Peyrache, juge d'application des peines au tribunal d'Evry. Le lancement du programme a donc été particulièrement apprécié.

A Fleury, on approuve largement l'expérience, tout en soulignant que certaines mesures concrètes ne pourront être mises en place sans crédits supplémentaires. C'est ainsi que la maison d'arrêt des femmes proposait des douches aux nouvelles détenues, jusqu'à ce que les installations tombent en panne sans qu'on ait pu les réparer, faute de moyens.

De même, des interphones existent dans les cellules d'attente, mais, hors service, ils n'ont jamais pu être remplacés. Malgré l'urgence de la mise en place des mesures préconisées par le rapport, aucune ligne budgétaire précise n'a été bloquée pour l'application du programme de prévention du suicide. L'administration pénitentiaire n'a prévu, pour l'heure, que de procéder à une nouvelle répartition des budgets annuels qui lui sont alloués, sans que l'on sache si ce redéploiement permettra de tout mettre en œuvre pour endiguer l'inquiétante augmentation des suicides en prison.

Cécile Prieur

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE

Ouverture dans les formes prévues aux articles L. 11-1, L. 11-4, R. 11-14-1 à R. 11-14-15 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique de l'enquête préalable :

a) à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la déviation Ouest de Meaux (section A.140-RD.5), sur le territoire des communes de VILLENY, MAREUIL-LES-MEAUX, ISLES-LES-VILLENY, NANTÉUIL-LES-MEAUX et QUINCY-VOISINS.

b) au classement en autoroute du tronçon de déviation A.140-RD.5.

c) à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées.

Cette enquête prescrite par arrêté préfectoral n° 97.DDE.ET.007 du 28 mai 1997 se déroulera pendant 44 jours consécutifs du 18 juin 1997 au 31 juillet 1997 inclus.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de MAREUIL-LES-MEAUX.

Pendant cette période, le dossier et le registre d'enquête seront déposés à la mairie de MAREUIL-LES-MEAUX où le public pourra en prendre connaissance et consulter ses observations éventuelles, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie à savoir :

- les lundis de 14h30 à 18h
- les mardis de 9h à 12h
- les mardis, jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h30 à 18h.

Pendant la même période, le dossier affecté au projet ainsi qu'un registre d'enquête subsidiaire, seront déposés dans les mairies citées ci-après où le public pourra en prendre connaissance et consulter éventuellement ses observations, aux jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies indiquées ci-après :

VILLENY :
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 16h à 18h
les samedis de 8h30 à 12h.

ISLES-LES-VILLENY :
les mardis et vendredis de 15h à 17h30
les mardis de 9h à 12h
et les samedis de 9h30 à 12h.

NANTÉUIL-LES-MEAUX :
du lundi au jeudi de 9h à 12h15 et de 13h45 à 17h30
les vendredis de 9h à 12h15 et de 13h45 à 17h
les samedis de 8h30 à 12h.

QUINCY-VOISINS :
les lundis et vendredis de 8h à 12h et de 13h30 à 18h
les mardis, mercredis et jeudis de 8h à 12h et de 13h30 à 17h
les samedis de 8h30 à 12h.

Les personnes souhaitant faire connaître leurs observations par correspondance devront les adresser au Commissaire-enquêteur, au siège de l'enquête.

Monsieur René DRUELLE Ingénieur Divisionnaire des Travaux Ruraux en retraite est désigné par le Président du Tribunal Administratif de MELUN pour assurer les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Monsieur René DRUELLE sera à la disposition du public à :

- la mairie de MAREUIL-LES-MEAUX :
le 20 juin 1997 de 10h à 12h
le 26 juin 1997 de 15h à 17h
et le 30 juillet 1997 de 10h à 12h.
- la mairie de VILLENY :
le 20 juin 1997 de 16h à 18h
le 26 juin 1997 de 10h à 12h
et le 31 juillet 1997 de 16h à 18h.
- la mairie d'ISLES-LES-VILLENY :
le 24 juin 1997 de 15h à 17h
et le 1^{er} juillet 1997 de 15h à 17h.
- la mairie de NANTÉUIL-LES-MEAUX :
le 23 juin 1997 de 10h à 12h
et le 2 juillet 1997 de 14h30 à 16h30.
- la mairie de QUINCY-VOISINS :
le 23 juin 1997 de 14h30 à 16h30
et le 30 juin 1997 de 15h à 17h.

La copie du rapport et des conclusions du Commissaire-enquêteur sera déposée dans les mairies de Villeny, Isles-Les-Villeny, Mareuil-Les-Meaux, Nanteuil-Les-Meaux et Quincy-Voisins, à la Préfecture de Seine-et-Marne à MELUN, à la Sous-Préfecture de MEAUX et au Tribunal Administratif de MELUN pour être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en adressant une demande écrite au Préfet de Seine-et-Marne.

« Regardez ! cette existence n'a pu me retenir ! »

Nous publions des lettres écrites par les détenus avant de se donner la mort. Elles sont extraites de la thèse de Nicolas Bourgoïn sur le suicide en prison.

« Madame la Juge,

Etant donné les actes que j'ai commis avec ce vol de voiture, et sachant que la justice sera sévère, ce que je trouve normal, je préfère arrêter ou plutôt couper court à ma vie, car la prison n'est pas une bonne solution pour moi (personnellement). Alors, il ne me reste qu'à vous saluer et sachez que je vous tiens aucune rancune. Ni aux services de gendarmerie, qui ont fait formidablement leur travail et ont été très polis avec moi, ainsi que le service pénitentiaire où je me trouve. Bien à vous et à la justice.

« Madame le Juge d'instruction,

Me voici encore une fois entre les mains de la justice, à qui la faute ? Depuis mon incarcération, je me suis posé beaucoup de questions et je vais vous donner mes conclusions qui seront d'ailleurs les dernières. Dès mon premier âge, votre justice des pots m'a enlevé à mes parents, qui sont à mes yeux les meilleurs, pour des peccadilles.

Votre justice m'a conditionné, formé, pour devenir ce que je suis. Grâce à elle, je suis rejeté de cette société (...). Je suis entré dans le monde de la drogue et qui dit drogue dit beaucoup d'argent, alors j'ai commis des méfaits. Je fus emprisonné, que croyez-vous que la justice a fait, au lieu de me guérir ? De me faire

confiance ? Non. Elle m'a reconditionné et formé pour que, à ma sortie je retombe encore plus bas.

Ce monde indifférent, cette justice impitoyable et ces juges sans sentiments et dénués des principes les plus élémentaires de savoir-vivre, qui condamnent aveuglément sans essayer de comprendre les pourquoi, les comment un être humain peut en arriver à voler pour se droguer et effacer momentanément cette vie puérile. Eh bien, ce monde, je vais le quitter sans regrets et je laisserai cette soi-disant justice humaine et ces chefs comme vous, madame, avec leur bonne conscience. Voilà, madame, la justice aura fait une victime de plus !

« Docteur,

Il ne m'a pas été possible de tenir l'engagement que j'avais pris devant vous il y a quelque temps, celui de ne pas récidiver une atteinte quelconque sur ma personne. En effet, bien que l'infirmerie et l'ambiance du CMPR (Centre médico-psychologique régional, n.d.r.) soient les plus à même de faire s'atténuer un état dépressif, je ne puis plus, depuis longtemps, faire face à cette image de ma mère, tuée par moi ; sa mort, sans la mienne, est devenue par trop obsédante. Rester en vie, dans ces conditions, ne représente plus rien ; depuis mon geste fatal, toutes mes valeurs sont modifiées fondamentalement ; j'ai fait ce qui, pour moi, est la seule justice possible et également la seule solution à nombre de problèmes soulevés par mon crime.

En regrettant de vous avoir déçu, veuillez accepter, docteur, toutes mes excuses ainsi que mon respect le plus profond.

« Monsieur le directeur,

Je m'excuse d'en arriver là, mais je pense avoir bien réfléchi, je ne tiens pas à être jugé encore une fois pour des faits que je n'ai pas commis. Comme vous le savez, j'ai pris trois ans pour un coup de pied et j'ai été jugé sur des mensonges. Cette fois encore, une machination est en train de se mettre en place. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, là je baisse les bras (...). Sur cette affaire qui est en cours, je me trouve dans l'incapacité de prouver mon innocence. (...) Je suis bel et bien impulsif, et la parole d'un garçon qui a un casier judiciaire n'a aucune valeur. J'ai décidé de quitter ce monde de cons, et injuste. Je souhaite pour tout le monde que la société changera un jour. Recevez, monsieur le directeur, tous mes respects.

« Je voulais seulement me retourner et dire : Regardez ! cette existence n'a pu me retenir ! Vous voyez ? Je disparaîs ! Jamais plus je ne tomberai dans les pièges humains. Je renonce à ma religion ! Je renonce à mes passions ! Cet instant de gloire est à moi et à moi seul ! Je suis libre ! »

► Le suicide en prison, de Nicolas Bourgoïn, L'Harmattan, collection « Logiques sociales », 1994, 272 pages, 150 francs.

Une carte de la souffrance en milieu pénitentiaire

AUTEUR d'une thèse sur le suicide en prison, Nicolas Bourgoïn, chercheur à l'Institut national des études démographiques, a recensé les facteurs de risque du suicide

ANALYSE

Un geste lié aux conditions de détention et à la situation pénale et familiale

ainsi que les conditions du passage à l'acte. Analysant plus de 600 dossiers individuels dressés de 1982 à 1991 par l'administration pénitentiaire, il constate que le geste suicidaire est à la fois lié aux conditions de détention et à la situation pénale et familiale du prisonnier.

Les trois quarts des suicides sont perpétrés au cours de la première année de détention et la quasi-totalité dans un délai de deux ans. Le moment de l'incarcération, où l'individu perd progressivement ses repères, paraît très anxiogène :

14,5 % des détenus et 21 % des prévenus passent à l'acte au cours de la première semaine de détention, une part notable de ces suicides ayant lieu lors des quarante-huit heures suivant l'écrou. La propension à se suicider est plus forte chez les prévenus que chez les condamnés, du fait de l'incertitude qui caractérise la période d'avant-jugement.

La surveillance du personnel et la promiscuité des cellules obligent les détenus à employer des moyens radicaux pour se suicider. Dans neuf cas sur dix, ils choisissent la pendaison, réalisée avec les moyens du bord. Souvent, le détenu attend que la vigilance du personnel ou de ses codétenus se relâche et se donne la mort la nuit ou le samedi, jour des parloirs. Parfois, le passage à l'acte est pourtant « annoncé » par le détenu lui-même à travers des tentatives ratées ou des automutilations.

Procédant à des recoupements, le démographe a isolé plusieurs

facteurs de risque. Les personnes issues d'un milieu social favorisé, qui ne connaissent pas le milieu délinquant, sont plus sujettes aux suicides. Pour elles, la perte de statut social et de considération de soi qu'implique l'incarcération peut être plus forte que l'instinct de vie. Le fait d'avoir de la famille et des enfants peut, paradoxalement, apparaître comme un facteur de risque, car la prison entraîne souvent des séparations et des divorces. De même, être incarcéré loin de son domicile constitue un facteur supplémentaire de détresse, car les visites des proches sont limitées.

« MOMENTS DÉCLENCHEURS »

Analysant des lettres laissées par les détenus avant leur suicide, le chercheur a remarqué que les auteurs de crimes passionnels ou de crimes par ascendant se donnent parfois la mort sous le poids du remords. A l'inverse, ce motif entre peu en compte pour le suicide des auteurs d'agression sexuelle, qui

paraissent davantage liés à la longueur de la peine à purger. Enfin, le chercheur note que 18 % des suicides analysés sont le fait de détenus toxicomanes, certains étant consécutifs à des sevrages.

Plus généralement, Nicolas Bourgoïn a repéré une série de « moments déclencheurs » du suicide en prison. L'échec redouté d'un procès ou d'une condamnation, le rejet d'un appel ou la révocation d'une semi-liberté peuvent conduire au geste fatal. De même, certains des épisodes qui jalonnent la vie en détention — le transfert dans un autre établissement, le départ d'un codétenu ou le placement en cellule d'isolement — correspondent souvent à un passage à l'acte. Un placement en quartier disciplinaire peut ainsi accentuer l'angoisse du prisonnier. « L'analyse des suicides révèle une sorte de carte de la souffrance en milieu pénitentiaire », conclut le démographe.

C. P.

La défense de Bernard Tapie demande une confusion des peines

Trois semaines d'audience sur les comptes de l'OM n'ont pas permis d'établir le chef de corruption

Le tribunal correctionnel de Marseille rendra son jugement le 4 juillet dans l'affaire des comptes de l'OM. Bernard Tapie est intervenu, samedi

31 mai : « Depuis trois ans, on m'a ruiné, déshonoré, humilié. » La procureur a requis à son encontre quatre ans de prison, dont deux ferme, et

demandé que cette peine ne soit pas confondue avec la condamnation à huit mois de prison ferme dans l'affaire OM/VA.

MARSEILLE de notre envoyé spécial
Le rituel est immuable. A l'issue de chacun de ses procès, Bernard Tapie prend la parole, comme s'il ne voulait laisser à personne le soin de conclure à sa place. Ainsi, samedi 31 mai, au moment où le procès des comptes de l'Olympique de Marseille allait s'achever, l'ancien président du club de football s'est avancé à la barre. Après quatre jours d'absence pour raisons de santé, il avait tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès. Après quatre jours d'absence pour raisons de santé, il avait tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

Après les débats du rapport au juge, une dernière prise de parole a été réservée à Bernard Tapie. Le président du club de football a tenu à assister au basculement de son procès.

sives, de plusieurs avocats. Mr Raymond Lamaudie, l'un des défenseurs de l'intermédiaire croate Ljubomir Barin, a qualifié l'ancien ministre de « menteur ». Mr Gilbert Collard, l'avocat du « repent » Jean-Pierre Bernès (ex-directeur général de l'OM), a fustigé ses « méthodes fascistes ». Dans un style plus sobre, la défense d'Alain Laroche (ex-directeur financier) a rappelé que ce dernier, souvent mis en cause, avait obéi à sa « direction ».

Les avocats de l'homme d'affaires ont riposté à ces attaques. Le bâtonnier Henri Bollet a suggéré aux instances du football d'« arrêter l'hypocrisie consistant à dire que Tapie est responsable de tout ». Mr Jean-Yves Lienard s'est indigné de la manière dont les autres prévenus s'étaient retranchés derrière son client pour nier leurs responsabilités. Après avoir ironisé sur les « extravagantes révélations » de M. Bernès sur la corruption d'arbitres et de joueurs adverses, Mr Lienard a évalué à « 4, 5 ou

6 millions » le montant des fonds dont la destination finale demeure aujourd'hui mystérieuse. Enfin, il a demandé la confusion des peines entre cette affaire et celle de Valenciennes. Le parquet avait requis la non-confusion. Il est vrai que les délits reprochés ne sont pas les mêmes.

PLONGÉE EN COULISSES
En trois semaines d'audience, les magistrats marseillais auront donc effectué une longue plongée dans les coulisses du football. Au gré des circuits financiers, il fut ainsi question de comptes bancaires en Suisse, au Panama, à Dublin, Zagreb, Barcelone et Montevideo, mais aussi de retraits en espèces, effectués par des porteurs de valise peu regardants. Au passage, on apprit que certains arbitres appréciaient les « cadeaux » avant les matchs européens. L'OM, comme d'autres clubs, leur offrait des montres de marque, voire des « bêtises ». Corruption ? Plutôt de la mise en condi-

Cumul ou non, ce que dit le code pénal

Les condamnations prononcées à l'encontre de Bernard Tapie - huit mois ferme dans l'affaire du match truqué OM-VA et deux ans de prison avec sursis dans l'affaire Testut - et celles éventuellement à venir - le *Phocée* et les comptes de l'OM - posent la question du cumul ou de la confusion des peines. Il y a une confusion de droit des peines si la première condamnation n'est pas définitive au moment où les faits de la deuxième infraction sont commis et si les faits sont les mêmes, se sont déroulés dans la même période et dans les mêmes circonstances. Dans le cas contraire, la règle de la séparation des peines s'applique. L'article 132-4 du nouveau code pénal précise que, « lorsque, à l'occasion de procédures séparées, la personne poursuivie a été reconnue coupable de plusieurs infractions en concours, les peines prononcées s'exécutent cumulativement dans la limite du maximum légal le plus élevé ». Une éventuelle confusion est néanmoins laissée à l'appréciation du tribunal.

Une association d'insertion dénonce l'attitude de l'Etat

L'ÉTAT n'a toujours pas fait suite à sa condamnation par le tribunal administratif de Paris, en février 1996, à verser 1,9 million de francs de dédommagement à l'association Espace-Sport-Insertion-Jeunes (ESIJ), viennent de faire savoir les responsables de cette dernière. Le tennisman Christophe Roger-Vasselin, engagé dans ce projet, a dénoncé, le 31 mai, cette attitude « à peine croyable » de « L'Etat qui ne respecte même pas une décision de justice ».

En 1991, le ministre de la ville, Michel Delebarre (PS), avait passé un contrat avec l'ESIJ. L'association devait utiliser les terrains inexploités du stade Camille-Besse de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) pour des activités de formation et d'insertion par le sport destinées à des jeunes des quartiers défavorisés. Mais ses successeurs n'ont pas donné suite. L'association, qui avait investi dans l'aménagement de deux cours de tennis couverts, s'est retrouvée lourdement endettée. L'Etat devait notamment prendre en charge le loyer du terrain. L'ESIJ chiffre aujourd'hui son préjudice à 7 millions de francs.

DÉPÊCHES
■ JUSTICE : le procès de Jean-Michel Boncheron, ancien député et maire socialiste d'Angoulême, extradé d'Argentine le 25 mars après cinq années de fuite, devait s'ouvrir, lundi 2 juin, devant le tribunal correctionnel de Paris. M. Boncheron devra répondre de « complicité de faux en écriture, recel d'abus de biens sociaux, trafic d'influence et ingérence ». Le 8 juillet 1994, il avait été condamné par défaut à quatre ans de prison ferme. Selon l'accusation, les sommes détournées « n'étaient pas inférieures à 746 000 francs ».

■ L'ancien maire (PR) de Cannes Michel Mouillot, qui observe une grève de la faim depuis le 17 mai, sera soumis, le 3 juin, à une confrontation à l'hôpital Pasteur de Nice, a annoncé, le 1^{er} juin son épouse, sans autres précisions. Impliqué dans plusieurs affaires de corruption et de détournement de fonds, Michel Mouillot a été hospitalisé le 23 mai.

■ ACCIDENT : trois personnes ont été tuées et seize autres blessées dans un accident de la circulation, survenu samedi 31 mai en fin de journée sur une terrasse de café en plein centre-ville, à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Une voiture, dont le conducteur a probablement été pris d'un malaise, selon la gendarmerie, a raté un virage et a fauché la terrasse du café, très fréquenté à cette heure-là.

■ POLLUTION : la rupture d'une canalisation de fioul domestique, dans l'enceinte de l'entrepôt pétrolier Total du Mans, a été à l'origine, vendredi 30 mai, d'une pollution de la Sarthe qui a entraîné l'arrêt de la navigation. Trois barges flottantes ont été placées sur la rivière, à la sortie du Mans, afin de contenir les 2 000 à 3 000 litres d'hydrocarbures flottant à la surface de l'eau.

■ SECTES : le guide belge de la secte tibétaine Oggyen Karmang Choling (ORC), Robert Spatz, a été placé sous mandat d'arrêt, samedi 31 mai, à Bruxelles, dans le cadre de deux enquêtes de la justice belge sur les activités de l'ORC. Agé de cinquante-trois ans, il a été inculpé d'« abus de confiance, association de malfaiteurs, blanchiment d'argent, recel et séquestration arbitraire ». Il avait été interpellé la veille, lors d'une opération des policiers belges et français contre la secte en Belgique et dans le sud-est de la France, à Castellane.

■ ATTENTAT : le FLNC-canal historique a revendiqué, samedi 31 mai, dans un communiqué autographié, l'attentat qui avait visé, la nuit précédente, un bureau de poste à Marseille, et celui qui a détruit, dans la nuit de jeudi à vendredi, les locaux de la chambre de commerce et d'industrie à Propriano (Corse-du-Sud).

Philippe Broussard

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Denise BRETON

nous a quittés, le 26 mai 1997, à l'âge de soixante-dix ans. Après trente années de ténacité.

La cérémonie religieuse a été célébrée, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, le 27 mai.

Elle a été inhumée au cimetière de Montrouge, dans le caveau familial, auprès de son père.

Clement BRETON, ingénieur des Arts et Métiers.

Vous qui les avez aimés, pensez à eux. Priez pour eux.

De la part de :
Mr Germaine Breton, sa mère,
Amie Breton, sa sœur,
Des familles Brugial, Ratier et tous ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41-43, rue des Plantes, 75014 Paris.

— M^{me} Paulette Buisan, son épouse,
Claudine, Martine, Sylvie, ses filles,
Julie, Antoine, Mathieu, Laurent, Guillaume, Bruno, ses petits-enfants,
Denis Metaxas, Raymond Desormière, Gilles Mehre,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roger BUISAN, médecin de la clinique médicale d'Argueil de 1946 à 1991,

à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation dans la sépulture de la famille a eu lieu dans l'intimité à Pierre-Nestlas (Haute-Pyrénées).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Anniversaires de décès

Pour LIORA,

qui traversait la rue sur un passage protégé il y a dix-sept ans.

Sa famille et ses amis se retrouveront, le 5 juin 1997 à 14 h 30, entrée principale du cimetière de Paris.

Familles Cizeur et Wiener.

Que ses amis et admirateurs se souviennent du grand photographe

Eric SCHWAB,

parti, il y a vingt ans, le 2 juin 1977.

Conférences

— M^{re} Robert Badinter présentera son dernier ouvrage.

« Un antisémitisme ordinaire, Vichy et les avocats juifs, 1940-1944 »,

le jeudi 5 juin 1997 à 19 heures.

Au centre de documentation juive contemporaine, 17 rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 01-42-77-44-72 - Fax 01-48-87-12-50 (entrée libre).

— La morale laïque contre l'ordre moral », conférence de J. Baudouin. Egl. protestante de Bon-Secours, 5 juin 20 h 30, 20, rue Tison, 75011 Paris.

Communications diverses

Mercredi 4 juin 1997 à 20 h 30.

— Repenser « La médecine et l'action humanitaire dans le monde : ambition ou illusion », avec Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire. Sous la présidence de Robert Sobiesz, directeur de la Fondation EJP-Aquitaine, PAF. Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Tél. : 01-49-95-95-92.

— Le colloque prévu par la

COFRAS,

à la Maison de la chimie, le 6 juin 1997, est repoussé à une date ultérieure.

ATLAS

Assises de la Traduction Littéraire en Arles, table ronde, débats : « Traduire le polar », le 7 juin à 15 heures. Mairie du 3^e arrondissement, Paris.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

— Hélène CIXOUS : « Poétique de la différence sexuelle : Essais de 1981-1982 de la famille » 7, 14 et 21 juin 9 h 30-15 h 30, salle Papy-Girard, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris.

Paolo FABRI et Stefano MONTES : « Aspects théoriques de la traduction textuelle » 6, 13, 20 et 27 juin, 18 h-20 h, salle RCL, université Paris-7, 2, place Jussieu, Paris.

Jean-Michel REY : « L'écriture de l'histoire : Michelet », 9 juin, 18 h-20 h, salle Jean-XIII, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris.

Stéphane ARGUILLÈRE : « Atelier de traduction : introduction à la lecture des textes philosophiques en langue étrangère » 4 juin, 17 h-19 h, annexe de la V^e section EPHÉ, Bât. CROUS, 29, rue Daviel, Paris.

Thierry MARCHAISSE : « Le langage est-il une tache de la traduction ? » 4 juin, 17 h-19 h, annexe de la V^e section EPHÉ, Bât. CROUS, 29, rue Daviel, Paris.

François BALMES : « Du Père à l'œuvre, Dieu dans la psychanalyse (II) » 7 juin, 10 h 30-12 h

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 3 JUIN 1997

TRANSPORTS Le premier train régional transfrontalier a été mis en service, dimanche 1^{er} juin, à l'initiative de la Regio, un espace trinational qui associe, côté français, le Haut-Rhin,

en Allemagne, le sud du pays de Bade et, versant suisse, les deux cantons de Bâle. Huit rames du « Regio-S-Bahn » relient chaque jour Mulhouse à Frick et Laufenburg, dans le canton d'Argovie.

● IL AURA FALLU quinze ans pour réaliser une idée simple : attirer vers le rail le flux des 30 000 frontaliers haut-rhinois mais aussi celui des Suisses se dirigeant vers le pôle d'em-

ploi de Bâle. ● L'OBJECTIF visé par les Suisses est de dissuader les salariés se rendant au centre industriel de Bâle d'utiliser leur voiture pour effectuer le trajet domicile-travail. ● LES AU-

TORITÉS bâloises et alsaciennes ont voulu faire de l'ouverture de la nouvelle ligne une fête populaire en organisant plusieurs manifestations et concerts durant le week-end.

Le premier train régional transfrontalier est né entre Bâle et Mulhouse

L'idée européenne a progressé dimanche 1^{er} juin avec l'inauguration d'une ligne de navettes ferroviaires qui, à terme, reliera trois régions, française, suisse et allemande, fortes de deux millions d'habitants et culturellement très proches

BÂLE
de notre envoyé spécial
La Confédération helvétique n'est toujours pas candidate à l'entrée dans l'Union européenne. Elle a même refusé en décembre 1992, à l'issue d'un référendum, de s'associer au « Grand Marché » communautaire malgré la volonté de la ville de Bâle qui, elle, avait massivement voté pour un arrangement européen. Cet échec n'a pas pour autant découragé les Bâlois. Chaque fois qu'ils le peuvent, ils investissent dans des actions de coopération et de rapprochement avec les régions voisines de France et d'Allemagne.

Pour ce faire, ils jouent à fond la carte de la « Regio », un espace trinational qui associe, côté français, le Haut-Rhin en Allemagne, le sud du pays de Bade et, versant suisse, les deux cantons de Bâle (ville et campagne). En réalisant, avec la collaboration de leurs voisins alsaciens, le premier train express régional transfrontalier - le « Regio-S-Bahn » - les Suisses apportent un démenti à ceux qui disent un peu trop facilement que la « Regio » est une « coquille vide ».

Depuis dimanche 1^{er} juin, huit rames par jour relient Mulhouse à Frick et Laufenburg, dans le canton d'Argovie. Il aura fallu quinze ans pour réaliser une idée simple : attirer vers le rail le flux des trente mille frontaliers haut-rhinois mais aussi celui des Suisses se dirigeant vers le pôle d'emploi de Bâle (chimie, métallurgie, charcuterie industrielle, etc.).

OBSTACLES TECHNIQUES

Les obstacles techniques furent une première difficulté. Les réseaux ferroviaires suisse et français ne sont pas aux mêmes normes de voltage. Pour éviter le changement de locomotive à Bâle, les trains Colibri - le matériel roulant suisse qui équipe la ligne - ont été dotés d'un double système électrique pouvant basculer selon le tronçon. La région Alsace a financé à hauteur de 40 % le coût de transformation des matériels (56 millions de francs français au total).

Les nouvelles navettes se devaient d'ignorer, en outre, les frontières douanières. Les administrations nationales ont finalement consenti à ne procéder qu'à

des contrôles ponctuels. La vingtaine de gares desservies sur une distance de 70 kilomètres sont significatives de l'objectif visé par les Suisses : dissuader les salariés se rendant au centre industriel de Bâle d'utiliser leur voiture pour effectuer le trajet quotidien entre leur domicile et leur lieu de travail. Afin de parfaire le réseau des arrêts, proches des zones de résidence et d'activité, une station a été aménagée à la gare de marchandises de Bâle (Saint-

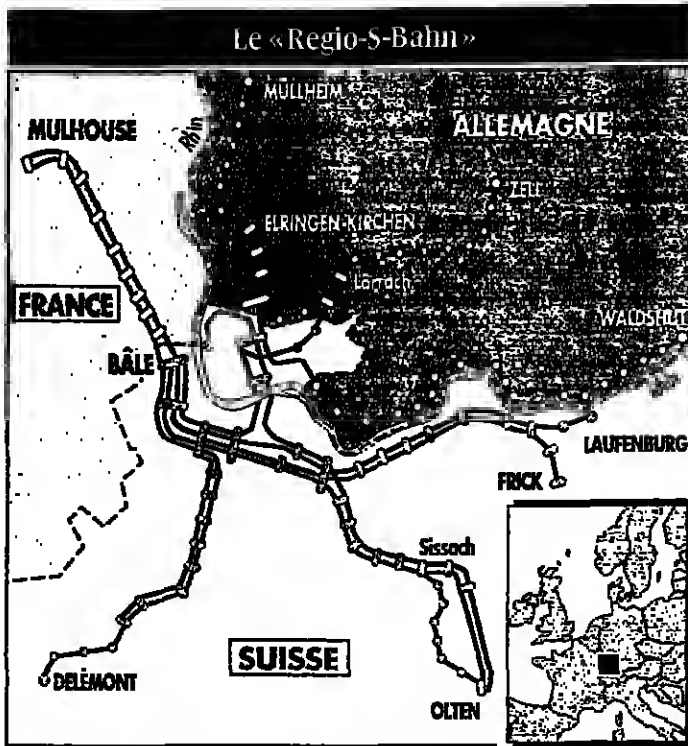
La fête sur le rail

Afin de marquer l'importance qu'elles attachent à la réalisation du « Regio-S-Bahn », les autorités bâloises et alsaciennes ont voulu faire de l'ouverture de la nouvelle ligne une fête populaire. Samedi 31 mai et dimanche 1^{er} juin, manifestations, concerts, expositions, guirlandes ont été organisés tout au long du parcours. Des itinéraires fléchés et des navettes de bus ont permis aux voyageurs descendant dans les stations d'aller à la découverte de musées, de châteaux ou d'autres centres d'attraction en Suisse, en France et en Allemagne. La circulation sur le réseau était illimitée pour un prix forfaitaire de 20 francs français.

Jean), à deux pas du géant de la chimie Novartis, né de la fusion entre Ciba et Sandoz.

Jean-Luc Johannek, président du comité de défense des frontaliers alsaciens, ne tarit pas d'éloges sur l'initiative suisse. « Nous disposons désormais de trains rapides et confortables qui nous déposent à deux pas de notre travail et nous évitent de traverser en voiture le centre de Bâle. » Il déplore, néanmoins, que le côté alsacien ne soit pas aussi bien loti que la partie suisse. Les parkings autour de la gare de Mulhouse n'ont pas une capacité d'accueil suffisante au regard des besoins et les usagers ne se voient pas offrir un système d'abonnement couvrant à la fois le transport en train et en bus sur le territoire français.

Mais ce qui compte, explique Jean-Louis Hoffet (PS), conseiller régional alsacien, c'est que « la culture suisse sur les transports publics est en train de se diffuser ou traverser la frontière ». « Nos voisins sont tellement restrictifs en matière de stationnement des voitures particulières, précise-t-il, que nous sommes petit à petit tentés d'abandonner la question avec le même esprit qu'eux, à savoir occuper une sévère limitation de la circulation automobile. » Pour ce proche de Jean-Marie Bockel (PS), maire de Mul-



house, les subventions qu'accroissent les autorités suisses au fonctionnement du « Regio-S-Bahn » ne sont en rien comparables à ce que coûte la pollution. Le prix de l'abonnement hebdomadaire (87 FF) ou mensuel (334 FF) pour le trajet Mulhouse-Bâle en dit long sur la politique dissuasive des Bâlois à l'écologie de la voiture.

Même si les prévisions sur le nombre des utilisateurs sont modestes pour l'instant (2 000 pas-

sagers par jour), il est d'ores et déjà question, dans l'esprit de Stephan Maurer, responsable du trafic régional des Chemins de fer fédéraux, de passer à la cadence d'un train par heure à moyen terme au lieu de huit par jour. Hubert Haefliger, sénateur (RPR) du Haut-Rhin et membre du conseil d'administration de la SNCF, chargé de la régionalisation des chemins de fer français, partage son optimisme : « Parce que c'est un transport public de proximité, la réussite est au bout de l'entreprise. »

La foi dans le succès des navettes franco-suisse est d'autant plus grande qu'il est prévu un raccordement en 2001 entre la cité allemande de Fribourg et la gare centrale de Bâle. Pour ce tronçon, l'objectif n'est pas tant d'améliorer le transport des travailleurs frontaliers que de compléter un réseau ferroviaire permettant à deux millions d'habitants vivant dans trois pays différents mais très proches par la géographie, la langue, la culture et l'histoire de renforcer leurs relations. C'est en tout cas la conviction affichée par Adrien Zeller (UDF-FD), président de la région Alsace, pour qui « le rail transfrontalier est un choix d'avenir ».

Marcel Scotto

Robinsons cherchent bateau, désespérément...

TOULON

de notre correspondant

A quelques encablures d'Hyères (Var), les îles de Porquerolles, Port-Cros et du Levant constituent un paradis naturel. Mais, dès que les touristes ont déserté ces îles d'Or, le paradis se met à ressembler à une terre d'exil pour les six cents personnes qui y vivent en permanence. Constituées en association, elles ont déposé devant le tribunal administratif de Nice un recours pour excès de pouvoir contre le préfet du Var, qui passe outre à la modification d'un arrêté de 1984, source de tous les maux insulaires.

Le voyage à Port-Cros ou au Levant relève de l'odyssée dès lors qu'on a l'audace de vouloir s'y rendre en hiver. Calé entre deux cartons et un cageot de légumes, le voyageur a tout loisir de profiter des embruns dans le vrombissement d'un moteur qui rythme une heure de traversée particulièrement inconfortable. Ces pe-

tits désagréments, les « îliens » s'en plaignaient à peine s'ils pouvaient naviguer facilement et fréquemment entre leurs îles et le continent. C'est le privilège de la seule Porquerolles. Les deux autres îles ne bénéficient que de quatre navettes par semaine, à des horaires assez incongrus. Ainsi les enfants qui sont scolarisés sur le continent doivent-ils être pensionnaires ; ils ne peuvent rentrer chez eux le samedi s'ils ont cours jusqu'à midi et doivent en tout cas reprendre le bateau du dimanche après-midi.

LA RARETÉ À SON PRIX

Quand on vit sur l'une de ces îles, mieux vaut être rentier, oléif et fortuné. Comme l'explique un commerçant de Port-Cros : « Si j'ai rendez-vous le mardi à Hyères, il faut quitter l'île le lundi à 14 h 45 et rentrer avec le bateau du mercredi à 9 h 30. Il est impossible de faire un aller-retour dans la journée ! Et si le temps est mauvais, la navette peut même être sup-

primée... » Faute de bateau, point de courrier, de provisions ou de pain quotidien. La rareté à son prix : ainsi le transport d'une bouteille d'eau (1,45 franc) double son prix d'achat (1,42 franc) et l'acheminement d'un médicament est facturé 15 francs quel que soit son volume.

Devant cette situation, les insulaires se sont regroupés au sein d'Utiles (Union des trois îles), une association qui souhaite obtenir un bateau par jour, des tarifs plus raisonnables pour les marchands et comme pour les insulaires qui paient 64 francs pour un aller-retour (22 miles) alors que le voyage en Corse (180 miles) ne coûte que 250 francs avec un navire grande vedette.

« C'est pourquoi nous voulons également bénéficier de la continuité territoriale et éventuellement servir de modèle aux petites îles de Méditerranée qui ont les mêmes handicaps », explique Philippe Anger, président d'Utiles. Le dossier a été

confié à M^{re} Gérard Germani, du barreau de Nice, qui, par le biais d'une « action sur l'accès aux infrastructures portuaires du plan d'eau des îles d'Hyères », soulève quelques vagues dans une organisation de la navigation jusque-là très consensuelle. Il demande au préfet du Var de trancher, alors même que « l'état obordonné depuis plus de dix ans à la commune d'Hyères l'organisation, selon son bon plaisir et avec le concours de la chambre de commerce et d'industrie du Var, d'une véritable chasse gardée des installations portuaires et de l'ensemble du plan d'eau ».

L'avocat demande que, « conformément aux lois de janvier et juillet 1983, ces responsabilités soient transférées ou déportement ». Les insulaires auraient tout à gagner à une concurrence ouverte dans la desserte, jusque-là très exclusive, des îles hyéroises.

José Lenzini

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^{ème} cycle GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES

Titre homologué par l'Etat niveau II (bac+4)

Admission :
Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence.

3^{ème} cycle MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Titre homologué par l'Etat niveau I (bac+5)

Admission :
Diplômes de l'enseignement supérieur (licences, écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise, ...)



GROUPE IGS
UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE
INTERNATIONALE
ETABLISSEMENT PARIS
D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Demande de documentation ☐ 2e Cycle ☐ 3e Cycle

A retourner : IGS 12 rue Alexandre Parodi 75010 Paris

Nom _____ Prénom _____ Age _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tel _____

Niveau d'études _____

Au bout du tunnel du Somport, la route inachevée

PAU

de notre correspondant

Côté français, à la fin de l'année, tous les travaux de génie civil du tunnel du Somport, qui doit relier le Béarn et l'Aragon, seront achevés. En 1998, l'ensemble des équipements intérieurs seront mis en place. Cet ouvrage transpyrénéen à deux voies - d'une longueur totale de 8 597 mètres (dont seulement un tiers en France), d'une largeur utile de 9 mètres, le tout à 1 100 mètres d'altitude - ne devrait être mis en service que dans les premiers mois de 1999 : côté aragonais, les Espagnols ont pris du retard. Il reste même 300 mètres à percer.

Quoi qu'il en soit, ce tunnel est en phase d'achèvement. En revanche, au grand dam de tous ses partisans, la modernisation de la RN 134 (appelée à devenir l'E7) progresse beaucoup plus lentement. Si la RN 330, en Espagne, est maintenant aménagée, on ne peut pas en dire autant de son pendant béarnais. Si des travaux sont en cours, si des tronçons ont déjà été élargis, globalement, le retard pris est considérable. Ce contretemps est lié aux contraintes imposées par la protection de l'environnement, mais également à des problèmes financiers : au moins 700 millions

de francs restent à trouver pour boucler les travaux.

Toutefois, avec les 230 millions consacrés au projet dans le XI^e Plan (qui court jusqu'en 1999), la direction départementale de l'équipement (DDE) espère avoir amélioré plusieurs passages difficiles au moment de l'ouverture du tunnel. Mais on ignore toujours quand débiteront les travaux dans les secteurs les plus coûteux, comme la portion de la RN 134 située en contrebas du fort du Portalet : cet aménagement est estimé à quelque 150 millions de francs, pour un peu moins de 2 kilomètres de route. Peut-être faudra-t-il attendre une dizaine d'années...

Les élus favorables au tunnel, ainsi que les dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie de Pau, sont excédés par ce retard. Ils rappellent que, côté espagnol, l'Europe a financé à hauteur de 80 % la route désormais si confortable et souhaitait une aide de l'Etat et de Bruxelles.

NON-SENS

Que l'on soit favorable ou non à ce tunnel, force est de constater que son existence, au bout d'une route dont la modernisation n'est pas garantie, relève du non-sens. Certes, les charmes incontestables de la vallée d'Aspe seraient

gâchés par une circulation trop dense. Mais un itinéraire peu adapté, interdisant le développement du trafic, remettrait en question l'utilité même du tunnel. Celui-ci a pourtant entraîné un investissement considérable, dont le montant - 370 millions - est en cours de réévaluation.

Du côté des opposants, l'achèvement des travaux du tunnel a calmé les ardeurs. Eric Petetin a perdu de son panache, même s'il profite de toutes les occasions pour manifester publiquement sa colère. Les membres du collectif pour une alternative à l'axe européen E7, qui ont toujours estimé que la construction du tunnel conduirait inévitablement à l'aménagement autoroutier de la route de la vallée et à la transformation de celle-ci en couloir à camions, continuent à exprimer leur hostilité au saccage inévitable de cet espace encore sauvage des Pyrénées. Ils font cause commune avec les adhérents du Creloc, un comité qui lutte pour la réouverture de la ligne de chemin de fer Oloron-Canfranc qui empruntait la vallée.

Dans ce but, une délégation béarnaise a participé il y a quelques semaines, à Saragosse, à une manifestation réunissant plusieurs milliers de personnes, réclamant la réouverture de cette

ligne comme alternative au trafic et au transport routier. Eric Petetin était présent, mais aussi Jean Lassalle (UDF-FD), conseiller général de la vallée d'Aspe et partisan acerbé du tunnel, à la grande surprise, un peu agacé, des Béarnais. D'autant que Jean Lassalle se trouvait en tête du cortège et portait, avec quelques Espagnols, la banderole unitaire.

La plupart des Aragonais se battent pour la réouverture de cette liaison ferroviaire interrompue, côté français, depuis 1970, à la suite d'un accident. Cette ligne de chemin de fer, à l'époque, ne servait plus qu'au transport des marchandises. Mais elle reste pour eux le symbole de leur appartenance à l'Europe. Côté français, la réouverture est largement soutenue, notamment par François Bayrou. Mais son collègue du gouvernement sortant, le ministre des transports et de l'équipement Bernard Pons, a indiqué qu'un tel investissement était exclu. Et le gouvernement espagnol ne manifeste pas davantage d'enthousiasme. D'autant que, si cette ligne est réouverte, en particulier pour le transport des marchandises, le tunnel s'avérera largement inutile...

Marie-Claude Aristegui

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 3 JUIN 1997

BUDGET Engagé dans les années 80, le programme de privatisations allemand s'accélère. Contrainte budgétaire oblige, Bonn lancera de nouvelles opérations avant la fin de

l'année. ● **DEUTSCHE TELEKOM**, dont l'introduction en Bourse a été un grand succès en novembre 1996, devrait voir une nouvelle partie de son capital passer au privé. A cette occa-

sion, un partenaire tel que France Télécom pourrait être sollicité. ● **D'AUTRES OPÉRATIONS** sont en cours, comme la poursuite de la privatisation de Lufthansa. La vente de

la Postbank est aussi envisagée. ● **LE BUDGET** allemand pourrait ainsi bénéficier en 1997 de recettes de privatisations bien supérieures aux 3,9 milliards de deutschemarks (11 milliards

de francs) initialement prévus. ● **LES PARTICIPATIONS** de l'Etat fédéral ont diminué de moitié depuis 1982. Les Länder vendent également des pans entiers de leur immense patrimoine.

L'Allemagne accélère son programme de privatisations

Le gouvernement espère combler une partie de son déficit budgétaire et remplir les critères de Maastricht en continuant à vendre ses participations dans Deutsche Telekom ou Lufthansa. Bonn envisage également de faire basculer la Postbank dans le secteur privé

COLOGNE
correspondance

La nouvelle a fait l'effet d'une petite bombe : dans sa course au respect des critères de Maastricht, le gouvernement de Bonn veut accélérer la privatisation de Deutsche Telekom. L'Etat allemand dédient encore 74 % de son capital et une cession partielle rapporterait quelques précieux milliards de deutschemarks. Rien n'est encore décidé, les spéculations vont bon train sur la méthode et le volume de la transaction, mais cette initiative met en lumière l'importance des privatisations en cours en Allemagne.

Outre Deutsche Telekom, la Postbank et Lufthansa sont sur les rangs cette année, alors que les différents ministères ont jusqu'au 30 juin pour recenser leurs activités privatisables.

Dans le cas de Deutsche Telekom, introduite en Bourse en novembre 1996, les modalités de la cession sont à l'étude. La vente de quelque deux milliards de titres dans les mains du pouvoir fédéral pourrait rapporter environ 80 milliards de deutschemarks (270 milliards de francs), mais Bonn n'en cédera qu'une partie de manière à conserver la

majorité jusqu'en 2000. La recette éventuelle est tout de même évaluée à une vingtaine de milliards. Dans la mesure du possible, la Fédération voudrait aussi céder, cette année, 75 % du capital de la Postbank (les services financiers des PTT, aujourd'hui détachés) afin de récupérer entre 3 et 4 milliards de deutschemarks. La Poste allemande doit recevoir 17,5 % des titres et une proportion importante sera attribuée à des partenaires bancaires. Afin de profiter le plus rapidement de cette manne, l'Etat pourrait dès les prochains mois vendre cet établissement financier à la banque publique Kreditanstalt für Wiederaufbau, qui n'interviendrait qu'à titre provisoire. Cette dernière se chargerait, dans un second temps, de céder la Postbank à des actionnaires privés ou de l'introduire en Bourse.

REINFORCEMENT DU PROCESSUS

Ce procédé de « portage » a déjà été utilisé en décembre 1996 pour Lufthansa. L'Etat avait alors cédé 36 % de la compagnie aérienne à la même Kreditanstalt für Wiederaufbau (avec un profit de 2,1 milliards de deutschemarks), qui doit maintenant me-

ner à bien la privatisation dans le courant de cette année.

Autre candidat à la privatisation, le réseau autoroutier des stations-service rapporterait au maximum 1 milliard de deutschemarks. L'Etat se sépare aussi cette année de sociétés immobilières alors que des fleurons du service public, comme la Poste, la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn et les aéroports devraient suivre dans les prochains années.

Si la vente accélérée de « l'ar-

genterie », selon l'expression de la presse allemande, survient à point pour boucher le projet de budget 1998 et éviter, autant que possible, des baisses d'impôt, elle n'est pas nouvelle. Depuis le début des années 80, les privatisations s'inscrivent au cœur de la politique du gouvernement de Helmut Kohl. La coalition libérale et conservatrice en profite bien sûr pour assainir les finances publiques : en 1996, la vente des participations de l'Etat a rapporté 2,3 milliards de deutschemark

(contre 9 milliards attendus), et en 1997, les prévisions portent sur 3,9 milliards, qui seront probablement dépassés en raison de l'accélération du programme.

Les raisons financières n'expliquent pas à elles seules cette volonté de privatiser : la libéralisation en Europe de pans entiers de l'économie, comme les télécommunications ou le transport aérien, doit s'accompagner en Allemagne de la fin des monopoles d'Etat, estime-t-on à Bonn. « La privatisation est un investissement dans la concurrence, l'efficacité et l'innovation pour renforcer le site industriel allemand », rappelle Theo Walger, le ministre des finances, en mars.

Ainsi, le nombre des participations détenues par la Fédération a diminué de plus de moitié depuis 1982, passant de 958 entreprises à 424 fin 1995. Le mouvement a concerné de grands groupes, des producteurs d'énergie comme Veba et Viag, au milieu des années 80, au constructeur automobile Volkswagen, en 1988, après une première tranche dans les années 60.

L'unification allemande a conforté cette tendance. En moins de cinq ans, l'office spécia-

lisé, la Treuhandanstalt, a privatisé des milliers d'entreprises issues des combats de l'ex-RDA. En outre, l'obligation de fusionner les administrations de l'Est et de l'Ouest a incité l'Allemagne à revoir plus rapidement que ses voisins le fonctionnement de ses services publics. La réforme des statuts qui a suivi, comme l'éclatement des PTT et l'assainissement de la Deutsche Bahn, s'est souvent faite dans la perspective d'un passage au privé.

Enfin, certains Länder cèdent une partie de leur énorme patrimoine avec la bénédiction de Bonn. Les régions et les communes allemandes demeurent très engagées dans une multitude de secteurs. A l'image de la Basse-Saxe, qui détient près de 20 % de Volkswagen, elles sont présentes dans les banques régionales, des industries de pointe, les caisses d'épargne, des brasseries, les ports et les aéroports, et jusqu'à l'armement. On estime que le montant de leurs participations, et donc le potentiel privatisable, est très supérieur aux « réserves » dont dispose le gouvernement de Bonn.

Philippe Ricard

Trois méthodes pour une cession

De quelle manière l'Etat allemand cédera-t-il, comme il vient de le décider, une nouvelle tranche du capital de Deutsche Telekom ? Trois méthodes sont à l'étude. La première consisterait à placer ces actions en Bourse, à l'instar des 26 % déjà introduits en novembre, opération qui avait rencontré un grand succès auprès du public. Mais, selon la loi qui définit le statut de l'opérateur, cette hypothèse n'est pas possible avant l'an 2000 : pour revenir sur cet engagement, le gouvernement devrait faire voter un amendement à la loi. Deutsche Telekom n'y est guère favorable.

La deuxième solution viserait à vendre en bloc à un investisseur institutionnel. La formule pourrait intéresser quelques grandes banques, privées ou publiques. La troisième solution prendrait la forme d'une participation croisée avec un partenaire. Les noms de France Télécom et de l'américain Sprint, alliés traditionnels de l'opérateur allemand, sont évoqués par le gouvernement, qui cite également celui de la compagnie japonaise NTT.

Les petits laboratoires

pharmaceutiques croient en leur survie

« NOUS VOULONS remettre en cause l'idée selon laquelle nous sommes condamnés à terme. » Pour François Rougignon, président des laboratoires Théramex, les petites firmes pharmaceutiques ne sont pas condamnées par le mouvement de concentration mondiale. Le rachat, voit une semaine, des laboratoires allemands Boehringer Mannheim par la suisse Roche pour 11 milliards de dollars (62 milliards de francs) est l'illustration la plus récente de cette course au gigantisme qui semble devoir éliminer les petites entreprises indépendantes.

C'est sur le terrain de la recherche qu'ont décidé de réagir ces pharmaciens, réunis au sein de l'ALFI (Association des laboratoires français indépendants). Créée en 1995, cette organisation entend résister à l'érosion de cette profession, qui a perdu la moitié des siens en une quinzaine d'années, passant de 61 à 31 laboratoires. Représentant 10 % des entreprises du secteur, ces PME pèsent malgré tout 25 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit le quart de l'activité de l'industrie, les trois quarts restants étant assurés par les grands laboratoires français, européens, suisses et américains.

La tactique des PME consiste à adopter une stratégie de « niches »

S'ils ne contestent pas l'intérêt des fusions géantes pour obtenir un effet de taille et une internationalisation des activités, les adhérents de l'ALFI leur dénie le monopole de l'innovation. Il ne faut pas assimiler la recherche (découverte de molécules) et le développement (commercialisation), dont les besoins de financement sont différents. En l'espace de vingt ans, les coûts pour la découverte et la mise sur le marché d'un médicament ont « explosé », passant de 300 millions à 2,5 milliards de dollars (14,2 milliards de francs), mais, sur ce montant, la part la plus importante relève du développement. « On évoque aujourd'hui 20 % du total pour la recherche et 80 % pour le développement, quand ce n'est pas 10 % et 90 %, voire 5 % et 95 % »,

note l'ALFI. Or, pour cette association, « les stratégies de développement planétaire ne sont pas nécessairement adoptées à tous les produits, ni à l'ambition de toutes les entreprises ».

La découverte de nouvelles molécules ne requérant pas de moyens considérables, la tactique des PME consiste à adopter une stratégie de « niches ». Ainsi, le laboratoire Lafon s'intéresse aux traitements de maladies rares comme celles concernant les cycles somnifères. Son médicament, le Modafinil, est en cours d'enregistrement aux Etats-Unis. « Notre innovation est à la taille de ce que nous représentons, cela permet de concilier nos objectifs et les moyens mis en jeu et d'avoir de la constance dans nos travaux », souligne Armand Frydman, directeur de la recherche chez Lafon. D'autres entreprises privilégient la coopération avec les établissements publics (laboratoires de recherche, CEA, universités). « Nous allons ainsi chercher des compétences, car la recherche publique est innovante », explique Michel Seman, responsable de ce secteur chez Mayoly Spindler.

En cas de découverte d'un nouveau médicament, sa commercialisation qui, elle, nécessite d'importants moyens, n'apparaît pas comme un problème pour ces petites entreprises. « A partir du moment où vous avez un bon produit, il n'existe aucun problème de diffusion. Les grands laboratoires vous sollicitent pour le diffuser », explique le président de Théramex. Les exemples de ces partenariats sont fréquents.

Reste le problème de la succession au sein de ces sociétés, souvent familiales. Ce passage fragilise l'entreprise et la contraint à se vendre pour payer les droits de succession, comme dans le cas d'UPSA, vendue à l'américain Bristol Myers Squibb en 1994. « On ne peut pas s'engager sur la pérennité de l'entreprise, reconnaît François Rougignon, mais on peut garantir aux équipes une stabilité dans leurs travaux de recherche. » Une critique implicite aux grands groupes récemment constitués, dont l'un des impératifs est de verser des dividendes aux actionnaires quitte à sacrifier s'il le faut, au nom de la rationalisation, certains programmes de recherches.

Dominique Gallois

Des compagnies aériennes mettent sur écoute leurs agents de réservation

MARDI 26 MAI, deux cadres supérieurs d'Air Liberté, le directeur des services informatiques et le chef des réservations, ont été interrogés par la police sur leur lieu de travail. Objet de la perquisition : enquêter sur le système d'écoutes des agents du service de réservation mis en place par la direction il y a plusieurs années. En janvier, un salarié, délégué syndical CGT qui a depuis perdu son emploi, avait déposé une plainte à ce sujet.

« La procédure est en cours. La réglementation sur les écoutes dans les entreprises est floue », considère Marc Rochet, président d'Air Liberté. « Le droit n'incrimine que les écoutes des conversations privées : l'écoute des conversations professionnelles n'est en aucun cas prohibée », précise M. Rochet, directeur juridique de la compagnie aérienne. Les gens qui travaillent à la réservation ne sont pas censés avoir un dialogue de couple de personnes. Ils ont des postes à leur disposition pour cela qui sont différents de leurs postes de travail. Ils

savent que nous disposons d'un système d'interception d'appel qui permet au superviseur de se brancher sur la conversation d'un agent. »

La direction d'Air Liberté justifie ce système par le besoin de contrôler et d'améliorer le service de réservation. « Lorsqu'un s'aperçoit que le temps d'attente d'un client au téléphone ou que le temps de traitement de sa demande sont anormalement longs, on écoute pour savoir ce qui se passe. Il n'y a pas d'enregistrement », explique le directeur juridique d'Air Liberté.

Toujours est-il que, depuis le passage de la police, les salariés concernés sont prévenus par un bip qu'ils sont écoutés. « On a fait cela dans un souci d'apaisement social », précise M. Rochet. Air Liberté sort d'une grève de plus de six semaines de ses personnels mécontents des conditions de la fusion avec TAT. Les syndicats, qui étaient il y a encore un an, quasiment inexistants, ont pris un nouveau poids dans la compagnie aérienne.

Les écoutes sont courantes dans les compagnies aériennes. Air France, par exemple, y a recours. « C'est une dimension importante de la qualité de service », explique la compagnie nationale. British Airways aussi : « en Angleterre, pas encore en France », précise sa direction. Mais, chez British Airways, les agents de réservation sont informés de la date et de l'heure de l'écoute. « Les conversations sont enregistrées. Le salarié et le superviseur écoutent ensuite l'appel ensemble et en commentent le contenu et la forme. Les bonds sont toutes détruites », explique-t-on chez British Airways. AOM dit avoir adopté ce type de pratique il y a à peine un mois et demi. « Nous avons mis en place un système qui permet au superviseur d'être certain de ne pas se brancher sur une conversation privée », explique Christian Appadouray, chef du service de réservation d'AOM.

Virginie Malingre

Le passage à l'euro se fera de façon simultanée sur toutes les Bourses européennes

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les Bourses ont adopté l'harmonisation et le « big-bang » comme mots d'ordre en matière de monnaie unique. La Fédération des Bourses européennes a formellement décidé, vendredi 30 mai à Amsterdam, d'introduire en une fois, pour tous ses membres, l'usage de l'euro dès l'ouverture des marchés, le 4 janvier 1999, à charge « pour les intermédiaires de faire les conversions pour leurs clients, lorsque cela sera nécessaire », a précisé le président de la FBE, Antonio Zoido.

La FBE ne s'occupe cependant pas directement des implications techniques d'une telle décision, déjà prise par plusieurs places financières, dont Paris. « Nous harmonisons les grands principes, chaque marché dispose de son propre cahier des charges, en fonction de ses particularités », précise Jean-François Théodore, président de la Bourse de Paris.

ALLÈGEMENT DES FORMALITÉS

Parallèlement, la FBE, qui regroupe les Bourses des Quinze, ainsi que les places suisses et, depuis vendredi, islandaise, recommande la suppression des règles légales obligeant les sociétés cotées à préciser la valeur nominale de leurs titres, ce qui allégerait les formalités de passage à l'euro.

Si l'introduction de l'euro se fera sous le signe de l'harmonisation, la FBE n'a pris aucune mesure spécifique en cas de report

du passage à la monnaie unique. « Nous n'avons pas envisagé ce scénario », affirme même Georges Möller, de la Bourse d'Amsterdam.

Pourtant, certains spécialistes s'inquiètent des risques de réaction brutale des marchés au cas où l'euro prendrait du retard. « Nous arguons les marchés, nous ne disons pas leur attitude », dit-on à la FBE.

Par ailleurs, les Bourses européennes se sont dotées ces der-

nières années de moyens de lutte contre les corrections trop brutales : « Nous disposons tous de coupe-circuits », note Jean-François Théodore. « L'harmonisation de ces instruments est inscrite sur l'agenda de toutes les fédérations boursières, sans que cela soit lié à l'introduction de l'euro », rappelle-t-on à Amsterdam.

Une chose est certaine : les présidents des Bourses européennes sont convaincus que la monnaie unique aura des effets positifs

pour les marchés boursiers. Jean-François Théodore pronostique : « L'histoire nous prouve que chaque suppression de barrières entravant les échanges a accru le volume des transactions. La création d'une zone euro viendra s'ajouter à l'autre grande zone existante, le dollar. Ce grand marché unique attirera plus de capitaux que la somme actuelle des marchés nationaux. »

Alain Franca

DIPLOME BAC+5 ou BAC+4 (JOURS FILLES) CADRE D'ENTREPRISE EXPERIMENTE (6 JRS MINIMUM)

Donnez-vous les moyens d'être encore meilleur

Groupe Institut Supérieur du Commerce

3èmes CYCLES ISC

Audit et Management des ressources humaines

► DRH
► Audit stratégique/organisation...
► Gestion de patrimoine
► Expert financier/banquier...
Finances, Trésorerie, Ingénierie financière
► Ingénieur financier
Trésorerie d'entreprise ou de banque...
Marketing et Gestion commerciale
► Chef de produit
► Directeur de communication/stratégie
Ingénieur commercial...

Management stratégique, entrepreneurial et de la qualité

► Direction d'entreprise...
► Manager qualité totale...
Audit et Conseil / Contrôle de Gestion
► Contrôleur de gestion...
► Auditeur et consultant...
Ingénierie d'affaires et Négociation internationale
► Trader
Ingénierie d'affaires...
Marketing, Logistique et Distribution
► Logisticien
► Manager transfonctionnel
Achats, Production, Distribution...



Renseignements : 01.40.53.99.99

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECONNU PAR L'ETAT
22, bd du Fort de Vaux 75017 PARIS - Fax : 01.40.53.98.98

RUGBY Le Stade toulousain a remporté, samedi 31 mai, pour la quatrième fois consécutive, le titre de champion de France de rugby grâce à sa victoire (12-6), en finale,

sur le Club sportif de Bourgoin-Jallieu. ● AUCUN ESSAI n'a été marqué au cours de cette rencontre, qui n'a pas tenu ses promesses et a souffert de la comparaison avec la finale du

Super 12 gagnée 23-7 par les Auckland Blues face à l'Australian Capital Territory (ACT). ● A TOULOUSE, malgré la pluie, des milliers de supporters se sont rassemblés pour fê-

ter samedi la victoire des Rouge et Noir, tandis qu'à Bourgoin-Jallieu (Isère) la défaite n'a pas altéré la foi des supporters, qui ont maintenu le bal populaire et le feu d'artifice

prévus. ● JACQUES CHIRAC ET LIONEL JOSPIN ont assisté ensemble à la finale au Parc des Princes, vingt-quatre heures avant de connaître le résultat des élections législatives.

Le Stade toulousain confisque le bouclier de Brennus

En battant Bourgoin (12-6) en finale, sans marquer un seul essai, les Rouge et Noir sont devenus champions de France pour la quatrième année consécutive et la quatorzième fois de leur histoire

LE FACE-À-FACE n'a pas eu lieu. Sagement assis dans le coin de la loge présidentielle, celui qui n'était encore qu'aspirant-député Lionel Jospin, mais déjà conseiller général de Cintegabelle (Haute-Garonne), a gardé l'œil rivé sur le terrain.

Pendant les quatre-vingts minutes d'une éprouvante finale, Jacques Chirac a semblé ne pas l'avoir reconnu. Et Lionel Jospin a réservé ses rares confidences à son voisin, Dominique Baudis, le maire de Toulouse. Point de salut, de poignée de main pour les caméras. On s'est somptueusement ignoré.

Au coup de sifflet final, les deux hommes ont, chacun de leur côté, félicité les vainqueurs, dispensé quelques mots de consolation aux vaincus. La routine... Jospin, le Toulousain, avait le sourire. Et sans doute a-t-il apprécié la tape amicale de Thomas Castaignède, une nouvelle fois champion de France avec le Stade. Jacques Chirac est resté grave, fonction oblige. Puis chacun s'en est allé de son côté, le président de la République ouvrant la marche, accompagné de Philippe Séguin, grand amateur de football.

DOUBLE MALAISE

Crispation de fin de campagne, protocole glacé d'une finale que l'événement électoral a transformé en passage obligé pour qui veut gouverner la France, le terrain fut un étrange reflet du malaise de la tribune.

La aussi, sur ce carré de pelouse balayé par la douceur du soir, le face-à-face n'a pas eu lieu. Ce n'était pourtant pas affaire de politique, simplement de rugby, bataille à quinze contre quinze pour la conquête de ce fétide et magnifique objet de tous les désirs, le bouclier de Brennus.



Bourgoin à la botte de Christophe Deylaud

Il est l'instrument du néoréalisme toulousain : en trois coups de pied de pénalité (aux 24^e, 53^e, et 83^e minutes) et son inévitable drop (70^e), le demi d'ouver-

ture Christophe Deylaud a été le héros de la finale du championnat de France. Il a marqué tous les points de son équipe face à Bourgoin, samedi 31 mai.

La finale a vainement attendu le choc des styles, la confrontation du jeu complet de Bourgoin et de l'art du contre de Toulouse. Elle a longtemps espéré le coup d'éclat, la minute de folie d'un rugby qui enflamme, brise les antagonismes de supporters pour mieux les fonder dans la passion du jeu.

L'émotion était en panne. L'inspiration avait déserté le Parc des Princes, soudain reculé dans la mé-

moire de plus glorieuses parties. Elle s'effaçait, encore, derrière la rigueur toulousaine, et la botte impeccable de Christophe Deylaud, auteur des 12 points de son équipe.

Cet homme est un diable. Le démon s'est incarné en un drôle de panthéon à moitié désarticulé, qui, hélas pour l'adversaire, ne prête jamais à rire. Les espoirs de jeu s'inclinaient, comme à regret, de-

vant les maladroites de Berjalliens étouffés par l'emprise défensive des Stadistes, incapables de franchir la ligne d'en-but.

Rencontre sans essai, match sans envol, c'était ailleurs qu'il fallait chercher l'écho d'un sourire ou d'une grimace, des jolies et des peines. Dans le plaisir douloureux de Thomas Castaignède, qui sait ? A vingt-deux ans, le trois-quart centre de l'équipe de France quitte

Toulouse pour Castres. Il part, le devoir accompli.

Dans le bonheur de Nicolas Martin, le miraculé des lignes arrière, sorti sur le tard du chapeau des entraîneurs, et l'un des rares Toulousains à savourer son premier titre. Hier encore, il épousait sa patience sur le banc des remplaçants. A vingt-cinq ans, il s'était dit que c'était cette saison ou jamais.

DÉFENSE ET PRUDENCE

Et voilà qu'à son tour il prenait toute sa part dans l'épopée rouge et noir, s'enivrait d'un morceau d'aveugle stadiste. Il rejoignait la longue liste de ceux que le Stade toulousain a fait champions de France.

L'émotion ? Elle se lisait encore dans la détresse de Stéphane Glas, victime d'une fracture de la clavicule au milieu de la première mi-temps, privé de la tournée de l'équipe de France en Australie. Ou enfin dans la tristesse muette du demi de mêlée Dominique Mazille, une seconde fois défait à l'ultime étape. Battu avec Grenoble en 1993, il s'était jeté dans la bataille, avec toute l'ardeur de ses trente-cinq ans, comme si ce devait être la dernière fois. Il a perdu. Sans vraiment comprendre.

Bien sûr, jamais Bourgoin « ne s'était heurté à une défense aussi bien organisée ». N'empêche que lui et ses coéquipiers ont eu peur du risque, ils se sont effarouchés des plaquages tonitruants des gros bras toulousains, dispensés au détour de tous les regroupements.

La méthode, agressive d'une redoutable efficacité dans le jeu au pied, a suffi pour inscrire Toulouse dans la longue histoire du rugby français. Depuis le Stade bordelais (de 1904 à 1907), prince d'une

époque où le rugby était réservé à une mince élite de gentlemen, aucune équipe n'avait réussi à gagner quatre fois consécutivement le titre de champion de France.

Le paradoxe veut que Toulouse atteigne la gloire statistique en renouant à moitié ce qui avait fait sa réputation d'équipe joueuse, inventive, créatrice, prompte à provoquer, à rebondir. Tout au long

Le XV de France

domine la Roumanie

Le XV de France a battu, dimanche 1^{er} juin, la Roumanie 51-20 en inscrivant neuf essais dans un match de préparation pour sa prochaine tournée en Australie. Les Brivistes David Venditti et Sébastien Vialars ont chacun marqué deux essais, tout comme le Palois Philippe Bernat-Salles. L'Agenais Abdel Benazzi, le Monteterrandais Olivier Merle et l'ouvreur briviste Alain Penaud ont complété la marque de trois essais. Les Roumains ont tout de même réussi à franchir deux fois la ligne d'en-but. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, les entraîneurs du XV de France, ont fait appel au Palois Nicolas Brusque pour la tournée en Australie. Il remplacera Stéphane Glas, le Berjallien victime d'une fracture de la clavicule, samedi 31 mai, lors de la finale du championnat.

de la saison, le Stade a présenté un nouveau visage, celui d'un réalisme farouche, où l'erreur est bannie, et le risque mis en cage. La situation semble toujours sous contrôle et tant pis si quatre-vingts minutes de rigueur toulousaine, c'est long comme l'éternité.

A l'issue de la rencontre, malgré son quatrième titre en tant qu'entraîneur, Guy Novès n'était pas content. Il soulignait que le processus est facile, qu'on oublie un peu vite les blessures d'Emile Ntamack, les absences répétées de Castaignède, les mille et un tracas d'une saison plus accidentée qu'à l'ordinaire.

Dans cette posture de mal-aimé, le club ne fait jamais que rejoindre une longue cohorte, emmenée par le Béziers des années 70, dont le « rugby à dix » excitait les critiques. Les Toulousains se sont taillés un palmarès unique, loin devant Biterrois et Lourdaux, avec quatorze titres de champion de France. La petite finale, gagnée en ce samedi 31 mai, prouve qu'il leur reste à se faire aimer.

Ian Borthwick

Pascal Ceaux

Pour conserver le Super 12, les Néo-Zélandais d'Auckland ont laissé vivre le ballon

POUR L'AMATEUR de rugby, samedi 31 mai, le choix entre Auckland, en Nouvelle-Zélande, et le Parc des Princes, à Paris, est vite fait. Car quelques heures avant le triste spectacle de la finale du championnat de France, les deux équipes phares de l'hémisphère Sud - Auckland et Australian Capital Territory (ACT) - disputaient la finale du Super 12. Les conditions hivernales à l'Eden Park ne se prêtent guère au jeu de ballon, mais, malgré la pluie persistante et une pelouse détrempée, les deux formations ont offert une démonstration qui souligne l'écart entre les deux hémisphères.

Certes, on n'y a pas vu la débauche de points à laquelle le Super 12 avait habitué, et les quatorze essais marqués en demi-finale par Auckland et les Sud-Africains du Natal sont restés un souvenir. Mais le niveau de jeu dans ces conditions fut épou-

vant. Trois essais seulement furent marqués (Craig Dowd et Michael Jones pour Auckland, et Joe Roff pour ACT), mais on a vu qu'Auckland sous la pluie valait largement mieux que Toulouse en bras de chemise.

UN VÉRITABLE AFFRONTEMENT

Mieux, cette finale sudiste est un démenti formel pour tous ceux qui ont voulu dénigrer le Super 12 sous le prétexte qu'il s'apparente à une sorte de jeu de « balle », sans aucun véritable affrontement physique. La lutte entre les deux packs fut simplement titanique, et l'engagement et la précision des plaquages à des années-lumières de ce qu'on a vu au Parc des Princes.

Avant tout, on remarqua la discipline des joueurs sudistes par rapport à leurs confrères du Nord, dès qu'il s'agit du jeu au sol. Tandis que cette phase de jeu a « pour-

ri » la finale française, comme elle l'a fait lors de la finale anglaise à Twickenham récemment, elle est jouée et arbitrée avec une clarté remarquable dans le Super 12. Autrement dit, dès qu'un joueur se trouve hors jeu au sol ou en position de gêner la vie du ballon, il fait tout pour s'écarter, alors qu'en Europe, on fait tout pour tuer le jeu.

Obligé par les conditions et le ballon glissant de pratiquer un rugby plus classique, Auckland cherchait des points de fixation plus près de la mêlée que d'habitude, jouant plus dans l'axe profond. Son numéro huit et capitaine, Zinzan Brooke, a une fois de plus allié puissance et technique, jouant les fers de lance : percussions explosives et petits coups de génie.

C'est après une percée de Brooke, stoppée à vingt centimètres de la ligne, qu'Auckland a marqué son premier essai. Mais si

Craig Dowd, le pilier gauche, a pu aplatis, c'est avant tout grâce au geste technique de Brooke, libérant la balle au sol à la perfection.

Après une heure de jeu, la domination d'Auckland était telle que les Australiens n'avaient mis les pieds dans les 22 mètres adverses qu'à trois occasions (contre seize pour Auckland). Le pack de Sean Fitzpatrick, Olo Brown, et des frères Brooke avait négocié deux fois plus de ballons (47 contre 20) dans les maux et mêlées ouvertes.

En fin de match, ACT a répondu par quelques actions individualistes, notamment du demi de mêlée George Gregan et de l'excellent allier Joe Roff, qui marqua un essai de 40 mètres. Malgré cette défaillance momentanée, la défense d'Auckland est restée ensuite intraitable jusqu'à la fin.

Le dévoué Alberto Elli s'adjuge le Grand Prix cycliste du « Midi libre »

MILLAU de notre envoyé spécial Le 4^e Grand Prix du Midi libre aura désigné un obscur. Alberto Elli n'appartient pas au panthéon du bitume. A trente-trois ans, il ne peut plus y prétendre. Sa silhouette longiligne, sa musculature sèche, son visage anguleux et cuiré lui donnent plutôt des allures de laboureur du peloton. Un homme discret et dur au mal, de ceux qui font, depuis des générations, les gregari (les équipiers),

ces braves porteurs d'eau. Il termina septième du Tour de France en 1994, mais ses victoires ont été peu nombreuses. Jusque-là : à peine une vingtaine en dix ans de carrière. Celle-ci est la plus belle. « J'ai passé des années à travailler pour les autres », admet Alberto Elli.

VINGT ET UNIÈME MONDIAL

Cette victoire, qui en fait le successeur de Laurent Jalabert (1996) et Miguel Indurain (1995), console le coureur des environs de Côme, classé tout de même 21^e coureur mondial, d'avoir raté le Giro.

« C'est difficile de le regarder le soir à la télévision, mais ce n'est pas la première fois », explique l'absent. En émigrant en début de saison dans une équipe française, Casino, l'Italien, savait que son Tour serait cette fois de France.

Sa préparation à l'épreuve rebelle passait donc par le Midi libre, comme pour les cinq premiers de la Grande Boucle 1996. La victoire s'est simplement dessinée trop tôt. La course fut sans rime ni raison, avec des écarts à la grand-pa-

pa. Elle se scella en deux échappées, reléguant le peloton à 11 minutes le premier jour et à 21 supplémentaires le deuxième. Alberto Elli eut la riche idée de s'associer, s'assurant, au cumul, une confortable avance.

Des dix-huit équipes présentes, Casino était, semble-t-il, la seule formation intéressée par la victoire : elle lui est revenue d'office. Tout au long de la semaine, les favoris ont été passifs.

On attendait Pascal Richard, ce fut Elli. On espérait Richard Virenque et on eut Laurent Dufore, un peu, et Laurent Brochard, beaucoup (trois victoires dont une, dimanche 1^{er} juin, à Millau). On guettait Bjarne Riis ou Jan Ullrich et on vit Georg Totschnig, deuxième du classement général. Le Midi libre est redevenu un prix de camaraderie offert aux équipiers.

Eux, les grands, n'étaient venus là que pour se préparer. Riis avait reçu pour consigne d'essayer de ne pas dépasser les pulsations cardiaques par minute, même dans les plus fortes pentes, autant

dire une misère. Dans ces conditions, sa 32^e place au classement général est presque un exploit. « Il n'est pas bon de dépenser trop d'énergie à vouloir gagner une course avant le Tour de France », expliquait le Danois. Encore a-t-il mis un point d'honneur à terminer.

ABANDON MASSIF

Dimanche, sous une froide pluie et la menace d'une vilaine bronchite, la moitié du peloton a préféré abandonner. Roger Bèze, le directeur général de l'épreuve, ne décolérait pas : « Il y a quelques années, j'aurais refusé de les payer. Aujourd'hui, croyez bien que je le fais à contrecœur. »

Le mode de préparation est devenu à ce point précis que les coureurs ne prennent plus le risque de multiplier les efforts. Laurent Jalabert, Alex Zülle, Abraham Olano et Tony Rominger, par exemple, ont préféré effectuer des stages sur mesure. Les cannibales ont disparu.

Benoît Hopquin

DÉPÊCHES

■ **HANDBALL** : l'équipe de France obtient la médaille de bronze au championnat du monde, disputé au Japon. La France a battu la Hongrie (28-27) à l'occasion du match pour la 3^e place. Elle avait été dominée (25-24, après prolongation) en demi-finale, samedi 31 mai, par la Russie, qui a été sacrée championne du monde, dimanche 1^{er} juin, après sa victoire (23-21) contre la Suède. - (AFP)

■ **MOTOCYCLISME** : Olivier Jacque a remporté le Grand Prix d'Autriche 250 cm³, dimanche 1^{er} juin, sur le circuit de Zeltweg, en dominant dans le dernier tour l'Allemand Ralf Waldmann. Après le Grand Prix du Brésil en 1996, c'est la deuxième victoire du Français. Son compatriote Régis Lacner, percuté par une autre moto, a été sérieusement blessé au départ de la course des 500 cm³, remportée par le champion du monde, l'Australien Michael Doohan. - (AFP)

■ **FOOTBALL** : Nîmes et Wasquehal joueront en division 2 la saison prochaine. Les deux équipes ont terminé en tête des deux groupes du championnat de National 1 qui s'est achevé samedi 31 mai.

■ **ATHLÉTISME** : Haile Gebrselassie a amélioré la meilleure performance mondiale des 2 miles (3 216 m) dans le temps de 8 min 01 s 08, samedi 31 mai, à Hengelo (Pays-Bas). L'ancienne meilleure performance mondiale était détenue par le Kenyan Daniel Komen en 8 min 03 s 54, depuis 1996. Le coureur éthiopien a facilement dominé l'Algérien Noureddine Morceli, bors de forme. Mais, faute d'être descendu sous les 8 minutes, il n'a pas gagné la prime d'un million de dollars offerte par un des principaux commanditaires de la Fédération internationale d'athlétisme. - (AFP)

■ **VOILE** : le départ de la Course de l'Europe à la voile, prévu dimanche 1^{er} juin, a été reporté au lundi 2 à 12 h 30. Cette décision du Comité d'organisation, après consultation des 16 skippers engagés, a été prise en raison d'un fort vent de nord-est (40 à 45 nœuds, environ 80 km/h) et d'une mer formée. Les bateaux doivent gagner Rønne, première des cinq étapes les conduisant le 23 juin à Stockholm.

Pour vous aider à réussir
SESSIONS INTENSIVES
■ E.F.B (CRFPA)
■ E.N.A. - E.N.M.
■ I.R.A. - E.N.I.
ISTH 6, AV. LEON HILZET
75016 PARIS
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72
ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS PRIVÉS

Les problèmes de sureffectif de l'entraîneur brésilien Mario Zagallo

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Absent de la liste des vingt-deux joueurs brésiliens retenus pour le Tournoi de France, Somozi Anderson, le flamboyant canonier monégasque, peut-il encore rêver au Mondial ? « Je connais bien Anderson. Il avait dix-neuf ans lorsque je l'ai fait débiter chez les professionnels, au Vasco de Gama de Rio, à la fin des années 80. Je me souviens des sarcasmes que la presse m'avait réservés pour avoir dit qu'il avait l'effluve d'un nouveau Jairzinho... », a confié au Monde Mario Zagallo, entraîneur de la sélection brésilienne. Après la plaidoirie, la sentence : « Je ne ferai appel à Anderson qu'en cas d'extrême nécessité. Le football brésilien est aujourd'hui riche en qualité comme en quantité ».

Sacré par ses pairs de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), le meilleur joueur du dernier championnat de France n'est pas jugé apte à fréquenter le banc des remplaçants du Brésil. La chronique de Rio, pourtant contestataire, ne s'en offusque pas, tant le sacrifice de l'idole du stade Louis-II lui semble découler des contraintes de l'embaras du choix. C'est donc sous les meilleurs auspices, côté effectif, que Zagallo s'apprête, en vieux renard (il a soixante-cinq ans), à brigrer sa cinquième couronne mondiale. La défaite qu'il appelle de ses vœux afin que son équipe « ne cède pas à la facilité », s'est concrétisée, vendredi 30 mai, à Oslo, face à la Norvège (2-4). Au Onze de France échoit désormais le privilège d'affronter, mardi 3 juin, des champions du monde piqués au vif.

UN MONUMENT

Bâti sur une carrière commencée il y a un demi-siècle à l'America, un club de Rio autrefois prestigieux, le palmarès de Zagallo est un monument à la gloire du football brésilien. Aux deux titres mondiaux remportés, en 1958 (Suède) et en 1962 (Chili), avec le maillot numéro 11 de la sélection nationale, s'ajoutent ceux glanés en 1970 (Mexique) au poste d'entraîneur, et en 1994 (Etats-Unis) dans le rôle créé à son intention par la Confédération brésilienne de football - de coordonnateur technique aux pouvoirs occultes. Au fil d'une trajectoire exceptionnelle, l'unique légitime tetracampeo (quadruple champion du monde) a été le partenaire du duo Pelé-Garrincha, le stratège de la campagne mexicaine primée par la conquête de la Coupe Jules-Rimet (décorée à titre définitif au premier vainqueur de trois coupes du monde), puis l'émancipation de Carlos Alberto Parreira, l'entraîneur mal aimé qui a mis fin à une traversée du désert de vingt-quatre années. Des années que Zagallo a passées au Koweït, aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite, dont il a dirigé les sélections nationales.

Ces états de service ne lui ont pas toujours offert la popularité que lui valent les expositions de ses troupes. En octobre 1994, quand il a succédé à Parreira (dont il dit avoir été le « paratonnerre » durant le dernier Mondial), sa réputation de « retranscripteur » (adepte de la défense renforcée) était critiquée par les gardiens du football à la brésilienne. Ses détracteurs ne lui pardonnaient pas d'avoir déclaré : « Un match nul peut être un bon résultat ». Rallié au « football compétitif », Zagallo aura attendu près d'un demi-siècle avant de devenir prophète en son pays.

« Les Brésiliens, dit-il, valorisent davantage aujourd'hui la solidarité et l'effort collectif. » Dans ce registre, l'ancien ailier gauche de façade aura fait œuvre de pionnier. Dès les années 50, Zagallo a incarné le faux attaquant incorporé au premier rideau défensif. Il n'a pas laissé le souvenir d'une terreur des gardiens : les buts inscrits à son actif au cours des trente-trois matchs qu'il a joués, de 1958 à 1964, en équipe du Brésil, se comptent sur les doigts d'une main. Ex-soutier méritant, Zagallo s'est imposé en meneur d'hommes respecté.

Jean-Jacques Sévilla

Aimé Jacquet, sélectionneur de l'équipe de France de football

« Si j'avais un Platini, tout serait plus facile »

Les Tricolores inaugurent le Tournoi de France, mardi 3 juin à Lyon, en affrontant le Brésil

Le Tournoi de France de football, qui débute mardi 3 juin, à Lyon, est l'occasion d'un rodage grandeur nature en vue de la Coupe du monde 1998. Le Onze tricolore affrontera le Brésil, l'Angleterre et l'Italie.

Dans un entretien au Monde, le sélectionneur Aimé Jacquet évoque la difficulté de préparer l'équipe de France avec des matchs amicaux, passe ses troupes en revue et défend son système de jeu, souvent critiqué. Il adresse un avertissement aux joueurs qui pourraient être tentés par des clubs étrangers qui ne leur offriront pas la garantie de jouer : ils risquent d'être écartés de l'équipe de France. Enfin, il annonce son retrait à l'issue de la Coupe du monde. Le tournoi servira également à tester la logistique en situation avec l'utilisation de quatre stades concernés par le Mondial.

« Cette saison, j'ai été peu exigeant. Place aux équipes, place aux championnats. L'année prochaine sera très différente. Je ne les lâcherai pas. Je le leur ai dit : « L'équipe de France va jouer la Coupe du monde sur son sol. L'objectif est tellement important que le sélectionneur ne fera aucun cadeau à celui qui a choisi un objectif financier plutôt qu'un objectif sportif. Celui qui ne jouera pas dans son club sera automatiquement éliminé de la sélection. Je vous demande impérativement de faire attention. Vous changez de club, d'entraîneur, de pays, de mentalité, informez-vous que l'entraîneur vous veut bien, que vous allez dans un grand club, que vous êtes bien entraînés et dites à vos managers de ne pas faire n'importe quoi. »

« Les problèmes du gardien Bernard Lama remettent-ils en cause sa place dans l'équipe de France ?

« Que représente pour vous le Tournoi de France qui débute le 3 juin et rassemble, outre l'équipe de France, le Brésil, l'Italie et l'Angleterre ?

« Le Tournoi de France sera un repère avant d'aborder notre dernière saison vers le Mondial 1998. Ce sera une base essentielle pour la suite. Je crains simplement que les joueurs ne puissent pas donner la pleine mesure de leur talent : ils ont vécu une saison très chargée. Nous n'avons pas pu préparer ce rendez-vous comme nous l'aurions voulu. La synthèse du Tournoi de France va me servir à mettre des choses en place et, à partir de janvier, notre préparation prendra une nouvelle tonalité : un rassemblement par mois, un match par mois.

« Est-il difficile de préparer une Coupe du monde avec des matchs amicaux ?

« Très. La pression, elle existe. C'est moi qui la mets. Je veux qu'il y ait une motivation intérieure et je la crée. Mais il ne faut pas que j'aie trop loin.

« Pourquoi quitter la France juste avant la Coupe du monde pour jouer justement une série de matchs amicaux ?

« Il vaut mieux s'en aller que subir ce qu'on va subir ici. Il faudra qu'on respire... On va aller s'oxygéner ailleurs et éviter l'imbécillité de gens qui se découvrent subitement supporters de l'équipe de France.

« Il vous a été reproché d'avoir pratiqué un football trop défensif lors du championnat d'Europe des Nations 1996. Allez-vous changer votre dispositif ?

« Le football européen, ce n'est pas de la rigolade. C'est un football de combat. Si on ne se présente pas avec cet esprit-là, on fait l'aller-retour direct, comme on l'a fait si souvent en France. Et puis on dira : « Oh, on joue bien ! Nous avons une bonne équipe. Quel dommage ! » Moi, je ne réfléchis pas comme ça. J'ai le devoir de mettre en place une équipe compétitive. Il n'y a que le résultat qui compte.

« En défense, votre dispositif est en place. En revanche, en attaque, vous semblez encore hésiter...

« C'est plus facile en défense. La France manque d'attaquants de pointe. Quand vous avez un bon joueur, les éducateurs le mettent au milieu. C'est assassin. C'est un poste exposé : on prend des coups. Alors les candidats sont de plus en plus rares. Christophe Dugarry, Nicolas Ouedec et Florian Maurice remplissent cette fonction. Mais Ouedec a été blessé. Dugarry, qui, n'en déplaise à certains, est un joueur de haut niveau, a éprouvé des difficultés dans son nouveau club. Et puis Maurice s'est abîmé le tendon alors qu'il entraînait dans le groupe. On a perdu beaucoup de temps.

« Pourquoi ne pas avoir retenu le Monégasque Thierry Henry ?

« Dans le domaine offensif, j'attends encore. Si des joueurs sont très bons, l'équipe de France leur est ouverte. J'ai été clair avec le petit Henry. Pourquoi cette décision ? Vous voulez enlever à ce gamin la

possibilité d'être champion du monde espoirs ? Figurez-vous que je le prends avec moi et que je le laisse sur le banc de touche, que je lui fasse jouer des bribes de match et que ses copains deviennent champions du monde : il va m'en vouloir pendant toute sa vie.

« Comment situez-vous la valeur de votre équipe par rapport à celle des années Platini ?

« On n'est pas encore à la hauteur de cette équipe-là. On n'a pas l'homme providentiel. Si j'avais un Platini aujourd'hui, tout serait plus facile. Je ne l'ai pas. Alors, je compense par le collectif.

« Quel rôle assignez-vous à Zinedine Zidane ?

« Je pense que c'est l'homme-orchestre de l'équipe de France.

« Il semble pourtant plus à l'aise à la Juventus de Turin...

« Marcello Lippi, son entraîneur, l'utilise exactement comme je l'ai fait pendant le championnat d'Europe des Nations. Simplement, à Turin, Zidane bénéficie d'appuis sur les ailes que nous n'avons pas eus lors de l'Euro. C'est pourquoi nous travaillons beaucoup ce secteur.

« L'affaire dite des chaussures, qui oppose les joueurs de l'équipe tricolore à la Fédération française de football (FFF), ne semble toujours pas réglée. Les footballeurs manifestent leur mécontentement face à un règlement qui les oblige à ne pas pouvoir évoluer en équipe nationale avec les chaussures de leur choix.

Le président de la FFF, Claude Simonet, a indiqué vendredi 30 mai à Zurich qu'il rencontrerait lundi 2 juin à Lyon les joueurs. « Je n'ai pas changé d'avis sur la question, a-t-il affirmé. Il y a un règlement précis pour les chaussures qui n'est pas une nouveauté et stipule que les internationaux doivent porter en équipe de France la marque de notre équipementier, en l'occurrence Adidas. Il s'agit donc de respecter ce contrat qui court jusqu'en 2002 et comprend bien entendu le Mondial 98 ».

« L'association avec Ynnri Djorkaeff laisse encore à désirer...

« Peut-être qu'il faut faire un choix. Ou ils sont complémentaires et ils sont associés. On les met en opposition. Je suis là pour ça. Et je pense toujours qu'il faut les associer.

« Cette saison, les joueurs ont semblé plus motivés par leur carrière européenne que par l'équipe de France...

Le calendrier

- France-Bresil, mardi 3 juin à Lyon (TF1, 20 h 45)
- Italie-Angleterre, mercredi 4 juin à Nantes (Canal Plus, 20 h 30)
- France-Angleterre, samedi 7 juin à Montpellier (TF1, 20 h 45)
- Bresil-Angleterre, mardi 10 juin au Parc des Princes (Canal Plus, 20 h 30)
- France-Italie, mercredi 11 juin au Parc des Princes (TF1, 20 h 45)

« Cette saison, j'ai été peu exigeant. Place aux équipes, place aux championnats. L'année prochaine sera très différente. Je ne les lâcherai pas. Je le leur ai dit : « L'équipe de France va jouer la Coupe du monde sur son sol. L'objectif est tellement important que le sélectionneur ne fera aucun cadeau à celui qui a choisi un objectif financier plutôt qu'un objectif sportif. Celui qui ne jouera pas dans son club sera automatiquement éliminé de la sélection. Je vous demande impérativement de faire attention. Vous changez de club, d'entraîneur, de pays, de mentalité, informez-vous que l'entraîneur vous veut bien, que vous allez dans un grand club, que vous êtes bien entraînés et dites à vos managers de ne pas faire n'importe quoi. »

« Les problèmes du gardien Bernard Lama remettent-ils en cause sa place dans l'équipe de France ?

« Bernard Lama reste le « number one » total. Il m'a émerveillé. A l'Euro, c'était le meilleur. Mais il était averti. Après l'événement Barthez (NDLR : suspendu lui aussi pour avoir été contrôlé positif au cannabis), tout

le monde savait. Qu'il n'y en est pas un qui vienne me dire qu'il ne savait pas ou que je deviens très méchant. Bernard Lama était averti. Il sera sanctionné. Il va payer.

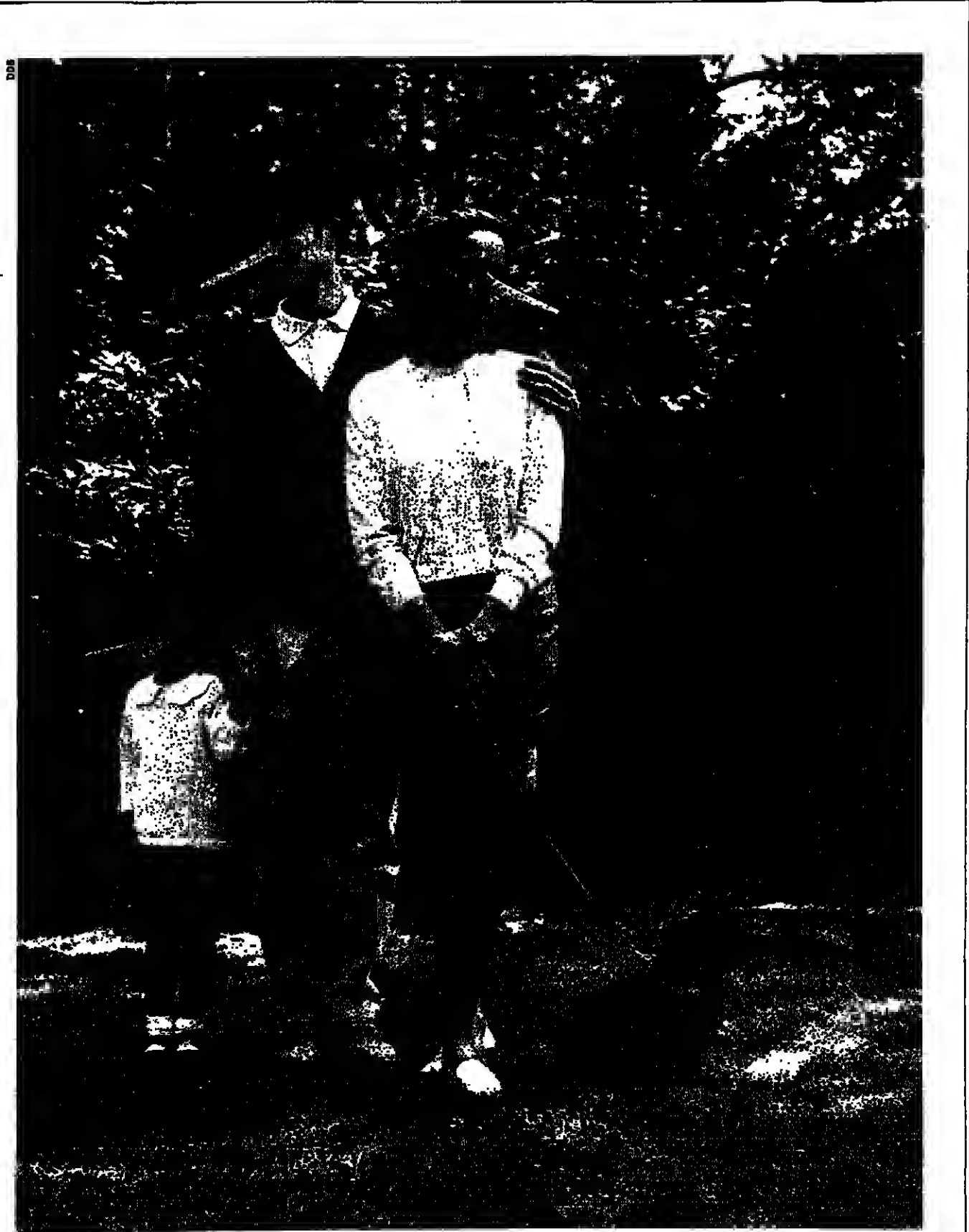
« Vous passez pour un père tranquille et obstiné. Cette image vous gêne-t-elle ?

« Quand j'ai acquis certaines convictions, vous pouvez me dire tout ce que vous voulez, je ne changerai pas d'avis. Si je suis en phase avec moi-même, je suis redoutable. Je peux aller très loin. Quand je commence à bafouiller, le suis mal. Il vaut mieux m'éliminer. Chez moi, on dit en patois : « Tu peux chanter, moi je ne bouge pas. » Il faut écouter les gens, mais il ne faut pas être perturbé par l'écoute. Il faut garder le cap. Moi, je le garde.

« Quel sera votre avenir après le Mondial 1998 ?

« Le jour où l'équipe de France sera éliminée, le haut niveau, ça sera ter-mi-né pour Jacquet. Il faut savoir s'arrêter dans la vie. »

Propos recueillis par Pascal Ceaux et Benoît Hopquin



Les Duchemin auraient adoré aller voter hier, mais inexplicablement leur Golf est tombée en panne.



051 711 111

Magnus Norman, l'ambition version suédoise

Admirateur de Stefan Edberg, ce joueur, classé 65^e mondial, rêve de finale après avoir éliminé Pete Sampras et Marc Rosset

MARC ROSSET avachait sa déception sur la table de conférence de presse. En annonçant, il explique sa défaite avec plus de mauvaise grâce qu'à l'accoutumée. Il y a de quoi. Le géant suisse, demi-finaliste l'an passé, vient en ce dimanche 1^{er} juin d'offrir son billet pour les quarts de finale à un blanc-bec, le Suédois Magnus Norman (4-6, 6-3, 7-6 [7/5], 6-3). « Pendant deux sets et demi, râlait-il, on a plus joué à la roulette russe qu'au tennis. »

Les méchantes boutrassures qui balaient Roland-Garros depuis plusieurs jours font ingurgiter de sévères doses de terre battue aux joueurs comme aux spectateurs des loges. Bien plus qu'il n'en faut à Marc Rosset pour perdre son sang-froid. Magnus Norman, Suédois poulain au nez en trompette, sourit sous ses taches de rousseur. « Peut-être que ça souffrait plus de son côté », dit-il, en admettant tout de même que le vent a gâché le spectacle.

Pogues de charcutier, physique de jeune bûcheron, Norman vit une extraordinaire semaine de grâce. Deux jours plus tôt, il s'est offert, pour célébrer son 21^e anniversaire, la tête de Pete Sampras. Début mai, il a éliminé Andre Agassi et Petr Korda pour se hisser en demi-finale sur la terre battue rapide d'Atlanta. La semaine passée, il était encore en demi-finale sur celle de Sankt Pölten (Autriche).

Timide hors des courts, Magnus Norman acquiesce, dès qu'il a une raquette en main, ce flegme propre aux joueurs suédois. Rosset a peine défilé, il évoque sans arrogance aucune les trois matches qu'il lui reste à disputer. Car il compte être toujours en course dimanche 7 juin pour la finale. « J'essaierai de ne pas me satisfaire de ce que j'ai réalisé jusqu'ici », dit-il. Rester concentré. Ne pas se relâcher. Pas encore. Alors que son honorable rang de 65^e mondial est déjà un souvenir, alors que - il a compté - il a amassé en une semaine « environ 700 000 couronnes suédoises » (483 500 francs), soit sept fois plus d'argent qu'il n'en avait jamais gagné en un tournoi.

« PAS DE RESPECT »

Selon son entraîneur et compatriote, Thomas Hogstedt, ancien joueur qui a « racroché » en 1994, Magnus a le potentiel pour figurer très vite parmi les vingt meilleurs mondiaux et y rester un moment. « Les grands joueurs ne lui inspirent pas de respect mêlé de crainte qui engendre la défaite. Je me suis efforcé de l'aider à ne pas se relâcher après sa victoire sur Sampras. Il a eu affaire à la presse pour la première fois et j'ai fini par débrancher le téléphone de la chambre d'hôtel à 23 h 30 pour qu'il se repose. J'avais peur qu'il ne craque. Pour mon premier déplacement avec lui, il m'impressionne terriblement par sa capacité d'écoute et d'adaptation. »

L'entraîneur de Marc Rosset ne peut en dire autant, malgré les neuf années de professionnalisme et la place de 18^e mondial de son élève. Bien qu'il dise être entré sur le court résigné à limiter les dégâts du vent sur son jeu, le grand Helvète, âgé de

vingt-six ans, n'a cessé de récriminer. Casquette dûment plétiée de rage, sa raquette jetée par-dessus son épaule a attiré malencontreusement dans une tribune, ce qui lui a valu un avertissement. Pour se faire pardonner, Marc s'était tout à fait agenouillé, comme en prière. Joueur sensible au mental fragile, il suppliait en réalité le vent de ne plus l'empêcher de s'exprimer dans son registre. Les faux rebonds et « bois » en tout genre ont dû toute confiance à Rosset sur les engagements et les assauts du filer.

Plus malin, plus patient, Norman, puissant attaquant de fond de court, a su contenir son envie de cogner ses balles de service et de monter à tout va. « Je lui ai conseillé la prudence à cause du vent. Non seulement il a essayé d'appliquer ma consigne, mais il a réussi », dit Hogstedt, abasourdi par la maturité de son disciple.

Après avoir débuté au tennis à l'âge de huit ans grâce à son père, Norman tournait encore il y a un an et demi avec l'équipe d'espérance nationale subventionnée par sa fédération. La saison passée, Magnus s'est retrouvé seul et rempli d'incertitudes, comme un oiseau chassé du nid. Avec Thomas Hogstedt, qui « coach » des jeunes, il a trouvé, depuis février, un compromis. Ensemble, ils préparent les échéances, puis Magnus les affronte seul, soutenu uniquement par ses compatriotes-joueurs.

Quoi qu'il lui arrive en quarts de finale, Norman prend date pour l'été. Son idole est Stefan Edberg. Et, comme lui, il raffole des courts en ciment.

Patricia Jolly



Monica Seles sans pitié pour Mary Pierce

Monica Seles, quatrième joueuse mondiale, battue (7-6, 7-6) lors du Tournoi de Rome par Mary Pierce, numéro dix du classement WTA, début mai, a pris sa revanche, et montré qu'il fallait plus que jamais compter avec elle. Dimanche 1^{er} juin, en huitième de finale, l'ex-« Petite souris » américaine a éliminé l'ex-« Terreur » française (6-4, 7-5). Pour expliquer sa défaite, Pierce a invoqué la gastro-entérite dont elle a souffert comme Pete Sampras (Le Monde daté 1^{er} et 2 juin) : « Contre Monica, on a besoin d'être à un très haut niveau pour gagner. »

● Une « belle » Graf-Coetzee en quart de finale. Il y a trois semaines, à Berlin, Amanda a infligé à Steffi la plus sévère défaite de sa carrière (6-0, 6-1) avant que l'Allemande ne prenne le meilleur sur la Sud-Africaine à Strasbourg en trois manches serrées. Le deux jeunes femmes se retrouveront mardi sur le court Suzanne-Lenglen en quart de finale des Internationaux de France de tennis. Dimanche 1^{er} juin, Graf a éliminé la talentueuse jeune Roumaine Irina Spîrlea (6-7 [4/7], 6-2, 6-2) et Coetzee a battu une des favorites du tournoi, l'Espagnole Conchita Martínez (6-7 [4/7], 6-4, 6-3).

● Galo Blanco, la surprise. De l'armada espagnole engagée dans ces Internationaux de France, il ne reste, au seuil de la seconde semaine, que l'ancien double vainqueur du tournoi, Sergi Bruguera, ce qui était attendu, et Galo Blanco, ce qui l'était moins. Vainqueur, samedi 31 mai, de l'Américain Chris Woodruff (7-6 [8/6], 6-3, 7-6 [7/2]), Blanco, âgé de vingt ans et classé 111^e joueur mondial, devait affronter le Tchèque Petr Korda en huitième de finale.

Le Belge Filip Dewulf émerge de la tempête

LOIN DE L'EXTASE, Filip Dewulf, à la victoire calme. Il dit : « C'était un rêve de jouer sur le central de Roland-Garros, et je gagne. » Issu des qualifications, vainqueur d'Alex Corretja - tête de série n° 8 et un des favoris espagnols du tournoi -, ce Flamand est devenu, dimanche 1^{er} juin, le premier Belge à parvenir en quart de finale d'un tournoi du Grand Chelem depuis le début de l'ère open en 1968 (auparavant Jacky Brichant y était parvenu quatre fois à la fin des années 50).

Il le sait, sa victoire a été bizarre. Il y avait ce troisième adversaire, dimanche, le vent. Les boutrassures capricieuses ont jeté la brique plié dans les yeux, baladé les balles. « Il a tué mon jeu », souffle Corretja.

L'ORFÈVRE BALAYÉ

L'Espagnol, qui avait gagné dans les chaleurs paisibles d'Estoril ou de Rome, a découvert que son jeu d'orfèvre avait un défaut. A Paris, ces revers liftés, posés hier le long de la ligne, se sont évanouis dans les couloirs et dans les bûches, comme son service. Balayée, la pré-

sion délicate de son coup droit fouetté. En face d'Alex, Filip s'est adapté, son jeu plus rugueux, ses accélérations de coup droit plus rapides que le vent : « Il a fait un grand match, c'est un grand joueur », a reconnu Corretja.

Filip Dewulf a vingt-cinq ans et des yeux limpidés. Professionnel à dix-huit ans, il se promène tout d'abord seul sur le circuit. Son premier entraîneur ne voyage pas. De cette expérience difficile de solitude, il apprend la patience et le calme. En 1994, il rencontre Gabriel Gonzales. L'homme vient d'être renvoyé de l'équipe de Coupe Davis pour des raisons politiques. Il sera son entraîneur. Et son mentor.

A l'époque, Dewulf doute. C'est un perfectionniste qui ne supporte pas la défaite. A force de cauchemarder sur les échecs, il en vit et perd quelques matches serrés après avoir obtenu des balles de match. Sa réputation est faite. Depuis le début de la saison, il s'est attaché à l'effacer. Il y est parvenu en finissant enfin vainqueur des matches de longue balaine. A Paris, il est sorti des qualifications. Quart-finaliste, il prouve son courage. Il dit : « Mon

jeu n'a pas changé. La confiance est venue et les balles sont tombées plus sûrement à l'intérieur du court. »

JOUEURS SANS COMPLEXE

Un début de saison magnifique, et voilà le tennis belge qui exulte. Sabine Appelmans et Dominique Van Roost ont été quart-de-finalistes aux Internationaux d'Australie en janvier, et voici Dewulf brillant à Paris. En quinze ans, le tennis national s'est métamorphosé. Leurs complexes oubliés, les Belges sont sortis de leurs frontières pour gagner leur vie. Pour arriver, il suffit de rentrer dans les cent meilleurs mondiaux.

Grâce à sa performance, Dewulf revient dans ce gotha et espère mieux. Son avenir à Paris ? Puisqu'il n'y a plus vraiment de favoris, dans ce tournoi qui part en tous sens, Dewulf s'amuse. « Il me suffit de jouer aussi bien pendant les trois prochains matches. » Le vent rend ivre.

Bénédicte Mathieu

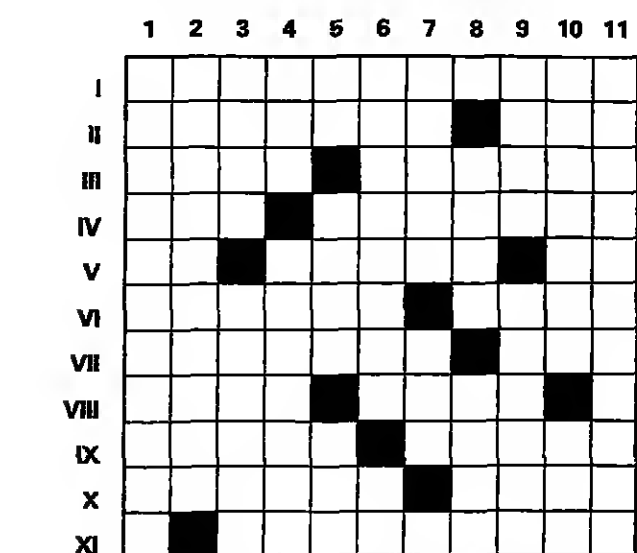
Alain Mercier

■ LOTO : résultats des tirages n° 44 du samedi 31 mai. PREMIER TIRAGE : 7, 17, 20, 31, 39, 41 ; numéro complémentaire : 34. Rapport pour 6 bons numéros : 1 832 315 F ; pour 5 numéros, plus le complémentaire : 87 740 F ; pour 5 numéros : 7 700 F ; pour 4 numéros : 168 F ; pour 3 numéros : 17 F. SECOND TIRAGE : 1, 7, 12, 18, 30, 39 ; numéro complémentaire : 49 ; rapport pour 6 numéros : 20 967 860 F ; pour 5 numéros, plus le complémentaire : 62 740 F ; pour 5 numéros : 4 785 F ; pour 4 numéros : 109 F ; pour 3 numéros : 12 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97113

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Le premier portrait de bébé. - II. Donne de la tenue mais rend cassant. Présente à la langue. - III. Il faut l'évacuer. Résonne quand il est agité. - IV. Assure des liaisons. Mauvais signe dans les sentiments. - V. Tête d'ibère. Point de départ de la grande distribution. Voyelles. - VI. On peut compter dessus. Une des grandes échelles. - VII. Devait nous guérir de bien des maux. Le Nouveau Monde en VO. - VIII. Vallées nuyées.

VERTICALEMENT

I. Comme des larves rampantes. - II. Toujours en retard au spectacle. - III. Un passé récent. Leurs billes sont souvent fausses. - IV. Sortie pour les grandes occasions. Dépasse les bornes. - V. Dans le

cirage. Lieu d'ombre. Bout de poisson. - VI. Se prêtent pour des lions. Dans les normes. - VII. Vient de la cour. Mouvement perpétuel. - VIII. Au Cameroun. Jeta un pont sur la rivière Kwai. - IX. Une jolie couleur de peau. Met le texte sous les yeux. - X. Inconnues hier, elles sont devenues extraordinaires aujourd'hui. Division. - XI. Epuisée comme une bête.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97112

HORIZONTALEMENT

I. Actionnaire. - II. Leurre. Très. - III. Tr. Ecbech. - IV. Entasse. STO. - V. Raimu. Ph. Or. - VI. Nia. Créés. - VII. Atroce. Pool. - VIII. Ecula. Nul. - IX. Ers. Bélante. - X. Uf. Rentière. - XI. Rafistolées. VERTICALEMENT

VERTICALEMENT

1. Alternateur. - 2. Cernaît. Ria. - 3. Tu. Tlars. - 4. Ircam. Oc. Ri. - 5. Or. Succubes. - 6. Nées. Relent. - 7. Cèpe. Alto. - 8. Ath. Hep. All. - 9. Ires. Sonnée. - 10. Recto. Outre. - 11. Essorillés.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0242-1193

Imprimé au Monde 12, rue M. Gutenberg 94002 Ivry Cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 20

Tirer sur la cordelette



On tire sur les deux extrémités de la cordelette qui dessine le titre du journal. Combien de nœuds se forment ?

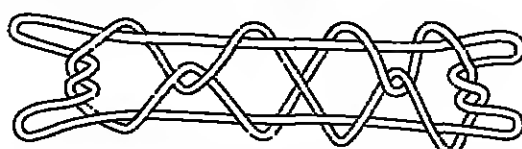
Exercice plus difficile. Un enfant a réalisé une « échelle de Jacob » avec un anneau de ficelle passé autour de ses doigts.

Souriez-vous, en un minimum d'étapes, dénouer cette construction pour retrouver l'anneau initial ?

Solution dans Le Monde du 10 juin.

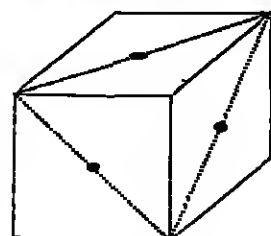
Elisabeth Busser et Gilles Cohen

POLE 1997



Solution du problème n° 19 paru dans Le Monde du 27 mai.

Lorsqu'on incline le récipient de manière à rendre horizontal le plan des trois trous, le volume d'eau qui peut séjourner dans le bidon est celui d'un prisme droit à base triangulaire dont les trois côtés perpendiculaires mesurent 30 centimètres. Il vaut le produit de l'aire d'une base (triangle rectangle isocèle de 450 cm²) par le tiers de la hauteur correspondante (30 cm), soit 4 500 cm³ ou encore 4,5 litres. On évitera l'inondation et le plombier arrive dans les trois jours.



La course
au titre d'homme
le plus rapide
du monde
a tourné court

Le camping-car a gagné ses lettres de noblesse

Depuis deux ans, les ventes
des « voitures-maison » battent des records,
mais les prix restent assez élevés

COMME L'ONDÉE qui fait sortir
Pescargot, les ponts de l'Ascension
et de la Pentecôte auront été les
premières grandes sorties de l'année
pour nombre de camping-caristes.
Cette espèce en voie d'ex-
pansion pour laquelle la langue
française n'a pas inventé de terme
propre commence cependant à s'affir-
mer du rythme des saisons. Les
ultimes améliorations apportées à
l'équipement intérieur (chauffage à
air pulsé pour éviter la condensa-
tion sur les vitres, moquette iso-
lante, volets isothermes...) ont per-
mis aux derniers modèles de se
transformer en vrais petits chalets
mobiles pour sports d'hiver.

Longtemps considéré comme un
simple dérivé de la caravane, en
plus luxueux, le camping-car s'en
est discrètement détourné. Large-
ment dominante (1,5 million
d'exemplaires en circulation en
France) mais victime d'une image
un tantinet surannée, la première
voiture s'écroule. Le second
(750 000 véhicules) avec ses allures
de passe-partout plus attiré par les
sites historiques que par le cam-
ping-pastèque, a gagné ses
lettres de noblesse. Les immat-
riculations (5 588 unités par an) ont
progressé de 15 % en 1996 après une
croissance à peu près comparable
en 1995 et cette année devrait
confirmer la tendance.

Loin d'être un fil à la patte, le
camping-car se vit souvent comme
le pendant, confortable et civilisé,
du camping sauvage. Il redonne de
la spontanéité aux vacances : départ
décidé au tout dernier moment
pour une destination à géométrie
variable. Avec leur énorme résér-
voir, le petit fourgon pour trois ou
quatre personnes, la cellule aména-
gée et montée sur un châssis ou
« l'intégral » spécialement carrossé
peuvent jeter leur musette à peu
près où bon leur semble.

LE BONHEUR DES ENFANTS
Entre deux étapes dans l'une des
quelque 2 000 aires d'accueil que
compte l'Hexagone et qui offrent
pour un prix minime de faire le
plein d'eau et de vidanger WC
chimiques et eaux usées, la couvée
camping-car se pose sur la première
branche qui lui convient. Cette ex-
treme facilité de mouvement qui
correspond parfaitement au frac-
tionnement des congés fait le bon-
heur des enfants qui imaginent de
partir en expédition (prévoir d'arbi-
triser les conflits pour l'occupation
du lit situé dans la capucine, au-
dessus de la cabine du conduc-
teur...).

Ce véhicule dont l'élégance n'est
pas le point fort, s'est fondu dans
l'univers des vacances. En haute sa-
ison, les environs immédiats de Dis-
neyland-Paris ou du Futuroscope
de Poitiers deviennent le territoire
de concentrations impression-
nantes de ces « voitures-maisons »
comme disent les tout-petits. Ce
succès tient aussi à une baisse des
tarifs. Un véhicule neuf animé par
un gros moteur turbo diesel ca-
pable de soutenir un bon 110 km/h
sur autoroute et d'accueillir confort-
ablement une famille de deux en-
fants (toilettes, mini-cuisine avec
réfrigérateur silencieux, placards,
canapés-lits) se négocie aux alen-
tours de 180 000 francs contre plus
de 200 000 francs il y a quelques an-

nées. Il en faudrait davantage pour
que se lève un vrai vent de démo-
cratisation. Pour près de la moitié
d'entre eux (40 %), les camping-car-
istes sont des retraités. L'autre par-
tie est composée de cadres, profes-
sions libérales ou d'enseignants.

« Les 175 000 familles françaises
propriétaires d'un camping-car
cherchent à diversifier leur pratique
touristique. Ce sont souvent des gens
qui ont une passion ; ils peuvent
d'autant mieux la satisfaire qu'ils dis-
posent d'un moyen de transport et
d'hébergement souple », insiste
François Feuille, président du Syn-
dicat des véhicules de loisirs (Sic-
ver) et président du groupe Tigau-
no. Bien adapté à la dimension
européenne (près de la moitié des
pratiquants français se lancent ré-
gulièrément dans des escapades à
l'étranger), le camping-car est le re-
flet de l'air du temps. Plus tenté par
la façade ouest que par le Midi, il se
plie allègrement aux contraintes
liées au tourisme culturel mais aussi
à la pratique d'un sport ou d'un lo-
isir.

INVESTISSEMENT ONÉREUX

Pourtant, cette forme de tou-
risme ne fait pas toujours l'unani-
mité. Des communes ont pris des
arrêts allant jusqu'au bannisse-
ment de ces gens du voyage au
pouvoir d'achat pourtant bien su-
périeur à celui du touriste moyen
mais pas forcément mieux protégés
contre les réflexes grégaires et le
manque de savoir-vivre. Les actions
en justice engagées par le Sivec
ont opéré un effet dissuasif. Hier
boudeuses, Narbonne, Hyères, Pa-
lavas-les-Flots, La Baule, Carnac,
Cancale ou Courseulles-sur-Mer li-
mitent désormais l'interdiction de
stationnement au seul front de mer.
Quelques stations balnéaires conti-
nuent cependant de faire la fine
bouche.

Plus facile à conduire que ses
proportions ne le suggèrent, le
camping-car avec sa bonne fran-
quette confortable et insouciance
inspire volontiers la sympathie.
Mais il s'agit d'un investissement
onéreux qui ne se justifie qu'à
condition d'opter pour un certain
type de vacances. En clair, il exige
quelques moyens financiers mais
aussi beaucoup de temps dispo-
nible. Fait révélateur : plus de la
moitié des camping-caristes par-
courent plus de 10 000 kilomètres
par an.

Il faut, également, accepter quel-
ques désagréments. Le plancher est
souvent trop haut, ce qui ne facilite
pas l'accès à l'habitacle. Sur route, il
souffre d'une forte sensibilité au
vent latéral et, à l'arrêt, d'une ten-
dence au dandinement comparable
à celle d'un bateau au mouillage.
Toute fois, le principal obstacle à
une pratique non exclusive est sans
conteste le tarif de location de ces
véhicules, encore trop élevé même
s'il recouvre à la fois une dépense
de transport et une dépense d'hé-
bergement.

Les prix sont trop souvent dissua-
sifs (en haute saison, compter à
partir de 6 000 francs la semaine,
carburant non compris) pour per-
mettre à une population beaucoup
plus large de découvrir le campin-
g-car.

Jean-Michel Normand

■ **VOIS** : Fidèle selon laquelle les BMW sont les voitures les plus
souvent volées à vélo. Selon les statistiques de la marque, 150 BMW
immatriculées depuis début 1995 ont été déclarées volées l'an passé,
soit un taux de vol inférieur à 0,3 %. La responsabilité de cette baisse
est attribuée à la généralisation de dispositifs antidémarrage à trans-
pondeur.

■ **JEUNES** : le Tour de France des jeunes conducteurs aura lieu du
24 octobre au 1^{er} novembre. Cette épreuve, fondée sur la qualité de la
conduite, est organisée par le mouvement de liaison des associations
de sécurité routière (Laser, tél. : 01-42-25-01-05).

■ **FIAT** : la 2 000 000^e Fiat Punto est sortie des lignes de montage de
l'usine de Melfi le 7 avril. Présentée fin 1993, la Punto est actuelle-
ment la voiture la plus vendue en Europe. Pour prolonger ce succès,
Fiat vient de lancer deux séries limitées : la Punto 60 Opéra (52 200
francs) et la Punto Diva 60 SX (à partir de 60 500 francs).

■ **SÉCURITÉ** : Volvo annonce qu'il vient de s'équiper d'un « super-
ordinateur simulateur de crash-tests ». Des simulations permettant de
réduire les essais réels pourront être réalisées jusqu'à six fois par
jour.

■ **RENAULT** : la marque au losange a mis en place depuis la fin du
mois de mai des forfaits (pièces et main-d'œuvre) sur les opérations
d'entretien. Selon les modèles, les « forfaits révision » vont de 600 à
1 350 francs.



Belle et puissante, la
nouvelle Passat de
Volkswagen se lance à la
conquête du marché
européen. À partir du mois
de juillet, la version break de
la voiture allemande sera
disponible au prix de base de
119 500 F. Ses promoteurs
souhaitent « donner à
l'automobiliste
d'aujourd'hui un avant-goût
de la voiture de demain ».

La Volkswagen Passat, star trop parfaite du marché

Le succès de ce modèle devrait s'amplifier avec le lancement en juillet de sa version break

LA NOUVELLE Volkswagen Pas-
sat est la vedette du marché au-
tomobile français. Alors que les im-
matriculations sont en chute libre
depuis la suppression des primes
gouvernementales, cette voiture
bat des records. Entre janvier et
avril, elle s'est vendue à 6 385 uni-
tés contre 3 300 l'an dernier à la
même période et certaines versions
imposent un délai d'attente de dix
semaines.

Aux amateurs, il n'a pas échappé
que, pour sa cinquième génération,
la Passat est devenue une belle vo-
iture. Son toit arrondi, inspiré de
l'ancienne et de la future Coccinelle
(la réincarnation sera effective dans
deux ans) accentue un design so-
briement aérodynamique signé Au-
di. Heureuse rupture avec les deux
précédentes versions qui culti-
vaient la robustesse germanique

avec un désespérant manque de
subtilité. Stars de la catégorie, les
Renault Laguna, Peugeot 406, Ci-
troën Xantia, Ford Mondeo et Opel
Vectra font d'autant plus grise
mine que la politique commerciale
de Volkswagen est agressive. La
Passat est disponible à partir de
111 900 francs et le lancement, mi-
juillet, de la version break (à partir
de 119 500 francs) devrait amplifier
ce succès.

Volkswagen, jusqu'alors inca-
pable de sortir de la monoculture
Polo-Golf, s'est enfin ouvert une
brèche. Plus longue de 20 centi-
mètres, la nouvelle Passat ne fait
pas trop d'ombre à l'Audi A4, la
sœur jumelle un peu mondaine
dont elle partage les motorisations,
y compris le très apprécié moteur
1,9 litre TDI Spacieuse, silencieuse,
peu gourmande, fabriquée avec

grand soin et douce à conduire, elle
évoque un peu de cette fausse mo-
destie qui fait en France la gloire de
la Golf, instrument inégalé de sno-
bisme à rebours.

L'absence
quasi scientifique
d'aspérités
engendre une espèce
de frustration

L'habitacle, aux dominantes noir
et gris flanelle, affiche un réel souci
ergonomique et la hauteur du pa-
villon renforce l'impression d'es-
pace. En poussant dans ses ultimes

retranchements le propriétaire
d'une nouvelle Passat, on appren-
dra tout de même qu'en usage ur-
bain les pare-chocs se couvrent
trop vite de petites éraflures et que
la visibilité latérale pourrait être
améliorée.

Impressionnante, cette absence
quasi scientifique d'aspérités en-
gendre une espèce de frustration.
La Passat est belle mais elle
manque de charme. Cette voiture,
qui se veut « une voiture de rêve
dans un monde de réalité », n'a, en
fait, pas grand-chose d'originale.
Trop cartésienne pour faire tourner
les têtes et trop distante pour inspi-
rer un sentiment de complicité, la
Passat parle à l'hémisphère droit,
celui de la rationalité. Mais elle le
fait avec élégance.

J.-M. N.

Une
initiative
pour faciliter
la vie du
demandeur
d'emploi

L'ASSEDIC
pour
l'inscription



L'ANPE
pour le
recherche d'emploi



Cette amélioration de la qualité
de service se mettra en place
progressivement d'ici fin 1997

03 71 11 11 11

MUSIQUE Les musiques du Moyen Age et de la Renaissance, hier encore confinées au cercle restreint des mélomanes esthètes, prennent d'assaut salles de

concert, églises et bacs des di-
quaires. ● PEUT-ÊTRE LASSÉ par le
conformisme interprétatif et la re-
dite qui gagnent les ensembles
spécialisés dans le répertoire ba-

roque quand les découvertes
d'œuvres essentielles des XVI^e et
XVII^e siècles se font rares, le public
se passionne dorénavant pour des
musiques composées du XI^e au

XVI^e siècle et pour leurs avatars
contemporains : des compositeurs
mettent au goût du jour ces styles
en les formatant pour un marché
franc de répertoire sacré. ● MI-

ARGENTIN, MI-ALLEMAND, Pedro
Memelsdorff a fondé l'Ensemble
Mala Ponica, il y a dix ans. Il s'est
spécialisé dans le répertoire de la
fin du XIV^e siècle.

L'énigmatique déferlante des musiques médiévales

Réconciliant apparemment goût de la découverte, inclination du public et des compositeurs de cette fin de siècle pour le sacré, les musiques du Moyen Age et leurs avatars font vendre des disques et attirent un nombre croissant d'amateurs dans les salles de concert

ON N'OSAIT AFFIRMER, qui, du public, des programmeurs de concerts ou de la presse spécialisée, influence le goût ambiant pour tel ou tel répertoire... Il y a bien, aujourd'hui, un air du temps « musique de chambre », brandissant les vertus chaleureuses du partage musical, mais cet air du temps exalte aussi d'entêtantes effluves médiévales. A Paris, chaque semaine, c'est une vingtaine de concerts que l'on recense ; au disque, l'affluement n'est pas moindre, comme en témoignait, en avril, le sommaire des pages des mensuels *Diapason* : sur huit « Diapasons d'or » décernés, l'une des distinctions les plus recherchées, quatre récompensaient des disques de musiques médiévales. L'ensemble *Sequentia* (les héritiers de Hildegard von Bingen chez Deutsche Harmonia Mundi) est à la une du même magazine, dont les pages « Actualité » s'ouvrent sur un portrait de Pedro Memelsdorff, fondateur et directeur musical de l'Ensemble Mala Ponica. Impensable il y a dix ans...

Car, il y a dix ans, un mouvement similaire d'affection envers le répertoire baroque joué phillologiquement atteignait enfin le public non spécialiste - vaste nébuleuse à laquelle, le dénominateur commun des instruments anciens aidant, on a pris l'habitude d'incorporer des

musiques allant d'Eustache de Cauroy (1549-1609) au jeune Mendelssohn. Malheureusement, plutôt que de s'intéresser à du Cauroy ou à Etienne Moulinski (la musique sous Louis XIII demeure une terre musicale en friche), les interprètes, sous l'influence des maisons de disques qui dictent la loi du marché, ont trop souvent réenregistré les mêmes « standards », accumulant les versins des *Cancertos brandebourgeois*, de Bach, du *Messie*, de Haendel, des *Leçons de ténèbres*, de François Couperin. Le contrepoint censé soigner ce conformisme de répertoire semble ne rien arranger : en multipliant les « redécouvertes » de petits maîtres, pas toujours aussi étonnantes exceptions de temps à autre, de vraies réévaluations de compositeurs délaissés. Si le public semble s'être lassé du répertoire « baroque », désormais enseigné dans les conservatoires, c'est aussi que les interprètes, réfléchissant moins, devant produire vite, se sont laissés gagner par une sorte de routine : sous l'apparence rassurante d'une vérité stylistique s'abritant sous la protection de sainte Musicologie, un académisme moins décelable que celui de la grande tendance néoclassique des années 60 (Karl Münchinger dans Bach, Jean-François Paillard dans Rameau, I Musici dans Vivaldi),

mais terriblement insidieux, a envahi le panorama « baroque », confinant dans une même approximation stylistique Gluck, Rameau et... Mozart.

On a beaucoup dit que la rupture du public avec la création contemporaine avait beaucoup servi la musique baroque, celle-ci tenant lieu d'exutoire à l'auditeur en quête de fraîcheurs inédites. En revanche, les liens de réciprocité entretenus par la musique médiévale et une certaine frange de la musique contemporaine - qu'on qualifiera de « planante » et néotonale, pour faire simple et rapide - ont, d'une certaine façon, réconcilié ces antagonismes apparents.

Les catalogues grossissent et engrangent, les abbayes se remplissent

Il est vrai que nombre de musiciens de la sphère médiévale et baroque ont porté leur curiosité sur la musique de leur temps, amenant les compositeurs à découvrir leurs instruments et leurs techniques de jeu. Quoi qu'il en soit, à la suite du succès planétaire de la *Troisième*

Symphonie du Polonais Henryk Go-recki, les polyphonies hiératiques et très ouvertement néomédiévales de l'Estonien Arvo Pärt, les liturgies néo-orthodoxes du Britannique John Tavener (dont les premiers disques étaient parus sous le label Apple des Beatles...) et les austères thèses du Géorgien Giya Kancheli ont gagné le cœur de nombreux mélomanes en froid avec la musique contemporaine, dite atonale. Cette image sonore, « cistercienne », réverbérée, pure et rayonnante, s'est imposée, a gagné les espaces acoustiques artificiels des musées *cross over*, amenant une religieuse américaine à faire danser le rock à Hildegard von Bingen, les très sérieux membres du Hilliard Ensemble à laisser « contaminer » la polyphonie de Cristobal de Morales (1500-1553) par les effluves du saxophone de Jan Garbarek ou encore le Quatuor Kronos à inscrire des transcriptions de Guillaume de Machaut (vers 1300-1377) et de la même von Bingen (1098-1179) au programme de leurs derniers concerts.

Ces croisements, greffages et autres hybridations ont-ils servi ou desservi la cause stylistique et musicologique de ce répertoire ? De toute évidence, Hildegard von Bingen peut se passer d'une bonne sœur *new age*, et la musique de Pierre de Manchicourt (vers 1510-1564) bénéficier, chez Sony, des investissements promotionnels

concedés aux grands chefs d'orchestre symphoniques. Il en va de même pour Pedro Memelsdorff chez Erato (c'est-à-dire Warner), le Hilliard ensemble chez ECM (c'est-à-dire Polygram), *Sequentia* chez Deutsche Harmonia Mundi (c'est-à-dire BMG), Sœur Marie Keyrouz et Anonymous 4 - ce *girls band* moyenâgeux a tenu les premières places des hit-parades classiques américains - chez Harmonia Mundi. Leurs disques se vendent infiniment mieux qu'une nouvelle interprétation du répertoire symphonique traditionnel, dont certaines parutions n'atteignent pas toujours les deux cents ou trois cents exemplaires dans les deux mois qui suivent leur publication en France, même si les symphonies de Beethoven par Harmoncourt et Gardiner ont dépassé les trente mille coffrets. Tant et si bien que les majors rêvent tous leurs contrats, comme celui de Bernard Haitink, qui enregistre pour Philips sa... troisième intégrale des symphonies de Mahler.

Les catalogues grossissent et engrangent, les abbayes se remplissent d'un public fasciné par ces polyphonies aux atours apparemment simples, par ce retour inconscient au sacré qu'elles induisent. Mais on s'interroge : cette abondance de biens va-t-elle générer son indispensable dose d'auto-critique, ou ce phénomène va-t-il s'alourdir d'académisme et laisser

son potentiel d'acheteur, mettant une fois encore en route la machine autodestructrice dont le disque classique souffre chroniquement depuis des années ? Déjà, les compilations aux titres suggestifs abondent, aussi peu significatifs qu'il est possible (*Agnus Dei, Stabat Mater, Angels*, etc.), mêlant le meilleur et le pire, annulant dans un même concept généraliste les différences historiques, culturelles, géographiques de cette période exceptionnellement riche et longue... Il ne faudrait pas non plus oublier le triomphe planétaire du chant grégorien affrondi par les moines de l'abbaye espagnole de Silos.

Les interprètes de la musique médiévale, si ce courant d'intérêt se confirme, sauront-ils ne pas se laisser emporter par la spirale infernale de la *jet set* musicale internationale (un concert de « chant sur le livre » à New York le lundi, un récital de ballades de *neo-stilnov* à Tokyo trois jours après, suivis d'une séance d'enregistrement de « chansons subtiles ») ? L'ars subtilior, à la fin du XIV^e siècle, était une pratique « réservée », que les cercles d'avant-garde préservaient de toute contamination populaire. On ne souhaite pas à cette musique de se confiner, mais de rester élitiste et pure pour le plus grand nombre. Noble mais vaste tâche à accomplir...

Renaud Machart

A écouter

● *Musique à la cour du Roi Janus à Nicose (1374-1432)*. Ensemble Huelgas, Paul Van Nevel (direction) : 1 CD Sony Classical « Vivarte » SK 53 976. Raffinement hypnotique, superpositions textuelles : la cour de Chypre s'isolait dans une superbe avant-garde sonore.

● *Campus Stellae XII^e siècle*. Ensemble Discantus, Brigitte Lesne, direction : 1 CD Opus 111 OPS 30-102. Manuscrit composé en Bourgogne pour Saint-Jacques de Compostelle. Qu'elle soit monodique ou polyphonique, cette musique pour voix de femmes rafraîchit l'âme.

● *Hildegard von Bingen : Chants de l'ecclésiastique*. Ensemble Sequentia : 1 CD Deutsche Harmonia Mundi 05472 77555 2. Femme « polyphonique », fascinante, versée dans la diatribe, les méditations, la poésie, la musique... Un disque essentiel.

● *En attendant : l'art de la*

citation dans l'Italie des Visconti, 1380-1410. Mala Ponica, Pedro Memelsdorff (direction) : 1 CD Arcana A 23. La subtilité française importée à Milan par un érudit, Magister Philippus, à la fin du XIV^e siècle. Huit pièces pour passer du statut d'« homme rude » à celui d'« homme subtil ».

● *Chant milanais*. Ensemble Organum, Marcel Péres (direction) : 1 CD Harmonia Mundi HMC 901295. La tradition ambrosienne (chanter « les hymnes et les psaumes selon la coutume des régions d'Orient ») fut quelque peu occultée par le chant romain et sa notation.

● *Le Banquet du veau*. Ensemble Gilles Binchois, Dominique Villard (direction) : 1 CD Virgin Veritas VC 791441-2. Il nous manque les mets et les saveurs, mais la précision lyrique de Dominique Villard et de son ensemble, nous fait entendre l'atmosphère gourmande et raffinée qui régnait au milieu du XV^e à la cour de Bourgogne.

Les constellations sonores et virtuelles de Pedro Memelsdorff

EN JUILLET 1996, il traversait la cour blanche de lumière de l'abbaye aux Dames de Saintes avec des airs d'elfe égaré. Egaré dans le siècle et dans le monde, Pedro Me-

PORTRAIT
L'ensemble Mala Ponica offre la « Missa cantilena » à Saint-Merri

memelsdorff, né en 1959, l'est probablement : mi-allemand, mi-argentin, il use de divers dialectes avec aise et vit en Italie, après avoir étudié en Suisse et en Hollande.

Fidélité à bec, ancien membre d'Hesperion XX, l'ensemble de Jordi Savall, partenaire en « *délices désordonnés* » du claveciniste Andreas Staier, égaré, il l'est plus encore par les régions musicales qu'il arpente principalement à la tête d'un groupe exemplaire de musiciens européens, fondé il y a

dix ans, s'attachant aux dernières années du XIV^e siècle, une époque de sophistication musicale à côté de laquelle les intimidations artistiques du compositeur Brian Ferneyhough paraissent une blague de potaches inscrits à mathématiques. Mala Ponica est leur nom.

SYMBOLE DE LA FERTILITÉ. « Pommes de discorde », fruit défendu, ces grenades sont aussi le symbole de la fertilité. Emblème idéal de ces musiques cultivant le plus affolant raffinement et provoquant dans le même temps l'adhésion fascinée, voire une étonnante dérive érotique chez l'auditeur, perclus de sonorités pures, de déferlements mnémotechniques, de saisisantes dissonances formant une palette sensible exacerbée. Cette avant-garde pourrait-elle être comparée aux avant-gardes qu'aura connues cette fin de XX^e siècle ? Le lexique semble peu ou prou le même : « L'esthé-

tique vocale de Mala Ponica, explique Pedro Memelsdorff, se fonde sur l'usage de techniques parmi les plus sophistiquées - nuances jouant des micro-intervalles, glissandos imperceptibles, jeux de diction usant de la micro-dynamique et de l'alliteration - qui visent toutes au renforcement de l'effet rhétorique et émotif des textes. » Si nos compositeurs rêvent de l'adhésion d'un grand public à leur propos artistique, les cercles de la fin du XIV^e siècle n'avaient pas la moindre envie de communiquer au-delà d'un cénacle circonscrit, informé, initié où le faire et l'entendre se confondent - l'entendre superposant l'écoute et l'entendement intellectuel.

Au-delà de l'extrême raffinement sonore des polyphonies, l'élément verbal, ludique, référentiel est au centre du propos, les mises en musique des textes appelant toujours le souvenir, l'allusion, la citation, « penchant général et médiévalisme à la récupération, à la réutilisation et à l'économie des matériaux ». Dans la *Missa cantilena*, qu'ils viennent d'enregistrer pour Erato (après trois disques chez Arcana, ils ont signé un contrat d'exclusivité pour la filiale de Warner Classics), Zaccaria da Teramo et Matteo da Perugia renvoient face à face, dns à dos, leurs propres compositions profanes, des cantilènes, réconditionnées en pièces sacrées destinées à l'usage liturgique.

« Par ce procédé, explique Memelsdorff, ils ont eu en vue, en fait, de véritables allégories. Les textes de leurs compositions originelles sont alors devenus les métatextes de leurs messes : la passion sublimée et les destinataires de leurs ballades - Clamella, Rosa, Lucia, avec toutes

leurs délicates implications symboliques et poétiques - chargent de nostalgie et d'amertume, parfois d'ironie et de curiosité, les credo et les gloria qu'elles peuplent secrètement. Elles s'insèrent dans la liturgie comme les portraits courtois dans les images saintes. »

SOIN MALADIF
Cela ne pourrait être qu'une proposition intellectuelle. Mais le travail de Memelsdorff a ceci d'extraordinaire qu'il réserve autant de soin à l'accompagnement érudit de ses projets qu'à la mise en œuvre sonore : chacun des chanteurs et instrumentistes (dont l'étonnant *arganetto*, petit orgue portatif médiéval, joué par un maître en la matière, Christophe Deslignes, ou l'instrument étonnant qu'est la voix de la soprano Jill Feldman) apporte un soin qu'on osera qualifier de maladif à ce qu'il fait.

Les concerts de Mala Ponica sont une sorte de cérémonie rituelle étrangement belle, magique. A Saint-Merri, les portes seront grandes ouvertes sur ce microcosme vertigineux, sur ce monde sonore constellé d'images sonores virtuelles à haute teneur toxique. Pour une fois, ne pas s'abstenir : l'entrée est libre.

R. Ma.

★ *Missa cantilena* (fin XIV^e - début XV^e siècle, par l'Ensemble Mala Ponica, le 3 juin, 20 h 30, Accueil Saint-Merri, 75, rue de la Verrerie, Paris 4^e, M^o Hôtel-de-Ville. Entrée libre. Et intégrale des motets de Ciconia (début XV^e siècle), abbaye de Royaumont (Val-d'Oise), le 8 juin, à 17 h 30. Tél. : 01-34-68-05-50. 120 F.

CONCERTS

Maurizio POLLINI
Cycle Beethoven
Mardi 3 juin - 20h30
Op.90 / Op.101 / Op.106

Mardi 10 juin - 20h30
Op.109 / Op.110 / Op.111

Murray PERAHIA
Lundi 16 juin - 20h30
Haendel - Schumann
Mendelssohn - Chopin

Alfred BRENDL
Lundi 23 juin - 20h30
Récital Schubert
Tél. 01 45 61 55 60

ensemble
INTERCONTEMPORAIN

jeudi 12 juin à 18 h 30

œuvres de
Lindberg
Buquet création
Crumb
Berio
Rebotier

Catherine Estourelle
soprano

Solistes de
l'Ensemble
Intercontemporain

Centre Georges-Pompidou
01 44 84 44 72

cit
de la
musique

Frédéric Chiu, piano

concert jeune public
10 juin à 14h30

Prokofiev, Chopin
12 juin à 20h

V. Pireux de Paris
01 44 84 44 84

CHATELET
CHATELAINES

JEUDI 5 JUIN 20h
Michel Béroff, piano
Jean-Philippe Collard,
piano

DEBUSSY
Location 01 40 28 28 40

CHATELET

DIMANCHE 8 JUIN 11h30
Musiciens
Orchestre de Paris
MOZART, SPOHR
Location 01 40 28 28 40

ENSEMBLE CLEMENT JANQUIN
Chœur a cappella

Antoine Bouché, piano, direction
Jeudi 12 juin à 20h30 - Eglise St-Roch
20h30 - 21h00 - 21h30

Mardi 17 juin à 20h30 - Eglise St-Roch
20h30 - 21h00 - 21h30

Boulevard de la Chapelle - 75018 Paris - Tél. 01 42 28 11 21

Paris-Tourism
Fondation
Clement Janquin

Concours d'AVOCAT
CRFPA

Expertise comptable
DECIF

Préparations intensives août-sept.

IPESUP
18, rue de Clugny-Notre-Dame 75004 Paris
01 43 25 63 30 - 3615 IPESUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PARIS (221) PARIS

Devenez manager
d'entreprises culturelles

attaché(e) de presse,
relations publiques

IC.COM propose des cycles de
formation courts et longs encadrés
par les meilleurs professionnels
ouverts aux étudiants et salariés.

Institut de la Culture
de la Communication
et du Management
IC.COM 11, rue Magenta
75010 Paris - T. 01 42 50 42 50

Radio

France-Culture
20.30 L'Histoire en direct.
 1961 - 1963 : le rock débarque en France.
21.30 Fiction :
 Premier roman, première dramatique.
22.40 Toit ouvrant.
 0.05 Du jour au lendemain : Dominique Poulet (Musée, nation patrimoniale). 0.48 Les Cingés du

France-Musique
20.30 Concert.
Donné en direct du Nouveau
Séclat, à Lille, par l'Orchestre
national de Lille, dir. Gilbert
Varga : Œuvres de Gléris ;
Mozart et Scriabine.

22.30 Musique phuril.
23.07 Entre les lignes.
0.00 La Rose des vents.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Paul Klee et la musique.

22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

LES CODES
DU CSA

☐ Accord parental souhaitable.

☐ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.

☐ Public adulte

Radio
France-Culture
20.30 Archipel médecine.

21.32 Grand An
(rediff.), Mal

22.40 Nuits magnétiques.
Entrée de secours.

0.05 Du jour au lendemain. Michel Houellebecq (Rezer vivants), *(La Pourvue du music hall, 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.)*, Musica Venezia, 1997, 120 min., entre politique et philosophie ; 5,25, Agorà ; Dominique Champaillat *(La Route de l'enfer)* ; 5,50, Bironet ; le monument des vivants.

France-Musique

19.05 Jazz musique.
Tendances hexagonales.
50° palmars de l'Académie Charles-Cros.

22.30 Musique pittoresque.
Concert pour violoncelle et orchestre "Tout un monde lointain...", de Dutilleul, par

23.07 **Atout Chœur.** Œuvres de Cavalli, Les Double Sb, Eyrd, Xenakis.

0.00 Des notes sur la guitare. Œuvres de Domeniconi, Cervantes, De Falla, Duarte, Zenamon. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 **Les Soirées** de Radio-Classique. Le Philharmonique de Berlin, avec le témoignage de Claudio Abbado.

22.45 **Les Soirées** (suite). Œuvres de Prokofiev, Messiaen, Górgal, Nono, Debussy. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

estival espoirs de
tie - Maroc.
e tourisme.

e n° 7,
Mahler.
gistré en 1994
502558357

tati
thoven.
gistré en 1970
507843319
Coleman
uintet.
im). 500846777

numéro

EMENT

U P I

[illegible]

செய்தி

Une France pour deux

par Pierre Georges

AUX GRANDS DÉSAIROIS, les grandes consolations. Au moins la droite a-t-elle sauvé l'essentiel ! Jean Tiberi a été réélu. Au Quartier latin, épice de la pensée française et de la formation des élites, son maire reconnaissant ! Filochard sauvé sous la Sorbonne, c'est tout de même grand.

Car, pour le reste, quelle claque ! Dans le défilé des chevaliers à la longue figure, des pénitents et flagellants, commençant à se frapper, les uns les autres, à coups de croix et de crocette, dans le concert des « pourquoi ? », des « hélas ! » et des « comment ? », plusieurs égarés trouveront explication et baume à leurs plaies. Si la France les avait battus, c'est que la France était devenue « ingouvernable ». La belle explication ! Une France-girouette. Fivole maîtresse et mégère inapprivoisée. Collectionnant les aventures politiques et les pasades cohabitationnistes. Une France couche-toi là, écorchée et infidèle, changeant de majorité comme de chemise et d'humour.

Pauvres ! Quand la majorité sortante aura fait l'addition de toutes ses divisions – ce qui devrait l'occuper un moment –, peut-être seront-ils en situation de comprendre un fait simple : la France a plus de suite dans les idées qu'ils n'en eurent dans leur programme ou leurs promesses.

Dans la nuit qui fut finalement sage comme un Jospin, sans Bastille II, ni feu d'artifice rose-rouge-vert, on s'ennuyait un peu. L'alternance comme l'abonnement au gaz ! Mu par une sorte de conscience professionnelle, on fila à la documentation consulter un ouvrage de référence. Cela s'appelait *La France pour tous*. La ja-

quette était blanche, ornée d'un joli petit pommier vert aux fruits rouges. Et l'auteur en était Jacques Chirac.

A tous ceux que le doute ronge, que la fureur étouffe, que le désespoir emporte, on en conseille vivement la (re)lecture. L'explication est là. Nue et crue. Toute l'explication. Aucun auteur, aucun analyste ne saurait mieux expliquer à la droite comment se pendre, haut et court, au pommier d'abondance dans son verger d'Eden. Comment dire les choses et ne pas les faire. Comment énoncer le mal et ne point administrer la médecine. Comment tenir d'une même main le stylo et la gomme.

Il est même absolument fascinant, ce retour sur texte, deux ans après. Le plus bel acte manqué jamais réalisé par un politique ! C'est écrit noir sur blanc. Sous Chirac, déjà, perceait Jospin. Et le reste, d'une certaine manière, ne fut que péripéties et fausses manœuvres. A commencer par cette dissolution qui commença en coup de bluff – on n'ose dire de larnac –, tant la popularité du gouvernement était immense. Et qui s'achève à la manière des charges de cavalerie du brave général Custer : en liquidité et scalp.

La déroute est sévère, la droite en pièces et en morceaux. Seul son patron reste, solitaire, au Château, à contempler l'ampleur des dégâts et à méditer son chef-d'œuvre. Il n'en est pas encore au beau désespoir exprimé, un jour, par M. Thiers : « *Président de quoi ? Je suis comme une étiquette sur une bouteille vide !* ». Mais il doit désormais se faire à une idée, somme toute, très répandue : quand il y a une « *France pour tous* », il y en a pour deux !

L'ancienne majorité laisse le chômage à un niveau sans précédent malgré une légère baisse en avril

Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,2 % par rapport à mars

DANS l'effervescence qui a accompagné le changement de majorité dimanche 1^{er} juin, les statistiques mensuelles des demandeurs d'emploi publiées lundi 2 juin par le ministère du travail, auraient pu passer inaperçues alors, qu'en réalité, elles expliquent en partie le revers qu'a essuyé la majorité sortante. Celle-ci a été sanctionnée pour des promesses en matière de lutte contre le chômage qui ne se sont jamais réalisées et, pour légèrement positifs qu'ils soient, les résultats du mois d'avril ne sont toujours pas à la hauteur du problème.

Un lecteur optimiste retiendra que, pour le troisième mois consécutif, le nombre de chômeurs a baissé de 0,2 % au mois d'avril, pour s'établir à 3 081 100 en données corrigées des variations saisonnières, soit 6 400 de moins qu'en mars. Mais ni le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT), ni le taux de chômage (12,8 % de la population active) n'ont reculé. De plus, si l'on retient l'ancien mode de calcul, qui tenait compte des per-

sonnes inscrites à l'ANPE ayant travaillé plus de soixante dix-huit heures dans le mois (aujourd'hui exclues du « baromètre officiel »), leur nombre progresse de 0,9 % (+4,7 % en un an) pour atteindre 3 494 200.

Le gouvernement sortant, qui avait depuis plusieurs mois donné la priorité à l'emploi des jeunes, après avoir privilégié les chômeurs de longue durée, enregistre quelques succès. Le chômage des moins de vingt-cinq ans recule de 1 %, et même de 1,5 % pour les hommes en avril. Sur un an, il a baissé de 2,5 % pour les hommes et de 3,7 % pour les femmes. En revanche, le chômage des plus de cinquante ans est en augmentation constante : +0,4 % pour les hommes (+8 % sur un an) et +0,9 % pour les femmes (+9,6 % sur un an). Sur un an, la catégorie des 25-49 ans n'a pas vu sa situation s'améliorer puisque chez les hommes et les femmes, le chômage y a respectivement progressé de 3,1 % et de 1,8 %.

Le chômage de longue durée, l'une des caractéristiques de la

France, a un peu reculé en avril (-0,2 %), mais il a fortement progressé en un an (+7,9 %) et concerne plus d'un demandeur d'emploi sur trois (36,2 %). Le ministère du travail indique, toutefois, que ceux qui sont inscrits depuis plus de deux ans à l'ANPE, auxquels s'adresse en priorité le contrat initiative-emploi (CIE), ont vu leur nombre reculer de 0,6 % sur le mois.

« SIGNES FORTS »

Beaucoup de salariés se sont inscrits dans les agences pour l'emploi en avril (+7,6 %), notamment après la fin d'une mission d'interim (+24,4 % en un mois) ou d'un contrat à durée déterminée (+6,9 %). Dans ces données, aucun indicateur ne traduit une véritable reprise du marché de l'emploi, même si le nombre d'offres déposées à l'ANPE est en progression de 3,7 % en avril et de 11,5 % sur les douze derniers mois.

L'économie française a beau commencer à recréer un peu d'emplois (environ 30 000 attendus au

premier semestre, selon l'Insee), c'est d'une situation encore difficile qu'hérite Lionel Jospin après la victoire de la gauche. Dès l'annonce de ce succès, plusieurs syndicats (CGT, FO, SUD) ont fait savoir qu'ils exerceraient une forte pression sur le nouveau gouvernement pour faire aboutir leurs revendications, notamment en matière d'emploi. A l'unisson de l'opinion, ils attendent à la fois des décisions et des résultats rapides dans ce domaine. Entre les deux tours, le premier secrétaire du PS avait fait savoir que l'une de ses priorités serait d'instituer et de réunir la conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail, où doivent se retrouver l'Etat, le patronat et les syndicats. Mais, tout en prenant l'engagement de donner quelques « signes forts » dès sa désignation à Matignon, M. Jospin n'a jamais caché qu'il lui faudrait travailler dans la durée pour inverser le cours des choses, s'il y parvient.

Jean-Michel Bezat

L'incertitude sur l'euro au centre des commentaires étrangers

LES PREMIERS commentaires suscités à l'étranger par la victoire de la gauche aux élections françaises soulignent pour la plupart l'incertitude qui en résulte pour le projet de monnaie unique européenne.

En Allemagne, la première chaîne de télévision ARD estimait, dimanche 1^{er} juin, que les adversaires de la monnaie unique se sentent encouragés à relever la tête, s'appuyant sur la supposée « tiédeur » maasrichtienne de Lionel Jospin. L'Allemagne des chrétiens-démocrates commence ensuite à se sentir isolée en Europe, après les élections britanniques. La gauche de la CDU, proche des milieux syndicaux, souligne elle, qu'à trop négliger les intérêts des salariés, la CDU risque de perdre les élections de l'automne 1998. Les sociaux-démocrates (SPD) devraient sortir renforcés de ces deux élections européennes, estime en général la presse allemande. « *L'Allemagne aura plus de mal qu'auparavant à obtenir l'application « pure » du traité de Maastricht* », selon Hans-Hagen Bremer de la *Frankfurter Rundschau*, quotidien libéral de gauche. La perspective de la cohabitation pourrait enfin rendre les contacts entre Bonn et Paris plus délicats à gérer au quotidien.

Pour les commentateurs britanniques, les résultats des élections françaises rappellent le succès de Tony Blair, le 1^{er} mai. « *La victoire des socialistes français ouvre la voie à une alliance unique sur le plan européen avec le nouveau Labour de Tony Blair* », estime *The Guardian*, bien que les deux dirigeants se connaissent mal et que le Labour passe pour être plus proche des démocrates américains que des socialistes français.

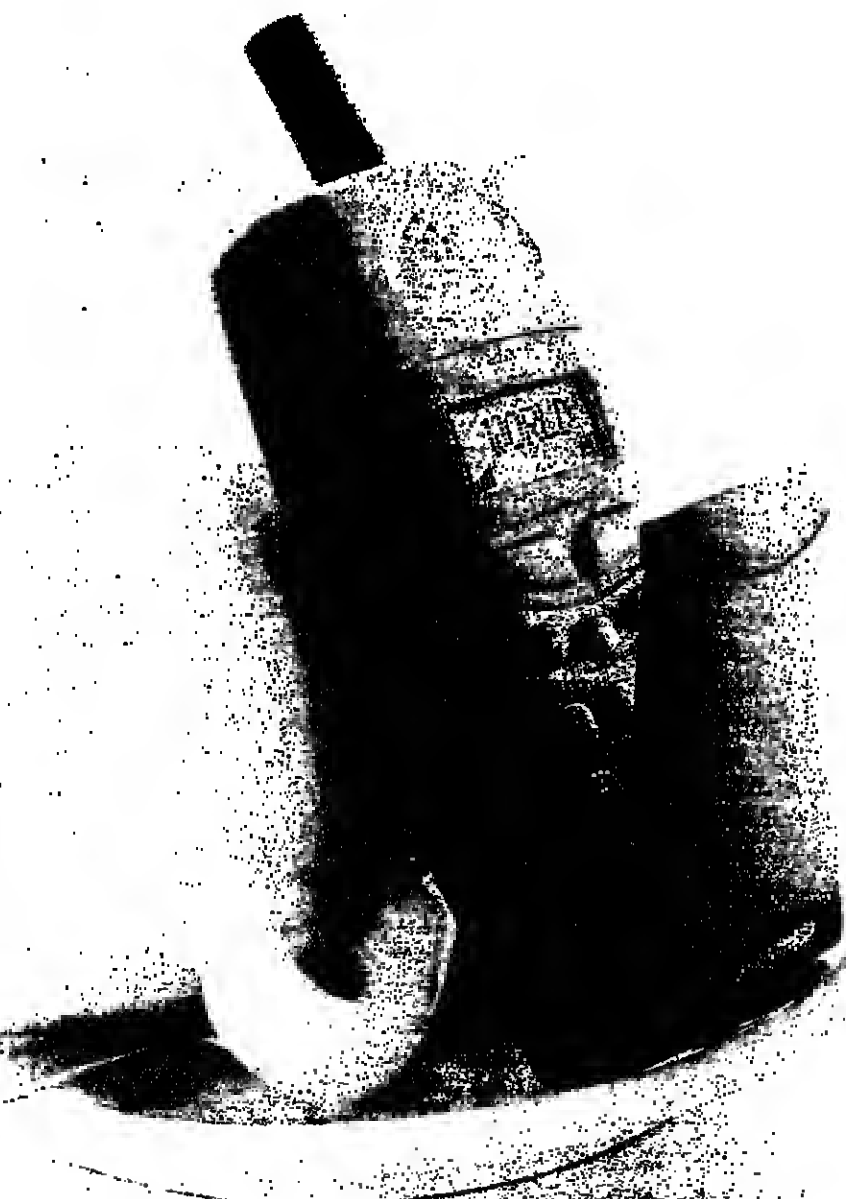
« *Il semble maintenant impossible que l'avènement de l'euro respecte le*

calendrier prévu, et dans sa forme originelle. Lionel Jospin a fait campagne sur une interprétation de Maastricht plus laxiste. Il n'est pas prêt à imposer des coupes budgétaires claires ou des hausses d'impôts draconniennes sur une économie française en piètre état », écrit pour sa part *The Independent* (centriste). A droite, même les commentateurs les plus modérés, comme l'ex-ministre conservateur Georges Walden, ne cachent pas leur satisfaction : « *L'impopularité de la monnaie unique a remis les socialistes en selle. Ni leur programme de gouvernement, ni les qualités de leur chef de file, un universitaire vieux jeu, Lionel Jospin, ne justifient cette victoire. La révolte des petites gens en France ne sera pas vain si elle parvient à ébranler l'avenir de l'euro.* »

En Espagne, où le gouvernement a mis son avenir sur sa participation au groupe de tête de l'euro, tous interprètent le vote français comme un coup de frein, sinon à l'union monétaire, du moins à la façon dont elle a été mise en œuvre jusqu'ici. Le journal conservateur *ABC* explique avec inquiétude que la France vient « *d'être le Parlement le plus hostile qui soit à la convergence européenne* ».

Dans le *Herold Tribune*, quotidien américain publié à Paris, deux éditorialistes violent dans la victoire de la gauche le reflet du conservatisme de la société française. Sous le titre « *en avant vers le passé* », John Vinocur estime ainsi que « *les Français ont voté contre toutes les méthodes nouvelles qui leur étaient proposées pour sortir leur pays du déclin économique et le pousser vers la compétitivité* ». Alan Friedman, lui, prévoit que la victoire des socialistes en France « *contribuera à accroître la confusion et le conflit politique à propos du projet d'union monétaire* ».

Si petit, qu'il vous rend la vie plus facile.



Finis les téléphones portatifs trop encombrants. Le nouvel Ericsson GF 788 est si pratique qu'il s'adapte parfaitement à votre main et pourrait même s'y cacher. Finis les communications difficiles. Voici un téléphone qui retransmet fidèlement le son de votre voix.

Finis les conversations écourtées. L'autonomie du GF 788 vous permet de parler des heures. Possédant toutes les fonctions dont vous aurez besoin, il est très simple d'utilisation et existe en 4 coloris discrets. Le GF 788 est si petit, qu'il vous rend la vie plus facile.

3615 Ericsson (1,01F TTC la minute)

ERICSSON

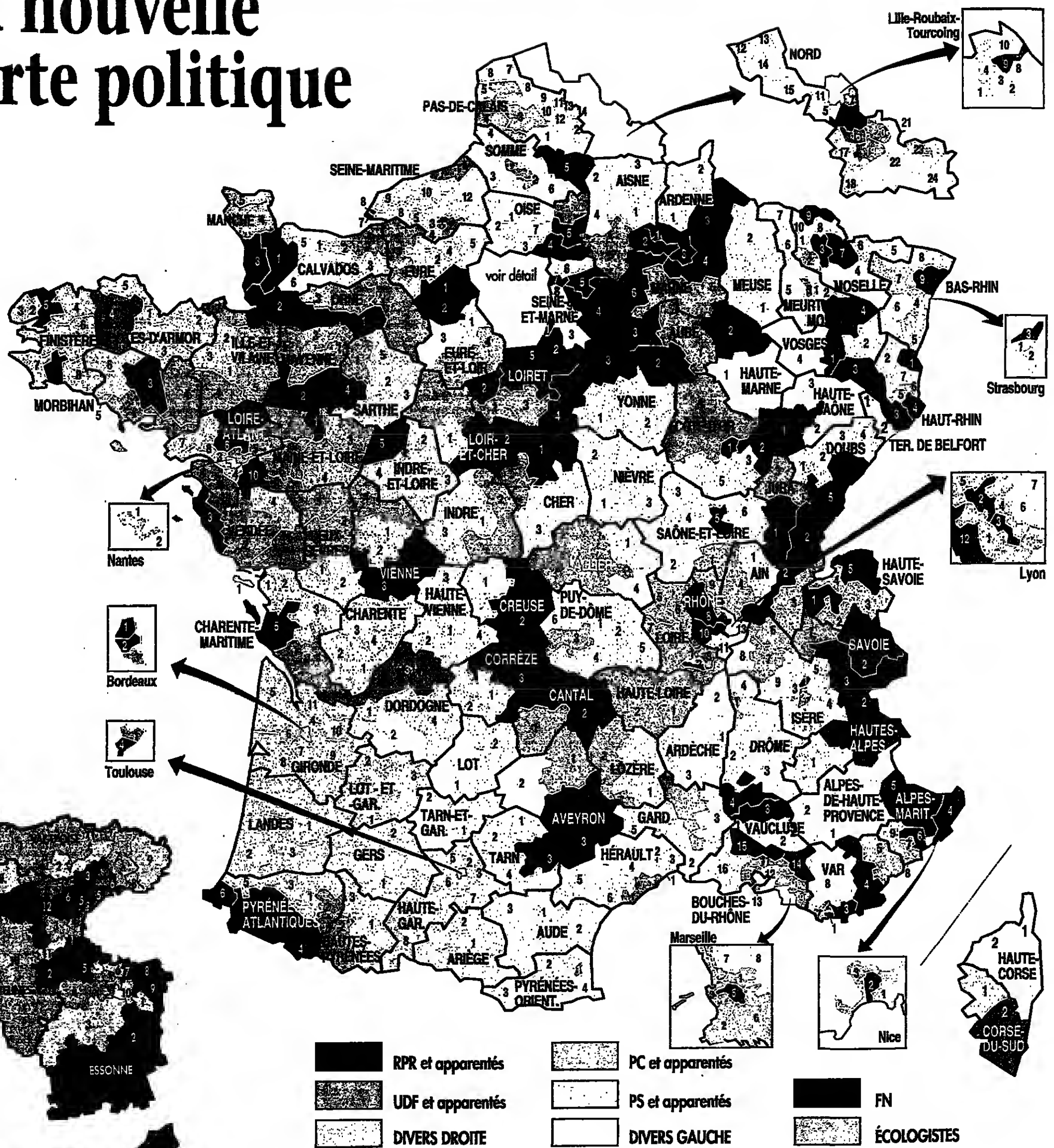
A NOS LECTEURS : en raison de l'horaire matinal du bouclage de cette édition, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques. Par ailleurs, ce numéro ne contient pas certaines de nos rubriques : Débats, Bourse, Guide culturel et Kiosque.

Tirage du Monde daté lundi 2 juin 1997 : 575 451 exemplaires.

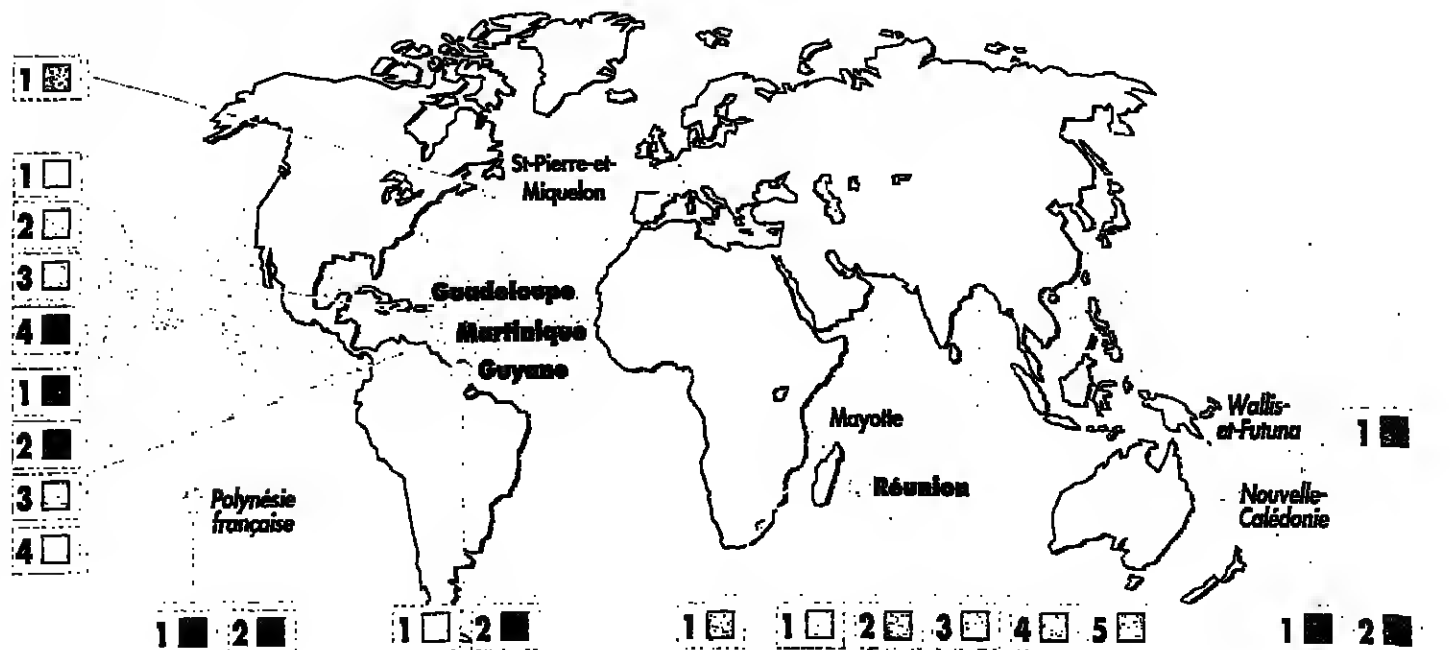
1 2

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La nouvelle carte politique



DANS LES DOM-TOM



Le chômage à un niveau
une légère baisse en avril
a diminué de 0,2 % par rapport à mars

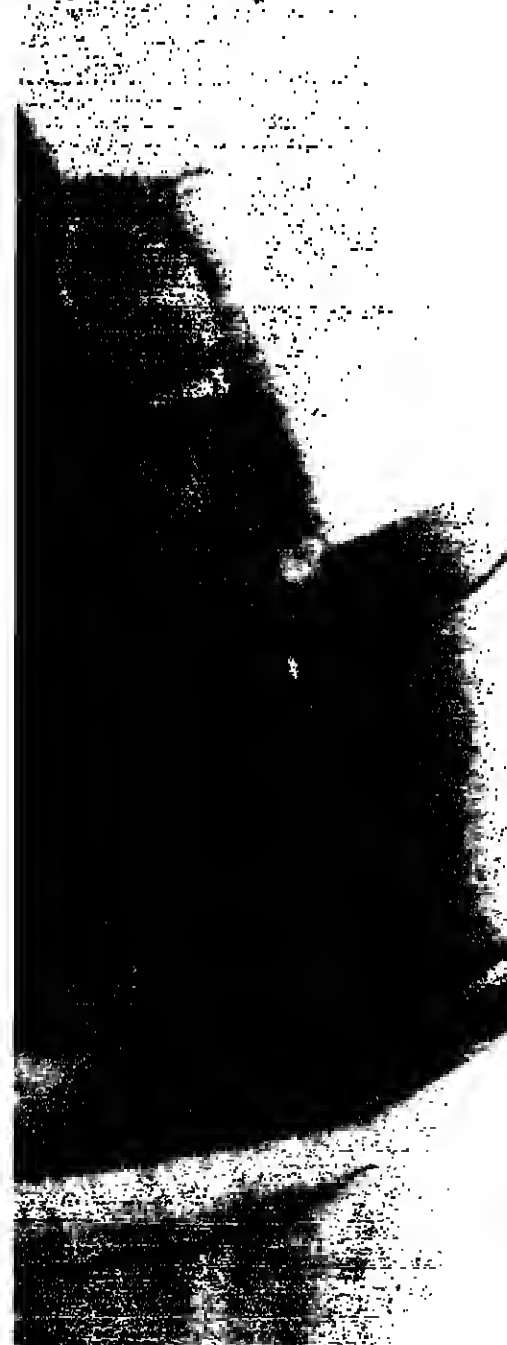
France, a un peu reculé en avril (0,1 %), mais s'est fortement amélioré en mai (4,7 %), et connaît ainsi un deuxième mois consécutif de baisse. Le chômage, qui s'est inscrit à la baisse, a diminué de 0,2 % par rapport à mars.

LES POINTS

Le chômage de salariés se voit influencé par les vacances pour l'emploi en avril (4,7 %), notamment après la fin d'un mois d'intermittence (4,4 %) en un mois en d'un contrat à durée déterminée. Le chômage de salariés a diminué de 0,2 % par rapport à mars, mais le chômage de salariés a diminué de 0,2 % par rapport à mars.

Le chômage de salariés a diminué de 0,2 % par rapport à mars, mais le chômage de salariés a diminué de 0,2 % par rapport à mars.

end la vie plus facile.



Le chômage de salariés a diminué de 0,2 % par rapport à mars, mais le chômage de salariés a diminué de 0,2 % par rapport à mars.

ERIC ST

051 11 11 11

Les 577 députés élus et réélus de la nouvelle Assemblée nationale

Voici la liste des députés composant la nouvelle Assemblée nationale qui se réunira, pour la première fois, le jeudi 12 juin. Le nom des nouveaux élus est précédé d'un carré noir ; celui des élus du premier tour est précédé d'une étoile.

37 PC

- Pierre Colobert (Allier, 2^e)
- André Lajoinie (Allier, 3^e)
- Guy Hermier (Bouches-du-Rhône, 4^e)
- Jean Tardieu (Bouches-du-Rhône, 9^e)
- Roger Mei (Bouches-du-Rhône, 10^e)
- Michel Vaxès (Bouches-du-Rhône, 13^e)
- Jean-Claude Sander (Cher, 2^e)
- Félix Lezouar (Côtes-d'Armor, 4^e)
- René Durtin (Dordogne, 3^e)
- Alain Clary (Gard, 1^e)
- Patrick Malavieille (Gard, 4^e)
- François Liberti (Hérault, 7^e)
- Gilbert Bessy (Isère, 2^e)
- Bernaro Outin (Loire, 4^e)
- Georges Hage (Nord, 16^e)
- Patrick Leroy (Nord, 19^e)
- Alain Bocquet (Nord, 20^e)
- Patrice Canavali (Oise, 6^e)
- Jean Vila (Pyrenees-Orientales, 1^e)
- André Genn (Rhône, 14^e)
- Daniel Paul (Seine-Maritime, 8^e)
- Christian Cuvillier (Seine-Maritime, 11^e)
- Maxime Gremetz (Somme, 1^e)
- Jacques Brunhes (Haute-Saône, 1^e)
- Jacqueline Frayse (Haute-Saône, 4^e)
- Janine Jambu (Haute-Saône, 11^e)
- Patrick Brouzet (Seine-Saint-Denis, 2^e)
- Mugette Jacquart (Seine-Saint-Denis, 3^e)
- Marie-Georges Buffet (Seine-Saint-Denis, 4^e)
- Jean-Claude Gysot (Seine-Saint-Denis, 5^e)
- François Assi (Seine-Saint-Denis, 11^e)
- Jean-Claude Lort (Val-de-Marne, 10^e)
- Claude Billard (Val-de-Marne, 11^e)
- Robert Hue (Val-de-Marne, 13^e)
- Claude Hillaud (Val-de-Marne, 14^e)
- Hugues Bello (Réunion, 2^e)
- Elie Hourau (Réunion, 4^e)
- Claude Hourau (Réunion, 5^e)

7 MDC

- Jacques Desallangre (Aisne, 4^e)
- Roland Carrat (Côte-d'Or, 3^e)
- Michel Suchod (Dordogne, 2^e)
- Jean-Pierre Miché (Haute-Saône, 2^e)
- Georges Sarre (Paris, 6^e)
- Pierre Carrus (Seine-et-Marne, 3^e)
- Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort, 2^e)

245 PS

- André Godin (Ain, 1^e)
- Rena Dosière (Aisne, 1^e)
- Odette Graczyk (Aisne, 2^e)
- Jean-Pierre Bailligand (Aisne, 3^e)
- François Colombari (Allier, 1^e)
- Jean-Louis Bianco (Alpes-de-Haute-Provence, 1^e)
- Daniel Chevalier (Hautes-Alpes, 1^e)
- Pascal Terrasse (Ardèche, 1^e)
- Stéphane Alaise (Ardèche, 3^e)
- Claudine Ledoux (Ardennes, 1^e)
- Philippe Vuilleumier (Ardennes, 2^e)
- Augustin Bonrepas (Ariège, 1^e)
- Henri Nayrou (Ariège, 2^e)
- Jean-Claude Perez (Aude, 1^e)
- Jacques Bascou (Aude, 2^e)
- Jean-Paul Dupré (Aude, 3^e)
- Sylvie Andrieux (Bouches-du-Rhône, 7^e)
- Marius Masse (Bouches-du-Rhône, 8^e)
- Henri d'Altilio (Bouches-du-Rhône, 12^e)
- Michel Vauzelle

- Jacques Roch (Loire-Atlantique, 4^e)
- René Leroux (Loire-Atlantique, 7^e)
- Claude Evry (Loire-Atlantique, 8^e)
- Martin Mahy (Lot, 2^e)
- Alain Veyret (Lot-et-Garonne, 1^e)
- Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne, 2^e)
- Jérôme Cahuzac (Lot-et-Garonne, 3^e)
- Jean-Claude Chazal (Lozère, 1^e)
- Bernard Cazeneuve (Manche, 5^e)
- Jean-Jacques Denis (Meurthe-et-Moselle, 1^e)
- René Mangin (Meurthe-et-Moselle, 2^e)
- Nicole Feidt (Meurthe-et-Moselle, 5^e)
- Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle, 6^e)
- Jean-Paul Duneux (Meurthe-et-Moselle, 7^e)
- François Dose (Meuse, 1^e)
- Jean-Louis Dumont (Meuse, 2^e)
- Jean-Yves Le Dran (Morbihan, 5^e)
- Gérard Terrier (Moselle, 1^e)
- Gilbert Maurer (Moselle, 5^e)
- Roland Metzinger (Moselle, 6^e)
- Jean-Mane Aubron (Moselle, 8^e)
- Michel Liebgott (Moselle, 10^e)
- Didier Boulard (Nièvre, 1^e)
- Gaëtan Gorce (Nièvre, 2^e)
- Christian Paul (Nièvre, 3^e)
- Bernard Roman (Nord, 1^e)
- Bernard Derosier (Nord, 2^e)
- Alain Cachoux (Nord, 3^e)
- Martine Aubry (Nord, 5^e)
- Dominique Baret (Nord, 8^e)
- Jean-Pierre Baldyck (Nord, 10^e)
- Yves Durand (Nord, 11^e)
- Jean Le Garrec (Nord, 12^e)
- Michel Delebarre (Nord, 13^e)
- Monique Denise (Nord, 14^e)
- Jean Delobel (Nord, 15^e)
- Marc Dolez (Nord, 17^e)
- Brigitte Douay (Nord, 18^e)
- Christian Bataille (Nord, 22^e)
- Marcel Dehoux (Nord, 24^e)
- Yves Rome (Oise, 1^e)
- Beantne Marie (Oise, 2^e)
- Michel François (Oise, 3^e)
- Jean-Pierre Buisson (Oise, 7^e)
- Catherine Gémson (Pas-de-Calais, 2^e)
- Guy Lengagne (Pas-de-Calais, 5^e)
- Dominique Duplet (Pas-de-Calais, 6^e)
- André Capet (Pas-de-Calais, 7^e)
- Michel Lelant (Pas-de-Calais, 8^e)
- Bernard Seux (Pas-de-Calais, 9^e)
- Serge Janquin (Pas-de-Calais, 10^e)
- Marcel Cabiddu (Pas-de-Calais, 11^e)
- Jean-Pierre Kuchelida (Pas-de-Calais, 12^e)
- Jean-Claude Boix (Pas-de-Calais, 13^e)
- Albert Facon (Pas-de-Calais, 14^e)
- Odile Saugues (Puy-de-Dôme, 1^e)
- Alain Nen (Puy-de-Dôme, 2^e)
- Jean-Paul Bacquet (Puy-de-Dôme, 4^e)
- Maurice Aderah-Pouf (Puy-de-Dôme, 5^e)
- Jean Michel (Puy-de-Dôme, 6^e)
- Martine Luginères-Cassou (Pyrenees-Atlantiques, 1^e)
- André Labarrière (Pyrenees-Atlantiques, 3^e)
- Nicole Pary (Pyrenees-Atlantiques, 5^e)
- Pierre Forques (Hautes-Pyrenees, 1^e)
- Jean Glavany (Hautes-Pyrenees, 3^e)
- Jean Codognes (Pyrenees-Orientales, 2^e)
- Christian Bourquin (Pyrenees-Orientales, 3^e)
- Henri Sire (Pyrenees-Orientales, 4^e)
- Catherine Trautmann (Bas-Rhin, 1^e)
- Jean-Mane Bockel (Haut-Rhin, 5^e)
- Jean-Pierre Bockel (Haut-Rhin, 7^e)
- Jean-Paul Bret (Rhône, 6^e)
- Jean-Jack Quyen (Rhône, 7^e)
- Gabriel Montchamont (Rhône, 11^e)
- Martine David (Rhône, 13^e)
- André Billard (Saône-et-Loire, 3^e)
- Didier Mathus (Saône-et-Loire, 4^e)
- Amaud Montebourg (Saône-et-Loire, 6^e)
- Raymond Douyère (Sarthe, 2^e)
- Guy-Michel Chauveau (Sarthe, 3^e)
- Jean-Claude Boulard (Sarthe, 5^e)
- Tony Dreyfus (Paris, 5^e)
- Patrick Bloche (Paris, 7^e)
- Jean-Marie Le Guen (Paris, 9^e)
- Serge Biskin (Paris, 10^e)
- Christophe Carèsche (Paris, 18^e)
- Daniel Vallant (Paris, 19^e)
- Jean-Christophe Cambadels (Paris, 20^e)
- Vironique Carron-Bastok (Paris, 21^e)
- Pierre Bourguignon (Seine-Maritime, 3^e)
- Laurent Fabius (Seine-Maritime, 4^e)
- Jean-Claude Bateux (Seine-Maritime, 5^e)
- Paul Dhailie (Seine-Maritime, 6^e)
- Frédérique Bredin (Seine-Maritime, 9^e)
- Gerard Fuchs (Seine-Maritime, 10^e)
- Alain Le Vern (Seine-Maritime, 12^e)
- Nicole Gna (Seine-et-Marne, 6^e)
- Daniel Vachet (Seine-et-Marne, 8^e)
- Jacques Heudin (Seine-et-Marne, 9^e)
- Annette Pélissier-Barguel (Yvelines, 8^e)
- Catherine Tasci (Yvelines, 11^e)
- Genevieve Perrin-Galland (Deux-Sèvres, 1^e)
- Segolene Royal (Deux-Sèvres, 2^e)
- Vincent Pellon (Somme, 3^e)
- Francis Hamlet (Somme, 4^e)
- Jacques Fleury (Somme, 6^e)
- Paul Quilès (Tarn, 1^e)
- Thierry Carencan (Tarn, 2^e)
- Monique Collanges (Tarn, 4^e)
- Roland Gémignies (Tarn-et-Garonne, 1^e)
- Robert Gail (Var, 2^e)
- Maurice Jannin (Var, 6^e)
- Elisabeth Guigou (Vaucluse, 1^e)
- André Borel (Vaucluse, 2^e)
- Alain Clays (Vienne, 1^e)
- Philippe Decaudin (Vienne, 2^e)

- Pierre-Claude Lanfranca (Haute-Vienne, 1^e)
- Daniel Boissere (Haute-Vienne, 2^e)
- Marie-Françoise Pérol-Dumont (Haute-Vienne, 3^e)
- Alain Rodet (Haute-Vienne, 4^e)
- Christian Parinet (Vosges, 2^e)
- Henri Nallet (Yonne, 2^e)
- Raymond Fori (Territoire de Belfort, 1^e)
- Jacques Guyard (Essonne, 1^e)
- Yves Taverier (Essonne, 3^e)
- François Lamy (Essonne, 6^e)
- Julien Dray (Essonne, 10^e)
- Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis, 1^e)
- Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis, 6^e)
- Vincent Heizer (Seine-Saint-Denis, 9^e)
- Alain Calmat (Seine-Saint-Denis, 12^e)
- Michel Pagan (Seine-Saint-Denis, 13^e)
- Laurent Cathala (Val-de-Marne, 2^e)
- René Rouquet (Val-de-Marne, 9^e)
- Patrick Seve (Val-de-Marne, 12^e)
- Dominique Gillot (Val-de-Marne, 21^e)
- Dominique Strauss-Kahn (Val-de-Marne, 30^e)
- Jean-Pierre Blazy (Val-d'Oise, 9^e)
- Ernest Moutoussamy (Guadeloupe, 2^e)
- Léo Andy (Guadeloupe, 3^e)
- Camille Darsières (Martinique, 3^e)
- Michel Tamaya (Réunion, 1^e)

- Adrien Zeller (Bas-Rhin, 7^e)
- Jean-Jacques Weber (Haut-Rhin, 6^e)
- Bernadette Isaac-Sibille (Rhône, 1^e)
- Bernard Bosson (Haute-Savoie, 2^e)
- Claude Barreau (Haute-Savoie, 4^e)
- Claude Goasguen (Paris, 14^e)
- Patrick Herr (Seine-Maritime, 1^e)
- Anne-Marie Idrac (Yvelines, 3^e)
- Christine Boutin (Yvelines, 10^e)
- Jean-Marie Morisset (Deux-Sèvres, 3^e)
- Jean-Pierre Abelin (Vienne, 4^e)
- Pierre-Christophe Baguet (Hauts-de-Seine, 4^e)
- André Santini (Hauts-de-Seine, 10^e)
- Jean-Pierre Fouchet (Hauts-de-Seine, 12^e)
- Henri Ragnol (Val-de-Marne, 1^e)
- Jean-Jacques Jégou (Val-de-Marne, 4^e)
- Henry Jean-Baptiste (Mayotte, 1^e)
- Gerard Gngnon (Saint-Pierre et Miquelon, 1^e)

13 PRS

- Gérard Charasse (Allier, 4^e)
- Robert Honde (Alpes-de-Haute-Provence, 2^e)
- Jacques Dondoux (Ardèche, 2^e)
- Jean Ragal (Aveyron, 2^e)
- Alain Tourret (Calvados, 6^e)
- Michel Crépeau (Charente-Maritime, 1^e)
- Emile Zuccarelli (Haute-Corse, 1^e)
- François Huwart (Eure-et-Loir, 3^e)
- Bernard Charles (Lot, 1^e)
- Jean-Pierre Delontane (Pas-de-Calais, 1^e)
- Jacques Rebillard (Saône-et-Loire, 2^e)
- Jean-Paul Nuzil (Tarn-et-Garonne, 2^e)
- Roger-Gérard Schwartzberg (Val-de-Marne, 3^e)

9 divers gauche

- Gérard Saumaud (Hérault, 4^e)
- Jean-Claude Daniel (Haute-Marne, 1^e)
- Aloyse Warhouver (Moselle, 4^e)
- Jean-Paul Marlot (Haute-Saône, 3^e)
- Christian Franqueville (Vosges, 4^e)
- Jean-Pierre Brand (Seine-Saint-Denis, 7^e)
- Daniel Marlin (Guadeloupe, 1^e)
- Alfred Marie-Jeanne (Martinique, 4^e)
- Christiane Taubira-Delannoy (Guyane, 1^e)

8 écologistes

- André Aschién (Alpes-Maritimes, 9^e)
- Michèle Ruvi (Drôme, 1^e)
- Marie-Hélène Aubert (Eure-et-Loir, 4^e)
- Noël Mamère (Gironde, 3^e)
- Dominique Voynet (Jura, 3^e)
- Jean-Michel Marchand (Maine-et-Loire, 4^e)
- Guy Hascot (Nord, 7^e)
- Yves Cochet (Val-d'Oise, 7^e)

109 UDF

- Charles Millon (Ain, 3^e)
- Claude Gagnon (Manche, 4^e)
- Valéry Giscard d'Estaing (Puy-de-Dôme, 3^e)
- Raymond Barre (Rhône, 4^e)
- Dominique Caillaud (Vendée, 2^e)

- 11 UDF-AD
- Louise Moreau (Alpes-Maritimes, 8^e)
- Pierre Micau (Aube, 1^e)
- Maurice Lugot (Maine-et-Loire, 5^e)
- Marc Laffineur (Maine-et-Loire, 7^e)
- Roger Lestas (Mayenne, 3^e)
- Jean-Claude Lenoir (Orne, 2^e)
- Jean Rigaud (Rhône, 5^e)
- Michel Meylan (Haute-Savoie, 3^e)
- Dominique Paillé (Deux-Sèvres, 4^e)
- Jean-Luc Prél (Vendée, 1^e)
- Pierre-André Willizer (Essonne, 4^e)

- 43 UDF-FD
- Michel Voisin (Ain, 4^e)
- Jean Brane (Aveyron, 1^e)
- Christian Vert (Bouches-du-Rhône, 11^e)
- Dominique Baudes (Haute-Garonne, 1^e)
- Pierre Méhaignerie (Ille-et-Vilaine, 5^e)
- Marie-Thérèse Borsseau (Ille-et-Vilaine, 6^e)
- René Couanau (Ille-et-Vilaine, 7^e)
- Maurice Leroy (Ille-et-Vilaine, 8^e)
- François Rochelonne (Loire, 3^e)
- Jean-François Chossy (Loire, 7^e)
- Jacques Barrot (Haute-Loire, 1^e)
- Edouard Landram (Loire-Atlantique, 5^e)
- Pierre Renaud (Loire-Atlantique, 9^e)
- Hubert Grumault (Maine-et-Loire, 2^e)
- Christian Martin (Maine-et-Loire, 3^e)
- Charles-Amédée de Courson (Maine, 5^e)
- Loïc Bourard (Morbihan, 4^e)
- Marc-Philippe Daubresse (Nord, 4^e)
- Jean-Claude Decagny (Nord, 23^e)
- Léonce Deprez (Pas-de-Calais, 4^e)
- François Bayrou (Pyrenees-Atlantiques, 2^e)
- Philippe Douste-Blazy (Hautes-Pyrenees, 2^e)
- Marc Reynaud (Bas-Rhin, 2^e)
- Yves Bur (Bas-Rhin, 4^e)
- Germain Gengenwin (Bas-Rhin, 5^e)

- 6 UDF-PPDF
- Jean-François Mattar (Bouches-du-Rhône, 2^e)
- Yves Coussan (Cantal, 1^e)
- Dominique Bussereau (Charente-Maritime, 4^e)
- Hervé de Charette (Maine-et-Loire, 6^e)
- Pierre Albertini (Seine-Maritime, 2^e)
- Pierre Lequillier (Yvelines, 4^e)

- 41 UDF-PR
- Renaud Duteill (Aisne, 5^e)
- Charles Ehrmann (Alpes-Maritimes, 1^e)
- Rudy Salles (Alpes-Maritimes, 3^e)
- Roland Blum (Bouches-du-Rhône, 1^e)
- Jean Roatta (Bouches-du-Rhône, 3^e)
- Guy Tessier (Bouches-du-Rhône, 6^e)
- Nicole Ameline (Calvados, 4^e)
- José Rossi (Corse-du-Sud, 1^e)
- François Sauvadet (Côte-d'Or, 4^e)
- Ladislav Poniatowski (Eure, 3^e)
- Alain Madelin (Ille-et-Vilaine, 4^e)
- Nicolas Fossier (Loire, 1^e)
- Renaud Donnedieu de Vabres (Indre-et-Loire, 1^e)
- Alain Moyné-Bressand (Isère, 6^e)
- Georges Colombari (Isère, 7^e)
- Yves Nicolin (Loire, 5^e)
- Pascal Clément (Loire, 6^e)
- Jean Proriot (Haute-Loire, 2^e)
- Antoine Carre (Loiret, 1^e)
- Jacques Blanc (Lozère, 2^e)
- François d'Aubert (Mayenne, 1^e)
- Claude Gaillard (Meurthe-et-Moselle, 3^e)
- François Goulard (Morbihan, 1^e)
- Alain Kergueris (Morbihan, 2^e)
- Denis Jacquet (Moselle, 2^e)
- Sylvia Bassot (Orne, 3^e)
- Philippe Vosseur (Pas-de-Calais, 3^e)
- Bernard Pernut (Rhône, 9^e)
- Gérard Vobin (Saône-et-Loire, 1^e)
- Pierre Heller (Sarthe, 1^e)
- Dominique Dord (Savoie, 1^e)
- Laurent Donnat (Paris, 15^e)
- Gilbert Gannier (Paris, 15^e)
- Pierre Cardo (Vendée, 1^e)
- Gilles de Robien (Somme, 2^e)
- François Léotard (Var, 5^e)
- Arthur Paech (Var, 7^e)
- Joël Sarlot (Vendée, 5^e)
- Michel Herbillon (Val-de-Marne, 8^e)
- Philippe Houillon (Val-d'Oise, 1^e)
- Francis Delattre (Val-d'Oise, 4^e)

- 3 UDF-radicaux
- Jean Leonetti (Alpes-Maritimes, 7^e)
- Jean-Louis Bernard (Loiret, 3^e)
- François Loos (Bas-Rhin, 8^e)

140 RPR

- Lucien Guichon (Ain, 2^e)
- Jacques Peyrat (Alpes-Maritimes, 2^e)
- Jean-Claude Guibal (Alpes-Maritimes, 4^e)
- Christian Estros (Alpes-Maritimes, 5^e)
- Lionel Luca (Alpes-Maritimes, 6^e)
- Patrick Ollier (Hautes-Alpes, 2^e)
- Jean-Luc Warsmann (Ardennes, 3^e)
- Robert Gattey (Aube, 2^e)
- François Baroin (Aube, 3^e)
- Jacques Godfrain (Aveyron, 3^e)
- Renaud Museier (Bouches-du-Rhône, 5^e)
- Jean-Bernard Raimond (Bouches-du-Rhône, 14^e)
- Léon Vachet (Bouches-du-Rhône, 15^e)
- Alain Marleix (Cantal, 2^e)
- Didier Quenlin (Charente-Maritime, 5^e)
- Yves Fromion (Cher, 1^e)
- Jean-Pierre Dupont (Corrèze, 3^e)
- Jean-Paul de Rocca Serra (Corse-du-Sud, 2^e)
- Robert Poujade (Côte-d'Or, 1^e)
- Louis de Broissia (Côte-d'Or, 2^e)
- Jean Audier (Creuse, 2^e)
- Roland Vauilleme (Doubs, 5^e)
- Jean-Louis Debré (Eure, 1^e)
- Gérard Harmel (Eure-et-Loir, 2^e)
- André Angot (Finistère, 1^e)
- Charles Miossec (Finistère, 5^e)
- Jean Diebold (Haute-Garonne, 4^e)
- Jean Vallex (Gironde, 1^e)
- Alain Juppé (Gironde, 2^e)
- Philippe Brand (Indre-et-Loire, 5^e)
- Richard Cazenave (Isère, 1^e)
- Jacques Pellissier (Jura, 1^e)
- Jean Charron (Jura, 2^e)
- Patrice Martin-Lalande (Loir-et-Cher, 2^e)
- Christian Cabal (Loire, 2^e)
- Michel Hunault (Loire-Atlantique, 6^e)
- Serge Poignant (Loire-Atlantique, 10^e)
- Eric Dollige (Loiret, 2^e)
- Xavier Deniau (Loiret, 4^e)
- Jean-Paul Charlot (Loiret, 5^e)
- Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire, 1^e)

- Jean-Claude Lemoine (Manche, 1^e)
- René André (Manche, 2^e)
- Alan Cousin (Manche, 3^e)
- Jean Falala (Marne, 1^e)
- Jean-Claude Eberne (Marne, 2^e)
- Jean-Claude Thomas (Marne, 3^e)
- Bruno Bourg-Brac (Marne, 4^e)
- Philippe Martin (Marne, 6^e)
- François Cornut-Gentille (Haute-Marne, 2^e)
- Henri de Gastures (Mayenne, 2^e)
- François Guillaume (Meurthe-et-Moselle, 4^e)
- Jean-Charles Cavaille (Morbihan, 3^e)
- Jean-Louis Masson (Moselle, 3^e)
- André Bertrou (Moselle, 7^e)
- Jean-Mane Demange (Moselle, 9^e)
- Thierry Lazaro (Nord, 6^e)
- Patrick Delnate (Nord, 9^e)
- Arthur Dehane (Oise, 4^e)
- Lucien Depauchy (Oise, 5^e)
- Yves Danaud (Orne, 1^e)
- Michel Inchaupé (Pyrenees-Atlantiques, 4^e)
- Michèle Alliot-Marie (Pyrenees-Atlantiques, 6^e)
- Anore Schneider (Bas-Rhin, 3^e)
- Bernard Schreiner (Bas-Rhin, 6^e)
- Gilbert Meyer (Haut-Rhin, 1^e)
- Jean-Luc Rietzer (Haut-Rhin, 3^e)
- Jean Uaberschlack (Haut-Rhin, 4^e)
- Henry Chabert (Rhône, 2^e)
- Jean-Michel Dubernard (Rhône, 3^e)
- Robert Lamy (Rhône, 8^e)
- Jean Besson (Rhône, 10^e)
- Michel Terrot (Rhône, 12^e)
- Dominique Farben (Saône-et-Loire, 5^e)
- Christian Bergelin (Saône-et-Loire, 11^e)
- François Pillon (Sarthe, 2^e)
- Herpe Gaymard (Savoie, 2^e)
- Michel Bouvard (Savoie, 3^e)
- Bernard Accoyer (Haute-Savoie, 1^e)
- Pierre Mazaud (Haute-Savoie, 5^e)
- Jean Tiben (Pans, 2^e)
- Martine Aunliac (Pans, 3^e)
- Pierre Lehoucq (Pans, 4^e)
- Jean de Gaulle (Pans, 5^e)
- Nicole Catala (Pans, 11^e)
- Edouard Balladur (Pans, 12^e)
- René Galy-Dejean (Pans, 13^e)
- Bernard Pons (Pans, 15^e)
- François de Panafieu (Pans, 17^e)
- Jean-Yves Besséal (Seine-Maritime, 7^e)
- Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne, 1^e)
- Didier Juba (Seine-et-Marne, 2^e)
- Christian Jacob (Seine-et-Marne, 4^e)
- Guy Dru (Seine-et-Marne, 5^e)
- Charles Cora (Seine-et-Marne, 7^e)
- Eberne Pente (Yvelines, 1^e)
- Frank Borotra (Yvelines, 2^e)
- Jacques Myard (Yvelines, 3^e)
- Michel Pénicaud (Yvelines, 6^e)
- Henri Cuq (Yvelines, 10^e)
- Jacques Masdeu-Anus (Yvelines, 12^e)
- Gaunier Audouin (Somme, 5^e)
- Jacques Lemoine (Tarn, 3^e)
- Jean-Pierre Giran (Var, 3^e)
- Jean-Michel Couve (Var, 4^e)
- Jean-Michel Fernandez (Vaucluse, 3^e)
- Thierry Manenti (Vaucluse, 4^e)
- Louis Guédon (Vendée, 3^e)
- Arnaud Laperca (Vienne, 3^e)
- Philippe Séguin (Vosges, 1^e)
- François Vannson (Vosges, 3^e)
- Philippe Auberger (Yonne, 3^e)
- Franck Marlin (Essonne, 2^e)
- Pierre Lasbordes (Essonne, 5^e)
- Jean Marsaudon (Essonne, 7^e)
- Nicolas Dupont-Aignan (Essonne, 8^e)
- Georges Tron (Essonne, 9^e)
- Frantz Tattinger (Haute-Saône, 2^e)
- Jacques Kossowski (Haute-Saône, 3^e)
- Olivier de Chazeaux (Haute-Saône, 5^e)
- Nicolas Sarkozy (Haute-Saône, 6^e)
- Jacques Baumeil (Haute-Saône, 7^e)
- Jean-Jacques Guillet (Haute-Saône, 8^e)
- Patrick Devedjian (Haute-Saône, 13^e)
- Robert Pandrard (Seine-Saint-Denis, 8^e)

Assemblée nationale

Assemblée nationale

7 divers droite

1 LDI-MPF

1 FN

La droite contient la poussée de la gauche en Ile-de-France, sauf dans le Val-d'Oise

Dans une région qui élit 99 députés, le PS progresse de 19 sièges, le PC et les Verts chacun de 1

ILE-DE-FRANCE (99 sièges)



Prés. 1995 : Chirac, 56,11.

LA MAJORITÉ SORTANTE, qui perd un tiers de l'ensemble des circonscriptions de Paris au profit du Parti socialiste, est parvenue tant bien que mal à limiter les dégâts dans les autres départements d'Ile-de-France. Pour l'essentiel, c'est en effet la forte progression du PS dans la capitale qui permet à la région de retrouver, pratiquement à l'identique, l'équilibre politique qu'elle avait connu entre 1988 et 1993. Le RPR et l'UDF, qui avaient obtenu, en 1993, 80 des 99 sièges franciliens (y compris Paris), en conserve 55 contre 44 à la gauche. En 1988, la droite détenait 54 sièges, contre 45 à la gauche.

En ne cédant que deux sièges, l'un en Seine-et-Marne et l'autre dans le Val-d'Oise, l'UDF résiste beaucoup mieux que le RPR, contraint d'abandonner douze sièges à la gauche. Le rapport de forces reste toutefois largement favorable au mouvement chiraquien, qui détient encore plus des deux tiers des sièges dévolus à la droite en Ile-de-France. Au sein de la gauche, le PS est le grand vainqueur du scrutin. Hors Paris, il parvient à conquérir douze sièges, alors que le PC n'en gagne qu'un. Le Mouvement des citoyens sauve de justesse le siège de Pierre Carassus, en Seine-et-Marne, tandis que les Verts franciliens font leur apparition à l'Assemblée nationale, grâce à la victoire d'Yves Cochet dans le Val-d'Oise.

En Ile-de-France, le sort de la droite était en partie entre les mains des électeurs du Front national, dont

les candidats étaient présents, au second tour, au sein de onze triangulaires. Faute de parvenir à l'élection de l'un des siens - Marie-Caroline Le Pen étant distancée par la socialiste Annette Peulvast-Bergeal dans les Yvelines -, le FN a ainsi provoqué la défaite de certains élus RPR-UDF, parmi lesquels le ministre délégué à la ville et à l'intégration, Eric Raoult (RPR), en Seine-Saint-Denis. Plusieurs candidats de la majorité sortante se sont toutefois sortis de triangulaires à priori délicates en engrangeant à leur profit une partie des suffrages qui s'étaient portés, au premier tour, sur les candidats FN. C'est notamment le cas de Robert Pandraud (RPR) en Seine-Saint-Denis, de Philippe Houillon (UDF-PR) dans le Val-d'Oise, et du ministre des sports, Guy Druet (RPR), en Seine-et-Marne.

L'Essonne est paradoxalement le département où la droite, malgré son implication dans les affaires,

parvient le mieux à contenir la progression de la gauche. Grâce aux victoires obtenues à l'arraché par les RPR Pierre Lasbordes et Nicolas Dupont-Aignan face aux députés socialistes sortants Jean-Marc Salinier et Michel Berson, elle conserve une prédominance acquise en 1993. Dans les Hauts-de-Seine, la droite ne cède globalement qu'un seul siège au Parti communiste - celui du maire de Suresnes, Christian Dupuy (RPR), au profit du maire de Nanterre, Jacqueline Frayse -, aucun candidat socialiste ne parvenant à s'imposer.

Dans le Val-de-Marne, où droite et gauche disposent désormais de six députés chacun, la majorité sortante ne cède également qu'un seul siège, celui du député RPR sortant Richard dell'Agnola, conquis par le socialiste Patrick Séve. Dans ce département, le PS passe devant le PC, qui a été contraint de lui céder le siège de Paul Merleca. Dans les Yvelines, comme

en Seine-Saint-Denis - où avait été éliminé dès le premier tour le député RPR sortant Raoul Bételle -, deux sièges basculent de droite à gauche : outre M^{me} Peulvast-Bergeal, le PS parvient en effet à faire élire à l'Assemblée nationale Catherine Tasca, l'ancien ministre de la communication l'emportant d'une courte tête face au député RPR sortant Jean-Michel Fourgous.

En Seine-et-Marne, la gauche parvient à effacer les effets de la vague de 1993, rétablissant un rapport de forces identique à celui qui était sorti des urnes en 1988. Parmi les trois sièges qui basculent à gauche figure celui du député sortant et maire de Meaux, Jean-François Copé (RPR), qui était le fer de lance de la « task force » d'Alain Juppé à l'Assemblée nationale. En cédant le siège de Gérard Jefferay, l'UDF de Seine-et-Marne perd dans ce scrutin son unique représentant au Palais-Bourbon.

Contrairement à ses voisins franciliens, seul le Val-d'Oise a connu un mouvement d'une ampleur comparable à ce qui s'est produit dans le reste du pays. Dans ce département où la droite avait remporté une victoire écrasante en 1993, en ne laissant aucun siège à la gauche, celle-ci parvient à en reconquérir cinq. Reflet de la nouvelle majorité, trois sont détenus par le PS, un par les Verts, tandis que le PC y fait élire son secrétaire national, Robert Hue.

Jean-Baptiste de Montvalon

A Paris, la coalition RPR-UDF concède un tiers des circonscriptions au PS

LA DROITE parlementaire cooerpe douze des vingt et une circonscriptions parisiennes. Elle en concède sept au Parti socialiste alors que ce dernier n'en comptait qu'une, et que le MDC en détenait une autre. Comme aux municipales, l'est de la capitale fournit la quasi-totalité des élus de gauche. Daniel Vaillant (PS), maire du 18^e arrondissement, et Georges Sarré (MDC), maire du 11^e, ont été facilement réélus dans leur circonscription respective. Jean-Christophe Cambadélis, dans la 20^e circonscription (partie du 19^e), retrouve le siège qu'il avait occupé de 1988 à 1993, de même que Jean-Marie Le Guen dans la 9^e circonscription (partie du 13^e), où il avait siégé en tant que suppléant de Paul Quilès.

Dans la 21^e circonscription, Didier Bariani (UDF-rad.) s'est incliné comme l'annonçaient les résultats du premier tour, face à Véronique Carrière-Bastok, adjointe de Michel Charzat à la mairie du 20^e, qui a occupé le siège de 1988 à 1993. Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, n'est pas parvenu à garder dans l'escarcelle de la majorité la 18^e circonscription, dont Alain Juppé a été l'élu en 1988 et en 1993.

Christophe Caresche, premier adjoint de M. Vaillant dans le 18^e arrondissement, a confirmé l'ancrage à gauche de ce secteur de la capitale, révélé par les municipales.

Confirmation aussi, pour Tony Dreyfus dans la 5^e circonscription, élu face à Claude-Gérard Marcus (RPR), à qui il avait ravi la mairie du 10^e arrondissement en 1995. Le 13^e arrondissement a fourni un député supplémentaire au PS en la personne de Serge Blisko, vainqueur de Jacques Toubon, maire de l'arrondissement, dans la 10^e circonscription, dont l'ancien ministre de la justice était l'élu depuis 1988.

JEAN TIBERI PRÉSERVE SON SIÈGE

Enfin, la bannière écologiste de Corinne Lepege, ministre de l'environnement, n'a pas convaincu les électeurs de la 7^e circonscription (parties du 11^e et du 12^e), qui lui ont préféré Patrick Bloche (PS), adjoint de M. Sarre à la mairie du 11^e, pour succéder à Alain Devaquet (RPR), qui ne se représentait pas.

Au sein de la droite parisienne, le RPR compte désormais neuf élus, contre quatorze (auxquels s'ajoutait un CNI) dans l'ancienne

Assemblée. Après Bernard Pons, réélu au premier tour, Jean Tiberi, Martine Aurillac, Jean de Gaulle, Edouard Balladur et René Galy-Dejean ont été réélus et François de Panafieu a retrouvé le siège laissé à son suppléant à l'occasion de sa nomination dans le premier gouvernement Juppé. Pierre Lellouche succède sans difficulté à Gabriel Kasperet (RPR diss.) dans la 4^e circonscription (8^e et 9^e arrondissement). En revanche, Nicole Catala n'a été réélue que de justesse dans la 11^e circonscription (partie du 14^e), face au socialiste Pierre Castagnou.

Laurent Dominati (UDF-PR) n'a lui aussi devancé que de très peu Dominique Bertinotti (PS) dans la 1^{re} circonscription (les quatre premiers arrondissements), tandis que Claude Goasguen (UDF-FD) n'a eu aucune difficulté dans la 14^e (sud du 16^e arrondissement) à battre le député sortant Georges Mesmin (UDF diss.). Gilbert Gantier ayant été réélu dès le premier tour dans la circonscription voisine, l'UDF compte trois élus à Paris, contre quatre en 1993.

Pascal Sauvage

Abréviations et sigles

LES RÉSULTATS du second tour des élections législatives sont présentés par région. L'Ile-de-France est suivie des autres régions, classées par ordre alphabétique. Pour chaque région sont indiqués le nombre de sièges à pourvoir et le résultat du second tour de l'élection présidentielle de 1995. Au sein de chaque région, les départements sont classés par ordre alphabétique.

Pour chaque département, après le nombre de sièges à pourvoir, nous présentons les noms des candidats élus ou réélus, les noms des députés sortants, en mentionnant ceux qui ne se représentent pas ou qui se représentent comme suppléant.

Pour chaque circonscription, les résultats sont suivis du rappel du premier tour, le cas échéant du rappel des résultats d'élections législatives partielles depuis mars 1993, du second tour des élections législatives du 28 mars 1993, et des ré-

sultats du second tour de l'élection présidentielle du 7 mai 1995.

MANDATS

a.d. : ancien député.

adj.m. : adjoint au maire.

a.m. : ancien ministre.

a.pr. : de la République.

a.pr. min. : ancien premier ministre.

c. de Paris : conseiller de Paris.

c.m. : conseiller municipal.

c.g. : conseiller général.

c.r. : conseiller régional.

c.t. : conseiller territorial.

d.e. : député européen.

d.s. : député sortant.

m. : maire.

min. : ministre.

pr.c.g. : président de conseil général.

pr.c.r. : président de conseil régional.

pr.p. : président de province.

pr.t. : président de territoire.

sén. : sénateur.

s.d.E. : secrétaire d'Etat.

pement des mouvements de Noël Mamère et d'Yves Pietrasanta) écol. : divers écologistes.

ext.d. : extrême droite.

ext.g. : extrême gauche.

FN : Front national.

GE : Génération écologie, de Brice Lalonde.

IR : Initiative républicaine.

ind. : indépendantistes.

LDI-CNP : La droite indépendante-Centre national des indépendants et paysans, d'Olivier d'Ormesson.

LDI-MPF : La droite indépendante-Mouvement pour la France, de Philippe de Villiers.

LCR : Ligue communiste révolutionnaire.

LO : Lutte ouvrière.

MDC : Mouvement des citoyens.

MDR : Mouvement des réformateurs, de Jean-Pierre Solson.

MEI : Mouvement écologiste indépendant, d'Antoine Waechter.

nat. : nationalistes.

NE : Les nouveaux écologistes.

PC : Parti communiste.

PCG : Parti communiste de Guadeloupe.

PCM : Parti communiste de Martinique.

PCR : Parti communiste réunionnais.

PH : Parti humaniste.

PLN : Parti de la loi naturelle.

PNR : Parti national républicain.

PPDG : Parti progressiste démocratique guadeloupéen.

PPL : Parti pour la liberté, de Claude Reichman.

PPM : Parti progressiste martiniquais.

PRS : Parti radical-socialiste.

PS : Parti socialiste.

PSG : Parti socialiste guyanais.

PT : Parti des travailleurs.

reg. : régionalistes.

RPR : Rassemblement pour la République.

UDF : Union pour la démocratie française.

UDF-AD : adhérents directs de l'UDF.

UDF-FD : Force démocrate.

UDF-PPDF : Parti populaire pour la démocratie française.

UDF-PR : Parti républicain.

UDF-rad. : Parti radical.

Verts.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1993

EE : Entente des écologistes (Verts et GE).

FLNKS : Front de libération nationale kanak et socialiste.

ma.p. : majorité présidentielle.

MD : Mouvement des démocrates.

MRG : Mouvement des radicaux de gauche.

UDF-CDS : Centre des démocrates sociaux (devenu Force démocrate).

UDF-P et R : Clubs perspectives et réalités (devenus PPDF).

UDF-P5D : Parti social-démocrate (a fusionné avec FD).

UFF : Union pour la France.

- La mention « app. » signale les candidats qui sont proches d'un parti sans y adhérer.

- La mention « diss. » signale les candidats qui ont été exclus de leur parti, qui en ont été exclus, ou qui s'en sont mis « en congé ».

Sommaire

RÉGIONS

Alsace	35
Aquitaine	36
Auvergne	38
Bourgogne	38
Bretagne	39
Centre	40
Champagne-Ardenne	40
Corse	41
Franche-Comté	41
Ile-de-France	31
Languedoc-Roussillon	42
Limousin	42
Lorraine	43
Midi-Pyrénées	44
Nord-Pas-de-Calais	45
Basse-Normandie	46
Haute-Normandie	46
Pays de la Loire	47
Picardie	48
Poitou-Charentes	48
Provence-Alpes-Côte d'Azur	49
Rhône-Alpes	50
Outre-mer	52

Eure-et-Loir	40
Finistère	39
Gard	42
Haute-Garonne	44
Gers	44
Gironde	36
Hérault	42
Ile-et-Vilaine	39
Indre	40
Indre-et-Loire	40
Isère	50
Jura	41
Landes	36
Loir-et-Cher	40
Loire	51
Loire-Loire	38
Loire-Atlantique	47
Lot	40
Lot-et-Garonne	36
Lozère	42
Maine-et-Loire	47
Manche	46
Marne	41
Haute-Marne	41
Mayenne	47
Meurthe-et-Moselle	43
Meuse	43
Morbihan	39
Moselle	43
Nièvre	38
Nord	45
Oise	48
Orne	46
Pas-de-Calais	45
Puy-de-Dôme	38
Pyrénées-Atlantiques	36
Hautes-Pyrénées	44
Pyrénées-Orientales	42
Bas-Rhin	35
Haut-Rhin	35
Rhône	51
Haute-Saône	41
Saône-et-Loire	38
Sarthe	47
Savoie	51
Haute-Savoie	52
Seine-Maritime	46
Deux-Sèvres	48
Somme	48
Tarn	44
Tarn-et-Garonne	44
Var	50
Aveyron	44
Bouches-du-Rhône	49
Calvados	46
Cantal	38
Charente	48
Charente-Maritime	48
Cher	40
Corrèze	42
Corse-du-Sud	41
Haute-Corse	41
Côte-d'Or	38
Côtes-d'Armor	39
Creuse	42
Dordogne	36
Doubs	41
Drôme	50
Eure	46
Guadeloupe	52
Martinique	52
Guyane	52
Réunion	52
Saint-Pierre-et-Miquelon	52
Mayotte	52
Wallis-et-Futuna	52
Nouvelle-Calédonie	52

DÉPARTEMENTS

Paris	32
Essonne	32
Hauts-de-Seine	32
Seine-et-Marne	33
Seine-Saint-Denis	33
Val-de-Marne	33
Val-d'Oise	34
Yvelines	34

LÉGISLATIVES 97

RÉSERVEZ DÈS AUJOURD'HUI LA BROCHURE

Le Monde

LÉGISLATIVES 97

Histoire d'une dissolution, récits de six semaines de campagne, les enjeux, les candidats, les programmes... et les résultats des 577 circonscriptions

Une publication de référence, 150 pages, 45 F à réserver chez votre marchand de journaux ou par correspondance.

Parution : 11 juin

☐ Oui, je souhaite recevoir ☐ ax. de la brochure législative 97

Prix unitaire : 45 F (frais de port compris).

NOM : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal : [] [] [] [] [] []

☐ Chèque non règlement par chèque bancaire ou postal.

Bon de commande à retourner à : Boutique Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05

051 71 11 01

PARIS (21)

Réélus : Laurent Dominati, UDF-PR (1^{er}) ; Jean Tiberi, RPR (2^e) ; Martine Aurillac, RPR (3^e) ; Pierre Lelouch, RPR (4^e) ; Georges Sarré, MDC (5^e) ; Jean de Gaulle, RPR (6^e) ; Nicole Catala, RPR (17^e) ; Edouard Balladur, RPR (12^e) ; René Gaby-Dejean, RPR (13^e) ; Daniel Vaillant, PS (14^e) ; Élus : Tony Dreyfus, PS (5^e) ; Patrick Bloche, PS (9^e) ; Jean-Marie Le Guen, PS (9^e) ; Serge Blisko, PS (10^e) ; Claude Gaspagnon, UDF-FD (14^e) ; Françoise de Panafieu, RPR (17^e) ; Christophe Carèsche, PS (18^e) ; Jean-Christophe Cambadélis, PS (20^e) ; Véronique Carillon-Bastok, PS (21^e) ;

Élus au 1^{er} tour : Gilbert Cantier, UDF-PR (15^e) ; Bernard Pons, RPR (16^e) ; Sortants : Laurent Dominati, UDF-PR ; Jean Tiberi, RPR ; Martine Aurillac, RPR, devenue député après l'arrivée au gouvernement de Michel Roussin, RPR ; Gabriel Kasperit, RPR ; Claude-Gérard Marcus, RPR ; Georges Sarré, MDC ; Alain Devaquet, RPR, n.s.r.p. ; Jean de Gaulle, RPR ; Patrick Trémège, UDF-PPDF, suppléant d'Anne-Marie Couderc, RPR, nommée au gouvernement le 18 mai 1995, se représente comme suppléant de M^{me} Couderc ; Lionel Assouad, RPR, suppléant de Jacques Toubon, RPR, député l'élection législative partielle des 10 et 17 septembre 1995, se représente comme suppléant de M. Toubon ; Nicole Catala, RPR ; Edouard Balladur, RPR, réélu le 24 septembre 1995, après son départ du gouvernement ; René Gaby-Dejean, RPR ; Georges Mesmin, UDF ; Gilbert Cantier, UDF-PR ; Pierre Rémond, RPR, suppléant de Bernard Pons, RPR, nommé au gouvernement le 18 mai 1995, se représente comme suppléant de M. Pons ; Roland Coche, RPR, suppléant de Françoise de Panafieu, RPR, nommée au gouvernement le 18 mai 1995, se représente comme suppléant de M^{me} de Panafieu ; Yves Verwaerde, UDF-PR, suppléant d'Alain Juppé, RPR, nommé au gouvernement le 30 mars 1993, n.s.r.p. ; Daniel Vaillant, PS, élu le 6 février 1994, après la démission d'office de Jean-Pierre Pierre-Bloch, UDF-AD ; Jacques Féron, app. RPR, n.s.r.p. ; Didier Barthe, UDF-PR.

1^{er} - 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements
L. 57 067 ; V. 37 731 ; A. 32 71
B. et N. 1 258 ; E. 36 466

Réélu : Laurent Dominati, UDF-PR, 18 350 (50,32)
Dominique Bertinotti, PS, c.g., 18 116 (49,67)

1^{er} tour : A. 37,00 ; E. 38,86. Dominati, UDF-PR, 12 049 (55,37) ; Bertinotti, PS, 10 010 (39,55) ; Lombard, FN, 2 816 (8,31) ; Nicolas, PC, 1 890 (5,58) ; Contassat, Verts, 1 650 (4,87) ; Lardeux, LDI-MPF, 828 (2,44) ; Recan, LO, 720 (2,12) ; Renaudot, MDC, 575 (1,69) ; Ray, GE, 539 (1,59) ; Simon, CAP, 471 (1,39) ; Samary, LCR, 339 (0,93) ; Ha Duong Minh, EC, 302 (0,89) ; Barthe, app. RPR, 216 (0,61) ; Nicolas, MEI, 247 (0,72) ; Kichman, PPL, 185 (0,54) ; La-gouge, NE, 179 (0,52) ; Giovannetti, IR, 138 (0,40) ; Goussour, MDR, 130 (0,38) ; Combe, div. 126 (0,37) ; Amaudou, PT, 112 (0,33) ; Clay, div. 104 (0,30) ; Corrier, div. 77 (0,22) ; Macron, PH, 69 (0,20) ; Wamburger, PRS diss., 32 (0,09) ; Vitte, div. 2 (0,00).
Lég. 1993 : A. 35,56. Dominati, UDF-PR, 18 633 (55,74) ; Bertinotti, PS, 14 768 (44,21).
Prés. 1995 : A. 24,15. Chirac, 23 912 (55,67).

2^e - 5^e et partie du 6^e arr.
L. 57 860 ; V. 40 660 ; A. 29 72
B. et N. 2 035 ; E. 38 625

Réélu : Jean Tiberi, RPR, a.m., m. de Paris, 20 675 (53,52)
Lyne Cohen-Solal, PS, 17 950 (46,47)

1^{er} tour : A. 34,32 ; E. 36,84. Tiberi, RPR, 12 326 (53,40) ; Cohen-Solal, PS, 10 293 (27,94) ; Mary, FN, 2 629 (7,13) ; Frémont, Verts, 1 811 (4,91) ; Walter, RPR, 1 684 (4,57) ; Rimer, PC, 1 331 (3,66) ; Pierre, LDI-MPF, 1 261 (3,42) ; Barrière, div. c.g., 898 (2,49) ; Jolard, EC, 707 (1,91) ; Delmas, LO, 697 (1,89) ; Bédier, MDC, 604 (1,64) ; Bonhomme, div. 369 (1,00) ; Diver, div. c.g., 319 (0,86) ; Ballarin, 316 (0,85) ; Boudroussie, AREV, 307 (0,83) ; Carpentier, div. c.g., 299 (0,81) ; Budryk, MEI, 216 (0,58) ; Avelard, MDR, 165 (0,44) ; Tournegou, div. 124 (0,33) ; Rapp, div. 120 (0,32) ; Champetier de Ribes, div. c.g., 95 (0,25) ; Buchner, IR, 70 (0,19) ; Migon, div. 60 (0,16) ; Cazumayou, PH, 47 (0,12) ; Gargui, PLN, 33 (0,08) ; Fur, div. 14 (0,03) ; Brasseur, div. 13 (0,03) ; Deschamps, div. 5 (0,01) ; Lampion, div. 2 (0,00).
Prés. 1995 : A. 19,57. Chirac, 27 555 (60,34).

3^e - Partie du 6^e et 7^e arr.
L. 46 283 ; V. 29 654 ; A. 35 32
B. et N. 1 042 ; E. 28 612

Réélu : Martine Aurillac, RPR, m. du septième arrondissement, 20 298 (70,94)
Anne Kalch, PS, 8 314 (29,05)

1^{er} tour : A. 37,09 ; E. 38 449. Aurillac, RPR, 12 568 (64,17) ; Kalch, PS, 3 356 (16,02) ; Hubert, LDI-CNRP, 3 329 (15,92) ; Le Heud, FN, 2 518 (12,51) ; Salvador, Verts, 881 (4,39) ; Mansour, PC, 830 (4,07) ; Pictet, GE, 530 (2,56) ; Longuet, LO, 447 (2,17) ; Doligez, MEI, 401 (1,91) ; Bernard, PPL, 374 (1,81) ; Prevost, div. 252 (1,20) ; Pictet, RPR, 122 (0,58) ; Pictet, div. 109 (0,50) ; Grosse, div. 87 (0,40) ; Regnier, MDR, 71 (0,32) ; Mahy, PRS diss., 29 (0,10) ; Prodoux, div. 26 (0,09) ; Deslandes, PH, 25 (0,08).
Prés. 1995 : A. 20,63. Chirac, 26 517 (72,85).

4^e - 8^e et 9^e arrondissements
L. 52 535 ; V. 32 872 ; A. 37 48
B. et N. 1 416 ; E. 37 428

Réélu : Pierre Lelouch, RPR, c.m. de Cannes, 20 239 (64,34)
Jacques Bravo, PS, c. de Paris, 11 217 (33,65)

1^{er} tour : A. 39,26 ; E. 31 152. Lelouch, RPR, 9 816 (31,51) ; Bravo, PS, 6 836 (22,00) ; Kasperit, RPR, 5 317 (17,82) ; Dumont, FN, 3 065 (9,83) ; Daguenet, PC, 1 332 (4,27) ; Fin-

kestein, Verts, 804 (2,58) ; North, LDI-CNRP, 755 (2,42) ; Bessus, LO, 589 (1,89) ; Deriaz, GE, 587 (1,81) ; Chatriot, div. 500 (1,60) ; Faure, MEI, 402 (1,29) ; Nguyen Va Ho, EC, 254 (0,81) ; Droin, 247 (0,79) ; Martheu, PPL, 238 (0,76) ; Boyvineau, MDR, 128 (0,41) ; Gros, div. 120 (0,38) ; Pontier, PNR, 56 (0,18) ; El Jilès, div. 39 (0,12) ; Ouannou, div. 25 (0,08) ; Giorgi, PH, 11 (0,03) ; Couvales, div. 11 (0,03).
Prés. 1995 : A. 24,68. Chirac, 27 354 (66,58).

5^e - 10^e arrondissement
L. 40 597 ; V. 26 795 ; A. 34 00
B. et N. 1 084 ; E. 25 737

Élu : Tony Dreyfus, PS, s.e.a., a.m., m. du 10^e arr., 13 767 (53,54)
Claude-Gérard Marcus, RPR, d.s., c.g., 11 942 (46,45)

1^{er} tour : A. 36,62 ; E. 24 250. Marcus, RPR, 7 534 (51,06) ; Dreyfus, PS, 7 197 (29,67) ; Monestier, FN, 2 822 (11,63) ; Léonard, PC, 1 610 (6,63) ; Dubarry, Verts, 1 308 (5,39) ; Cauquil, LO, 743 (3,06) ; Scherer, CAP, 518 (2,31) ; Quesson, LDI-CNRP, 463 (1,90) ; Maldonado, MDC, 453 (1,86) ; Barbey, GE, 437 (1,80) ; Larrourou, 413 (1,59) ; Payoux, EC, 142 (0,58) ; Mariner, div. 115 (0,47) ; Hamade, MEI, 109 (0,44) ; Picot, PT, 109 (0,43) ; Chauvin, IR, 103 (0,42) ; Haultfort, PNR, 100 (0,41) ; Boussa, PH, 64 (0,26) ; Schemi, MDR, 63 (0,26) ; Vincent, PPL, 8 (0,03).
Lég. 1993 : A. 40,40. Marcus, RPR, 13 690 (57,83) ; Roussel, PS, 9 981 (42,16).
Prés. 1995 : A. 25,52. Chirac, 16 217 (52,74).

6^e - Parties des 11^e et 20^e arr.
L. 57 319 ; V. 37 355 ; A. 34 82
B. et N. 1 576 ; E. 35 779

Réélu : Georges Sarré, MDC, a.m., m. du 11^e arr., 22 150 (61,90)
Arlette Bracquy, UDF-rad., c.g., 13 629 (38,09)

1^{er} tour : A. 39,51 ; E. 33 678. Sarré, MDC, 12 648 (37,55) ; Bracquy, UDF-rad., 7 843 (23,28) ; Dantes, FN, 3 785 (11,25) ; Gégout, PC, 2 954 (8,77) ; Ribaut, Verts, 1 950 (5,79) ; Julien, LO, 1 863 (5,15) ; Charneau, LDI-CNRP, 699 (2,07) ; Bongiorno, GE, 675 (2,00) ; Darzacq, EC, 535 (1,58) ; Mermé, AREV, 401 (1,19) ; Fontaine, 413 (1,13) ; George, MEI, 261 (0,77) ; Rosel, PT, 178 (0,52) ; Daut, PH, 121 (0,35) ; Foucaud, MDR, 104 (0,30) ; Marie de Chastigny, PPL, 79 (0,23).
Lég. 1993 : A. 36,46. Sarré, PS, 18 174 (53,33) ; Cuié, RPR, 15 901 (46,66).
Prés. 1995 : A. 24,73. Jospin, 22 055 (52,61).

7^e - Parties des 11^e et 12^e arr.
L. 57 053 ; V. 38 078 ; A. 37 69
B. et N. 1 379 ; E. 36 699

Élu : Patrick Bloche, PS, c.m. de Paris, 20 001 (54,50)
Cordine Lepage, écol., min., adj. m. de Cabourg, 16 698 (45,49)

1^{er} tour : A. 38,52 ; E. 34 063. Bloche, PS, 10 909 (32,03) ; Lepage, écol., 10 288 (30,20) ; Fragny, FN, 3 510 (10,30) ; Franco, PC, 2 486 (7,29) ; Colas, Verts, 1 311 (3,84) ; Marsault, LO, 1 144 (3,35) ; Silhouette, CAP, 1 133 (3,32) ; Magne, LDI-MPF, 708 (2,07) ; Hardin, GE, 615 (1,80) ; Orenge, EC, 415 (1,21) ; Gaudin, 413 (1,21) ; Tardif, MEI, 298 (0,87) ; Choucha, div. d., 219 (0,64) ; Mahot, IR, 174 (0,51) ; Pasco, div. 170 (0,49) ; Roland, RPR, 148 (0,43) ; Barthe, PH, 102 (0,30) ; Ebel, PLN, 32 (0,09) ; Dequell, PPL, 20 (0,05).
Lég. 1993 : A. 37,13. Devaquet, RPR, 18 910 (56,20) ; Bloche, PS, 14 731 (43,78).
Prés. 1995 : A. 24,36. Chirac, 22 035 (51,75).

8^e - Partie du 12^e arrondissement
L. 63 360 ; V. 43 584 ; A. 31 21
B. et N. 1 827 ; E. 41 757

Réélu : Jean de Gaulle, RPR, 22 050 (52,80)
Sandrine Mazetier, PS, c.m. du 12^e arr., 19 707 (47,19)

1^{er} tour : A. 35,59 ; E. 39 631. Mazetier, PS, 10 247 (25,83) ; de Gaulle, RPR, 9 285 (23,42) ; Bedier, RPR diss., 6 497 (16,39) ; Teot, FN, 4 134 (10,43) ; Espinosa, PC, 2 288 (5,77) ; Najdowski, Verts, 1 577 (3,77) ; Chauvin, LO, 954 (2,40) ; de Lanson, LDI-MPF, 851 (2,34) ; Sebana, MDC, 681 (1,91) ; Abramowski, GE, 461 (1,16) ; Jaccard, MEI, 447 (1,21) ; Darcaux, CAP, 329 (0,93) ; Pesme, LCR, 325 (0,92) ; Durand, div. 313 (0,79) ; Dandrel-Gagey, 41, 310 (0,78) ; Thévenot, EC, 265 (0,66) ; Brody, NE, 169 (0,43) ; Delaport, PH, 114 (0,32) ; Bédier, LDI-MPF, 104 (0,30) ; Tabouret, PPL, 90 (0,22) ; Suessner, PNR, 69 (0,17) ; Camfrès, PRS diss., 67 (0,16) ; Maltret, MDR, 60 (0,15).
Lég. 1993 : A. 35,80. De Gaulle, RPR, 23 900 (67,71) ; Chevalier, PS, 14 433 (38,28).
Prés. 1995 : A. 21,57. Chirac, 22 571 (58,25).

9^e - Partie du 13^e arrondissement
L. 53 880 ; V. 37 409 ; A. 30 36
B. et N. 1 485 ; E. 35 924

Élu : Jean-Marie Le Guen, PS, a.d., c.m. de Paris, 19 765 (55,01)
Anne-Marie Couderc, RPR, min., adj. m. de Paris, 16 159 (44,98)

1^{er} tour : A. 35,92 ; E. 35 399. Le Guen, PS, 11 358 (40,40) ; Couderc, RPR, 10 493 (31,29) ; Champouillon, FN, 3 549 (10,62) ; Marichand, PC, 2 666 (7,96) ; Dufour, Verts, 1 231 (3,60) ; Joliveau, LO, 1 076 (3,22) ; Marchadon, GE, 585 (1,75) ; Gémier, LDI-CNRP, 479 (1,43) ; Revue, EC, 418 (1,23) ; Pelt, LCR, 374 (1,12) ; Sidonoff, MEI, 362 (1,00) ; Pellatier, AREV, 351 (1,05) ; Borensztajn, PT, 242 (0,72) ; Sylvestre, PH, 124 (0,37) ; Kierowski, div. 123 (0,36) ; Bernardi, PNR, 104 (0,31) ; Kimmner, MDR, 73 (0,21) ; Onesto, PPL, 56 (0,16).
Lég. 1993 : A. 33,80. Couderc, RPR, 16 857 (52,09) ; Le Guen, PS, 15 302 (47,90).
Prés. 1995 : A. 22,28. Chirac, 20 574 (50,91).

10^e - Parties des 13^e et 14^e arr.
L. 59 875 ; V. 42 471 ; A. 28 99
B. et N. 1 594 ; E. 40 877

Élu : Serge Blisko, PS, a.d., c.m. de Paris, 19 337 (55,43)
Jacques Toubon, RPR, min., adj. m. du 13^e arr., 19 838 (48,53)

1^{er} tour : A. 34,50 ; E. 38 045. Toubon, RPR, 13 305 (34,97) ; Blisko, PS, 11 334 (29,79) ; Quémener, FN, 3 375 (8,87) ; Vaubillon, PC, 2 414 (6,34) ; Steller, Verts, 1 817 (4,77) ; Leborgne, LO, 1 081 (2,80) ; Culinache-Gallois, LDI-MPF, 785 (2,16) ; Laval, GE, 719 (1,99) ; Morichaud, MDC, 680 (1,90) ; Doucet, EC, 449 (1,18) ; Timsk, 413 (1,13) ; Bloch, AREV, 382 (1,00) ; Segard, MEI, 333 (0,97) ; Buissonier, LCR, 315 (0,88) ; Benique, div. 154 (0,40) ; Lenglet, IR, 152 (0,40) ; Lecerf, PNR, 109 (0,30) ; Loublier, div. 93 (0,26) ; Pasquier, PRS diss., 49 (0,13) ; Di Ruzza, PH, 44 (0,11) ; Iovane-Chiriac, MDR, 43 (0,11) ; Boumerville, PPL, 35 (0,09).
Lég. 1993 : A. 66,79. Jacques Tou-

bon, RPR, 10 314 (52,44) ; Serge Blisko, PS, 9 354 (47,55).
Lég. 1993 : A. 33,72. Toubon, RPR, 20 841 (56,34) ; Blisko, PS, 16 149 (43,65).
Prés. 1995 : A. 21,33. Chirac, 24 509 (53,01).

11^e - Partie du 14^e arrondissement
L. 55 085 ; V. 38 254 ; A. 30 35
B. et N. 1 470 ; E. 36 784

Réélu : Nicole Catala, RPR, adj. m. de Paris, 18 553 (50,43)
Pierre Castagnon, PS, c. de Paris, 18 231 (49,56)

1^{er} tour : A. 35,31 ; E. 34 668. Catala, RPR, 11 874 (34,25) ; Castagnon, PS, 9 842 (28,38) ; Robert, FN, 3 763 (10,85) ; Lassalle, PC, 2 309 (6,84) ; Le Strat, Verts, 1 828 (5,27) ; Grignon, div. 995 (2,87) ; Marchand, LO, 896 (2,58) ; Morice, LDI-CNRP, 764 (2,20) ; Bache, MDC, 583 (1,68) ; Chauvin, LCR, 353 (1,01) ; Koutoujan, 41, 317 (0,91) ; Kobrynski, EC, 275 (0,79) ; Baubry, NE, 248 (0,71) ; Juber, MEI, 234 (0,67) ; Pienot, PT, 138 (0,38) ; Roblin, MDR, 122 (0,35) ; Néroux, PH, 81 (0,23) ; Armani, PLN, 37 (0,10) ; Chauve, PPL, 18 (0,05).
Lég. 1993 : A. 35,83. Catala, RPR, 19 127 (52,71) ; Castagnon, PS, 14 302 (39,28).
Prés. 1995 : A. 22,68. Chirac, 23 376 (53,12).

12^e - Partie du 15^e arrondissement
L. 63 142 ; V. 40 750 ; A. 35 46
B. et N. 1 519 ; E. 39 231

Réélu : Edouard Balladur, RPR, a.p. min., 25 585 (65,21)
Anne Le Moal, PS, 13 646 (34,78)

1^{er} tour : A. 36,75 ; E. 38 860. Balladur, RPR, 19 175 (68,34) ; Le Moal, PS, 8 467 (27,78) ; Dor, FN, 3 283 (10,41) ; Falciani, Verts, 1 282 (3,29) ; Comenous, PC, 1 265 (3,25) ; Deschard, LDI-MPF, 977 (2,31) ; Lacroix, LO, 775 (2,19) ; Farber, div. 745 (0,91) ; Farber, EC, 678 (1,84) ; Meise, GE, 553 (1,51) ; Breton, MEI, 449 (1,15) ; Gagey, 41, 270 (0,69) ; Fesquet, LCR, 250 (0,64) ; Thion, div. 182 (0,46) ; Tilly, div. 116 (0,29) ; Le Roux, MDR, 111 (0,28) ; Séguir, PRS diss., 95 (0,24) ; Montes de Oca, AD, 95 (0,23) ; Andrieux, PH, 50 (0,12) ; Gilles, PLN, 25 (0,06) ; Malgouy, PPL, 15 (0,03).
24 septembre 1995 : A. 68,33. Edouard Balladur, RPR, 13 572 (68,54) ; Laurence Dumont, PS, 6 228 (31,45).
Prés. 1995 : A. 21,26. Chirac, 32 977 (67,30).

13^e - Partie du 15^e arrondissement
L. 66 584 ; V. 43 057 ; A. 35 33
B. et N. 1 613 ; E. 41 444

Réélu : René Gaby-Dejean, RPR, m. du 15^e arr., 25 585 (61,74)
Gilles Aylar, PRS, 15 856 (38,25)

1^{er} tour : A. 37,08 ; E. 40 700. Gaby-Dejean, RPR, 18 452 (45,32) ; Aylar, PRS, 8 217 (20,81) ; Pean, FN, 4 106 (10,00) ; Leborgne, PC, 1 781 (4,32) ; Chaumy, Verts, 1 415 (3,47) ; Schneider, MDC, 123 (0,30) ; Chertier, LO, 130 (0,29) ; Delmas, PRS diss., 107 (0,26) ; Durand, div. 48 (0,11) ; Gerson, PPL, 21 (0,05).
Prés. 1995 : A. 21,86. Chirac, 33 239 (64,57).

14^e - Partie du 16^e arrondissement
L. 46 410 ; V. 27 427 ; A. 43 34
B. et N. 2 916 ; E. 24 511

Élu : Claude Gaspagnon, UDF-AD, a.m., adj. m. de Paris, 16 005 (65,29)
Georges Mesmin, UDF-AD diss., d.s., 8 506 (34,70)

1^{er} tour : A. 36,78 ; E. 39 842. Gaspagnon, UDF-AD, 12 163 (40,75) ; Mesmin, UDF-AD diss., 6 201 (20,77) ; Mano, PS, 4 144 (13,88) ; Lafay, FN, 2 965 (9,93) ; Junot, LDI-CNRP, 1 543 (5,17) ; Nèze, Verts, 736 (2,48) ; Camier, PC, 610 (1,98) ; Bédier, LDI-MPF, 587 (1,91) ; Douai, MEI, 482 (1,62) ; Goussier, MDC, 399 (1,37) ; Bérot, GE, 460 (1,54) ; Follou, EC, 399 (1,32) ; Chatain, LCR, 334 (1,14) ; Manent, 41, 292 (0,81) ; Bessus, MDR, 186 (0,62) ; Bourdieu, ext. g., 167 (0,58) ; Trinquet, PT, 139 (0,40) ; Cabaret, PNR, 106 (0,30) ; Allouet-Azarn, div. 94 (0,21) ; Mazet, PH, 92 (0,21) ; Laudan, PPL, 64 (0,18) ; d'Avray, div. 1 (0,00).
Lég. 1993 : A. 39,92. De Panafieu, RPR, 17 983 (60,78) ; Davant, PS, 11 601 (39,21).
Prés. 1995 : A. 25,09. Chirac, 21 666 (57,19).

15^e - Parties des 17^e et 18^e arr.
L. 50 341 ; V. 27 399 ; A. 35 64
B. et N. 1 483 ; E. 30 916

Élu : Françoise de Panafieu, RPR, a.m., adj. m. de Paris, 16 247 (52,55)
Annick Lepetit, PS, 14 669 (47,44)

1^{er} tour : A. 39,03 ; E. 27 721. De Panafieu, RPR, 10 217 (34,73) ; Lepetit, PS, 7 380 (24,83) ; Reveau, FN, 4 153 (13,91) ; Rizzi, PC, 1 816 (6,11) ; Knowles, Verts, 1 061 (3,27) ; Nuel, LO, 919 (2,97) ; Bergeras, LDI-MPF, 867 (2,71) ; Douai, MEI, 482 (1,42) ; Goussier, MDC, 399 (1,37) ; Bérot, GE, 460 (1,54) ; Follou, EC, 399 (1,32) ; Chatain, LCR, 334 (1,14) ; Manent, 41, 292 (0,81) ; Bessus, MDR, 186 (0,62) ; Bourdieu, ext. g., 167 (0,58) ; Trinquet, PT, 139 (0,40) ; Cabaret, PNR, 106 (0,30) ; Allouet-Azarn, div. 94 (0,21) ; Mazet, PH, 92 (0,21) ; Laudan, PPL, 64 (0,18) ; d'Avray, div. 1 (0,00).
Lég. 1993 : A. 39,92. De Panafieu, RPR, 17 983 (60,78) ; Davant, PS, 11 601 (39,21).
Prés. 1995 : A. 25,

2^e - Crétail Ouest, Sud
L. 58 695; V. 39 133; A. 33,33
B. et N. 2 062; E. 37 071.

Réélus: Laurent Cathala, PS, a.m., m. de Crétail, 23 919 (64,52).
Marie-Michèle Bataille, RPR, c., m. de Crétail, 13 152 (35,47).

1^{er} tour: A., 35,60; E., 36,60. Cathala, PS, 11 497 (31,40); Bataille, RPR, 7 072 (19,52); Duvigne, PC, 5 644 (15,41); Serignat, FN, 5 336 (14,49); Viers, CAP, 1 848 (5,04); Calmet-Rebours, Vets, 1 262 (3,44); Lecat, LD, 966 (2,63); de Lacoste, LDI-MPF, 679 (1,85); De Sol, GE, 527 (1,44); Queniam-Barre, MEI, 412 (1,12); Duvigne, PC, 328 (0,92); Ben-Mami, NE, 265 (0,77); Barrière, LCR, 252 (0,68); Fremaux, IR, 210 (0,57); Barrois, PT, 182 (0,49); Barrière, PH, 124 (0,33).

Lég. 1993: A., 35,73; Cathala, PS, 20 645 (56,81); Bataille, RPR, 15 709 (43,18).
Prés. 1995: A., 22,64; Jospin, 24 329 (55,39).

3^e - Villeneuve-Saint-Georges
L. 62 885; V. 49 962; A. 30,20
B. et N. 2 386; E. 41 576.

Réélus: Roger-Gérard Schwartzberg, PRS, a.m., c. de Villeneuve-Saint-Georges, 23 071 (55,49).
Christine Chauvet, UDF-PR, a.m., 18 505 (44,50).

1^{er} tour: A., 33,60; E., 40 359. Schwartzberg, PRS, 11 683 (28,94); Chauvet, UDF-PR, 9 897 (24,52); La Scorne, FN, 6 769 (16,76); Henry, PC, 6 180 (15,31); Gaudin, GE, 1 531 (3,79); Monpéroux, LDI-MPF, 1 190 (2,94); Benayoud, LCR, 624 (1,59); Maréchal, MEI, 541 (1,34); de Meyer, GE, 481 (1,19); Nava, IR, 329 (0,81); Chagny, GEC, 328 (0,81); Durbin, PT, 328 (0,81); Dayot, AREV, 222 (0,55).

Lég. 1993: A., 31,71; Schwartzberg, PRS, 20 105 (55,31); Savy, RPR, 20 061 (55,39).
Prés. 1995: A., 20,80; Chirac, 28 429 (52,59).

4^e - Villiers-sur-Marne
L. 61 689; V. 44 447; A. 27,94
B. et N. 2 356; E. 42 091.

Réélus: Jean-Jacques Jegou, UDF-FD, m. de Villiers-sur-Marne, 22 644 (53,79).
Michèle Vial, PS, c.m. de Sucy-en-Brie, 19 447 (46,20).

1^{er} tour: A., 31,59; E., 40 439. Jegou, UDF-FD, 11 575 (28,62); Vial, PS, 9 795 (24,22); Schenard, FN, 6 415 (15,86); Lefèvre d'Ormesson, LDI-MPF, 3 797 (9,38); Hérouin, PC, 2 872 (7,19); Desnoes, Vets, 1 585 (3,91); Sédou, GE, 1 560 (3,83); Demarque, LD, 1 099 (2,70); Simon, MEI, 699 (1,72); Rousseau, GE, 527 (1,30); Guillemot, IR, 260 (0,64); Servo-Bastis, LCR, 232 (0,57); Wagner, PPL, 23 (0,05); Clémence, FN, 20 (0,05).

Lég. 1993: A., 31,71; Jegou, UDF-FD, 22 144 (57,08); Schenard, FN, 10 867 (32,91).
Prés. 1995: A., 18,04; Chirac, 28 429 (52,59).

5^e - Champigny-sur-Marne
Centre, Est
L. 55 352; V. 38 944; A. 29,68
B. et N. 2 058; E. 36 836.

Réélus: Gilles Carrez, RPR, m. du Perreux-sur-Marne, 20 175 (54,69).
Jean-Louis Borge, PC, c.g., m. de Champigny-sur-Marne, 16 711 (45,30).

1^{er} tour: A., 33,58; E., 35 571. Carrez, RPR, 11 467 (32,23); Borge, PC, 7 385 (20,76); Picard, PS, 6 727 (18,91); Favre, FN, 5 225 (14,63); Daniloff, LDI-MPF, 1 053 (2,96); Kask, GE, 1 058 (2,91); Hurnat, LD, 976 (2,70); Delaire, MEI, 901 (2,53); Fernandez, GE, 369 (1,03); Lamotte, LCR, 192 (0,54); GRC, AREV, 123 (0,34); Guillet, PH, 116 (0,32).

Lég. 1993: A., 35,44; Giraud, RPR, 21 246 (60,56); Borge, PC, 13 836 (39,43).
Prés. 1995: A., 21,65; Chirac, 28 429 (52,59).

6^e - Fontenay-sous-Bois
Vincennes
L. 70 140; V. 47 570; A. 32,17
B. et N. 2 235; E. 45 332.

Réélus: Michel Giraud, RPR, a.m., p. c., 24 516 (54,88).
Louis Bayarte, PC, c.g., m. de Fontenay-sous-Bois, 20 816 (45,91).

1^{er} tour: A., 36,26; E., 43 356. Giraud, RPR, 15 121 (34,67); Bayarte, PC, 8 623 (19,89); Morlaix, PS, 7 165 (16,54); Mousillon, FN, 5 208 (12,00); Perrier-Carré, Vets, 1 893 (4,36); Duchiron, LDI-MPF, 1 304 (3,00); Peller, GE, 914 (2,07); Decoupy, LD, 909 (2,09); Peller, MDC, 333 (0,77); Chérel, GE, 1 010 (2,31); Georges, GE, 424 (0,97); Foid, MEI, 405 (0,93); Allais, LCR, 212 (0,48); Méry, PH, 72 (0,16); Menard, PNL, 58 (0,13); Thuret, PPL, 23 (0,05).

Lég. 1993: A., 35,44; Giraud, RPR, 21 246 (60,56); Bayarte, PC, 13 836 (39,43).
Prés. 1995: A., 21,65; Chirac, 28 429 (52,59).

7^e - Conflans-Sainte-Honorine
L. 66 860; V. 48 400; A. 27,60
B. et N. 2 423; E. 45 977.

Réélus: Pierre Carde, UDF-PR, c.g., m. de Chanteloup-les-Vignes, 24 164 (52,55).
Jean-Paul Huchon, PS, m. de Conflans-Sainte-Honorine, 21 613 (47,44).

1^{er} tour: A., 32,12; E., 43 759. Carde, UDF-PR, 14 257 (32,58); Huchon, PS, 12 448 (28,44); Backeroot, FN, 7 747 (17,78); Minguy, PC, 2 286 (5,17); Farier, Vets, 1 684 (3,78); Beller, LD, 1 244 (2,84); Jaleques, LDI-MPF, 1 175 (2,68); Martin, GE, 783 (1,78); Mioso, GE, 646 (1,47); Rouchon, NE, 553 (1,26); Jouanet, MDC, 448 (1,02); Savy, GE, 385 (0,87); Conant, MDR, 162 (0,37); Frau, PS, 152 (0,34); Conant, MDR, 162 (0,37); Frau, PS, 152 (0,34); Conant, MDR, 162 (0,37); Frau, PS, 152 (0,34).

Lég. 1993: A., 26,43; Carde, UDF-PR, 24 399 (52,54); Rocard, PS, 21 770 (47,35).
Prés. 1995: A., 19,64; Chirac, 28 429 (52,59).

8^e - Mantes-la-Jolie
L. 58 075; V. 44 066; A. 24,12
B. et N. 1 075; E. 42 971.

Réélus: Annette Penval-Bergel, PS, c.m. de Mantes-la-Jolie, 21 321 (40,28).

1^{er} tour: A., 30,07; E., 39 311. Le Pen, FN, 11 197 (26,48); Bédier, RPR, 10 372 (26,30); Penval-Bergel, PS, 9 656 (24,56); Salin, ANR, PC, 3 853 (9,80); Moscarder, GE, 1 745 (4,03); Benard, LD, 880 (2,23); Bamou, GE, 443 (1,17); Dupin, PNL, 376 (0,93); Berthier, GE, 342 (0,87); Lefebvre, PT, 288 (0,73); Gerbault, IR, 139 (0,33).

Lég. 1993: A., 37,48; Bédier, RPR, 18 864 (50,36); André, FN, 12 387 (32,63).
Prés. 1995: A., 19,30; Chirac, 28 015 (52,10).

9^e - Aubergenville
L. 74 596; V. 56 209; A. 24,65
B. et N. 1 634; E. 54 575.

Réélus: Henri Cuy, RPR, c.g., 25 320 (46,39).

Jean-Alain Rousseau, PS, adj. m. des Mirreurs, 19 273 (35,31); Michel Bayvet, FN, c.m., c.m. de Versailles, 9 982 (18,29).

1^{er} tour: A., 29,82; E., 50 383. Cuy, RPR, 16 609 (32,96); Bayvet, FN, 11 893 (23,60); Rousseau, PS, 9 870 (19,59); Thérel, PC, 3 621 (7,18); Delage, MEI, 2 028 (4,02); Blocherot, GE, 1 526 (3,08); Lague, LD, 1 479 (2,93); Le Mardis, LDI-MPF, 1 283 (2,54); de Mennay, GE, 668 (1,32); Delarue, PT, 481 (0,95); Levesque, MDC, 406 (0,80); Cordon, div, 313 (0,62); Bouhours, PNL, 206 (0,40).

Lég. 1993: A., 33,84; Cuy, RPR, 27 884 (67,80); Bayvet, FN, 13 239 (32,19).
Prés. 1995: A., 18,29; Chirac, 28 015 (52,10).

10^e - Rambouillet
L. 89 341; V. 65 223; A. 26,99
B. et N. 1 464; E. 61 739.

Réélus: Christine Boutin, UDF-FD, c.g., adj. m. de Rambouillet, 33 915 (54,91).

Anny Pourcinoff, Vets, c.g., 27 844 (45,08).

1^{er} tour: A., 30,94; E., 58 928. Boutin, UDF-FD, 16 857 (28,62); Pourcinoff, Vets, 14 290 (24,25); Michel, FN, 8 311 (14,10); Pailleur, RPR, 6 179 (10,88); Beaumanoir, PC, 4 783 (8,11); Haye, MEI, 3 615 (6,13); Desnau, GE, 1 354 (2,29); Miquelard, GE, 1 139 (1,93); Béra, GE, 390 (0,66).

Lég. 1993: A., 30,74; Boutin, UDF-FD, 36 171 (64,50); Beaumanoir, PS, 19 905 (35,49).
Prés. 1995: A., 16,80; Chirac, 42 599 (59,78).

11^e - Trappes
L. 52 187; V. 36 154; A. 30,72
B. et N. 1 853; E. 34 301.

Réélus: Catherine Tasca, PS, a.m., 17 432 (50,82).

Jean-Michel Fourgous, RPR, d.s., m. d'Elancourt, 16 669 (49,17).

1^{er} tour: A., 34,24; E., 32 843. Fourgous, RPR, 10 337 (31,47); Tasca, PS, 8 047 (24,50); Espinat, PC, 5 114 (15,57); de Beaulieu, FN, 4 258 (12,96); Ivars, GE, 1 236 (3,78); Egasse, LD, 864 (2,53); Dubarry, GE, 674 (1,93); Nacou, LDI-MPF, 585 (1,78); Peller, GE, 497 (1,31); Ruffet, GE, 497 (1,31); Malinovsky, LCR, 288 (0,87); Decharte, div, 151 (0,48); Vincenzi, AREV, 139 (0,42); Laurent, div, 72 (0,21); Nivert, PH, 42 (0,12); Finau, UDF, div, 1 (0,00).

Lég. 1993: A., 31,77; Fourgous, RPR, 16 224 (50,96); Malinovsky, PS, 15 608 (49,83).
Prés. 1995: A., 19,95; Chirac, 20 000 (50,94).

12^e - Hay-les-Roses
L. 69 026; V. 47 464; A. 31,23
B. et N. 1 018; E. 44 356.

Réélus: Francis Delattre, UDF-PR, m. de Francville, 22 267 (50,20).

François Gayet, PRS, m. de Saint-Len-Forel, 22 089 (49,79).

1^{er} tour: A., 35,11; E., 43 123. Delattre, UDF-PR, 11 071 (25,47); Gayet, PRS, 10 689 (24,78); Gaudin, FN, 7 497 (17,38); Jouanet, PC, 3 398 (7,88); Poulet, Vets, 1 823 (4,22).

Lég. 1993: A., 35,87; Vivien, RPR, 25 994 (60,34); Bayarte, PC, 17 081 (39,65).
Prés. 1995: A., 22,84; Chirac, 27 991 (57,13).

13^e - Argenteuil
L. 59 027; V. 39 307; A. 33,40
B. et N. 2 545; E. 36 762.

Réélus: Robert Hue, PC, c.g., m. de Montigny-les-Carmelles, 20 974 (57,05).

Georges Mothron, RPR, d.s., c.m. d'Argenteuil, 15 788 (42,94).

1^{er} tour: A., 34,67; E., 37 430. Hue, PC, 11 377 (30,39); Mothron, RPR, 7 376 (19,70); Biechoff, FN, 6 971 (18,62); Valls, PS, 6 484 (17,32); Crutell, LD, 1 030 (2,72); Girard, GE, 968 (2,54); Thiélemont, GE, 830 (2,27); Alkhorjeh, NE, 822 (2,19); Blondeau, LDI-MPF, 475 (1,26); Mamez, LCR, 367 (0,98); Morange, MEI, 391 (0,88); Pigeat, PT, 271 (0,73); Dupin, PNL, 114 (0,30); Malet, MDR, 84 (0,22).

Lég. 1993: A., 33,53; Mothron, RPR, 20 061 (52,92); Mondargent, PC, 17 797 (47,07).
Prés. 1995: A., 24,57; Jospin, 23 562 (55,74).

14^e - Enghien-les-Bains
L. 64 883; V. 44 516; A. 31,49
B. et N. 2 386; E. 42 130.

Réélus: Jean-Pierre Delalande, RPR, m. de Deuil-la-Barre, 23 672 (56,18).

Delphine Mayrargue, PS, 18 458 (43,81).

1^{er} tour: A., 33,22; E., 40 576. Delalande, RPR, 11 944 (28,42); Mayrargue, PS, 9 317 (22,60); Dubois, FN, 7 480 (16,45); Jussieu, PC, 3 012 (7,42); Paigne, Vets, 1 740 (4,20); Thureau, LDI-MPF, 1 255 (3,48); Comptoux, LD, 1 132 (2,79); Charik, GE, 1 009 (2,48); Barrière, MDC, 695 (1,71); Bertré, MEI, 466 (1,14); Jaccot, PNL, 354 (0,77); Doyen, div, 9, 222 (0,54); Mercery, PT, 33 (0,03).

Lég. 1993: A., 37,08; Delalande, RPR, 24 747 (72,19); Dubois, FN, 9 333 (27,80).
Prés. 1995: A., 21,82; Chirac, 29 126 (59,24).

15^e - Sarcelles Sud-Ouest
L. 72 155; V. 52 534; A. 27,19
B. et N. 1 296; E. 51 238.

Réélus: Yves Cochet, Vets, 22 918 (44,72).

Raymond Lamontagne, RPR, d.s., 21 884 (42,71); Dominique Joy, FN, 6 436 (12,56).

1^{er} tour: A., 33,21; E., 46 368. Lamontagne, RPR, 11 944 (28,42); Joy, FN, 12 326 (27,02); Joy, FN, 9 023 (19,40); Durand, PC, 3 582 (7,72); Paris, GE, 1 981 (4,27); Magarini, LDI-MPF, 1 722 (3,71); Delobelle, LD, 1 574 (3,39); Lacoux, MDC, 1 489 (3,21); George, MEI, 751 (1,62); Lavau, PNL, 361 (0,77); Valentin, MDR, 289 (0,62); Gehan, PPL, 26 (0,05).

Lég. 1993: A., 32,40; Lamontagne, RPR, 27 130 (59,52); Lecluy, PS, 18 445 (46,47).
Prés. 1995: A., 20,77; Chirac, 31 643 (56,37).

16^e - Sarcelles Nord-Est
L. 45 824; V. 30 212; A. 34,06
B. et N. 1 768; E. 28 444.

Réélus: Dominique Strauss-Kahn, PS, m. de Sarcelles, 16 967 (39,65).

Michel Monaldi, RPR, c.g., adj. m. de Garges-les-Gosses, 11 477 (40,54).

1^{er} tour: A., 37,66; E., 27 484. Strauss-Kahn, PS, 10 053 (36,32); Monaldi, RPR, 5 749 (20,70); Joy, FN, 5 377 (19,47); Lecluy, PC, 3 582 (12,72); Paris, GE, 1 981 (4,27); Magarini, LDI-MPF, 1 722 (3,71); Delobelle, LD, 1 574 (3,39); Lacoux, MDC, 1 489 (3,21); George, MEI, 751 (1,62); Lavau, PNL, 361 (0,77); Valentin, MDR, 289 (0,62); Gehan, PPL, 26 (0,05).

Lég. 1993: A., 32,40; Lamontagne, RPR, 27 130 (59,52); Lecluy, PS, 18 445 (46,47).
Prés. 1995: A., 20,77; Chirac, 31 643 (56,37).

17^e - Goussainville
L. 56 032; V. 40 218; A. 28,22
B. et N. 1 304; E. 38 514.

Réélus: Jean-Pierre Baffy, PS, m. de Goussainville, 17 838 (45,89).

Marcel Porcher, RPR, d.s., c.m. de Goussainville, 16 603 (37,52); Yves de Colongne, FN, c.m., c.m. de Sarcelles, 6 433 (16,58).

1^{er} tour: A., 33,31; E., 36 062. Porcher, RPR, 9 083 (23,19); Baffy, PS, 8 722 (22,71); de Colongne, FN, 8 029 (22,38); Toumazet, PC, 3 443 (9,09); Caray, LD, 1 170 (3,04); Bouché, GE, 972 (2,69); Toumazet, LDI-MPF, 831 (2,30); Lapeyre, NE, 782 (2,16); Sicaud, MEI, 428 (1,17); Mandarini, PNL, 286 (0,77); Jean-Benoist, MDR, 173 (0,48); Josselin, div, 149 (0,41).

Lég. 1993: A., 37,80; Porcher, RPR, 16 965 (60,65); Conté, FN, 11 004 (39,34).
Prés. 1995: A., 20,82; Chirac, 21 784 (51,95).

18^e - Cergy
L. 93 380; V. 65 811; A. 29,52
B. et N. 3 361; E. 62 425.

Réélus: Dominique Gillet, PS, c.g., m. d'Eragny-sur-Oise, 32 562 (51,84).

Régis Humbert, UDF-PR, c.g., m. de Presles, 30 063 (46,13).

1^{er} tour: A., 32,09; E., 60 087. Humbert, UDF-PR, 16 109 (26,82); Gillet, PS, 12 607 (20,59); Enrie, FN, 10 275 (17,10); Massin, div, 9, 727 (13,19); Dumond, PC, 3 426 (5,40); Denis, Vets, 1 894 (3,31); Grison, LD, 1 564 (2,27); Mousillon, LDI-MPF, 1 372 (2,20); Lecroix, GE, 1 066 (1,80); Hug, NE, 681 (1,13); Royal, MDC, 619 (1,08); Schmitz, GE, 605 (1,00); Cohen, div, 527 (0,87); Jégou, LCR, 431 (0,71); Goudeau, div, 402 (0,66); Thirard, PT, 356 (0,53); Rivault, MDR, 192 (0,32); Mallebranche-Chabot, div, 4 (0,01).

Lég. 1993: A., 30,38; Goussainville, UDF-PR, 31 473 (55,47); Gillet, PS, 25 293 (44,52).
Prés. 1995: A., 18,90; Chirac, 37 394 (52,58).

19^e - Taverny
L. 72 794; V. 51 716; A. 28,75
B. et N. 1 294; E. 48 773.

Réélus: Jean Barlet, RPR, 24 643 (50,52).

Maurice Boscovet, PS, c.g., m. de Taverny, 24 130 (49,47).

1^{er} tour: A., 32,88; E., 46 616. Barlet, RPR, 11 549 (29,80); Boscovet, PS, 11 635 (24,95); Guignard, FN, 8 097 (17,37); Canlin, PC, 5 630 (12,07); Vasseur, Vets, 1 679 (3,60); Lecluy, LDI-MPF, 1 401 (3,00); Teyssier, LD, 1 336 (2,90); Dienne, GE, 1 130 (2,42); René, NE, 716 (1,53); Guedi, GE, 618 (1,32); Morel, PT, 385 (0,82); Chérel, div, 271 (0,45); Balaud, div, 9, 169 (0,36); Banaud, PNL, 40 (0,08).

Lég. 1993: A., 43,37; Barlet, RPR, 16 564 (53,49); Gaudin, UDF-PR, 14 400 (46,50).
Prés. 1995: A., 20,69; Chirac, 30 448 (55,49).

20^e - Francville
L. 69 026; V. 47 464; A. 31,23
B. et N. 1 018; E. 44 356.

Réélus: Francis Delattre, UDF-PR, m. de Francville, 22 267 (50,20).

François Gayet, PRS, m. de Saint-Len-Forel, 22 089 (49,79).

21^e - Hay-les-Roses
L. 69 026; V. 47 464; A. 31,23
B. et N. 1 018; E. 44 356.

Réélus: Francis Delattre, UDF-PR, m. de Francville, 22 267 (50,20).

François Gayet, PRS, m. de Saint-Len-Forel, 22 089 (49,79).

1^{er} tour: A., 35,11; E., 43 123. Delattre, UDF-PR, 11 071 (25,47); Gayet, PRS, 10 689 (24,78); Gaudin, FN, 7 497 (17,38); Jouanet, PC,

Publicité

**Enfin,
même pour le leader mondial
de l'Informatique en Réseau,
le meilleur moyen de devenir célèbre,
c'est encore de passer à la télévision.**



Deux passages à la télévision. Il n'en fallait pas plus pour qu'un nombre considérable de téléspectateurs découvrent le nom d'un des tout premiers constructeurs informatiques. TFI a en effet choisi Sun Microsystems pour être son partenaire informatique tout au long des deux soirées électorales. A vrai dire, il était temps de faire connaissance. Créé en 1982 dans la Silicon Valley, Sun Microsystems commercialise des solutions, des technologies et des services destinés à l'informatique des entreprises. La société emploie plus de 20 000 personnes dans le monde pour un chiffre d'affaires supérieur à 8 milliards de dollars, dont la moitié réalisée hors des Etats-Unis. Créateur de Java, Sun Microsystems est reconnu aujourd'hui comme l'un des constructeurs les plus aptes à déployer les serveurs Intranet des entreprises - plus de 100 000 systèmes Sun sont déjà installés en France. Aussi, comme on le fait lors des soirées exceptionnelles à la télévision, nous voudrions ici remercier les entreprises qui nous ont fait confiance : sans elles, Sun Microsystems ne serait jamais devenu leader mondial. ● <http://www.sun.fr>



CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

LEADER MONDIAL DE L'INFORMATIQUE EN RESEAU

051 711 111

ATLANTIQUE

ATLANTIQUE (3)

1 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

2 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

3 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

4 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

5 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

6 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

7 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

8 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

9 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

10 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

11 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

12 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

13 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

14 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

15 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

16 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

17 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

18 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

19 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

20 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

21 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

22 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

23 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

24 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

25 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

26 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

27 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

28 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

29 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

30 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

31 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

32 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

33 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

34 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

35 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

36 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

37 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

38 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

39 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

40 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

41 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

42 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

43 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

44 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

45 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

46 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

47 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

48 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

49 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

50 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

51 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

52 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

53 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

54 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

55 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

56 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

57 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

58 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

59 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

60 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

61 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

62 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

63 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

64 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

65 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

66 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

67 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

68 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

69 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

70 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

71 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

72 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

73 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

74 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

75 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

76 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

77 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

78 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

79 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

80 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

81 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

82 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

83 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

84 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

85 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

86 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

87 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

88 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

89 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

90 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

91 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

92 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

93 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

94 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

95 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

96 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

97 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

98 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

99 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

100 - Atlantique
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.
E. 10.751.1. 10.751.1. 10.751.1.

Auvergne (14 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 53,46.

La logique politique reprend ses droits en Auvergne. Les départements « rouges », l'Allier et le Puy-de-Dôme, retrouvent, à l'issue du second tour, une représentation conforme à leur histoire alors que les hautes terres de droite, le Cantal et la Haute-Loire, reconduisent à l'unanimité leurs parlementaires UDF et RPR. La victoire des candidats socialistes et communistes, parmi lesquels les battus de 1993 sont majoritaires, permet à la gauche d'envisager favorablement les prochaines élections cantonales. Celle-ci pourrera-t-elle permettre de regagner la majorité au sein des conseils généraux de l'Allier et du Puy-de-Dôme, où la droite semble désormais en posture défensive.

ALLIER (4)

Élus : François Colcombet, PS (1^{er}); Pierre Goldberg, PC (2^e); André Lajoinie, PC (3^e); Gérard Charasse, PRS (4^e).

■ La gauche reprend les quatre sièges perdus lors des dernières élections législatives. Trois des battus de 1993 retrouvent leur poste, en particulier deux communistes. Pierre Goldberg, retrouvé son siège à Montluçon avec 61,83 % des voix alors qu'André Lajoinie, dans le bocage bourbonnais, conforte les résultats du premier tour et l'emporte avec un net avantage, à 54,77 % des suffrages exprimés. A Moulins, le ministre délégué au logement, Pierre-André Pétissol (RPR), subit un revers face à François Colcombet (PS), qui reprend son siège grâce à son implantation rurale et en obtenant de bons résultats dans l'agglomération moulinoise. En revanche, c'est un sévère échec que subit Claude Malhuret (UDF-PR) face à Gérard Charasse (PRS). Le maire de Vichy a, certes, subi une votation de la part de l'électorat du FN, mais il perd des points dans toute la circonscription, y compris dans sa ville.

Sortants : Guy Canard, RPR, suppléant de Pierre-André Pétissol, RPR, nommé au gouvernement le 18 mai 1995, se représente comme suppléant de M. Pétissol; Jean Gravier, UDF-PPDF; Bernard Coulon, UDF-PR; Claude Malhuret, UDF-PR.

1^{er} - Moulins
L. 58 251; V. 44 339; A. 23,88
B. et N. 2 039; E. 42 300.

Élu : François Colcombet, PS, a.d., m. de Moulins, 19 311 (45,65).

1^{er} tour : A. 28,94; E. 39 273. Pétissol, RPR, 14 077 (35,84); Colcombet, PS, 12 712 (32,36); Malraux, PC, 6 600 (16,82); Dufour, PC, 3 433 (8,74); Delbecq-Lafont, Verts, 1 487 (3,78); Talon, LDI-MPF, 942 (2,39).

Lég. 1993 : A. 28,92. Pétissol, RPR, 10 507 (25,73); Colcombet, PS, 19 802 (49,26). Prés. 1995 : A. 18,51. Jospin, 23 119 (50,97).

2^e - Montluçon
L. 66 816; V. 48 118; A. 27,98
B. et N. 3 601; E. 44 517.

Élu : Pierre Goldberg, PC, a.d., m. de Montluçon, 27 523 (61,83).

Jean Gravier, UDF-PPDF, d.s., c.g., m. de Vichy, 19 994 (53,17).

1^{er} tour : A. 31,37; E. 43 159. Goldberg, PC, 17 180 (39,80); Gravier, UDF-PPDF, 10 766 (24,94); Goux, PS, 7 096 (16,44); Vichard, PC, 3 879 (8,96); Cérinier, LDI-CNIP, 1 640 (3,80); Misonnier, Verts, 1 477 (3,42); Colcombet, PC, 1 123 (2,59).

Lég. 1993 : A. 25,51. Gravier, UDF, 25 438 (53,02); Goldberg, PC, 22 532 (46,97). Prés. 1995 : A. 20,38. Jospin, 27 904 (55,01).

3^e - Gannat - Saint-Pourçain
L. 70 139; V. 55 013; A. 21,56
B. et N. 2 947; E. 52 066.

Élu : André Lajoinie, PC, a.d., c.r., 28 303 (54,36).

Bernard Coulon, UDF-PR, d.s., c.g., m. de Saint-Pourçain-sur-Sionne, 23 758 (45,63).

1^{er} tour : A. 26,57; E. 48 752. Lajoinie, PC, 15 882 (32,57); Coulon, UDF-PR, 15 599 (31,99); Malin, PS, 7 804 (16,60); Compagnon, FN, 4 559 (9,35); Mouy, Verts, 2 135 (4,37); de Vaulx, LDI-MPF, 1 637 (3,33); Bernard, GE, 1 136 (2,33).

Lég. 1993 : A. 22,82. Coulon, UDF-PR, 27 099 (51,23); Lajoinie, PC, 25 759 (48,76). Prés. 1995 : A. 16,20. Jospin, 28 664 (50,85).

4^e - Vichy
L. 63 013; V. 46 256; A. 26,59
B. et N. 3 214; E. 43 042.

Élu : Gérard Charasse, PRS, 23 997 (53,75).

Claude Malhuret, UDF-PR, d.s., a.m., m. de Vichy, 19 045 (44,24).

1^{er} tour : A. 32,14; E. 40 199. Malhuret, UDF-PR, 11 506 (28,62); Charasse, PRS, 11 222 (27,91); Maynaud, FN, 6 484 (16,13); Bardet, PC, 6 176 (15,36); Quilès, Verts, 2 669 (6,69); Delbecq-Lafont, LDI-MPF, 2 142 (5,32).

Lég. 1993 : A. 32,11. Malhuret, UDF-PR, 22 500 (56,07); Charasse, MRC, 17 625 (45,92). Prés. 1995 : A. 18,75. Chirac, 27 442 (56,01).

CANTAL (2)

Réélu : Yves Coussin, UDF-PPDF (1^{er}). Élu au 1^{er} tour : Alain Marleix, RPR (2^e).

■ La droite, particulièrement en zone rurale, s'est mobilisée pour conserver le siège de député de la circonscription d'Aurillac. La hausse de la participation, passée de 70,35 % au premier tour à 77,07 %, profite au député UDF sortant, Yves Coussin. Ce dernier semble égale-

ment bénéficier d'un bon report des voix FN. En revanche, l'agglomération d'Aurillac plébiscite le socialiste René Souchon, ancien maire. Majoritaire au premier tour, la gauche perd au second, malgré le déstabilisme du candidat divers gauche soutenu par le maire actuel, Yvon Bec. Les querelles fratricides qui secouent le conseil municipal pourraient bien avoir coûté la victoire à M. Souchon, devancé de seulement 404 voix.

Sortants : Yves Coussin, UDF-PPDF; Alain Marleix, RPR.

1^{er} - Aurillac
L. 63 159; V. 48 675; A. 22,93
B. et N. 2 263; E. 46 412.

Réélu : Yves Coussin, UDF-PPDF, c.g., c.m. d'Aurillac, 23 408 (50,43).

René Souchon, PS, a.m., a.d., c.g., c.m. d'Aurillac, 23 004 (49,56).

1^{er} tour : A. 31,22; E. 41 782. Coussin, UDF-PPDF, 15 435 (36,94); Souchon, PS, 13 808 (33,04); Georgelin, div. g., 5 089 (12,18); Barreau, FN, 2 490 (5,81); Roume, PC, 2 286 (5,47); Bragère, RPR, d.s., 884 (2,32); Gabey, LDI-MPF, 747 (1,78); Barzika, PT, 569 (1,36); Soubaz, MDC, 532 (1,27).

Lég. 1993 : A. 25,45. Coussin, UDF, 27 514 (60,10); Souchon, PS, 18 266 (39,90). Prés. 1995 : A. 15,43. Chirac, 29 971 (57,55).

2^e - Clermont-Ferrand Sud
L. 68 537; V. 50 082; A. 26,92
B. et N. 3 083; E. 46 999.

Élu : Alain Neri, PS, a.d., c.g., m. de Beauregard-L'Évêque, 23 197 (59,99).

Michel Carraud, UDF-PPDF, d.s., c.g., m. de Pont-du-Château, 18 802 (40,00).

1^{er} tour : A. 31,32; E. 44 543. Neri, PS, 16 734 (37,50); Carraud, UDF-PPDF, 11 990 (26,91); Auger, FN, 4 358 (9,87); Toux, PC, 3 522 (7,92); Carvau, Verts, 2 075 (4,69); Mainville, LD, 1 571 (3,52); Testi, GE, 1 417 (3,18); Lombardi, LDI-MPF, 1 195 (2,68); Leroux, d.s., 312 (0,72); Stéphane, RPR, 435 (0,98); Lecat, PT, 302 (0,67); Carat, div. g., 169 (0,37).

Lég. 1993 : A. 28,63. Carraud, UDF-PR, 23 038 (51,49); Neri, PS, 21 702 (48,50). Prés. 1995 : A. 17,45. Jospin, 27 619 (51,80).

3^e - Chamalières
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

4^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

5^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

6^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

7^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

la première femme à siéger à l'Assemblée nationale pour le département. Un autre score retient l'attention : dans la circonscription de Clermont-Montagne, où l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec près de 54 % des voix, son adversaire Danielle Auriant (Verts), soutenue par le PS, obtient 46,20 % des voix, la meilleure performance jamais réalisée par la gauche.

Sortants : Michel Fanget, UDF-AD; Michel Carraud, UDF-PPDF; Valéry Giscard d'Estaing, UDF; Pierre Pascal, RPR; Jean-Marc Charroire, UDF-AD; Gérard Boche, UDF-PR.

1^{er} - Clermont-Ferrand Nord
L. 57 556; V. 40 044; A. 30,42
B. et N. 2 344; E. 37 700.

Élu : Odile Saugues, PS, c.g., a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 083 (58,04).

Michel Fanget, UDF-AD, d.s., c.m. de Clermont-Ferrand, 15 617 (41,95).

1^{er} tour : A. 34,91; E. 35 580. Saugues, PS, 12 412 (34,89); Fanget, UDF-AD, 10 083 (28,34); Poirineau, FN, 3 976 (11,17); Martin, PC, 2 648 (7,44); Lécuyer, Verts, 1 557 (4,37); Seguy, LD, 1 104 (3,03); Laffont, LCR, 969 (2,72); Jacquot, LDI-MPF, 800 (2,24); Despalle, GE, 608 (1,70); Naudet, MEI, 533 (1,56); Bonnet, MDC, 435 (1,22); Beaufils, PT, 252 (0,70); Vacheron, div. g., 131 (0,36); Delaunay, PC, 39 (0,11).

Lég. 1993 : A. 31,32. Fanget, UDF, 19 444 (53,57); Pouchon, PS, 16 852 (46,42). Prés. 1995 : A. 19,97. Jospin, 23 308 (53,20).

2^e - Clermont-Ferrand Sud
L. 68 537; V. 50 082; A. 26,92
B. et N. 3 083; E. 46 999.

Élu : Alain Neri, PS, a.d., c.g., m. de Beauregard-L'Évêque, 23 197 (59,99).

Michel Carraud, UDF-PPDF, d.s., c.g., m. de Pont-du-Château, 18 802 (40,00).

1^{er} tour : A. 31,32; E. 44 543. Neri, PS, 16 734 (37,50); Carraud, UDF-PPDF, 11 990 (26,91); Auger, FN, 4 358 (9,87); Toux, PC, 3 522 (7,92); Carvau, Verts, 2 075 (4,69); Mainville, LD, 1 571 (3,52); Testi, GE, 1 417 (3,18); Lombardi, LDI-MPF, 1 195 (2,68); Leroux, d.s., 312 (0,72); Stéphane, RPR, 435 (0,98); Lecat, PT, 302 (0,67); Carat, div. g., 169 (0,37).

Lég. 1993 : A. 28,63. Carraud, UDF-PR, 23 038 (51,49); Neri, PS, 21 702 (48,50). Prés. 1995 : A. 17,45. Jospin, 27 619 (51,80).

3^e - Chamalières
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

4^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

5^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

6^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

7^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

8^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

Réélu : Valéry Giscard d'Estaing, UDF, a.p. R.P., c.r., 25 147 (53,80).

Danielle Auriant, Verts, a.d., m. de Clermont-Ferrand, 21 593 (46,19).

1^{er} tour : A. 31,19; E. 44 861. Giscard d'Estaing, UDF, 15 542 (34,64); Auriant, Verts, 13 208 (29,99).

9^e - Saint-Genès
L. 68 848; V. 49 448; A. 28,37
B. et N. 2 708; E. 46 740.

(29,44); Telleot, div. d., 5 089 (11,94); Jaffès, FN, 3 420 (7,62); Dugay, PC, 2 894 (6,43); Sabatier, LDI-MPF, 1 517 (3,38); Laffont, PC, 1 175 (2,61); Bernard, MEI, 925 (2,08); Miquel, MDC, 843 (1,87); Roucher, div. g., 248 (0,55). Prés. 1995 : A. 17,23. Chirac, 32 698 (59,60).

4^e - Issoire
L. 69 674; V. 52 906; A. 24,06
B. et N. 2 961; E. 49 945.

Élu : Jean-Paul Bacquet, PS, m. de Coude, 28 451 (56,92).

Pierre Pascal, RPR, d.s., c.g., m. d'Issoire, 21 514 (43,07).

1^{er} tour : A. 29,36; E. 46 142. Bacquet, PS, 16 892 (36,60); Pascal, RPR, 14 689 (31,72); Souchal, PC, 4 251 (9,21); Mallard, FN, 3 654 (7,91); Maréchal, Verts, 1 710 (3,70); Mignon, LDI-MPF, 1 162 (2,52); Puertas, GE, 927 (2,00); Goyeau, LCR, 858 (1,85); Uppellier, div. g., 1 640 (3,48); Chais, d.s., 649 (1,40); Srol, MEI, 639 (1,38).

Lég. 1993 : A. 28,48. Pascal, RPR, 24 423 (53,27); Bacquet, PS, 21 418 (46,72). Prés. 1995 : A. 16,37. Jospin, 27 842 (50,17).

5^e - Thiers
L. 64 216; V. 47 720; A. 25,68
B. et N. 3 860; E. 43 860.

Élu : Maurice Adevah-Pouët, PS, a.d., m. de Thiers, 23 299 (53,12).

Jean-Marc Charroire, UDF-AD, d.s., c.g., 20 561 (46,87).

1^{er} tour : A. 30,47; E. 41 576. Charroire, UDF-AD, 12 213 (29,37); Adevah-Pouët, PS, 11 985 (28,22); Charroire, PC, 6 262 (14,22); Chant, FN, 4 954 (11,91); Dufour, LD, 1 159 (2,68); Constant, MEI, 1 178 (2,63); Bonnot, LDI-MPF, 988 (2,27); Vincent, GE, 889 (2,09); Chantier, div. g., 187 (0,45).

Lég. 1993 : A. 27,89. Charroire, UDF, 25 022 (56,69); Adevah-Pouët, PS, 19 109 (43,30). Prés. 1995 : A. 17,36. Jospin, 23 321 (50,12).

6^e - Riom
L. 81 706; V. 62 393; A. 23,63
B. et N. 3 889; E. 58 504.

Élu : Jean Michel, PS, m. de Lapeyrouse, 31 730 (54,23).

Gérard Boche, UDF-PR, d.s., c.g., 26 774 (45,76).

1^{er} tour : A. 30,03; E. 43 818. Boche, UDF-PR, 17 117 (32,04); Michel, PS, 16 221 (30,36); Brunet, PC, 7 137 (14,67); Dufour, FN, 5 370 (10,05); Malin, Verts, 1 953 (3,68); Montfort, PC, 1 057 (2,11); De Oliveira, div. g., 288 (0,53).

Lég. 1993 : A. 25,11. Boche, UDF-PR, 30 083 (52,51); Michel, PS, 27 201 (44,48). Prés. 1995 : A. 15,44. Chirac, 33 759 (51,33).

ISLÉTIQUES

LOIRET (5)
Région : Antoine Chérel, UDF-PR (1^{er});
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (2^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (3^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (4^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (5^e).

CHAMPAGNE-ARDENNE (14 sièges)
Région : Jean-Louis Baudry, UDF-PR (1^{er});
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (2^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (3^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (4^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (5^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (6^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (7^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (8^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (9^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (10^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (11^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (12^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (13^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (14^e).

CHAMPAGNE-ARDENNE (14 sièges)

ADRIENNES (3)
Région : Jean-Louis Baudry, UDF-PR (1^{er});
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (2^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (3^e).

ADRIENNES (3)
Région : Jean-Louis Baudry, UDF-PR (1^{er});
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (2^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (3^e).

ADRIENNES (3)
Région : Jean-Louis Baudry, UDF-PR (1^{er});
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (2^e);
Jean-Louis Baudry, UDF-PR (3^e).

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

AUBE (3)

Région : Pierre Micaut, UDF-AD (1^{er});
Robert Galley, RPR (2^e);
Élu : François Baroin, RPR (3^e).

Tous les députés sortants de l'ancienne majorité ont été reconduits, malgré le maintien du Front national dans les trois circonscriptions. Pierre Micaut (Troyes) a remporté sans difficulté sa triangulaire. Robert Galley (Troyes-Sud) conserve son siège de justesse, avec 180 voix d'avance sur le candidat PS, après un appel du pied aux électeurs du FN; appelé apparemment suivi d'effet puisque le candidat léniniste a perdu 5 points par rapport au premier tour. François Baroin (Troyes-Ouest) a gagné facilement son duel avec le FN, mais sans faire le plein des voix du front républicain constitué entre les deux tours : près de 19 % des électeurs ont voté blanc ou nul.

Sortants : Pierre Micaut, UDF-AD; Robert Galley, RPR; Gérard Menuet, app. RPR, suppléant de François Baroin, RPR, entré au gouvernement le 18 mai 1995, se représente comme suppléant de M. Baroin.

1^{re} - Troyes Est
L. 53 623; V. 40 319; A. 24,81
B. et N. 1,548; E. 38 771.

Région : Pierre Micaut, UDF-AD, 17 004 (43,85).

Marc Bret, PS, c.m. de Troyes, 15 112 (38,97); Bruno Subtil, FN, c.m. de Troyes, 6 635 (17,16).

1^{er} tour : A. 30,49; E. 35 286. Micaut, UDF-AD, 9 038 (25,61); Bret, PS, 7 936 (22,49); Subtil, FN, 7 102 (20,12); Morin, UDF-PR diss., 3 080 (8,72); Zajak, PC, 2 099 (5,94); Pescarolo, CPNT, 1 848 (5,25); Bonhomme, LO, 1 149 (3,23); Velin, LDM-MPF, 1 028 (2,91); Frey, PS, 808 (2,49); Jean-Louis Baudry, UDF-PR, 19 851 (66,82); Subtil, FN, 9 855 (33,17).

Prés. 1995 : A. 17,89; Chirac, 24 006 (37,26).

2^e - Troyes Sud
L. 66 498; V. 49 481; A. 25,39
B. et N. 1,862; E. 47 619.

Région : Robert Galley, RPR, a.m.in., 20 109 (42,22).

Yves Fournier, PS, m. d'Aix-en-Othe, 19 929 (41,85); Marc Malmay, FN, c.m. de Troyes, 7 581 (15,92).

1^{er} tour : A. 33,11; E. 42 872. Fournier, PS, 10 216 (33,82); Galley, RPR, 9 672 (32,56); Malmay, FN, 8 738 (28,38); Deroin, UDF, 5 407 (12,61); Cornavin, PC, 3 144 (7,33); Thieriot, Vers, 1 770 (4,12); Karl, div. d., 1 549 (3,61); Cousin, LO, 1 367 (3,18); Cella, MEI, 1 009 (2,35).

Leg. 1993 : A. 32,14; Galley, RPR, 23 159 (67,08); Chérin, PS, 14 002 (42,91).

Prés. 1995 : A. 17,99; Chirac, 28 893 (53,52).

3^e - Troyes Ouest
L. 68 942; V. 46 226; A. 32,94
B. et N. 1,691; E. 37 533.

Région : François Baroin, RPR, a.m.in., m. de Troyes, 25 133 (66,95).

Jean-Pierre Constant, FN, 12 402 (33,04).

1^{er} tour : A. 32,39; E. 44 573. Baroin, RPR, 15 149 (39,58); Constant, FN, 9 080 (20,25); Dujeunet, PS, 7 368 (16,98); Mathieu, PC, 4 486 (10,06); Carle, RPS, 3 157 (7,08); Bilet, Vers, 1 405 (3,31); Bisse, LO, 1 301 (2,91); Goussard, LDM-MPF, 1 088 (2,44); Bernardie, GE, 837 (1,87); Ménilier, MEI, 557 (1,25).

Leg. 1993 : A. 30,77; Baroin, RPR, 22 661 (60,00).

Prés. 1995 : A. 19,65; Chirac, 28 280 (33,55).

MARNE (6)

Région : Jean-Louis Baudry, RPR (1^{er});
Jean-Claude Etienne, RPR (2^e);
Jean-Claude Thomas, RPR (3^e);
Bruno Bourg-Broc, RPR (4^e);
Charles-Amédée de Courson, UDF-FD (5^e);
Philippe Martin, RPR (6^e).

■ A contre-courant du pays, la droite réalise le grand chelem dans la Marne. Ses six sortants retrouvent leur siège; certains de justesse. Si le maire de Reims, Jean Falala (RPR), s'est plutôt bien rattrapé du plus mauvais premier tour de sa longue carrière, la ville de Reims, partagée en trois circonscriptions, a voté majoritairement à gauche. Le maire RPR de Châlons-sur-Marne, Bruno Bourg-Broc, est réélu mais son adversaire PS, Gérard Berthiot, s'impose dans la ville. Marie-Angèle Klaine (Verts), jusqu'alors pen congne, a haqué Philippe Martin (RPR) sur Epernay-Sézanne. Sur Reims-Sud, la secrétaire nationale de PS Adeline Hazan échoue de peu face au RPR Jean-Claude Thomas. Elle figurait sur la liste des candidats à battre dressée par le Front national. Le résultat le plus net revient à Charles de Courson (UDF-FD) qui s'impose à Vitry-le-François dans la seule triangulaire de la Marne, face à un représentant du FN et au maire PS de la ville, Jean-Pierre Bouquet.

Le Monde PÔCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Le premier jeudi de chaque mois dans Le Monde date vendredi

HAUTE-MARNE (2)

Région : François Cornut-Gentille, RPR (1^{er});
Jean-Claude Daniel, div. g. (2^e).

■ Dénoué par la droite depuis 1958, la circonscription de Chaumont passe à gauche avec la victoire de Jean-Claude Daniel (div. g.). Le maire de Chaumont réalise un score pratiquement comparable à celui obtenu, au second tour de scrutin de 1993, par le député sortant Charles Fèvre (UDF-PR), qui ne se représentait pas. Dans la circonscription de Saint-Dizier, François Cornut-Gentille (RPR), réélu, obtient, dans le cadre d'une triangulaire, quasiment le même nombre de voix qu'en 1993 face à un candidat socialiste, Jean-François Sauvaget, qui fait le plein des voix de gauche.

Sortants : Charles Fèvre, UDF-PR, n.s.p.; François Cornut-Gentille, RPR.

1^{er} tour : A. 34,98; E. 38 807. Etienne, RPR, 12 344 (37,72); Cornut-Gentille, RPR, 11 564 (32,73); Daniel, div. g., 8 202 (24,67); Calvez, FN, 7 394 (22,73); Galateau, PC, 5 567 (13,35); Jardi, UDF-FD diss., 5 407 (12,96); Collin, éc., 1 705 (4,08); Vasse, LDM-MPF, 1 252 (3,00); Pawlowski, aj., 604 (1,44).

Leg. 1993 : A. 39,31; Martin, div. d., 16 520 (50,07); Stasi, UDF-CDS, 16 471 (49,92).

Prés. 1995 : A. 21,24; Chirac, 27 356 (53,69).

1^{re} - Reims I, II, V, VI
L. 53 194; V. 35 671; A. 35,37
B. et N. 1,414; E. 34 257.

Région : Jean Falala, RPR, m. de Reims, 18 321 (53,48).

Hubert Carpentier, PS, 15 956 (46,51).

1^{er} tour : A. 38,99; E. 32 718. Falala, RPR, 12 344 (37,72); Carpentier, PS, 8 453 (25,84); Coudé, FN, 4 795 (14,63); Guillaudeau, PC, 2 071 (6,33); Thomas-Mauro, LDM-MPF, 1 386 (4,23); Lenica, Vers, 1 221 (3,73); Dupeyron, LO, 1 073 (3,28); Ngo-Pougue, éc., 928 (2,83); Petit, LCR, 448 (1,36).

Prés. 1995 : A. 24,93; Chirac, 22 138 (54,94).

2^e - Reims III, VII, IX
L. 62 364; V. 42 846; A. 31,29
B. et N. 1,171; E. 40 675.

Région : Jean-Claude Laval, PS, c.g., m. de Reims, 19 951 (49,04).

1^{er} tour : A. 34,98; E. 38 807. Etienne, RPR, 12 344 (37,72); Laval, PS, 10 267 (26,49); La Rosa, FN, 6 457 (16,58); Moura, PC, 2 478 (6,38); Ordon, Vers, 1 622 (4,18); Goussard, LO, 1 320 (4,00); de Dinechin, LDM-MPF, 1 298 (3,34); Popimont, éc., 1 172 (3,02); Delmotte, éc., 738 (1,99); Le Ray, LCR, 600 (1,50).

Leg. 1993 : A. 36,10; Etienne, RPR, 20 680 (56,58); Weis, PS, 15 864 (43,41).

Prés. 1995 : A. 21,54; Chirac, 24 422 (52,49).

3^e - Reims IV, VIII, X
L. 58 849; V. 40 354; A. 31,42
B. et N. 2,258; E. 38 096.

Région : Jean-Claude Thomas, RPR, c.g., m. de Reims, 19 633 (51,53).

Adeline Hazan, PS, 18 463 (48,46).

1^{er} tour : A. 34,98; E. 36 772. Thomas, RPR, 11 779 (33,03); Hazan, PS, 10 144 (27,58); Le Touzé, FN, 7 275 (19,78); Marchand, éc., 2 530 (6,88); Mauduit, PC, 2 524 (6,86); Ruitard, LDM-MPF, 1 679 (4,56); Perret, LCR, 841 (2,28).

Leg. 1993 : A. 40,21; Thomas, RPR, 21 090 (71,90); Le Touzé, FN, 8 210 (28,02).

Prés. 1995 : A. 21,79; Chirac, 23 219 (52,98).

CORSE (4 sièges)

Région : Bruno Bourg-Broc, RPR, m. de Châlons-sur-Marne, 19 671 (52,68).

Gérard Berthiot, PS, c.m. de Châlons-sur-Marne, 17 669 (47,31).

1^{er} tour : A. 34,83; E. 35 783. Bourg-Broc, RPR, 13 289 (37,13); Berthiot, PS, 7 345 (20,63); Jean-Claude Thomas, RPR, 6 026 (16,44); Barboulet, PC, 4 738 (12,70); Leduc, Vers, 1 818 (5,08); Cochet, éc., 1 323 (3,69); Brun, LDM-MPF, 1 184 (3,30).

Leg. 1993 : A. 35,31; Bourg-Broc, RPR, 21 715 (62,97); Reysse, PC, 12 768 (37,02).

Prés. 1995 : A. 22,08; Chirac, 23 901 (53,88).

CORSE-DU-SUD (2)

Région : José Rossi, UDF-PR (1^{er});
Jean-Paul de Rocca Serra, RPR (2^e).

■ José Rossi (UDF-PR) retrouve son siège dans la 1^{re} circonscription, Ajaccio, avec un millier de voix d'avance sur Simon Renoud (PS). Dans la ville éternelle (dont le maire bouillonnant Marc Mancarelli est son suppléant), l'ancien ministre ne devance son adversaire que de 560 voix. A Sartène, Jean-Paul de Rocca Serra (RPR) est réélu pour la troisième fois consécutive depuis 1962 - c'était selon lui sa dernière élection, à l'âge de quatre-vingt-six ans - mais il n'obtient que 489 voix de plus que Denis de Rocca-Serra (div. d.), son rival local, qu'il ne devance que de 128 voix à Porto-Vecchio. « L'entraînement du second tour », Dominique Bucchini (PC), obtient un résultat remarquable.

Sortants : José Rossi, UDF-PR, réélu le 10 septembre 1995, après son départ du gouvernement; Jean-Paul de Rocca Serra, RPR.

HAUTE-CORSE (2)

Région : Emile Zuccarelli, PRS (1^{er});
Élu : Paul Patriarche, RPR, div. d. (2^e).

■ Gauche et droite continuent de se partager les deux sièges. Emile Zuccarelli

HAUTE-MARNE (2)

Région : François Cornut-Gentille, RPR (1^{er});
Jean-Claude Daniel, div. g. (2^e).

■ Dénoué par la droite depuis 1958, la circonscription de Chaumont passe à gauche avec la victoire de Jean-Claude Daniel (div. g.). Le maire de Chaumont réalise un score pratiquement comparable à celui obtenu, au second tour de scrutin de 1993, par le député sortant Charles Fèvre (UDF-PR), qui ne se représentait pas. Dans la circonscription de Saint-Dizier, François Cornut-Gentille (RPR), réélu, obtient, dans le cadre d'une triangulaire, quasiment le même nombre de voix qu'en 1993 face à un candidat socialiste, Jean-François Sauvaget, qui fait le plein des voix de gauche.

Sortants : Charles Fèvre, UDF-PR, n.s.p.; François Cornut-Gentille, RPR.

1^{er} tour : A. 34,98; E. 38 807. Etienne, RPR, 12 344 (37,72); Cornut-Gentille, RPR, 11 564 (32,73); Daniel, div. g., 8 202 (24,67); Calvez, FN, 7 394 (22,73); Galateau, PC, 5 567 (13,35); Jardi, UDF-FD diss., 5 407 (12,96); Collin, éc., 1 705 (4,08); Vasse, LDM-MPF, 1 252 (3,00); Pawlowski, aj., 604 (1,44).

Leg. 1993 : A. 39,31; Martin, div. d., 16 520 (50,07); Stasi, UDF-CDS, 16 471 (49,92).

Prés. 1995 : A. 21,24; Chirac, 27 356 (53,69).

1^{re} - Bastia
L. 43 533; V. 30 830; A. 29,22
B. et N. 1,715; E. 29 115.

Région : Emile Zuccarelli, PRS, a.m.in., m. de Bastia, 15 813 (54,31).

2^e - Bastia
L. 43 533; V. 30 830; A. 29,22
B. et N. 1,715; E. 29 115.

Région : Emile Zuccarelli, PRS, a.m.in., m. de Bastia, 15 813 (54,31).

3^e - Bastia
L. 43 533; V. 30 830; A. 29,22
B. et N. 1,715; E. 29 115.

Région : Emile Zuccarelli, PRS, a.m.in., m. de Bastia, 15 813 (54,31).

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

1^{re} - Vesoul
L. 60 091; V. 46 026; A. 23,40
B. et N. 3,124; E. 42 902.

Région : Christian Bergelin, RPR, a.m.in., m. de Vesoul, 23 031 (53,68).

2^e - Vesoul
L. 60 091; V. 46 026; A. 23,40
B. et N. 3,124; E. 42 902.

Région : Christian Bergelin, RPR, a.m.in., m. de Vesoul, 23 031 (53,68).

3^e - Vesoul
L. 60 091; V. 46 026; A. 23,40
B. et N. 3,124; E. 42 902.

Région : Christian Bergelin, RPR, a.m.in., m. de Vesoul, 23 031 (53,68).

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

1^{re} - Vesoul
L. 60 091; V. 46 026; A. 23,40
B. et N. 3,124; E. 42 902.

Région : Christian Bergelin, RPR, a.m.in., m. de Vesoul, 23 031 (53,68).

2^e - Vesoul
L. 60 091; V. 46 026; A. 23,40
B. et N. 3,124; E. 42 902.

Région : Christian Bergelin, RPR, a.m.in., m. de Vesoul, 23 031 (53,68).

3^e - Vesoul
L. 60 091; V. 46 026; A. 23,40
B. et N. 3,124; E. 42 902.

Région : Christian Bergelin, RPR, a.m.in., m. de Vesoul, 23 031 (53,68).

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

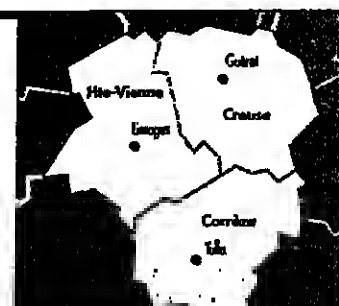
■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus aléatoires. C'est d'ailleurs de vance lui aussi un ancien cadre de Peugeot, Monique Rousseau (RPR). Le très bon report des voix de gauche, ajouté à de très bons taux de participation, explique en partie ces résultats. Le Front national avait engagé ses électeurs à voter contre Monique Rousseau « parce qu'elle avait insulté » son candidat.

Sortants : Claude Girard, RPR; Michel Jacquemin, UDF-FD; Monique Rousseau, RPR; Jean Geney, RPR; Roland Vuillaume, RPR.

DOUBS (5)

Région : Roland Vuillaume, RPR (5^e);
Jean-Louis Fossereau, PS (1^{er});
Paulette Guinchard-Kunstler, PS (2^e);
Joseph Parrenin, PS (3^e);
Pierre Moscovici, PS (4^e).

■ La gauche, qui n'avait aucun sortant, conquiert quatre des cinq sièges. Seul le RPR Roland Vuillaume est reconduit à Pontardier. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national du PS, proche de Lionel Jospin, confirme son implantation locale à Audincourt. Les résultats du premier tour laissent prévoir son succès contre le député RPR sortant, Jean Cécy, ancien cadre de Peugeot, qui l'avait battu il y a quatre ans. En revanche, la victoire de Jean-Louis Fossereau et de Colette Guinchard-Kunstler à Besançon et celle de Joseph Parrenin à Montbéliard semblent plus alé



PYRÉNÉES-ORIENTALES (4)

Réélus : Jean-Louis Dupont, RPR (1^{er}); Jean-Louis Dupont, RPR (2^e); Jean-Louis Dupont, RPR (3^e); Jean-Louis Dupont, RPR (4^e).

1^{er} - Perpignan
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Aubusson
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Saint-Junien
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Landerneau
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

HAUTE-VIENNE (4)

Réélus : Alain Rodet, PS (1^{er}); Alain Rodet, PS (2^e); Alain Rodet, PS (3^e); Alain Rodet, PS (4^e).

1^{er} - Limoges Centre
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Limoges Sud
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Bellac
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Ambazac
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

LORRAINE (23 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 50,43.



La majorité RPR-UDF a été sérieusement ébranlée en Lorraine. Philippe Seguin, président de l'Assemblée nationale sortante, a certes été réélu avec 58 % des suffrages. Mais victime des affaires, le président du conseil régional, Gérard Longuet (UDF-PR), a été battu dans la Meuse ainsi que Jean-Pierre Thomas (UDF-PR), trésorier du PR, dans les Vosges. André Rossinot (UDF-rad.), maire de Nancy, a aussi été défait en Meurthe-et-Moselle. La Meuse passe à gauche. Basculement en Meurthe-et-Moselle où la droite n'a plus que deux sièges et la gauche en détiend désormais cinq. En Moselle, le PS a réalisé un score au-delà de ses espérances en remportant cinq des dix circonscriptions tenues par la droite.

MEURTHE-ET-MOSELLE (7)

Réélus : Claude Gaillard, UDF-PR (1^{er}); François Guillaume, RPR (2^e); Jean-Yves Le Déaut, PS (3^e); Jean-Paul Durieux, PS (4^e); Jean-Jacques Denis, PS (5^e); René Mangin, PS (6^e); Nicole Feidt, PS (7^e).

1^{er} - Nancy Est, Nord, Sud
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Vandœuvre-lès-Nancy
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Nancy Centre
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Nancy Ouest
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
5^e - Nancy Sud-Ouest
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
6^e - Nancy Nord-Ouest
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
7^e - Nancy Centre-Ouest
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

Le Guide du Pouvoir public

Les nouveaux députés

Biographies et photos, 128 p.

100 frs

Editions Jean-François Doumic

Tél. 01 42 46 58 10

MEUSE (2)

Réélus : Jean-Paul Durieux, PS (1^{er}); Jean-Louis Dupont, RPR (2^e).

1^{er} - Verdun
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Sarreguemines
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

MOSELLE (10)

Réélus : Denis Jacquet, UDF-PR (1^{er}); Jean-Louis Dupont, RPR (2^e); Jean-Louis Dupont, RPR (3^e); Jean-Louis Dupont, RPR (4^e); Jean-Louis Dupont, RPR (5^e); Jean-Louis Dupont, RPR (6^e); Jean-Louis Dupont, RPR (7^e); Jean-Louis Dupont, RPR (8^e); Jean-Louis Dupont, RPR (9^e); Jean-Louis Dupont, RPR (10^e).

1^{er} - Metz
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Metz II
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Metz III
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Metz IV
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
5^e - Metz V
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
6^e - Metz VI
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
7^e - Metz VII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
8^e - Metz VIII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
9^e - Metz IX
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
10^e - Metz X
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

VOSGES (4)

Réélus : Philippe Seguin, RPR (1^{er}); François Vannson, RPR (2^e); Christian Pierret, PS (3^e); Christian Pierret, PS (4^e).

1^{er} - Épinal
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Saint-Dié
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Remiremont
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Neufchâteau
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

NEUCHÂTEAU

Réélus : Philippe Seguin, RPR (1^{er}); François Vannson, RPR (2^e); Christian Pierret, PS (3^e); Christian Pierret, PS (4^e).

1^{er} - Neuchâteau
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Neuchâteau II
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Neuchâteau III
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Neuchâteau IV
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
5^e - Neuchâteau V
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
6^e - Neuchâteau VI
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
7^e - Neuchâteau VII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
8^e - Neuchâteau VIII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
9^e - Neuchâteau IX
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
10^e - Neuchâteau X
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

NEUCHÂTEAU

Réélus : Philippe Seguin, RPR (1^{er}); François Vannson, RPR (2^e); Christian Pierret, PS (3^e); Christian Pierret, PS (4^e).

1^{er} - Neuchâteau
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Neuchâteau II
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Neuchâteau III
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Neuchâteau IV
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
5^e - Neuchâteau V
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
6^e - Neuchâteau VI
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
7^e - Neuchâteau VII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
8^e - Neuchâteau VIII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
9^e - Neuchâteau IX
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
10^e - Neuchâteau X
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

NEUCHÂTEAU

Réélus : Philippe Seguin, RPR (1^{er}); François Vannson, RPR (2^e); Christian Pierret, PS (3^e); Christian Pierret, PS (4^e).

1^{er} - Neuchâteau
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
2^e - Neuchâteau II
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
3^e - Neuchâteau III
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
4^e - Neuchâteau IV
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
5^e - Neuchâteau V
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
6^e - Neuchâteau VI
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
7^e - Neuchâteau VII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
8^e - Neuchâteau VIII
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
9^e - Neuchâteau IX
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).
10^e - Neuchâteau X
Lég. 1993 : A, 27,92; De Froment, RPR, 19 402 (53,45); Lejeune, PS, 16 894 (46,54).
Prés. 1995 : A, 18,78; Jospin, 20 570 (50,06).

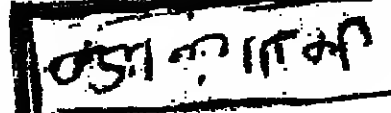
NEUCHÂTEAU

Réélus : Philippe Seguin, RPR (1^{er}); François Vannson, RPR (2^e); Christian Pierret, PS (3^e); Christian Pierret, PS (4^e).

La Boutique du Monde est ouverte sans interruption du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures et le samedi de 9 heures à 13 heures.

Adresse : 21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05

Télé : 01-42-17-29-97



nard, LO, 1 352 (3,44); Geneau, Verts, 1307 (3,33); de Penfentenyo, LDI-MPF, 956 (2,43) Lebrun, MEI, 516 (1,31).

7. - Calais
L. 17 353; V. 55 177; A. 28,66
B. et N. 3 540; E. 51 637.

1^{er} tour : A., 32,41 ; E., 49 357. Capet, P5, 15 604 (31,61) ; Demassieux, RPR, 13 616 (27,58) ; Hennin, PC, 6 961 (14,10) ; Morlier, FN, 6 218 (12,58) ; Gest, Vers., 3 343 (6,77) ; Derol, LOP, MPF, 1 840 (3,72) ; Guiffroy, PT, 1 778 (3,60).
Lég. 1993 : A., 31,84. Demassieux, RPR, 25 164 (52,28) ; Capet, P5, 22 964 (47,71).
Prés. 1995 : A., 21,45. Jospin, 31 214 (54,60).

8° - Saint-Omer
L, 64 090; V, 50 864; A, 20 63
B. et N., 2 719; E., 43 145.
Élu : Michel Lefait, P.S., c.g., m. d'Arques
27 777 (57,69).
Jean-Jacques Delvaux, RPR, d.s., c.g., m.
de Saint-Omer, 20 368 (42,30).
1^{er} tour : A., 22,69 ; E., 46 904. Lefait, P.S., 18 699
(39,84) ; Delvaux, RPR, 15 311 (32,64) ; Lor-
tholies, FN, 5 052 (10,77) ; Caillaud, Verts, 2 200
(4,69) ; Bonnier, MDC, 2 115 (4,50) ; Charlon
LO, 1 881 (4,01) ; Dhome, LDI-MRP, 1 655
(3,52).
Élu, 1993 : A., 21,23. Delvaux, RPR, 24 787

Prés. 1995 : A., 15,36. Jospin, 27,56 (54,91).

9^e - Béthune
L. 76 303; V. 55 440; A., 27,34
B. et N., 4 692; E., 50 748.

Réél. Bernard Seux, PS, c.g., m. de
Béthune, 32 942 (64,91).

Jean-Pierre Deruelle, UDF-FD, c.m. de
Béthune, 17 806 (35,08).

1^{er} tour : A., 26,99; E., 52 568. Seux, PS, 17 918
(34,08); Deruelle, UDF-FD, 9 578 (18,22); An-
drieux. PC, R, 87,191; Cantola (rad. FN

5 797 (11,02); Deleflie, d.w.d., 5 761 (10,95);
Duquenne, LO, 2 180 (4,14); Pacheka, Vers;
1 628 (3,09); Hecquet, MEL, 11 939 (22,6).
19 mai 1996: A., 43,90. Bernard Seux, PS
21 453 (54,73); André Fajololet, RPR, 17 742
(45,26).
Lég. 1993: A., 22,38. Mellicot, PS, 29 759
(54,42); Fajololet, RPR, 24 917 (45,57).
Prés. 1995: A., 17,28. Jospin, 34 579 (58,59).

10^e - Bruay-la-Buissière
L, 71 836; V, 39 556; A., 44,93
B. et N., 10 276; E., 29 280.

Recueil: Serge Janquin, PS, m. de Bruy-
la-Buissière, 29 280 (100,00).
1^{er} tour: A, 27,71; E, 49 163. Janquin, PS,
18 506 (37,64); Dewalle, PC, 12 376 (25,17).
Mouton, RPR, 6 591 (13,40); Depret, FN, 5 917
(12,63); Ludwizowski, Verts, 2 495 (5,07); De-
lamar, LO, 1 899 (3,86); Lecuq, LO+MPF,
1 379 (2,80).
Leg. 1993: A, 47,38. Janquin, PS, 28 865
(100,00).
Prés. 1995: A, 22,22. Jospin, 34 089 (64,99).

B. et N., 16 334; *E.*, 34 412.
 Ét.: Marcel Cabiddu, PS, c.g. m. de
 Wingles, 34 412 (100,00).
 1^{er} tour : A, 25,83; E, 61 435. Cabiddu, PS,
 17 304 (28,16); Auchède, PC, 17 027 (27,71);
 Iorin, FN, 10 712 (16,46); Jospin, UDF-rad.,
 9 585 (15,60); Pasquier, Verts, 3 499 (5,69);
 Scheers, LD, 2 317 (3,77); Beaugrand, LOI-
 MP, 1 591 (2,59).
 Lég. 1995 : A, 27,71. Auchède, PC, 32 556
 (57,93); Jospin, UDF-rad., 23 638 (42,06).
 Prés. 1995 : A, 19,36. Jospin, 40 290 (62,02).

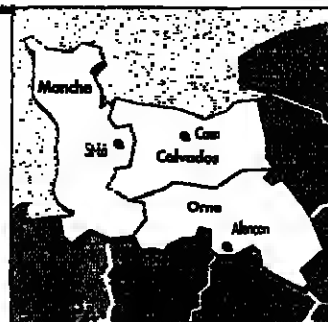
12^e - Liévin
L. 75 588; V. 42 366; A. 43.95
B. et N. 12 631; E. 29 735.
Réélu: Jean-Pierre Kucheida, PS, m. de
Liévin, 29 735 (100.00).
1^{er} tour: A. 28 51; E. 51 576. Kucheida, PS,
18 185 (35.25); Robitail, PC, 14 341 (27.80).
Ratcliffe. FN, 7 727 (14.08); Pukiel, RPR, 4 512
(8.74); Hubert, LD, 2 316 (4.49); Przystupa,
Verts, 2 055 (3.98); Bailleul, MEI, 1 486 (2.88).
Sergent. LDI-CNRP, 954 (1.85).
Lég. 1993: A. 44,53. Kucheida, PS, 24 673
(100.00).

13^e - Lens
I, 70 774; V, 38 832; A_n, 45 13
B. et N., 9 952; E, 28 880.
Réf. : Jean-Claude Bois, P.S., c.g., adj. m.
de Lens, 28 880 (100,00).
1^{er} tour : A, 29,84; E, 47 213. Bois, P.S., 17 229
(36,49); Rois, P.C., 10 044 (21,27); Skubic, F.N.,
8 763 (18,56); Perny, U.D.F., 5 122 (11,12);
Delbarre, L.O., 1 916 (4,05); Libessart, Vets.,
13 571 (28,80); Goulin, c.c., 823 (7,14); Houzet,
C.S. 751 (1,39). Carpentier, I.D.I.-C.N.I.P. 734

14^e - Hénin-Beaumont
I, 71 756; V, 51 640; A, 28,03
B. et N., 2 056; E, 49 584.

1^{er} tour: A, 26,75; E, 50 613. Facon, P5, 12 979 (25,64); Coquelle, PC, 12 868 (25,42); Urbanak, div. d., 12 052 (23,81); Briols, FN, 9 143 (18,06); Lapierre, LD, 1 373 (2,71); Carlier, GE, 1 129 (2,23); Dours, Verts, 1 069 (2,11).
Lég. 1993: A, 31,46. Urbanak, div. d., 24 271 (46,37); Facon, P5, 20 951 (46,32).
Prés. 1995: A, 23,21. Jospin, 32 674 (64,47).

BASSE-NORMANDIE (14 sièges)



Prés. 1995 : Chirac, 55,24.

La Basse-Normandie urbaine est passée à gauche, la droite n'y préservant ses positions que grâce à ses points forts dans les milieux ruraux. Ainsi, dans l'Orne, les trois sortants RPR-UDF, tous réélus, ont été sérieusement contestés dans les villes de leur circonscription. Le PS a repris le siège de Cherbourg. Le Calvados a tout simplement basculé : le PS n'y avait qu'un député sortant ; il aura quatre représentants, plus un radical de gauche, dans la nouvelle Assemblée. Même un élu aussi solidement implanté que François d'Harcourt, élu depuis 1973 à Bayeux, a été battu, victime de l'usure. La défaite, fût-ce de peu, de René Garrec, président du conseil régional, est hautement symbolique.

CALVADOS (6)

Réélus : Louis Mexandeau, PS (2) ; Nicole Ameline, UDF-PR (4).
Élus : Philippe Duroy, PS (1) ; Yvette Roudy, PS (3) ; Laurence Dumont, PS (5) ; Alain Tourret, PRS (6).

■ Sisme politique dans le Calvados : la gauche compte désormais cinq des six députés d'un département où Jacques Chirac avait obtenu 51 % des suffrages à la présidentielle. Président du conseil régional de Basse-Normandie et héritier politique de Michel d'Ornano, René Garrec, député UDF depuis 1988, est battu de 600 voix dans la circonscription de Vire. Autre surprise, l'élection à Bayeux d'une jeune socialiste, Laurence Dumont, face à François d'Harcourt, député UDF depuis 1975. Dans ces circonscriptions rurales, les électeurs du Front national ont sanctionné les députés sortants en portant leurs voix pour partie vers la gauche. Caen compte désormais deux députés PS. Ancien ministre socialiste, Yvette Roudy retrouve la circonscription de Lisieux, qu'elle a détenue de 1988 à 1993. Seule Nicole Ameline, ministre dans le premier gouvernement Juppé, tire, à Trouville-sur-Mer, son épingle du jeu dans cet effacement de la droite, qui marque l'effacement du « système d'Ornano ».

Sortants : Francis Saint-Ellier, UDF-PR ; Louis Mexandeau, PS ; André Fanton, RPR ; Nicole Ameline, UDF-PR, réélue le 17 décembre 1995 après son départ du gouvernement ; François d'Harcourt, UDF-PPDF ; René Garrec, UDF-PPDF.

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

2^e tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

Réélus : Louis Mexandeau, PS (2) ; Nicole Ameline, UDF-PR (4).
Élus : Philippe Duroy, PS (1) ; Yvette Roudy, PS (3) ; Laurence Dumont, PS (5) ; Alain Tourret, PRS (6).

■ Sisme politique dans le Calvados : la gauche compte désormais cinq des six députés d'un département où Jacques Chirac avait obtenu 51 % des suffrages à la présidentielle. Président du conseil régional de Basse-Normandie et héritier politique de Michel d'Ornano, René Garrec, député UDF depuis 1988, est battu de 600 voix dans la circonscription de Vire. Autre surprise, l'élection à Bayeux d'une jeune socialiste, Laurence Dumont, face à François d'Harcourt, député UDF depuis 1975. Dans ces circonscriptions rurales, les électeurs du Front national ont sanctionné les députés sortants en portant leurs voix pour partie vers la gauche. Caen compte désormais deux députés PS. Ancien ministre socialiste, Yvette Roudy retrouve la circonscription de Lisieux, qu'elle a détenue de 1988 à 1993. Seule Nicole Ameline, ministre dans le premier gouvernement Juppé, tire, à Trouville-sur-Mer, son épingle du jeu dans cet effacement de la droite, qui marque l'effacement du « système d'Ornano ».

Sortants : Francis Saint-Ellier, UDF-PR ; Louis Mexandeau, PS ; André Fanton, RPR ; Nicole Ameline, UDF-PR, réélue le 17 décembre 1995 après son départ du gouvernement ; François d'Harcourt, UDF-PPDF ; René Garrec, UDF-PPDF.

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

1^{er} tour : A. 36,22 ; E. 39,93. Saint-Ellier, UDF-PR, 13 549 (35,92) ; Duroy, PS, 13 013 (35,51) ; Duroy, PS, 4 098 (10,13) ; Boudier, PC, 3 242 (8,31) ; Horn, Vets, 1 731 (4,33) ; du Boulay, LDI-MPF, 1 450 (3,63) ; Michou-Baudouin, GE, 1 383 (3,46) ; Brehin, MDC, 764 (1,91) ; Lemonnier, MEI, 753 (1,89).
Lég. 1993 : A. 36,18. Saint-Ellier, UDF-PR, 23 185 (60,09) ; Boudier, PS, 23 070 (59,77).
Prés. 1995 : A. 20,96. Chirac, 23 374 (60,23).

2389 (5,44) ; Langeard, LDI-MPF, 2094 (4,76) ; Dubois, PC, 2 073 (4,72) ; Lecroisy, MDC, 1 832 (4,17) ; Judon, GE, 1 481 (3,37) ; Gaudier, MEI, 182 (0,48).
Lég. 1993 : A. 36,40. Cousin, RPR, 24 571 (67,35) ; Lecroisy, div. d., 11 881 (32,64).
Prés. 1995 : A. 18,77. Chirac, 22 230 (59,19).

4^e - Valognes
L. 64 949 ; V. 44 125 ; A. 32,06
B. et N. 3 302 ; E. 40,825.

Réélus : Claude Gatignol, UDF, c.g., c.m. de Valognes, 24 187 (59,24).
Didier Anger, Vets, c.r., 16 636 (40,75).

1^{er} tour : A. 31,99 ; E. 41 349. Gatignol, UDF, 19 200 (46,43) ; Anger, Vets, 8 729 (21,71) ; Labbé, PC, 6 981 (16,88) ; Lecroisy, FN, 6 489 (15,57).
Prés. 1995 : A. 18,18. Chirac, 30 797 (59,81).

5^e - Cherbourg
L. 67 553 ; V. 47 231 ; A. 30,37
B. et N. 2 314 ; E. 45,077.

Élu : Bernard Cazeneuve, PS, c.g., m. d'Octeville, 26 416 (58,60).
Yves Bonnet, UDF-PPDF, d.s., c.g., c.m. de Cherbourg, 18 661 (41,39).

1^{er} tour : A. 34,57 ; E. 42 848. Cazeneuve, PS, 16 634 (38,82) ; Bonnet, UDF-PPDF, 12 050 (27,43) ; Beaudoir, FN, 4 816 (11,24) ; Bovy, PC, 3 221 (7,51) ; Vignat, Vets, 1 934 (4,51) ; Morawa, LO, 1 555 (3,62) ; Legendre, LDI-MPF, 1 038 (2,42) ; Meyer-Lévy, GE, 904 (2,17) ; Desplais, div. d., 886 (2,00).
Lég. 1993 : A. 31,38. Bonnet, UDF-PR, 26 452 (60,93) ; Cavin, PS, 16 936 (39,06).
Prés. 1995 : A. 20,82. Chirac, 26 148 (50,04).

6^e - Lisieux
L. 67 553 ; V. 47 231 ; A. 30,37
B. et N. 2 314 ; E. 45,077.

Élu : Bernard Cazeneuve, PS, c.g., m. d'Octeville, 26 416 (58,60).
Yves Bonnet, UDF-PPDF, d.s., c.g., c.m. de Cherbourg, 18 661 (41,39).

Charente, FN, 5 023 (20,6); UDF-AD, 4 450 (18,6); PS, 3 145 (12,9); RPR, 2 939 (12,1); L, 1 541 (6,3); D, 1 041 (4,3); F, 1 041 (4,3); I, 1 041 (4,3); O, 1 041 (4,3); N, 1 041 (4,3); P, 1 041 (4,3); S, 1 041 (4,3); T, 1 041 (4,3); U, 1 041 (4,3); V, 1 041 (4,3); W, 1 041 (4,3); X, 1 041 (4,3); Y, 1 041 (4,3); Z, 1 041 (4,3); AA, 1 041 (4,3); AB, 1 041 (4,3); AC, 1 041 (4,3); AD, 1 041 (4,3); AE, 1 041 (4,3); AF, 1 041 (4,3); AG, 1 041 (4,3); AH, 1 041 (4,3); AI, 1 041 (4,3); AJ, 1 041 (4,3); AK, 1 041 (4,3); AL, 1 041 (4,3); AM, 1 041 (4,3); AN, 1 041 (4,3); AO, 1 041 (4,3); AP, 1 041 (4,3); AQ, 1 041 (4,3); AR, 1 041 (4,3); AS, 1 041 (4,3); AT, 1 041 (4,3); AU, 1 041 (4,3); AV, 1 041 (4,3); AW, 1 041 (4,3); AX, 1 041 (4,3); AY, 1 041 (4,3); AZ, 1 041 (4,3); BA, 1 041 (4,3); BB, 1 041 (4,3); BC, 1 041 (4,3); BD, 1 041 (4,3); BE, 1 041 (4,3); BF, 1 041 (4,3); BG, 1 041 (4,3); BH, 1 041 (4,3); BI, 1 041 (4,3); BJ, 1 041 (4,3); BK, 1 041 (4,3); BL, 1 041 (4,3); BM, 1 041 (4,3); BN, 1 041 (4,3); BO, 1 041 (4,3); BP, 1 041 (4,3); BQ, 1 041 (4,3); BR, 1 041 (4,3); BS, 1 041 (4,3); BT, 1 041 (4,3); BU, 1 041 (4,3); BV, 1 041 (4,3); BW, 1 041 (4,3); BX, 1 041 (4,3); BY, 1 041 (4,3); BZ, 1 041 (4,3); CA, 1 041 (4,3); CB, 1 041 (4,3); CC, 1 041 (4,3); CD, 1 041 (4,3); CE, 1 041 (4,3); CF, 1 041 (4,3); CG, 1 041 (4,3); CH, 1 041 (4,3); CI, 1 041 (4,3); CJ, 1 041 (4,3); CK, 1 041 (4,3); CL, 1 041 (4,3); CM, 1 041 (4,3); CN, 1 041 (4,3); CO, 1 041 (4,3); CP, 1 041 (4,3); CQ, 1 041 (4,3); CR, 1 041 (4,3); CS, 1 041 (4,3); CT, 1 041 (4,3); CU, 1 041 (4,3); CV, 1 041 (4,3); CW, 1 041 (4,3); CX, 1 041 (4,3); CY, 1 041 (4,3); CZ, 1 041 (4,3); DA, 1 041 (4,3); DB, 1 041 (4,3); DC, 1 041 (4,3); DD, 1 041 (4,3); DE, 1 041 (4,3); DF, 1 041 (4,3); DG, 1 041 (4,3); DH, 1 041 (4,3); DI, 1 041 (4,3); DJ, 1 041 (4,3); DK, 1 041 (4,3); DL, 1 041 (4,3); DM, 1 041 (4,3); DN, 1 041 (4,3); DO, 1 041 (4,3); DP, 1 041 (4,3); DQ, 1 041 (4,3); DR, 1 041 (4,3); DS, 1 041 (4,3); DT, 1 041 (4,3); DU, 1 041 (4,3); DV, 1 041 (4,3); DW, 1 041 (4,3); DX, 1 041 (4,3); DY, 1 041 (4,3); DZ, 1 041 (4,3); EA, 1 041 (4,3); EB, 1 041 (4,3); EC, 1 041 (4,3); ED, 1 041 (4,3); EE, 1 041 (4,3); EF, 1 041 (4,3); EG, 1 041 (4,3); EH, 1 041 (4,3); EI, 1 041 (4,3); EJ, 1 041 (4,3); EK, 1 041 (4,3); EL, 1 041 (4,3); EM, 1 041 (4,3); EN, 1 041 (4,3); EO, 1 041 (4,3); EP, 1 041 (4,3); EQ, 1 041 (4,3); ER, 1 041 (4,3); ES, 1 041 (4,3); ET, 1 041 (4,3); EU, 1 041 (4,3); EV, 1 041 (4,3); EW, 1 041 (4,3); EX, 1 041 (4,3); EY, 1 041 (4,3); EZ, 1 041 (4,3); FA, 1 041 (4,3); FB, 1 041 (4,3); FC, 1 041 (4,3); FD, 1 041 (4,3); FE, 1 041 (4,3); FF, 1 041 (4,3); FG, 1 041 (4,3); FH, 1 041 (4,3); FI, 1 041 (4,3); FJ, 1 041 (4,3); FK, 1 041 (4,3); FL, 1 041 (4,3); FM, 1 041 (4,3); FN, 1 041 (4,3); FO, 1 041 (4,3); FP, 1 041 (4,3); FQ, 1 041 (4,3); FR, 1 041 (4,3); FS, 1 041 (4,3); FT, 1 041 (4,3); FU, 1 041 (4,3); FV, 1 041 (4,3); FW, 1 041 (4,3); FX, 1 041 (4,3); FY, 1 041 (4,3); FZ, 1 041 (4,3); GA, 1 041 (4,3); GB, 1 041 (4,3); GC, 1 041 (4,3); GD, 1 041 (4,3); GE, 1 041 (4,3); GF, 1 041 (4,3); GG, 1 041 (4,3); GH, 1 041 (4,3); GI, 1 041 (4,3); GJ, 1 041 (4,3); GK, 1 041 (4,3); GL, 1 041 (4,3); GM, 1 041 (4,3); GN, 1 041 (4,3); GO, 1 041 (4,3); GP, 1 041 (4,3); GQ, 1 041 (4,3); GR, 1 041 (4,3); GS, 1 041 (4,3); GT, 1 041 (4,3); GU, 1 041 (4,3); GV, 1 041 (4,3); GW, 1 041 (4,3); GX, 1 041 (4,3); GY, 1 041 (4,3); GZ, 1 041 (4,3); HA, 1 041 (4,3); HB, 1 041 (4,3); HC, 1 041 (4,3); HD, 1 041 (4,3); HE, 1 041 (4,3); HF, 1 041 (4,3); HG, 1 041 (4,3); HH, 1 041 (4,3); HI, 1 041 (4,3); HJ, 1 041 (4,3); HK, 1 041 (4,3); HL, 1 041 (4,3); HM, 1 041 (4,3); HN, 1 041 (4,3); HO, 1 041 (4,3); HP, 1 041 (4,3); HQ, 1 041 (4,3); HR, 1 041 (4,3); HS, 1 041 (4,3); HT, 1 041 (4,3); HU, 1 041 (4,3); HV, 1 041 (4,3); HW, 1 041 (4,3); HX, 1 041 (4,3); HY, 1 041 (4,3); HZ, 1 041 (4,3); IA, 1 041 (4,3); IB, 1 041 (4,3); IC, 1 041 (4,3); ID, 1 041 (4,3); IE, 1 041 (4,3); IF, 1 041 (4,3); IG, 1 041 (4,3); IH, 1 041 (4,3); II, 1 041 (4,3); IJ, 1 041 (4,3); IK, 1 041 (4,3); IL, 1 041 (4,3); IM, 1 041 (4,3); IN, 1 041 (4,3); IO, 1 041 (4,3); IP, 1 041 (4,3); IQ, 1 041 (4,3); IR, 1 041 (4,3); IS, 1 041 (4,3); IT, 1 041 (4,3); IU, 1 041 (4,3); IV, 1 041 (4,3); IW, 1 041 (4,3); IX, 1 041 (4,3); IY, 1 041 (4,3); IZ, 1 041 (4,3); JA, 1 041 (4,3); JB, 1 041 (4,3); JC, 1 041 (4,3); JD, 1 041 (4,3); JE, 1 041 (4,3); JF, 1 041 (4,3); JG, 1 041 (4,3); JH, 1 041 (4,3); JI, 1 041 (4,3); JJ, 1 041 (4,3); JK, 1 041 (4,3); JL, 1 041 (4,3); JM, 1 041 (4,3); JN, 1 041 (4,3); JO, 1 041 (4,3); JP, 1 041 (4,3); JQ, 1 041 (4,3); JR, 1 041 (4,3); JS, 1 041 (4,3); JT, 1 041 (4,3); JU, 1 041 (4,3); JV, 1 041 (4,3); JW, 1 041 (4,3); JX, 1 041 (4,3); JY, 1 041 (4,3); JZ, 1 041 (4,3); KA, 1 041 (4,3); KB, 1 041 (4,3); KC, 1 041 (4,3); KD, 1 041 (4,3); KE, 1 041 (4,3); KF, 1 041 (4,3); KG, 1 041 (4,3); KH, 1 041 (4,3); KI, 1 041 (4,3); KJ, 1 041 (4,3); KL, 1 041 (4,3); KM, 1 041 (4,3); KN, 1 041 (4,3); KO, 1 041 (4,3); KP, 1 041 (4,3); KQ, 1 041 (4,3); KR, 1 041 (4,3); KS, 1 041 (4,3); KT, 1 041 (4,3); KU, 1 041 (4,3); KV, 1 041 (4,3); KW, 1 041 (4,3); KX, 1 041 (4,3); KY, 1 041 (4,3); KZ, 1 041 (4,3); LA, 1 041 (4,3); LB, 1 041 (4,3); LC, 1 041 (4,3); LD, 1 041 (4,3); LE, 1 041 (4,3); LF, 1 041 (4,3); LG, 1 041 (4,3); LH, 1 041 (4,3); LI, 1 041 (4,3); LJ, 1 041 (4,3); LK, 1 041 (4,3); LL, 1 041 (4,3); LM, 1 041 (4,3); LN, 1 041 (4,3); LO, 1 041 (4,3); LP, 1 041 (4,3); LQ, 1 041 (4,3); LR, 1 041 (4,3); LS, 1 041 (4,3); LT, 1 041 (4,3); LU, 1 041 (4,3); LV, 1 041 (4,3); LW, 1 041 (4,3); LX, 1 041 (4,3); LY, 1 041 (4,3); LZ, 1 041 (4,3); MA, 1 041 (4,3); MB, 1 041 (4,3); MC, 1 041 (4,3); MD, 1 041 (4,3); ME, 1 041 (4,3); MF, 1 041 (4,3); MG, 1 041 (4,3); MH, 1 041 (4,3); MI, 1 041 (4,3); MJ, 1 041 (4,3); MK, 1 041 (4,3); ML, 1 041 (4,3); MM, 1 041 (4,3); MN, 1 041 (4,3); MO, 1 041 (4,3); MP, 1 041 (4,3); MQ, 1 041 (4,3); MR, 1 041 (4,3); MS, 1 041 (4,3); MT, 1 041 (4,3); MU, 1 041 (4,3); MV, 1 041 (4,3); MW, 1 041 (4,3); MX, 1 041 (4,3); MY, 1 041 (4,3); MZ, 1 041 (4,3); NA, 1 041 (4,3); NB, 1 041 (4,3); NC, 1 041 (4,3); ND, 1 041 (4,3); NE, 1 041 (4,3); NF, 1 041 (4,3); NG, 1 041 (4,3); NH, 1 041 (4,3); NI, 1 041 (4,3); NJ, 1 041 (4,3); NK, 1 041 (4,3); NL, 1 041 (4,3); NM, 1 041 (4,3); NN, 1 041 (4,3); NO, 1 041 (4,3); NP, 1 041 (4,3); NQ, 1 041 (4,3); NR, 1 041 (4,3); NS, 1 041 (4,3); NT, 1 041 (4,3); NU, 1 041 (4,3); NV, 1 041 (4,3); NW, 1 041 (4,3); NX, 1 041 (4,3); NY, 1 041 (4,3); NZ, 1 041 (4,3); OA, 1 041 (4,3); OB, 1 041 (4,3); OC, 1 041 (4,3); OD, 1 041 (4,3); OE, 1 041 (4,3); OF, 1 041 (4,3); OG, 1 041 (4,3); OH, 1 041 (4,3); OI, 1 041 (4,3); OJ, 1 041 (4,3); OK, 1 041 (4,3); OL, 1 041 (4,3); OM, 1 041 (4,3); ON, 1 041 (4,3); OO, 1 041 (4,3); OP, 1 041 (4,3); OQ, 1 041 (4,3); OR, 1 041 (4,3); OS, 1 041 (4,3); OT, 1 041 (4,3); OU, 1 041 (4,3); OV, 1 041 (4,3); OW, 1 041 (4,3); OX, 1 041 (4,3); OY, 1 041 (4,3); OZ, 1 041 (4,3); PA, 1 041 (4,3); PB, 1 041 (4,3); PC, 1 041 (4,3); PD, 1 041 (4,3); PE, 1 041 (4,3); PF, 1 041 (4,3); PG, 1 041 (4,3); PH, 1 041 (4,3); PI, 1 041 (4,3); PJ, 1 041 (4,3); PK, 1 041 (4,3); PL, 1 041 (4,3); PM, 1 041 (4,3); PN, 1 041 (4,3); PO, 1 041 (4,3); PP, 1 041 (4,3); PQ, 1 041 (4,3); PR, 1 041 (4,3); PS, 1 041 (4,3); PT, 1 041 (4,3); PU, 1 041 (4,3); PV, 1 041 (4,3); PW, 1 041 (4,3); PX, 1 041 (4,3); PY, 1 041 (4,3); PZ, 1 041 (4,3); QA, 1 041 (4,3); QB, 1 041 (4,3); QC, 1 041 (4,3); QD, 1 041 (4,3); QE, 1 041 (4,3); QF, 1 041 (4,3); QG, 1 041 (4,3); QH, 1 041 (4,3); QI, 1 041 (4,3); QJ, 1 041 (4,3); QK, 1 041 (4,3); QL, 1 041 (4,3); QM, 1 041 (4,3); QN, 1 041 (4,3); QO, 1 041 (4,3); QP, 1 041 (4,3); QQ, 1 041 (4,3); QR, 1 041 (4,3); QS, 1 041 (4,3); QT, 1 041 (4,3); QU, 1 041 (4,3); QV, 1 041 (4,3); QW, 1 041 (4,3); QX, 1 041 (4,3); QY, 1 041 (4,3); QZ, 1 041 (4,3); RA, 1 041 (4,3); RB, 1 041 (4,3); RC, 1 041 (4,3); RD, 1 041 (4,3); RE, 1 041 (4,3); RF, 1 041 (4,3); RG, 1 041 (4,3); RH, 1 041 (4,3); RI, 1 041 (4,3); RJ, 1 041 (4,3); RK, 1 041 (4,3); RL, 1 041 (4,3); RM, 1 041 (4,3); RN, 1 041 (4,3); RO, 1 041 (4,3); RP, 1 041 (4,3); RQ, 1 041 (4,3); RR, 1 041 (4,3); RS, 1 041 (4,3); RT, 1 041 (4,3); RU, 1 041 (4,3); RV, 1 041 (4,3); RW, 1 041 (4,3); RX, 1 041 (4,3); RY, 1 041 (4,3); RZ, 1 041 (4,3); SA, 1 041 (4,3); SB, 1 041 (4,3); SC, 1 041 (4,3); SD, 1 041 (4,3); SE, 1 041 (4,3); SF, 1 041 (4,3); SG, 1 041 (4,3); SH, 1 041 (4,3); SI, 1 041 (4,3); SJ, 1 041 (4,3); SK, 1 041 (4,3); SL, 1 041 (4,3); SM, 1 041 (4,3); SN, 1 041 (4,3); SO, 1 041 (4,3); SP, 1 041 (4,3); SQ, 1 041 (4,3); SR, 1 041 (4,3); SS, 1 041 (4,3); ST, 1 041 (4,3); SU, 1 041 (4,3); SV, 1 041 (4,3); SW, 1 041 (4,3); SX, 1 041 (4,3); SY, 1 041 (4,3); SZ, 1 041 (4,3); TA, 1 041 (4,3); TB, 1 041 (4,3); TC, 1 041 (4,3); TD, 1 041 (4,3); TE, 1 041 (4,3); TF, 1 041 (4,3); TG, 1 041 (4,3); TH, 1 041 (4,3); TI, 1 041 (4,3); TJ, 1 041 (4,3); TK, 1 041 (4,3); TL, 1 041 (4,3); TM, 1 041 (4,3); TN, 1 041 (4,3); TO, 1 041 (4,3); TP, 1 041 (4,3); TQ, 1 041 (4,3); TR, 1 041 (4,3); TS, 1 041 (4,3); TT, 1 041 (4,3); TU, 1 041 (4,3); TV, 1 041 (4,3); TW, 1 041 (4,3); TX, 1 041 (4,3); TY, 1 041 (4,3); TZ, 1 041 (4,3); UA, 1 041 (4,3); UB, 1 041 (4,3); UC, 1 041 (4,3); UD, 1 041 (4,3); UE, 1 041 (4,3); UF, 1 041 (4,3); UG, 1 041 (4,3); UH, 1 041 (4,3); UI, 1 041 (4,3); UJ, 1 041 (4,3); UK, 1 041 (4,3); UL, 1 041 (4,3); UM, 1 041 (4,3); UN, 1 041 (4,3); UO, 1 041 (4,3); UP, 1 041 (4,3); UQ, 1 041 (4,3); UR, 1 041 (4,3); US, 1 041 (4,3); UT, 1 041 (4,3); UU, 1 041 (4,3); UV, 1 041 (4,3); UW, 1 041 (4,3); UX, 1 041 (4,3); UY, 1 041 (4,3); UZ, 1 041 (4,3); VA, 1 041 (4,3); VB, 1 041 (4,3); VC, 1 041 (4,3); VD, 1 041 (4,3); VE, 1 041 (4,3); VF, 1 041 (4,3); VG, 1 041 (4,3); VH, 1 041 (4,3); VI, 1 041 (4,3); VJ, 1 041 (4,3); VK, 1 041 (4,3); VL, 1 041 (4,3); VM, 1 041 (4,3); VN, 1 041 (4,3); VO, 1 041 (4,3); VP, 1 041 (4,3); VQ, 1 041 (4,3); VR, 1 041 (4,3); VS, 1 041 (4,3); VT, 1 041 (4,3); VU, 1 041 (4,3); VV, 1 041 (4,3); VW, 1 041 (4,3); VX, 1 041 (4,3); VY, 1 041 (4,3); VZ, 1 041 (4,3); WA, 1 041 (4,3); WB, 1 041 (4,3); WC, 1 041 (4,3); WD, 1 041 (4,3); WE, 1 041 (4,3); WF, 1 041 (4,3); WG, 1 041 (4,3); WH, 1 041 (4,3); WI, 1 041 (4,3); WJ, 1 041 (4,3); WK, 1 041 (4,3); WL, 1 041 (4,3); WM, 1 041 (4,3); WN, 1 041 (4,3); WO, 1 041 (4,3); WP, 1 041 (4,3); WQ, 1 041 (4,3); WR, 1 041 (4,3); WS, 1 041 (4,3); WT, 1 041 (4,3); WU, 1 041 (4,3); WV, 1 041 (4,3); WW, 1 041 (4,3); WX, 1 041 (4,3); WY, 1 041 (4,3); WZ, 1 041 (4,3); XA, 1 041 (4,3); XB, 1 041 (4,3); XC, 1 041 (4,3); XD, 1 041 (4,3); XE, 1 041 (4,3); XF, 1 041 (4,3); XG, 1 041 (4,3); XH, 1 041 (4,3); XI, 1 041 (4,3); XJ, 1 041 (4,3); XK, 1 041 (4,3); XL, 1 041 (4,3); XM, 1 041 (4,3); XN, 1 041 (4,3); XO, 1 041 (4,3); XP, 1 041 (4,3); XQ, 1 041 (4,3); XR, 1 041 (4,3); XS, 1 041 (4,3); XT, 1 041 (4,3); XU, 1 041 (4,3); XV, 1 041 (4,3); XW, 1 041 (4,3); XX, 1 041 (4,3); XY, 1 041 (4,3); XZ, 1 041 (4,3); YA, 1 041 (4,3); YB, 1 041 (4,3); YC, 1 041 (4,3); YD, 1 041 (4,3); YE, 1 041 (4,3); YF, 1 041 (4,3); YG, 1 041 (4,3); YH, 1 041 (4,3); YI, 1 041 (4,3); YJ, 1 041 (4,3); YK, 1 041 (4,3); YL, 1 041 (4,3); YM, 1 041 (4,3); YN, 1 041 (4,3); YO, 1 041 (4,3); YP, 1 041 (4,3); YQ, 1 041 (4,3); YR, 1 041 (4,3); YS, 1 041 (4,3); YT, 1 041 (4,3); YU, 1 041 (4,3); YV, 1 041 (4,3); YW, 1 041 (4,3); YX, 1 041 (4,3); YZ, 1 041 (4,3); ZA, 1 041 (4,3); ZB, 1 041 (4,3); ZC, 1 041 (4,3); ZD, 1 041 (4,3); ZE, 1 041 (4,3); ZF, 1 041 (4,3); ZG, 1 041 (4,3); ZH, 1 041 (4,3); ZI, 1 041 (4,3); ZJ, 1 041 (4,3); ZK, 1 041 (4,3); ZL, 1 041 (4,3); ZM, 1 041 (4,3); ZN, 1 041 (4,3); ZO, 1 041 (4,3); ZP, 1 041 (4,3); ZQ, 1 041 (4,3); ZR, 1 041 (4,3); ZS, 1 041 (4,3); ZT, 1 041 (4,3); ZU, 1 041 (4,3); ZV, 1 041 (4,3); ZW, 1 041 (4,3); ZX, 1 041 (4,3); ZY, 1 041 (4,3); ZZ, 1 041 (4,3);

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Lég. 1993 : A, 25,36; Trassy-Pailloles, RPR, 29 299 (54,09); Leduc, PS, 22 930 (43,90).
Prés. 1995 : A, 16,51; Jospin, 30 691 (51,32).

11^e - Dieppe
L, 71 078; V, 53 053; A, 25,35
B. et N., 3 120; E, 49 933.
Élu : Christian Cuvillier, PC, c.r., c.m. de Dieppe, 22 191 (44,44).
1^{er} tour : A, 29,61; E, 47 842; Leduc, RPR, 13 671 (28,37); Cuvillier, PC, 12 375 (25,65); Weber, PS, 9 713 (20,30); Duchaussey, FN, 6 136 (12,82); Paternie, GE, 1 676 (3,50); Petiteville, LO, 1 532 (3,20); Quennehen, Verts, 1 256 (2,62); de Baillencourt, LOI-MPF, 1 226 (2,56); Brunet, LO diss., 357 (0,74).
Lég. 1993 : A, 29,54; Leduc, RPR, 26 560 (56,58); Beaulieu, PS, 20 375 (43,41).

12^e - Gournay-en-Bray
L, 66 323; V, 50 564; A, 25,76
B. et N., 2 146; E, 43 418.
Réélu : Alain Le Vern, PS, c.r., m. de Saint-Saints, 38 897 (59,68).
Michel Lejeune, RPR, c.g., m. de Forges-les-Eaux, 19 521 (40,31).
1^{er} tour : A, 25,85; E, 46 954; Le Vern, PS, 21 441 (45,68); Lejeune, RPR, 13 806 (29,41); Renier, FN, 5 802 (12,54); Droine, PC, 2 362 (4,90); Coste, GE, 2 026 (4,31); Le Bonhomme, LOI-MPF, 1 170 (2,49); Giry, LOI-CNIP, 387 (0,82).
Lég. 1993 : A, 23,61; Le Vern, PS, 26 886 (55,70); Biot, RPR, 21 327 (44,29).
Prés. 1995 : A, 15,72; Chirac, 28 621 (53,31).

13^e - Richard, div., 317 (0,70); Grélier, PLN, 89 (0,19).
19 septembre 1995 : A, 51,19; Étienne Camier, RPR, 16 925 (50,45); Claude Evén, PS, 16 896 (49,55).
Lég. 1993 : A, 35,44; Camier, RPR, 21 915 (50,20); Evén, PS, 21 681 (49,79).
Prés. 1995 : A, 23,68; Jospin, 33 032 (61,45).

14^e - Saumur Sud, Thouaré
L, 66 514; V, 48 949; A, 29,41
B. et N., 2 765; E, 44 184.
Élu : Jean-Michel Marchand, AREV-Verts, c.m. de Saumur, 16 156 (36,56).
Jean-Pierre Pothu, RPR, c.g., m. de Doué-la-Frénaye, 15 166 (34,32); Louis Robineau, UDF-FD, 12 862 (29,31).
1^{er} tour : A, 30,57; E, 42 678; Pothu, RPR, 10 307 (24,15); Robineau, UDF-FD, 10 295 (24,12); Marchand, Verts, 8 687 (20,35); Lyon, FN, 5 254 (12,31); Raimbaud, PC, 2 702 (6,33); Poupart, LOI-MPF, 2 369 (5,55); Boursier, GE, 1 762 (4,32); Baudouin, div., 1 302 (3,02).
Lég. 1993 : A, 30,93; Bégault, UDF, 23 942 (100,00).
Prés. 1995 : A, 19,60; Chirac, 31 246 (61,07).

PAYS DE LA LOIRE (30 sièges)



Deux départements basculent à gauche : la Loire-Atlantique, où les socialistes obtiennent six sièges sur dix, contre deux auparavant, et la Sarthe, où ils obtiennent trois sièges sur cinq, alors qu'ils n'en avaient aucun auparavant. Profitant d'une division de la droite, les Verts créent la surprise en faisant élire l'un des leurs, avec l'appui du PS, en Maine-et-Loire, traditionnellement très marqué à droite. En Mayenne, les trois députés de droite sont, sans surprise, réélus. La vague en faveur de la gauche ne touche pas non plus la Vendée, où est élu Philippe de Villiers, avec l'appui du RPR et de l'UDF, ainsi qu'un autre candidat villeriste, Dominique Caillaud.

10^e - Vertou
L, 78 762; V, 55 370; A, 28,42
B. et N., 3 230; E, 33 120.
Réélu : Serge Poignant, RPR, c.g., m. de Basse-Goulaine, 30 708 (57,80).
Christian Nadal, PS, 22 412 (42,19).
1^{er} tour : A, 27,19; E, 53 339; Poignant, RPR, 23 949 (44,73); Nadal, PS, 12 644 (23,61); Lecoq, FN, 4 558 (8,39); Clavier, Verts, 3 532 (6,56); Couty, PC, 2 774 (5,18); Carades, LOI-MPF, 2 727 (5,00); Magnou, MDC, 1 142 (2,13); Giry, div., 1 117 (2,08); François, rés., 544 (1,03); Lemerle, PLN, 252 (0,47).
Prés. 1995 : A, 16,49; Chirac, 34 769 (56,90).

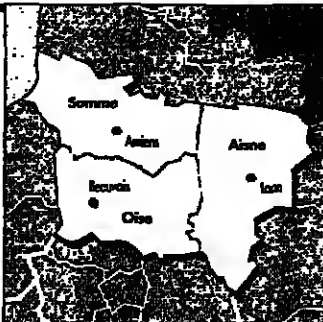
11^e - Cholet
L, 68 237; V, 47 558; A, 30,30
B. et N., 3 410; E, 44 148.
Réélu : Maurice Ligot, UDF-AD, adm., 23 495 (53,21).
Antoine Mouly, PS, c.m. de Cholet, 20 653 (46,78).
1^{er} tour : A, 28,77; E, 50 072; Hériault, UDF-FD, 20 770 (41,48); Lebeaupin, PS, 12 532 (25,64); Monodien, FN, 5 657 (11,29); Delin, LOI-MPF, 3 000 (5,99); Morel, PC, 2 886 (5,76); Leduc, EC, 2 305 (4,60); Marchand, MEI, 1 309 (2,61); Bonardet, 41, 1 032 (2,06); Ceneau, PLN, 281 (0,52).
Lég. 1993 : A, 34,75; Hériault, UDF-CDS, 21 874 (38,01); Audin, RPR, 19 390 (46,99).
Prés. 1995 : A, 17,53; Chirac, 34 148 (57,82).

LOIRE-ATLANTIQUE (10)

Réélu : Jean-Marc Ayrault, PS (3^e); Jacques Floc'h, PS (4^e); Edouard Landrain, UDF-FD (5^e); Michel Humaux, RPR (6^e); Pierre Hériault, UDF-FD (7^e); Serge Poignant, RPR (8^e).
Élus : Patrick Rimbaut, PS (1^{er}); Marie-Françoise Clergeau, PS (2^e); René Leroux, PS (3^e); Claude Evén, PS (4^e).
■ La Loire-Atlantique a basculé à gauche. Le PS, qui n'avait que deux députés

PICARDIE

(18 sièges)



Prés. 1995 : Jospin, 51,93.

La gauche fait un retour en force en Picardie, après avoir été laminée en 1993, où elle n'avait conservé que trois sièges sur dix-huit. Avec treize élus (dix PS, deux PS, un MDC), elle fait mieux qu'en 1988 (onze élus, dont dix PS).

Dans l'Aisne, la droite ne conserve qu'un seul siège. Dans l'Oise, Jean-François Manel, secrétaire général du RPR, et Olivier Dassault (RPR) sont battus par les socialistes Béatrice Marre et Yves Rome. En revanche, Lucien Degauchy conserve son siège face à Laurence Rossignol (PS). Dans la Somme, la droite a sauvé deux sièges, dont celui du maire d'Amiens, Gilles de Robien (UDF-PR) à Amiens Sud. Maxime Gremetz (PC) est réélu à Amiens Nord.

LAISNE (5)

Réélu : Jean-Pierre Balligand, PS (3) ; Renaud Dutreuil, UDF-PR (2) ; Élus : René Dosière, PS (1) ; Odette Grzegorzka, PS (2) ; Jacques Desallangre, MDC (4).

Alors que la gauche n'avait gardé qu'un siège à l'issue des élections de 1993, la droite est désormais battue dans quatre des cinq circonscriptions de l'Aisne. Dans la 2^e circonscription, Saint-Quentin, Odette Grzegorzka (PS), déjà en tête au premier tour, a été élue grâce, notamment, à sa présence sur le terrain face à Charles Baur (UDF-FD), député sortant et président du conseil régional Jean-Pierre Balligand (PS), député sortant dans la 3^e circonscription, Hirson, a été élu avec deux fois plus de voix que Dominique Moysse (UDF-FD). A Châtillon-Thierry, René Dutreuil (UDF-PR), député sortant, est réélu à l'issue d'une triangulaire avec le PS et le FN. A Soissons, après le déstabilissement de la candidate du PS, Jacques Desallangre (MDC) parvient à rattraper son siège à Emmanuel Bouquillon (UDF-FD) avec une confortable avance. A Laon, René Dosière (PS) est facilement réélu face à Jean-Claude Lamant (RPR), qui perd 15 points par rapport à 1993.

Sortants : Jean-Claude Lamant, RPR ; Charles Baur, UDF-FD ; Jean-Pierre Balligand, PS ; Emmanuel Bouquillon, UDF-FD ; Renaud Dutreuil, UDF-PR, devenu député le 23 août 1994, à la suite du décès d'André Rossi, UDF-rad.

1^{re} - Laon
L. 68 738 ; V. 52 124 ; A. 24,17
B. et N. 2 720 ; E. 49,404
Élu : René Dosière, PS, a.d., c.g., c.m. de Laon, 29 331 (53,36).
Jean-Claude Lamant, RPR, d.s., m. de Laon, 20 073 (40,63).
1^{er} tour : A. 28,15 ; E. 47,019. Dosière, PS, 15 072 (32,05) ; Lamant, RPR, 13 625 (28,97) ; Salsky, FN, 7 022 (14,99) ; Lacombe, PC, 5 697 (12,48) ; Vignat, MDC, 3 337 (7,32) ; Pécqueur, LD, 2 712 (5,76) ; Samy, Verts, 1 353 (2,87).
Lég. 1993 : A. 27,92. Lamant, RPR, 26 400 (53,27) ; Dosière, PS, 21 359 (44,72).
Prés. 1995 : A. 17,15. Jospin, 28 717 (51,29).

2^e - Saint-Quentin
L. 73 467 ; V. 55 840 ; A. 23,99
B. et N. 2 930 ; E. 52 860
Élu : Odette Grzegorzka, PS, 30 211 (57,15).

Charles Baur, UDF-FD, d.s., pr. c.r., c.m. de Saint-Quentin, 22 649 (42,84).
1^{er} tour : A. 28,48 ; E. 50,253. Grzegorzka, PS, 14 589 (26,62) ; Baur, UDF-FD, 13 989 (25,23) ; Piquet, FN, 8 574 (15,06) ; Suchet, PC, 7 080 (12,48) ; Bouteux-Poté, GE, 2 643 (4,75) ; Hermoux, LD, 1 474 (2,63) ; Froissart, LDI-CNP, 1 135 (2,05) ; Roger, PT, 969 (1,72) ; Seris, AL, 0 (0,00).
Lég. 1993 : A. 24,36. Baur, UDF-PDS, 29 053 (55,41) ; Lemaire, PC, 23 373 (44,58).
Prés. 1995 : A. 17,40. Jospin, 32 550 (55,79).

3^e - Hirson
L. 73 225 ; V. 53 418 ; A. 27,04
B. et N. 2 962 ; E. 50 456
Réélu : Jean-Pierre Balligand, PS, c.g., m. de Verrières, 33 969 (67,32).

Dominique Moysse, UDF-FD, 16 487 (32,67).
1^{er} tour : A. 28,06 ; E. 50,214. Balligand, PS, 23 131 (46,06) ; Moysse, UDF-FD, 9 015 (17,95) ; de La Fontaine, FN, 7 592 (15,11) ; Patris, PC, 3 987 (7,94) ; Perrette, LD, 1 691 (3,36) ; Lallemand, LDI-MPF, 1 547 (3,08) ; Bizeau, GE, 1 159 (2,30) ; Peronne, div. d., 1 123 (2,23) ; Mourier, Verts, 969 (1,93).
Lég. 1993 : A. 30,57. Balligand, PS, 30 396 (53,25) ; Cabrol, RPR, 26 678 (46,74).
Prés. 1995 : A. 16,83. Jospin, 32 426 (54,90).

4^e - Soissons
L. 75 666 ; V. 56 528 ; A. 25,29
B. et N. 2 606 ; E. 53 922
Élu : Jacques Desallangre, MDC, c.g., m. de Tergnier, 32 557 (60,37).

Emmanuel Bouquillon, UDF-FD, d.s., m. de Soissons, 21 365 (39,62).
1^{er} tour : A. 29,13 ; E. 51 497. Bouquillon, UDF-FD, 13 703 (26,60) ; Desallangre, MDC, 13 517 (26,24) ; Carrière, PS, 10 570 (20,52) ; de Saint-Just, FN, 9 029 (17,53) ; Garault, LD, 2 305 (4,47) ; Taupin, MEI, 1 403 (2,72) ; Prévoit, LDI-MPF, 970 (1,88).
Lég. 1993 : A. 30,25. Bouquillon, UDF-PDS, 25 828 (50,57) ; Lefranc, PS, 24 845 (49,03).
Prés. 1995 : A. 19,44. Jospin, 33 499 (57,15).

5^e - Château-Thierry
L. 72 678 ; V. 55 762 ; A. 23,27
B. et N. 2 744 ; E. 54 018
Réélu : Renaud Dutreuil, UDF-PR, c.g., c.m. de Château-Thierry, 23 610 (43,70).

Dominique Jourdain, PS, m. de Château-Thierry, 22 518 (41,68) ; Colette Fecc-Pinatel, FN, c.c., m. de Château-Thierry, 7 890 (14,61).

OISE (7)

Réélu : Arthur Dehaene, RPR (4) ; Lucien Degauchy, RPR (5) ; Jean-Pierre Braine, PS (7) ; Élus : Yves Rome, PS (1) ; Béatrice Marre, PS (2) ; Michel Carvalho, PS (3) ; Patrice Carvalho, PC (6).

Dans l'Oise, le recul de la droite enregistrée dès le premier tour s'est confirmé, en dépit d'une plus grande mobilisation des électeurs et de l'érosion du vote en faveur du FN. La droite perd quatre des six sièges qu'elle détenait. A Beauvais-Sud, Jean-François Manel, président du conseil général et secrétaire général du RPR, et Beauvais-Nord-Olivier Dassault (RPR) sont nettement devancés par leurs opposants socialistes respectifs, Béatrice Marre et Yves Rome. M. Manel paie sans doute la mise en cause par la chambre régionale des comptes de sa gestion du conseil général. M. Dassault, lui, avait vu son élection aux municipales de 1995 invalidée pour dépassement de frais de campagne. A Creil-Sud, le député sortant Ernest Chénier (RPR) est battu par Michel François (PS), ancien suppléant de Lionel Stoléru, qui retrouve un siège à l'Assemblée nationale. A Compiègne-Nord-Noyon, le candidat communiste Patrice Carvalho parvient, à la faveur d'un bon report de voix à gauche, à devancer le candidat UDF-FD François-Michel Gonnat. Parmi les députés sortants de droite, seuls Arthur Dehaene (RPR) et Lucien Degauchy (RPR) réussissent à sauver leurs fauteuils à Chantilly-Sud et Compiègne-Sud. Sortants : Olivier Dassault, RPR ; Jean-François Manel, RPR ; Ernest Chénier, RPR ; Arthur Dehaene, RPR ; Lucien Degauchy, RPR ; François-Michel Gonnat, UDF-PR ; Jean-Pierre Braine, PS.

1^{re} - Beauvais Nord
L. 71 029 ; V. 56 008 ; A. 21,14
B. et N. 1 869 ; E. 54 139
Élu : Yves Rome, PS, c.g., m. de Bailloul-sur-Thérain, 23 854 (44,06).

Olivier Dassault, RPR, d.s., c.g., 21 417 (39,55) ; Laurent Isore, FN, 8 868 (16,38).
1^{er} tour : A. 25,40 ; E. 50,581. Dassault, RPR, 14 926 (29,50) ; Rome, PS, 13 618 (26,92) ; Isore, FN, 10 288 (20,34) ; Aury, PC, 4 118 (8,37) ; Maréchal, LDI-MPF, 2 490 (4,92) ; Bens, LD, 2 058 (4,07) ; Gossé, MEI, 1 615 (3,18) ; Péc, Verts, 925 (1,82) ; Toutain, éc. sol., 565 (1,1).
Lég. 1993 : A. 16,51. Jospin, 28 717 (51,29).

2^e - Beauvais Sud
L. 76 181 ; V. 58 030 ; A. 23,82
B. et N. 2 241 ; E. 53 789
Élu : Béatrice Marre, PS, 23 733 (42,54).

Jean-François Manel, RPR, d.s., pr. c.g., 21 875 (39,21) ; Eric Delcroix, FN, 10 181 (18,24).
1^{er} tour : A. 26,95 ; E. 51 648. Manel, RPR, 14 026 (27,53) ; Marre, PS, 12 798 (24,77) ; Delcroix, FN, 11 446 (22,16) ; Vica, PC, 3 661 (7,08) ; Giret, LDI-MPF, 2 707 (5,24) ; Gaillard, LD, 1 901 (3,68) ; Lassalle, GE, 1 566 (3,03) ; Dillmann, Verts, 1 499 (2,80) ; Lahize, MEI, 898 (1,73) ; Campenot, MDC, 747 (1,44).
Prés. 1995 : A. 17,39. Chirac, 30 431 (52,53).

3^e - Creil Sud
L. 63 983 ; V. 45 987 ; A. 28,12
B. et N. 1 489 ; E. 44 500
Élu : Michel François, PS, a.d., c.g., m. de Chamilly, 20 881 (46,92).

Ernest Chénier, RPR, d.s., c.m. de Creil, 12 940 (29,07) ; Michel Guignot, FN, c.r., c.m. de Noyon, 10 679 (23,99).
1^{er} tour : A. 32,22 ; E. 41 573. François, PS, 10 587 (25,46) ; Guignot, FN, 10 541 (25,37) ; Chénier, RPR, 8 640 (20,78) ; Bodino, PC, 5 614 (13,50) ; Pascal-Thibout, Verts, 1 702 (4,09) ; Szpirko, LD, 1 348 (3,24) ; Ponsle-Oubon, LDI-CNP, 1 002 (2,41) ; Bertaue, MEI, 872 (2,09) ; Waller, MDC, 655 (1,57) ; Boucin, PT, 483 (1,16) ; Guichot, MDR, 128 (0,30).
Lég. 1993 : A. 41,00. Chénier, RPR, 10 064 (60,48) ; Guignot, FN, 11 809 (39,51).
Prés. 1995 : A. 21,98. Jospin, 24 312 (51,60).

4^e - Chantilly, Senlis
L. 78 138 ; V. 56 407 ; A. 27,72
B. et N. 1 632 ; E. 54 855
Réélu : Arthur Dehaene, RPR, m. de Senlis, 26 160 (47,68).

Jacques Dray, PS, c.m. de Senlis, 20 208 (36,83) ; Philippe Eyraud, FN, c.r., c.m. de Chantilly, 8 457 (15,47).
1^{er} tour : A. 32,63 ; E. 50 620. Dehaene, RPR, 17 635 (34,83) ; Dray, PS, 11 181 (22,00) ; Eyraud, FN, 10 206 (20,16) ; Salomon, PC, 3 647

(7,20) ; Sciffham, GE, 2 082 (4,11) ; Couture, LDI-MPF, 1 954 (3,80) ; Plain, LD, 1 693 (3,34) ; Perrier, Verts, 1 426 (2,81) ; Brossard, 41, 796 (1,57).
Lég. 1993 : A. 36,48. Dehaene, RPR, 28 308 (69,51) ; Eyraud, FN, 12 477 (30,49).
Prés. 1995 : A. 19,89. Chirac, 35 480 (59,49).

5^e - Compiègne Sud
L. 62 348 ; V. 47 367 ; A. 24,18
B. et N. 1 309 ; E. 45 558
Réélu : Lucien Degauchy, RPR, c.g., m. de Courteux, 20 106 (43,74).

Laurence Rossignol, PS, a.d., m. de Gentilly, 19 418 (42,25) ; Jean-Paul Letourneur, FN, c.m. de Crépy-en-Valois, 6 434 (13,99).
1^{er} tour : A. 28,71 ; E. 42 814. Degauchy, RPR, 14 146 (33,04) ; Rossignol, PS, 9 620 (22,46) ; Letourneur, FN, 8 035 (18,76) ; Vasseur, PC, 3 616 (8,44) ; Patrie, MDC, 2 206 (5,15) ; Dan-colsne, MEI, 1 698 (3,96) ; Farlay, LD, 1 260 (2,94) ; Courtaillac, div. g., 1 217 (2,84) ; Oronot, LDI-MPF, 1 016 (2,37).
Lég. 1993 : A. 30,50. Degauchy, RPR, 23 701 (60,24) ; Rossignol, PS, 15 642 (39,75).
Prés. 1995 : A. 18,29. Jospin, 25 220 (51,91).

6^e - Compiègne Nord, Noyon
L. 65 656 ; V. 50 302 ; A. 23,38
B. et N. 1 349 ; E. 48 953
Élu : Patrice Carvalho, PC, c.g., m. de Thémotte, 20 633 (42,14).

François-Michel Gonnat, UDF-PR, d.s., c.g., a.d., m. de Compiègne, 20 027 (40,91) ; Patrice Carvalho, FN, a.d., c.r., c.m. de Noyon, 8 293 (16,54).
1^{er} tour : A. 27,59 ; E. 45 942. Gonnat, UDF-PR, 12 681 (27,60) ; Carvalho, PC, 10 862 (23,64) ; Descaves, FN, 10 287 (22,39) ; Cousin, PS, 6 736 (14,70) ; Hacquet, Verts, 1 267 (2,73) ; Iselin, LD, 1 062 (2,31) ; Pauguet, éc. sol., 919 (2,00) ; Hoffner, LDI-CNP, 835 (1,81) ; Gougeon, div. d., 550 (1,19) ; Fontaine, MEI, 470 (1,02) ; Schaub, a.d., 253 (0,55).
Lég. 1993 : A. 34,26. Gonnat, UDF-PR, 24 887 (69,84) ; Descaves, FN, 10 746 (30,15).
Prés. 1995 : A. 18,58. Chirac, 25 495 (50,83).

7^e - Clermont, Creil
L. 66 770 ; V. 49 007 ; A. 26,05
B. et N. 1 633 ; E. 47 277
Réélu : Jean-Pierre Braine, PS, c.g., m. de Saint-Just-en-Chaussée, 21 997 (46,43).

Dominique Antoine, UDF-FD, c.m. de Clermont, 14 798 (31,23) ; Olivier François, FN, c.m. de Clermont, 10 576 (22,32).
1^{er} tour : A. 29,52 ; E. 44 598. Braine, PS, 12 600 (28,25) ; François, FN, 11 273 (25,27) ; Antoine, UDF-FD, 9 933 (22,27) ; Bouteux, PC, 4 397 (9,52) ; Hallard, LD, 1 964 (4,40) ; Elie, GE, 1 428 (3,20) ; Carpentier, Verts, 1 348 (3,02) ; Harké-Dhoyne, LDI-CNP, 1 113 (2,49) ; Beaurain, MDC, 542 (1,21).
Lég. 1993 : A. 28,23. Braine, PS, 17 539 (59,62) ; Mabilat, UDF-PR, 17 281 (59,04) ; Le-cy, PC, 4 400 (10,20) ; Jospin, 25 734 (52,04).
Prés. 1995 : A. 20,02. Jospin, 25 734 (52,04).

SOMME (6)

Réélu : Maxime Gremetz, PC (1) ; Gilles de Robien, UDF-PR (2) ; Gaëlle Audinot, RPR (5) ; Élus : Vincent Peillon, PS (3) ; Francis Hammett, PS (4) ; Jacques Fleury, PS (6).

Le département, qui était surreprésenté à droite alors qu'il vote généralement à gauche, voit sa représentation parlementaire rééquilibrée. La Somme avait un député communiste et deux députés de la majorité (deux UDF-PR et trois RPR), il a maintenant le même député communiste, un député RPR réélu, Gaëlle Audinot à Albert, Péronne ; un député UDF-PR réélu, le maire d'Amiens, Gilles de Robien, à Amiens-Sud, et deux socialistes, Vincent Peillon, à Ault, et Francis Hammett, à Abbeville. Jacques Fleury (PS), maire de Roye, ancien député, retrouve quant à lui la 6^e circonscription, Montdidier, qui lui avait été ravie, en 1993, par Alain Gest (UDF-PR). Sortants : Maxime Gremetz, PC ; Gilles de Robien, UDF-PR ; Jérôme Bignon, RPR ; Joël Hart, RPR ; Gaëlle Audinot, RPR ; Alain Gest, UDF-PR.

1^{re} - Amiens Nord
L. 55 683 ; V. 40 671 ; A. 26,96
B. et N. 2 484 ; E. 38 187
Réélu : Maxime Gremetz, PC, 23 161 (60,65).

Brigitte Fourné, UDF-PR, c.r., a.d., m. d'Amiens, 15 026 (39,34).
1^{er} tour : A. 30,40 ; E. 37 336. Gremetz, PC, 9 436 (25,32) ; Fourné, UDF-PR, 9 095 (24,36) ; Locut, PS, 7 483 (20,04) ; Dupille, PC, 6 202 (16,81) ; Cauf, LD, 1 049 (2,81) ; Dolanec, GE, 1 029 (2,75) ; Couraud, Verts, 758 (2,03) ; Bédier, div. d., 454 (1,21) ; Fiane, MEI, 421 (1,12) ; Poquet, LCI, 372 (0,99) ; Hamann, LDI-MPF, 269 (0,72) ; Henry, IR, 243 (0,65) ; Clavel, a.d., 233 (0,62) ; Abellard, div. d., 232 (0,62) ; Tastot, div. d., 40 (0,10).
Lég. 1993 : A. 31,29. Gremetz, PC, 17 795 (50,32) ; Bouly, UDF-PR, 17 565 (49,67).
Prés. 1995 : A. 20,58. Jospin, 25 147 (59,00).

2^e - Amiens Sud
L. 60 890 ; V. 44 311 ; A. 27,23
B. et N. 2 248 ; E. 42 063
Réélu : Gilles de Robien, UDF-PR, m. d'Amiens, 23 158 (50,00).

Lise Rochowicz-Moreau, PS, c.r., c.m. de Salouël, 18 925 (44,99).
1^{er} tour : A. 30,40 ; E. 40 732. De Robien, UDF-PR, 9 276 (14,83) ; Rochowicz-Moreau, PS, 8 527 (20,93) ; Payet, FN, 5 915 (14,53) ; Sinouquet, PC, 4 109 (10,00) ; Porquier, Verts, 1 532 (3,31) ; Combe, LD, 1 272 (3,12) ; De-rave, LDI-MPF, 847 (2,07) ; Estéban, MEI, 770 (1,89) ; Bertrand, EC, 685 (1,88) ; Frigey, div. d., 290 (0,71) ; Fay, PC, 87 (0,21).
Lég. 1993 : A. 34,07. De Robien, UDF-PR, 25 732 (60,07) ; Payet, FN, 8 091 (22,52).
Prés. 1995 : A. 19,68. Chirac, 24 726 (52,14).

3^e - Ault
L. 65 083 ; V. 54 020 ; A. 16,99
B. et N. 2 464 ; E. 51 536
Élu : Vincent Peillon, PS, 27 754 (53,81).

Jérôme Bignon, RPR, d.s., c.g., m. de Berruville, 23 802 (46,83).
1^{er} tour : A. 31,00 ; E. 48 597. Bignon, RPR, 16 653 (34,04) ; Peillon, PS, 15 282 (34,20) ; Pec-quier, PC, 10 562 (21,57) ; Dauby, FN, 5 327

(10,88) ; Paillet, LD, 1 540 (3,14) ; Marchand, Verts, 1 281 (2,61) ; Bernier, LDI-MPF, 901 (1,84) ; Darras, MEI, 841 (1,71).
Lég. 1993 : A. 20,28. Bignon, RPR, 26 438 (64,73) ; Pecquier, PC, 21 867 (45,26).
Prés. 1995 : A. 15,61. Jospin, 29 243 (54,56).

4^e - Abbeville
L. 69 062 ; V. 54 376 ; A. 21,26
B. et N. 2 797 ; E. 51 578
Élu : Francis Hammett, PS, c.m. d'Abbeville, 27 948 (54,18).

Joël Hart, RPR, d.s., m. d'Abbeville, 23 631 (45,81).
1^{er} tour : A. 25,36 ; E. 48 600. Hart, RPR, 16 114 (33,15) ; Hammett, PS, 12 092 (24,88) ; Le-blanc, PC, 7 812 (16,07) ; Brossard, FN, 6 365 (13,91) ; Pécot, LDI-MPF, 1 577 (3,24) ; Pélade, LD, 1 367 (2,81) ; Reizman, PT, 874 (1,79) ; Fera, GE, 830 (1,74) ; Foubert, MEI, 777 (1,59) ; Moreau, Verts, 772 (1,58).
Lég. 1993 : A. 24,52. Hart, RPR, 28 993 (60,27) ; Bécq, PS, 19 710 (39,72).
Prés. 1995 : A. 16,10. Jospin, 28 972 (52,19).

5^e - Albert, Péronne
L. 64 001 ; V. 50 183 ; A. 21,59
B. et N. 2 170 ; E. 48 013
Réélu : Gaëlle Audinot, RPR, c.c., 24 180 (50,36).

Danielle Destenay, PS, 23 833 (49,63).
1^{er} tour : A. 23,33 ; E. 46 087. Audinot, RPR,

18 436 (40,00) ; Destenay, PS, 11 531 (25,02) ; Bouvet, FN, 6 609 (14,32) ; Chapuis-Roux, PC, 4 290 (9,17) ; Savary, LDI-MPF, 1 911 (4,14) ; Polig, div. d., 1 535 (3,33) ; Turchini, GE, 782 (1,69) ; Bégar, Verts, 669 (1,43) ; Tiv, MEI, 390 (0,84).
Prés. 1995 : A. 15,33. Jospin, 27 269 (53,75).

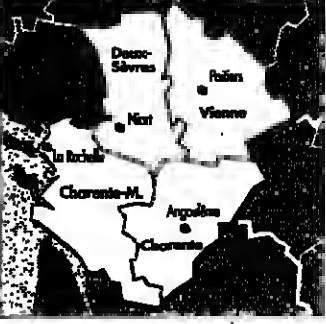
6^e - Corbie, Montdidier
L. 71 202 ; V. 57 370 ; A. 19,42
B. et N. 2 481 ; E. 54 889
Élu : Jacques Fleury, PS, a.d., m. de Roye, 29 415 (53,58).

Alain Gest, UDF-PR, d.s., c.g., c.m. de Helly, 25 474 (46,41).

1^{er} tour : A. 24,05 ; E. 51 840. Gest, UDF-PR, 17 286 (38,24) ; Fleury, PS, 17 175 (38,12) ; Leno-gel, FN, 7 418 (16,30) ; Lemoine, PC, 4 064 (9,40) ; Teyssere, LD, 1 767 (3,40) ; Grenier, LDI-MPF, 1 238 (2,80) ; Desoxy, Verts, 1 038 (2,20) ; Bougan, GE, 1 011 (2,25) ; Malmay, MEI, 843 (1,82).
Lég. 1993 : A. 23,21. Gest, UDF-PR, 27 072 (52,99) ; Fleury, PS, 24 012 (47,00).
Prés. 1995 : A. 15,09. Jospin, 29 930 (52,12).

POITOU-CHARENTES

(17 sièges)



Prés. 1995 : Chirac, 50,53.

L'équilibre politique régional sort profondément transformé de ces élections, qui voient, en Charente, les quatre sièges basculer à gauche, et trois sièges sur cinq suivre le même mouvement en Charente-Maritime. La Vienne reste un peu moins, puisque la droite conserve la moitié des quatre circonscriptions, mais dans ces deux cas l'écart de voix est extraordinairement faible : 356 en faveur du député RPR Arnaud Lepere, et 15 pour son collègue Jean-Pierre Abelin (UDF-FD). Les Deux-Sèvres prennent leur part de la fin de la fin de l'Assemblée nationale, avec l'élection de Geneviève Perrin-Gaillard et la réélection très large (près de 62 % des voix) de Ségolène Royal, toutes deux du Parti socialiste.

CHARENTE (4)

Réélu : Jean-Claude Beauchaud, PS (4) ; Élus : Jean-Claude Viollet, PS (1) ; Marie-Line Reynaud, PS (2) ; Jérôme Lambert, PS (3).

Quatre sur quatre. La Charente a complètement basculé à gauche (elle totalise 57 % des voix dans le département). Comme en 1981, ses quatre députés sont socialistes, à l'image de l'unique sortant de gauche, Jean-Claude Beauchaud. La majorité a perdu ses trois sièges, à commencer par celui de son patron, Pierre-René Housin, député sortant RPR et président du conseil général. Il a été irrésistiblement balayé par une militante du Parti socialiste encore inconnue il y a un mois, Marie-Line Reynaud. L'autre député sortant RPR, Henri de Richemont, a été battu par son prédécesseur, Jérôme Lambert, petit-neveu de François Mitterrand. Enfin, le jeune maire d'Angoulême, Philippe Motet, n.s.r.p., a succédé au député de l'ancien ministre Georges Chavanes, a été battu par un ancien permanent de la CFDT qui tient les rênes du PS charentais depuis quatre ans, Jean-Claude Viollet.

</

LATIVES

10-000 (1000) : Charente, PS, 11 000 (1000);
Bordeaux, PS, 10 000 (1000); Charente-Maritime, PS,
10 000 (1000); Gironde, PS, 10 000 (1000);
Lot-et-Garonne, PS, 10 000 (1000);
Mayenne, PS, 10 000 (1000);
Sarthe, PS, 10 000 (1000);
Vendée, PS, 10 000 (1000);
Mayenne, PS, 10 000 (1000);
Sarthe, PS, 10 000 (1000);
Vendée, PS, 10 000 (1000);

6- Carle, Montdidier
L. 60 757; V. 44 622; A. 26 55
B. d. N. 2 486; E. 42 136
Réf. : Jean-Marie Morisset, UDF-FD,
c.g. 24 698 (58,61).
Gaëtan Fort, PS, 17 438 (41,38).
1^{er} tour : A. 25 95; E. 41 872; Morisset,
UDF-FD, 20 353 (48,60); Fort, PS, 11 617
(27,70); Masson, PS, 2 999 (7,00); Pradeau,
Vers, 2 347 (5,60); Héron, LDI-MPF, 1 679
(4,01); Fassinio, PC, 1 615 (3,85); Benk, MDC,
1 262 (3,01).
Prés. 1995 : A. 16,09; Chirac, 28 016 (57,20).

6- Bressuire-Thouars
L. 60 092; V. 43 536; A. 26 71
B. d. N. 3 045; E. 45 491
Réf. : Dominique Paillet, UDF-AD, c.g.
27 047 (59,45).
André Bévillé, PS, 18 444 (40,54).
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

VIENNE (4)
Réf. : Armand Lepere, RPR (3);
Jean-Pierre Abelin, UDF-FD (4).
Réf. : Alain Clays, PS (1); Philippe
Decaudin, PS (2).
■ Le résultat du second tour a confirmé
que rien n'était joué à l'issue du premier.
Seul Alain Clays, trésorier national du
PS, est assuré, dans la circonscription
de Poitiers-Nord, l'élection confortable
que son avance du 25 mai laissait prévoir.
Dans l'autre circonscription de Poitiers,
le socialiste Philippe Decaudin s'est imposé
comme le « tueur » de Jean-Yves
Chamard (RPR), pourtant en tête au
premier tour. Dans les deux autres cir-
conscriptions, l'élection s'est jouée à
moins de 1 point : à Montmollon, le
RPR sortant, Armand Lepere, l'emporte
d'extrême justesse sur Jean-Claude
Cubaud (PS), et, surtout, à Châtelleraut,
UDF-FD Jean-Pierre Abelin conserve
son siège, avec seulement 15 voix
d'avance sur la socialiste Béatrice Toudou-
sant.

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

■ Jean-Yves Chamard, RPR; Armand
Lepere, RPR; Jean-Pierre Abelin,
UDF-FD.
1^{er} tour : A. 27 87; E. 45 171; Paillet, UDF-AD,
21 454 (47,49); Bévillé, PS, 9 660 (21,38);
Béau, Vers, 5 183 (11,47); Duboulet, FN, 3 749
(8,30); Desforges, LDI-MPF, 2 747 (6,08);
Borin, PC, 1 655 (3,59); Dreu, div, 753 (1,66).
Lég. 1993 : A. 52,02; Paillet, UDF-CDS, 24 424
(100,00).
Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LE MONDE/MARDI 3 JUIN 1997/49

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR (40 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 58,58.

La droite, hégémonique en Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1993, perd douze des trente-cinq sièges qu'elle détenait sur les quarante de la région. Ses pertes sont équilibrées entre le RPR (douze élus, moins cinq) et l'UDF (onze élus, moins six). En dépit du succès d'Elisabeth Guigou à Avignon, de Michel Vauzelle à Arles, de Jean-Louis Bianco à Digne, ou encore de l'écologiste André Aschieri à Grasse, la gauche ne renverse pas toutes ses positions de 1993. Dans plusieurs cas, notamment dans les Bouches-du-Rhône, le RPR ou l'UDF ont bénéficié du vote utile des électeurs du FN, qui ne parvient à faire élire que Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon, seul élu d'extrême droite de la nouvelle Assemblée.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

VIENNE (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

ALPES-MARITIMES (9)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

HAUTES-ALPES (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

BOUCHES-DU-RHÔNE (16)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

LE MONDE/MARDI 3 JUIN 1997/49

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR (40 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 58,58.

La droite, hégémonique en Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1993, perd douze des trente-cinq sièges qu'elle détenait sur les quarante de la région. Ses pertes sont équilibrées entre le RPR (douze élus, moins cinq) et l'UDF (onze élus, moins six). En dépit du succès d'Elisabeth Guigou à Avignon, de Michel Vauzelle à Arles, de Jean-Louis Bianco à Digne, ou encore de l'écologiste André Aschieri à Grasse, la gauche ne renverse pas toutes ses positions de 1993. Dans plusieurs cas, notamment dans les Bouches-du-Rhône, le RPR ou l'UDF ont bénéficié du vote utile des électeurs du FN, qui ne parvient à faire élire que Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon, seul élu d'extrême droite de la nouvelle Assemblée.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

VIENNE (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

ALPES-MARITIMES (9)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

HAUTES-ALPES (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

BOUCHES-DU-RHÔNE (16)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

LE MONDE/MARDI 3 JUIN 1997/49

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR (40 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 58,58.

La droite, hégémonique en Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1993, perd douze des trente-cinq sièges qu'elle détenait sur les quarante de la région. Ses pertes sont équilibrées entre le RPR (douze élus, moins cinq) et l'UDF (onze élus, moins six). En dépit du succès d'Elisabeth Guigou à Avignon, de Michel Vauzelle à Arles, de Jean-Louis Bianco à Digne, ou encore de l'écologiste André Aschieri à Grasse, la gauche ne renverse pas toutes ses positions de 1993. Dans plusieurs cas, notamment dans les Bouches-du-Rhône, le RPR ou l'UDF ont bénéficié du vote utile des électeurs du FN, qui ne parvient à faire élire que Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon, seul élu d'extrême droite de la nouvelle Assemblée.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

VIENNE (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

ALPES-MARITIMES (9)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

HAUTES-ALPES (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

BOUCHES-DU-RHÔNE (16)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

DEUX-SEVRES (4)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

CHARENTE-MARITIME (3)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

LE MONDE/MARDI 3 JUIN 1997/49

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR (40 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 58,58.

La droite, hégémonique en Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1993, perd douze des trente-cinq sièges qu'elle détenait sur les quarante de la région. Ses pertes sont équilibrées entre le RPR (douze élus, moins cinq) et l'UDF (onze élus, moins six). En dépit du succès d'Elisabeth Guigou à Avignon, de Michel Vauzelle à Arles, de Jean-Louis Bianco à Digne, ou encore de l'écologiste André Aschieri à Grasse, la gauche ne renverse pas toutes ses positions de 1993. Dans plusieurs cas, notamment dans les Bouches-du-Rhône, le RPR ou l'UDF ont bénéficié du vote utile des électeurs du FN, qui ne parvient à faire élire que Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon, seul élu d'extrême droite de la nouvelle Assemblée.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (2)

Prés. 1995 : A. 17,08; Chirac, 31 550 (58,46).

Lég. 1993 : A., 27,87 ; D'Alema, PS, 25,25 (50,46) ; Mégrét, FN, 26,71 (49,53).
Prés. 1995 : A., 20,33 ; Chirac, 34,89 (52,81).

13^e - Istres
L. 76 875 ; V. 57 183 ; A., 25,60
B. et N., 3 748 ; E., 53 440.
Élu : Michel Vaux, PC, m. de Port-de-Bouc, 30 493 (57,06).
Olivier Darrason, UDF-PR, d.s., c.m. d'Istres, 22 947 (42,93).

1^{er} tour : A., 27,54 ; E., 53 815. Vaux, PC, 14 991 (27,85) ; Darrason, UDF-PR, 13 086 (24,22) ; Siffre, PS, 10 349 (19,23) ; Candamori, FN, 9 390 (17,40) ; Cozza, MEI, 622 (1,07) ; Joué, LO, 1 296 (2,40) ; Jaussaud, Verts, 880 (1,63) ; Cazeau, GE, 799 (1,48) ; Laumonnier, écol., 621 (1,13) ; Leroy, LDI-CNRP, 489 (0,90) ; Fiori, div., 342 (0,63).
Lég. 1993 : A., 26,84. Darrason, UDF-PR, 25 537 (50,67) ; Lombard, PC, 24 660 (49,12).
Prés. 1995 : A., 20,27 ; Jospin, 31 464 (55,58).

14^e - Aix-en-Provence
L. 84 242 ; V. 59 932 ; A., 26,85
B. et N., 3 782 ; E., 56 130.
Réélu : Jean-Bernard Raimond, RPR, a.m., 29 031 (51,70).

Alexandre Medvedowsky, PS, c.m. d'Aix-en-Provence, 27 119 (48,29).
1^{er} tour : A., 33,35 ; E., 53 932. Medvedowsky, PS, 14 409 (26,70) ; Raimond, RPR, 10 349 (19,10) ; Auric, FN, 9 540 (17,40) ; Bouvier, RPR, 7 948 (14,73) ; Dubert, PC, 4 100 (7,60) ; Giraudon, Verts, 1 780 (3,30) ; Manoulé, GE, 985 (1,82) ; de Beaune, LDI-MPF, 977 (1,81) ; Carrou, div., 682 (1,26) ; Galpin, div., 636 (1,17) ; Courtes, 639 (1,19) ; de Carles, MDC, 514 (0,95) ; Courtes, 636 (1,19) ; Riech, div., 224 (0,41) ; Blanchet, div., 156 (0,28) ; Burtel, Verts, 133 (0,24) ; Touss, div., 133 (0,24) ; Daumas, div., 133 (0,24).
Lég. 1993 : A., 30,04. Raimond, RPR, 31 009 (58,38) ; Medvedowsky, PS, 22 167 (41,69).
Prés. 1995 : A., 18,93. Chirac, 37 798 (58,38).

15^e - Châteaurenard
L. 80 163 ; V. 60 899 ; A., 24,03
B. et N., 2 286 ; E., 58 613.
Réélu : Léon Vachet, RPR, c.m., 24 990 (41,61).

Hervé Chérubini, PS, m. de Saint-Rémy-de-Provence, 22 810 (38,91) ; Bernard Meslans, FN, 11 413 (19,47).
1^{er} tour : A., 29,63 ; E., 53 610. Vachet, RPR, 15 111 (28,13) ; Meslans, FN, 13 186 (24,59) ; Chérubini, PS, 12 447 (23,21) ; Julien, PC, 5 811 (10,83) ; Bonnaud, Verts, 2 204 (4,11) ; Picard, LDI-MPF, 2 028 (3,78) ; Odozon, GE, 1 351 (2,52) ; Mailard, MEI, 922 (1,72) ; Buisson, écol., 550 (1,02).
Lég. 1993 : A., 32,06. Vachet, RPR, 28 603 (56,32) ; Meslans, FN, 13 261 (31,67).
Prés. 1995 : A., 18,15. Chirac, 34 887 (57,49).

16^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).
1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).
Lég. 1993 : A., 29,36. Allard, UDF, 25 022 (50,59) ; Vauzelle, PS, 23 104 (48,00).
Prés. 1995 : A., 20,54. Jospin, 38 614 (50,77).

17^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).

1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).

Lég. 1993 : A., 29,36. Allard, UDF, 25 022 (50,59) ; Vauzelle, PS, 23 104 (48,00).
Prés. 1995 : A., 20,54. Jospin, 38 614 (50,77).

18^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).

1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).

Lég. 1993 : A., 29,36. Allard, UDF, 25 022 (50,59) ; Vauzelle, PS, 23 104 (48,00).
Prés. 1995 : A., 20,54. Jospin, 38 614 (50,77).

19^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).

1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).

Lég. 1993 : A., 29,36. Allard, UDF, 25 022 (50,59) ; Vauzelle, PS, 23 104 (48,00).
Prés. 1995 : A., 20,54. Jospin, 38 614 (50,77).

20^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).

1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).

Lég. 1993 : A., 29,36. Allard, UDF, 25 022 (50,59) ; Vauzelle, PS, 23 104 (48,00).
Prés. 1995 : A., 20,54. Jospin, 38 614 (50,77).

21^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).

1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).

Lég. 1993 : A., 29,36. Allard, UDF, 25 022 (50,59) ; Vauzelle, PS, 23 104 (48,00).
Prés. 1995 : A., 20,54. Jospin, 38 614 (50,77).

22^e - Arles
L. 75 772 ; V. 56 926 ; A., 24,87
B. et N., 2 031 ; E., 54 895.
Élu : Michel Vauzelle, PS, a.m., c.m. d'Arles, 27 217 (49,58).

Thérèse Allard, RPR, d.s., c.m. de Tarascon, 16 515 (30,08) ; Gérard David, FN, 11 163 (20,33).

1^{er} tour : A., 29,84 ; E., 50 944. Vauzelle, PS, 13 136 (25,78) ; David, FN, 11 345 (22,27) ; Allard, RPR, 11 081 (21,25) ; Thorand, PC, 9 141 (17,94) ; Dorey, LDI-MPF, 1 304 (2,50) ; Puyguyon, Verts, 1 160 (2,22) ; Dubert, LO, 1 098 (2,15) ; Pignolo, GE, 822 (1,51) ; Caron, CAP, 794 (1,50) ; Radigue, écol., 543 (1,04) ; Pascal, MDC, 407 (0,77) ; Magnan, div., 113 (0,22).

VAUCLUSE (4)

Réélu : Jean-Michel Ferrand, RPR (3^e) ; Thierry Mariani, RPR (4^e).
Élus : Elisabeth Guigou, PS (1^{re}) ; André Borel, PS (2^e).

■ A. Arignon, le combat de dames a tourné à l'avantage de la socialiste Elisabeth Guigou (PS), qui bat le maire de la ville, Marie-Josée Roig (RPR), de 282 voix. Le candidat lepeniste, Thibault de La Tonnaye, enregistre un revers en perdant 2 403 voix par rapport au premier tour. A. Carpentras, Jean-Michel Ferrand (RPR) conserve son siège face à Guy Macary (FN), qui avait perdu, lui, son score de 3 822 voix par rapport au premier tour. Dans la 2^e circonscription, Apt, Cavillon, le socialiste André Borel bat de 2 552 voix le sortant Yves Roussel-Rouard (UDF-PPDF) et prend ainsi sa revanche de 1993 sur le producteur de cinéma reconverti en politique. A. Orange, Thierry Mariani (RPR), député sortant, est réélu avec 3,1 points d'avance sur son adversaire socialiste Jean-Pierre Lamberlin, tandis que Jacques Bonnard (FN), maire d'Orange, est battu, perdant 529 suffrages d'un tour à l'autre.

Sortants : Marie-Josée Roig, RPR ; Yves Roussel-Rouard, UDF-PPDF ; Jean-Michel Ferrand, RPR ; Thierry Mariani, RPR.
1^{er} tour : A., 35,21 ; E., 54 774. Lunardi, FN, 10 449 (30,04) ; Guigou, PS, 7 241 (20,82) ; Colombani, UDF-PR, 5 907 (16,88) ; De March, PC, 4 105 (11,80) ; Goetz, UDF-PR, 3 129 (8,99) ; Ronaldi, LDI-MPF, 928 (2,68) ; Chelli, GE, 865 (2,40) ; Journet, Verts, 827 (2,39) ; Cluël, div., 387 (1,10) ; Tognetti, MEI, 372 (1,07) ; Weinbach, écol., 369 (1,06) ; Maisto, div., 252 (0,72) ; Torri, div., 143 (0,41).
Lég. 1993 : A., 35,18. Colombani, UDF-PR, 17 490 (40,72) ; Lunardi, FN, 11 333 (29,27).
Prés. 1995 : A., 24,32. Chirac, 23 157 (58,71).

2^e - Toulon Nord
L. 55 440 ; V. 37 584 ; A., 32,20
B. et N., 3 440 ; E., 54 144.
Élu : Robert Gaia, PS, c.m. de Toulon, 17 988 (52,68).
Jean-Claude Lunardi, FN, c.m. adj. m. de Toulon, 16 156 (47,31).

1^{er} tour : A., 35,21 ; E., 54 774. Lunardi, FN, 10 449 (30,04) ; Guigou, PS, 7 241 (20,82) ; Colombani, UDF-PR, 5 907 (16,88) ; De March, PC, 4 105 (11,80) ; Goetz, UDF-PR, 3 129 (8,99) ; Ronaldi, LDI-MPF, 928 (2,68) ; Chelli, GE, 865 (2,40) ; Journet, Verts, 827 (2,39) ; Cluël, div., 387 (1,10) ; Tognetti, MEI, 372 (1,07) ; Weinbach, écol., 369 (1,06) ; Maisto, div., 252 (0,72) ; Torri, div., 143 (0,41).

Lég. 1993 : A., 35,18. Colombani, UDF-PR, 17 490 (40,72) ; Lunardi, FN, 11 333 (29,27).
Prés. 1995 : A., 24,32. Chirac, 23 157 (58,71).

3^e - La Valette-du-Var
L. 93 867 ; V. 62 847 ; A., 33,04
B. et N., 7 453 ; E., 55 394.
Élu : Jean-Pierre Giran, RPR, c.m. de Saint-Cyr-sur-Mer, 35 560 (64,19).

Philippe David de Beauregard, FN, 19 834 (35,80).
1^{er} tour : A., 34,47 ; E., 59 141. David de Beauregard, FN, 15 593 (26,36) ; Giran, RPR, 13 066 (22,89) ; de Lustrac, PS, 7 626 (12,89) ; Canapa, PC, 6 071 (10,26) ; Ritorale, div., 5 669 (9,58) ; Joffe, div., 4 128 (6,98) ; Ritorale, LDI-MPF, 2 002 (3,39) ; Cavanna, GE, 1 391 (2,35) ; Albergo, Verts, 1 138 (1,92) ; Ramos, écol., 759 (1,28) ; Jaubert, MDC, 620 (1,04) ; Grosse, div., 570 (0,96) ; Marie, PNR, 214 (0,36) ; Occoloni, IR, 169 (0,28) ; Parra, div., 120 (0,20).
Lég. 1993 : A., 35,29. Plat, UDF-PR, 21 427 (42,40) ; Serda, div., 15 870 (31,40) ; Gérardin, FN, 13 233 (26,18).
Prés. 1995 : A., 21,29. Chirac, 43 347 (62,71).

4^e - Draguignan
L. 94 909 ; V. 69 881 ; A., 26,37
B. et N., 1 819 ; E., 58 062.
Réélu : Jean-Michel Couve, RPR, c.m. de Saint-Tropez, 31 405 (46,14).

Christian Martin, PS, m. de Draguignan, 25 586 (37,59) ; Jean-Louis Bouguereau, FN, c.m. de Saint-Tropez, 11 071 (16,26).

1^{er} tour : A., 32,73 ; E., 61 384. Couve, RPR, 19 918 (32,44) ; Martin, PS, 16 805 (27,37) ; Bouguereau, FN, 14 478 (23,81) ; Bouguereau, PC, 3 704 (6,03) ; Coudeud, LDI-MPF, 1 935 (3,15) ; Salerno, GE, 1 522 (2,47) ; Montesclot, MEI, 989 (1,61) ; Tauti, rég., 578 (0,94) ; Hennem, 4, 509 (0,82) ; Frizzi, écol., 432 (0,70) ; Gaboriau, div., 287 (0,46) ; Lacoste, PNR, 227 (0,37).
Lég. 1993 : A., 34,04. Couve, RPR, 32 393 (67,33) ; Bouguereau, FN, 15 811 (32,66).
Prés. 1995 : A., 18,24. Chirac, 46 293 (63,60).

5^e - Fréjus
L. 85 581 ; V. 56 066 ; A., 34,48
B. et N., 7 910 ; E., 48 156.
Réélu : François Léotard, UDF-PR, m. de Fréjus, 30 200 (62,71).

Jean-Pierre Risgalla, FN, 17 956 (37,28).
1^{er} tour : A., 36,07 ; E., 52 633. Léotard, UDF-PR, 18 533 (35,20) ; Risgalla, FN, 14 095 (26,78) ; Prot, PS, 10 313 (19,97) ; Barbagelata, PC, 3 183 (6,04) ; Spezz, GE, 2 742 (5,20) ; Martinez de Campos, LDI-MPF, 2 168 (4,11) ; Melana, 4, 680 (1,29) ; Restat, écol., 460 (0,87) ; Casagrande, div., 439 (0,87).

17 septembre 1995 : A., 61,63. François Léotard, UDF-PR, 18 639 (62,63) ; Jean-Pierre Risgalla, FN, 11 214 (37,50).
Lég. 1993 : A., 35,33. Léotard, UDF-PR, 30 774 (67,73) ; Ferrus, FN, 14 660 (32,26).
Prés. 1995 : A., 21,00. Chirac, 46 293 (63,60).

6^e - Le Beausset, Brignoles
L. 118 159 ; V. 87 973 ; A., 25,54
B. et N., 2 669 ; E., 45 304.
Réélu : Maurice Janetti, PS, c.m. de Le Beausset, 34 516 (40,46) ; Jacques Tudury, FN, 15 222 (17,84).

1^{er} tour : A., 31,16 ; E., 78 028. Pons, UDF-PR, 22 662 (29,04) ; Janetti, PS, 18 151 (23,26) ; Tudury, FN, 17 470 (22,30) ; Colpa, PC, 12 107 (15,51) ; Aude, LDI-MPF, 2 624 (3,36) ; Cavanna, GE, 2 520 (3,23) ; Massé, Verts, 2 494 (3,19).

17 mars 1996 : A., 52,05. Maurice Janetti, PS, 26 539 (50,50) ; Janetti, UDF-PR, 26 011 (49,49).
Lég. 1993 : A., 33,59. Pons, UDF-PR, 43 382 (71,57) ; Lesieur, FN, 17 231 (28,42).
Prés. 1995 : A., 19,07. Chirac, 49 706 (56,36).

7^e - La Seyne-sur-Mer
L. 96 574 ; V. 60 698 ; A., 37,14
B. et N., 6 747 ; E., 53 951.
Réélu : Arthur Paecht, UDF-PR, c.m., 35 526 (65,84).

Jean-Claude Pons, FN, c.m. d'Ollioules, 18 425 (34,15).
1^{er} tour : A., 39,64 ; E., 56 059. Paecht, UDF-PR, 15 402 (27,47) ; Pons, FN, 14 920 (26,61) ; Perrano, PS, 8 265 (14,74) ; Arcamone, PC, 6 495 (11,58) ; Martenon, MDR, 2 491 (4,57) ; Bétranc, Verts, 1 568 (2,79) ; Codacci, MDC, 1 174 (0,20) ; Cherey, LDI-MPF, 1 039 (1,85) ; Mercier, GE, 1 002 (1,78) ; Ghosin, div., 974 (1,73) ; Le Dreff, div., 794 (1,41) ; Culmet, MEI, 609 (1,08) ; Talles, écol., 579 (1,03) ; Veyssière, LDI-CNRP, 501 (0,91) ; Gall, PC, 346 (0,61).

Lég. 1993 : A., 41,84. Paecht, UDF-PR, 30 223 (65,33) ; Lecoq, FN, 16 037 (34,66).
Prés. 1995 : A., 25,33. Chirac, 40 936 (60,72).

RHÔNE-ALPES (49 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 55,50.

La représentation de la gauche, dans la deuxième région française, passe de sept à vingt et un députés, sur quarante-neuf sièges. Ce rééquilibrage est dû, notamment, à un revirement complet de l'Ardèche et de la Drôme. Dans ce dernier département, une nouvelle venue en politique, la militante écologiste Michèle Rivasi, l'emporte sur le maire (RPR) de Valence, Patrick Labaune.

Le scrutin marque le retour, en Isère, de Louis Mermaz, ancien président PS de l'Assemblée nationale, et dans le Rhône, de Jean-Jack Queyranne, ancien porte-parole du Parti socialiste. Jacques Boyon (RPR), président sortant de la commission de la défense nationale, est battu dans l'Ain, comme Michel Hamoun dans l'Isère.

AIN (4)
L. 87 210 ; V. 61 457 ; A., 29,52
B. et N., 3 709 ; E., 57 748.

Réélu : Lucien Guichon, RPR (2^e) ; Michel Voisin, UDF-PR (4^e).
Élus : André Godin, PS (1^{re}) ; Charles Millon, UDF-PR.

■ La gauche prive la droite d'un des quatre sièges du département. L'augmentation de la participation semble avoir profité à la droite, qui bénéficie également d'un meilleur report des voix du Front national que dans l'ensemble du pays. Toutefois, cela n'aura pas été suffisant pour assurer la réélection de Jacques Boyon (RPR) : le président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale est battu de 299 voix par le maire de Bourg-en-Bresse, André Godin (PS). A. Oyonnax, Lucien Guichon (RPR) garde son siège en mordant sur le FN, qui perd 6 points par rapport au premier tour dans la seule triangulaire de l'Ain. Le ministre de la défense, Charles Millon (UDF) est réélu à Frenay-Voltaire, avec une marge relativement confortable, comme Michel Voisin (UDF-PR), à Trévoux. Mais face à ces deux députés sortants, Eric Gilbert (Verts) et Michel Raymond (PS) ont obtenu des résultats flatteurs.

Sortants : Jacques Boyon, RPR ; Lucien Guichon, RPR ; Gérard Armand, RPR, suppléant de Charles Millon, UDF, nommé au gouvernement le 18 mai 1995, se représente comme suppléant de M. Millon ; Michel Voisin, UDF-PR.

1^{er} - Bourg-en-Bresse
L. 75 613 ; V. 54 249 ; A., 28,28
B. et N., 3 168 ; E., 51 081.
Élu : André Godin, PS, m. de Bourg-en-Bresse, 25 685 (50,28).

Jacques Boyon, RPR, d.s., a.m., m. de Pont-d'Ain, 25 396 (49,71).

1^{er} tour : A., 34,39 ; E., 46 963. Godin, PS, 14 666 (31,22) ; Boyon, RPR, 14 048 (29,97) ; Veillerot, FN, 7 479 (15,92) ; Marquis, UDF-PR, 2 580 (5,50) ; Dutin, div., 2 453 (5,22) ; Morera, PC, 2 185 (4,65) ; Le Moine, LDI-MPF, 1 310 (2,78) ; Pétot, LO, 1 047 (2,22) ; Gerbaud, CAP, 569 (

HAUTE-SAVOIE (5)

Réélus : Bernard Accoyer, RPR (1^{er}); Bernard Bosson, UDF-FD (2^e); Michel Meylan, UDF-AD (3^e); Claude Birraux, UDF-FD (4^e); Pierre Mazeaud, RPR (5^e).

■ La Haute-Savoie reste totalement ancrée à droite. Les cinq députés sortants sont confortablement réélus. A Thonon-les-Bains, Pierre Mazeaud, qui figurait sur la liste noire de Jean-Marie Le Pen, n'a pas subi le désaveu prédit par ses opposants. Beaucoup d'électeurs du Front national ont préféré le vote blanc à un report sur le socialiste Bernard Comot. Dans un contexte national défavorable, l'ancien ministre Bernard Bosson (UDF-FD) réalise un score honorable dans la circonscription d'Annecy, ville dont il est le maire. A Bonneville, Michel Meylan (UDF) améliore nettement son score de 1993 face au même adversaire. Dominique Martin (FN), qui avait pourtant progressé au premier tour. Dans les circonscriptions d'Annecy-Nord et d'Annemasse, les sortants, Bernard Accoyer (RPR) et Claude Birraux (UDF-FD), retrouvent leurs sièges sans difficulté grâce à un bon report des voix du Front national.

Sortants : Bernard Accoyer, RPR; Bernard Bosson, UDF-FD, réélu le 24 septembre 1995, après son départ du gouvernement; Michel Meylan, UDF-AD; Claude Birraux, UDF-FD; Pierre Mazeaud, RPR.

1^{re} - Annecy-le-Vieux
L. 81 417; V. 55 643; A. 31 615
B. et N. 4 118; E. 51 525.

Réélu : Bernard Accoyer, RPR, c.g., m. d'Annecy-le-Vieux, 30 056 (58,33).

Sylvie Gilet de Thorey, PS, c.m. de Meythet, 21 469 (41,66).

1^{er} tour : A. 34 521; E. 49 390. Accoyer, RPR, 19 022 (38,51); Gilet de Thorey, PS, 10 946 (22,16); Vassieu, FN, 7 116 (14,01); Rouge, Verts, 3 920 (7,93); Gomez, PC, 2 498 (5,05); Trouillet, LO-MPF, 2 431 (5,02); Shaban, GE, 2 250 (4,53); Tonnelle, PT, 1 207 (2,44).

Lég. 1993 : A. 39 722. Accoyer, RPR, 19 983 (51,99); Carle, UDF-PR, 18 450 (46,00). Prés. 1995 : A. 18 411. Carle, 38 176 (61,06).

2^e - Annecy
L. 71 250; V. 47 577; A. 33 222
B. et N. 3 310; E. 44 267.

Réélu : Bernard Bosson, UDF-FD, a.m., m. d'Annecy, 25 513 (57,63).

Jacques Dalex, PS, m. de Faverges, 18 754 (42,36).

1^{er} tour : A. 36 251; E. 42 407. Bosson, UDF-FD, 16 008 (37,74); Dalex, PS, 9 209 (21,77); Mesnage, FN, 6 331 (14,52); Simeux, 2 336 (5,50); Genot, PC, 2 048 (4,82); Meffin, GE, 1 704 (4,01); Beaumont, LO-MPF, 1 680 (3,96); Roche, LO, 1 162 (2,74); Bouvard, 414 (0,94); Rodi, div. d., 491 (1,15); Moulas, MDC, 366 (0,85); Méralène, div. d., 269 (0,63); Denis, IR, 189 (0,44).

24 septembre 1995 : A. 70 14. Bernard Bosson, UDF-CDS, 11 921 (39,60); Michel Belton, PS, 8 080 (40,39).

Lég. 1993 : A. 37 27. Bosson, UDF-CDS, 27 388 (74,85); Landrion, FN, 9 202 (25,14). Prés. 1995 : A. 19 592. Chirac, 32 900 (61,10).

3^e - Bonneville
L. 70 872; V. 45 190; A. 36 23
B. et N. 6 338; E. 38 852.

Réélu : Michel Meylan, UDF-AD, m. de Bonneville, 27 603 (71,04).

Dominique Martin, FN, c.r., c.m. de Cluses, 11 249 (28,95).

1^{er} tour : A. 37 37; E. 40 838. Meylan, UDF-AD, 14 990 (36,55); Martin, FN, 10 185 (24,94); Cannas, PS, 6 693 (16,38); Maisere, Verts, 2 558 (7,29); Rigot, PC, 2 520 (6,17); Perrin, GE, 1 348 (3,30); Joly, MDC, 1 288 (3,15); Taquet, div. d., 916 (2,34).

Lég. 1993 : A. 36 38. Meylan, UDF-PR, 23 880 (63,20); Martin, FN, 13 905 (36,80). Prés. 1995 : A. 20 597. Chirac, 34 351 (65,16).

4^e - Annemasse
L. 74 168; V. 47 523; A. 35 392
B. et N. 3 188; E. 44 335.

Réélu : Claude Birraux, UDF-FD, c.g., 26 217 (59,13).

Guy Gavard, div. g., m. d'Annemasse, 18 118 (40,86).

1^{er} tour : A. 38 93; E. 42 145. Birraux, UDF-FD, 16 694 (39,51); Gavard, div. g., 8 203 (19,46); Midy, FN, 6 879 (16,32); Pélissier, PC, 3 262 (7,74); Dumont, Verts, 2 231 (5,29); Lesbaches, GE, 2 059 (4,88); Régat, LO-MPF, 1 621 (3,84); Galtier, MDC, 1 256 (2,98).

Lég. 1993 : A. 37 38. Birraux, UDF-CDS, 26 177 (62,71); Buet, MDR, 15 564 (37,28). Prés. 1995 : A. 21 300. Chirac, 33 330 (60,32).

5^e - Thonon-les-Bains
L. 90 708; V. 56 302; A. 37 393
B. et N. 4 798; E. 51 504.

Réélu : Pierre Mazeaud, RPR, a.m., c.r., 28 533 (55,39).

Bernard Comot, PS, m. de Publier, 22 971 (44,60).

1^{er} tour : A. 36 98; E. 49 299. Mazeaud, RPR, 15 755 (31,95); Comot, PS, 9 372 (19,01); Guillen, FN, 7 007 (14,27); Vivien, div. d., 5 482 (11,32); Négat, PC, 4 920 (9,90); Coulombet, Verts, 3 490 (7,05); Dienne, GE, 2 204 (4,47); Meyer, LO-MPF, 2 069 (4,19).

Lég. 1993 : A. 41 03. Mazeaud, RPR, 23 937 (58,49); Vivien, div. d., 16 988 (41,51). Prés. 1995 : A. 20 120. Chirac, 40 368 (62,33).

OUTRE-MER (22 sièges)

Prés. 1995 : Chirac, 50,73.

GUADELOUPE (4)

Réélus : Ernest Montoussamy, PPDG (2^e); Léo Andy, app. PS (3^e); Philippe Chautet, RPR (4^e).

■ En éliminant un divers gauche, Daniel Marsin, qui succédera à un député PS dans la 1^{re} circonscription, les Abymes, Pointe-à-Pitre, et en reconduisant un RPR et deux apparentés, respectivement au PS et au PC, la Guadeloupe a été fidèle à sa représentation parlementaire traditionnelle, alors que l'abstention, habituellement importante lors des scrutins nationaux, a atteint plus de 52 %. Tandis que, à gauche, les sortants enregistrèrent une nette progression - +6,65 points pour Léo Andy (app. PS) à Capeste-Belle-Eau, Pointe-à-Pitre, et +5,55 points pour Ernest Montoussamy (PPDG) au Gosier, Saint-François - la droite accuse un certain tassement, notamment à Basse-Terre, Trois-Rivières, où Philippe Chautet (RPR), élu comme suppléant de Lucette Michaux-Chevry, se retrouve pas son score de 1993 (-2 000 voix), face à un adversaire socialiste dissident qui réussit à totaliser 9 000 suffrages (37,43 %) dans une circonscription historiquement ancrée à droite.

Sortants : Patrice Tirolien, PS, devenu député en remplacement de Frédéric Jallon, PS, décédé; Ernest Montoussamy, PPDG; Léo Andy, app. PS, élu le 22 janvier 1995, en remplacement d'Edouard Chamougon, div. g., déchu de plein droit par décision du Conseil constitutionnel; Philippe Chautet, RPR, suppléant de Lucette Michaux-Chevry, nommée membre du gouvernement le 30 mars 1993; il se représente, M^{me} Michaux-Chevry n'étant pas candidate.

1^{re} - Les Abymes, Pointe-à-Pitre
L. 53 020; V. 28 666; A. 50 59
B. et N. 2 235; E. 25 612.

Réélu : Daniel Marsin, div. g., c.r., c.g., m. des Abymes, 14 217 (55,50).

Henri Bangou, PPDG, m. de Pointe-à-Pitre, 11 395 (44,49).

1^{er} tour : A. 51 69; E. 25 795. Marsin, div. g., 5 317 (26,61); Bangou, PPDG, 4 962 (19,23); Jallon, PS diss., 4 029 (19,41); He, div. d., 3 749 (18,53); Tirolien, PS, 3 416 (13,20); Tizet, div. g., 1 432 (6,32); Dessout, RPR, 1 581 (6,12); Bangou, PCG, 727 (2,78); Séné, LO, 150 (0,58); Edron, FN, 125 (0,48); Gob, PLN, 117 (0,45).

Lég. 1993 : A. 52 599. Jallon, PS, 14 796 (64,41); Girard, PPDG, 8 174 (35,58). Prés. 1995 : A. 35 038. Jallon, 16 414 (44,99).

2^e - Le Gosier, Saint-François
L. 72 041; V. 32 020; A. 55 55
B. et N. 2 504; E. 29 516.

Réélu : Ernest Montoussamy, PPDG, c.r., m. de Saint-François, 17 328 (59,38).

Gabriel Louis-Carabin, RPR, c.r., c.g., m. de Le Moule, 11 988 (40,61).

1^{er} tour : A. 61 09; E. 25 704. Montoussamy, PPDG, 10 112 (39,34); Louis-Carabin, RPR, 8 027 (31,22); Michel, PCG, 6 727 (26,17); Dornel, Verts, 357 (1,36); Wlaren, div. g., 196 (0,74); Alois, div. d., 134 (0,52); Seymour, FN, 112 (0,43); Deher-Lesaint, div. g., 39 (0,15).

Lég. 1993 : A. 55 336. Montoussamy, PPDG, 14 881 (54,09); Cadoc, PCG, 12 681 (45,93). Prés. 1995 : A. 38 799. Jallon, 16 441 (57,77).

3^e - Capeste-Belle-Eau, Pointe-à-Pitre
L. 62 481; V. 31 583; A. 49 45
B. et N. 2 235; E. 29 545.

Réélu : Léo Andy, app. PS, c.r., c.g., 17 575 (59,89).

Joël Beaumond, div. d., c.r., m. de Capeste-Belle-Eau, 11 770 (40,10).

1^{er} tour : A. 54 86; E. 26 108. Andy, app. PS, 7 878 (30,17); Beaumond, div. d., 7 094 (27,17); Chamougon, div. d., 5 082 (19,46); Tordbo, div. g., 4 890 (18,72); Castele, PCG, 728 (2,78); Alois, LO, 211 (0,80); Maye, PLN, 134 (0,51); Deher-Turin, div. g., 90 (0,34); Mancip-Lapierre, div. d., 2 (0,00).

22 janvier 1995 : A. 36 31. Léo Andy, PS diss., 12 539 (53,23); Joël Beaumond, UDF-CDS, 11 014 (46,76).

Lég. 1993 : A. 47 91. Chamougon, div. d., 13 744 (50,49); Lariffa, PS, 13 475 (49,50). Prés. 1995 : A. 34 82. Jallon, 15 750 (58,85).

4^e - Basse-Terre, Trois-Rivières
L. 59 547; V. 27 059; A. 54 55
B. et N. 2 111; E. 24 942.

Réélu : Philippe Chautet, RPR, m. de Bouillante, 15 609 (62,56).

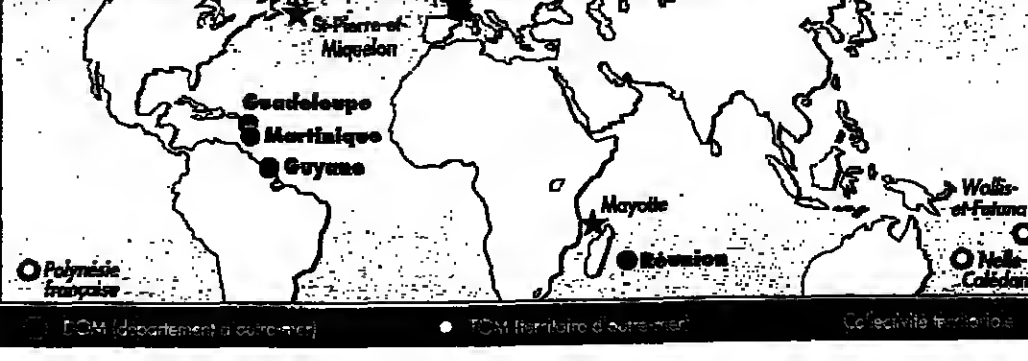
Victor Lurel, PS diss., c.g., c.m. de Vieux-Habitants, 9 339 (37,43).

1^{er} tour : A. 62 37; E. 20 196. Chautet, RPR, 11 789 (58,37); Lurel, PS diss., 8 802 (44,82); Hatch, PS, 1 952 (9,80); Nio, div. g., 1 143 (6,63); Martinon, FN, 399 (1,97); Guilford, div. g., 301 (1,49); Verdel, PLN, 170 (0,84). Prés. 1995 : A. 51 300. Chirac, 16 716 (60,28).

MARTINIQUE (4)

Réélus : Anicet Turinay, RPR (1^{er}); Pierre Petit, RPR (2^e); Camille Darsières, PPM (3^e); Alfred Marie-Jeanne, Ind. (4^e).

4 départements d'outre-mer, 3 territoires d'outre-mer, 2 collectivités territoriales



REUNION (5)

Réélu : Claude Hoarau, PCR (5^e).
Élus : Michel Tamaya, PS (1^{er}); Hugnette Bello, PCR (2^e).

■ Le second tour a confirmé la poussée de la gauche observée dimanche 25 mai. Pour la droite locale, il s'agit d'une déroute, puisqu'elle ne compte plus qu'un seul élu, André Thien Ah Koon (div. d.) - réélu au premier tour à Saint-Louis Le Tampon - alors qu'elle en avait trois sous la précédente législature. Si à Saint-Denis et à Saint-Paul les deux paraissent faits dès le premier tour, à Saint-André la défaite est particulièrement rude pour le maire, Jean-Paul Virapoulé, président départemental de l'UDF. Élu dans cette circonscription depuis 1988, grâce à l'appui des socialistes, M. Virapoulé s'est vu privé cette fois de suffrages qui se sont reportés sur son adversaire communiste, Claude Hoarau. Autre satisfaction pour la gauche locale : pour la première fois dans l'histoire de l'île, elle envoie une femme à l'Assemblée nationale, Hugnette Bello (PCR), facilement élue face au maire (RPR) de Saint-Paul, Joseph Simulé.

Sortants : Gilbert Annette, PS; Claude Hoarau, PCR, élu le 15 septembre 1996, en remplacement de Paul Vergès, PCR, élu sénateur; André Thien Ah Koon, div. d.; André Maurice Phouée, RPR; Jean-Paul Virapoulé, UDF-FD.

1^{re} - Saint-Denis
L. 70 093; V. 38 565; A. 44 98
B. et N. 2 358; E. 36 207.

Réélu : Michel Tamaya, PS, c.g., m. de Saint-Denis, 20 103 (55,52).

René-Paul Victoria, div. d., c.r., c.m. de Saint-Denis, 16 104 (44,47).

1^{er} tour : A. 57 80; E. 26 672. Tamaya, PS, 13 368 (49,74); Victoria, div. d., 4 462 (16,60); Morel, UDF, 3 894 (14,49); Dindar, UDF diss., 2 257 (8,39); Esquer, Verts, 917 (3,41); Besnard, FN, 700 (2,60); Lombard, LO, 568 (2,11); Perod, div. d., 413 (1,53); Viel, PLN, 213 (0,79).

Lég. 1993 : A. 45 42. Annette, PS, 22 946 (71,62); Vergès, PCR, 9 090 (28,37). Prés. 1995 : A. 31 411. Chirac, 24 871 (52,47).

2^e - Saint-Paul
L. 75 771; V. 48 661; A. 35 77
B. et N. 3 851; E. 44 810.

Réélu : Hugnette Bello, PCR, c.m. de Saint-Paul, 27 585 (61,55).

Joseph Simulé, RPR, c.g., m. de Saint-Paul, 17 225 (38,44).

1^{er} tour : A. 52 78; E. 33 188. Bello, PCR, 17 049 (51,35); Simulé, RPR, 10 211 (30,79); Bello, div. d., 1 831 (5,57); Esquer, Verts, 981 (2,95); Tessier, div. d., 873 (2,63); Rivière, div. d., 626 (1,88); Loungnon, LO-CNIP, 591 (1,78); Péro, FN, 586 (1,76); Chancé You Ky, div. d., 235 (0,70); Chautet, PLN, 215 (0,64).

15 septembre 1996 : A. 32 96. Claude Hoarau, PCR, 26 409 (55,58); Margie Sudre, div. d., 20 794 (44,01).

Lég. 1993 : A. 30 88. Vergès, PCR, 24 460 (54,80); Bello, RPR, 20 105 (45,11). Prés. 1995 : A. 25 592. Jallon, 30 190 (57,39).

3^e - Saint-André
L. 72 291; V. 51 429; A. 28 84
B. et N. 2 354; E. 49 073.

Réélu : Claude Hoarau, PCR, c.g., 26 216 (59,42).

Jean-Paul Virapoulé, UDF-FD, d.s., m. de Saint-André, 22 859 (46,57).

1^{er} tour : A. 48 13; E. 37 225. Virapoulé, UDF-FD, 17 388 (46,71); Hoarau, PCR, 17 051 (45,80); Péro, LO, 1 181 (3,17); Paris, PLN, 885 (2,37); Venner, FN, 720 (1,95).

Lég. 1993 : A. 27 71. Virapoulé, UDF-CDS, 23 876 (51,47); Sudre, div. g., 22 509 (48,52). Prés. 1995 : A. 25 87. Jallon, 33 366 (60,66).

MAYOTTE (1)

Réélu : Henry Jean-Baptiste, UDF-FD (1^{er}).

Sortant : Henry Jean-Baptiste, UDF.

Mayotte
L. 37 360; V. 27 796; A. 25 59
B. et N. 223; E. 27 573.

Réélu : Henry Jean-Baptiste, UDF-FD, 14 249 (51,67).

Mansour Kamardine, RPR diss., c.g., 13 324 (48,32).

1^{er} tour : A. 29 71; E. 26 153. Jean-Baptiste, UDF-FD, 12 213 (46,69); Kamardine, RPR diss., 11 355 (40,41); Madi, div. d., 1 118 (4,27); Aboubacar, PS, 1 040 (3,97); Oujarni, div. d., 148 (0,55); Sali, FN, 141 (0,53); Salime, Verts, 138 (0,52).

Prés. 1995 : A. 56 44. Chirac, 10 314 (68,35).

WALLIS-ET-FUTUNA (1)

Élu : Victor Brial, RPR (1^{er}).

■ A peine élu membre puis président de l'Assemblée territoriale, le jeune loup du RPR Victor Brial (trente et un ans) réussit à battre d'une courte tête le député sortant Kamilo Gata (app. PS), qui détenait le siège depuis 1989. Néveu de l'ancien député RPR Benjamin Brial, qui siège vingt-deux ans à l'Assemblée nationale, Victor Brial connaît bien les rouages du RPR local. Natif de Futuna comme Kamilo Gata, il a été élu avec les voix de Wallis. Le bon report des voix de deux candidats, un RPR dissident et un UDF, éliminés au premier tour, n'a pas suffi à Kamilo Gata pour combler son handicap et renouveler un électorat qui reste rigoureusement au niveau de 1993, alors que l'on compte dans cette circonscription un million d'électeurs de plus.

Sortant : Kamilo Gata, PS.

Wallis-et-Futuna
L. 7 633; V. 6 332; A. 17 09
B. et N. 19; E. 6 313.

Élu : Victor Brial, RPR, pr. t., 3 241 (51,33).

Kamilo Gata, PS, d.s., 3 072 (48,66).

1^{er} tour : A. 19 36; E. 6 167. Brial, RPR, 2 639 (42,79); Gata, PS, 2 334 (37,84); Hoston, UDF, 612 (9,92); Tapual, RPR diss., 582 (9,43). Lég. 1993 : A. 11 111. Gata, MRC, 3 066 (52,41); Logologolou, RPR, 2 784 (47,59).

NOUVELLE-CALÉDONIE (2)

Réélu : Pierre Frogier, RPR (2^e).

Élu au 1^{er} tour : Jacques Laffeur, RPR (1^{er}).

■ Pierre Frogier (RPR), qui avait remplacé, fin 1996, le député RPR Maurice Nenou Pwataho, décédé, est légitimé par les urnes même si les consignes d'abstention des indépendantistes du FLNKS ont été bien suivies. Sa victoire, venue après le succès de Jacques Laffeur, dimanche 25 mai, renforce le RPRC avant la reprise des discussions sur l'avenir institutionnel du territoire. L'homme d'affaires Philippe Pentecost (sans étiquette), nouveau venu en politique, a - avec près de 10 000 voix - réussi à fédérer des électeurs de droite anti-RPRC du Grand-Nouméa à un courant indépendantiste de brousse emmené par le maire de Pindimidé, Paul Néaoutyine, qui a préféré désobéir aux consignes d'abstention du FLNKS. M. Pentecost a annoncé la création prochaine de son propre parti.

Sortants : Jacques Laffeur, RPR; Pierre Frogier, RPR, député depuis le décès de Maurice Nenou Pwataho, RPR.

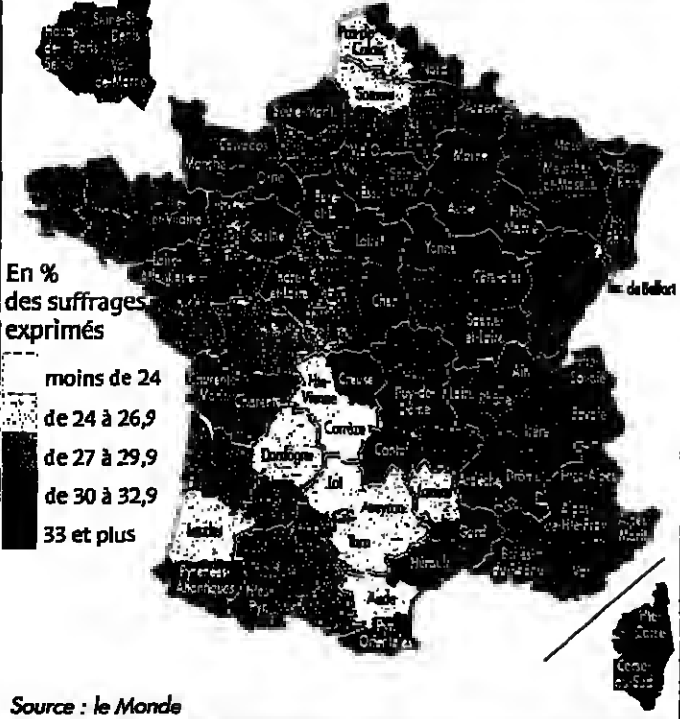
2^e - Bourail, Hienghène, Thio
L. 53 056; V. 25 816; A. 31 34
B. et N. 569; E. 25 247.

Réélu : Pierre Frogier, RPR, pr. t., m. du Mont-Dore, 15 599 (60,39).

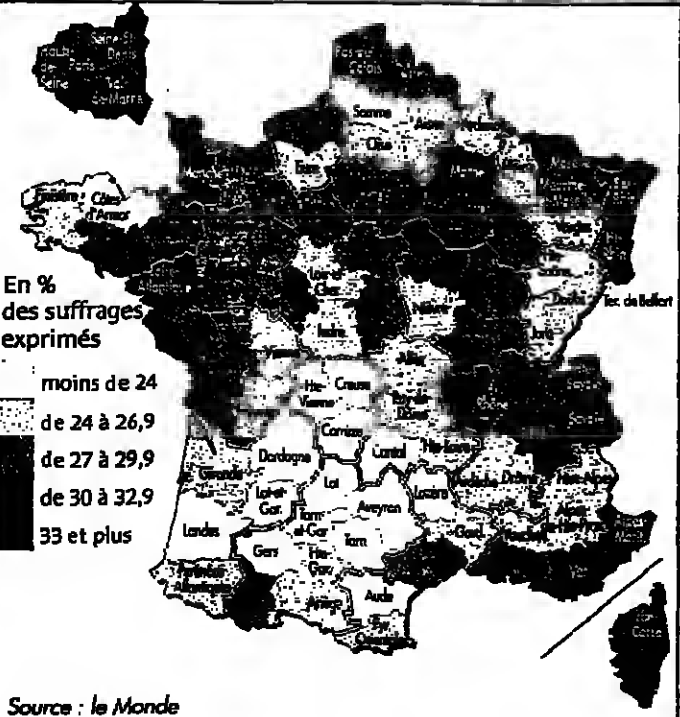
Philippe Pentecost, div. d., 9 848 (39,00).

1^{er} tour : A. 54 89; E. 22 288. Frogier, RPR, 13 155 (56,69); Pentecost, div. d., 6 397 (27,57); Valet, div. d., 1 556 (6,70); George, FN, 1 520 (6,55); Wema, div. d., 575 (2,47).

L'ABSTENTION LE 25 MAI



L'ABSTENTION LE 1ER JUIN



CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Bourges en 1995, représentant de la Gauche socialiste au PS, il a été membre de l'équipe de campagne de Julien Dray lors des élections municipales de 2007.

L'Ecole supérieure de commerce de Toulouse est actuellement gérant d'une entreprise de courtage de fruits à Montauban. Socialiste (courant Jospin), il a été premier adjoint au maire de Montauban de 1983 à 1994. Il a été élu maire en septembre 1994, à la suite du décès d'Hubert Gouze (PS), et réélu en juin 1995.

Hervé Gaymard
RPR
(Savoie, 2^e)

reau à la direction du budget. Devenu député le 2 mai 1993, en remplacement de Michel Barnier, nommé au gouvernement, il fut secrétaire d'Etat aux finances du 18 mai au 1^{er} novembre 1995, dans le gouvernement

Catherine Génisson
PS (Pas-de-Calais, 2^e)

Née le 22 avril 1949, à Douai, médecin responsable des urgences au centre hospitalier d'Arras, Catherine Génisson a été adjointe ca-

Dominique Gillot
PS (Val-d'Oise, 2^e)

Née le 11 juillet 1949 à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), Dominique Gillot est institutrice. Entrée au PS en 1974, elle rejoint les rocardiers. Elue au conseil municipal d'Eragny-sur-Oise en 1977, elle est adjointe au maire (PCF) jusqu'en 1983, membre du conseil

Jean-Pierre Giran
"RPR (Var, 3^e)"
Né le 9 janvier 1947 à Marseille, docteur

professeur de sciences économiques à l'université d'Aix-Marseille-II depuis 1976, vice-président de cette université de 1988 à 1992. Jean-Pierre Giran est maire de Saint-Cyr-sur-Mer (Var) depuis 1989. Conseiller régional de

Claude Gausguen
UDF-FD (Paris, 14^e)
Né le 12 mars 1945 à Toulon (Var), Claude Gausguen est titulaire d'un doctorat d'Etat en droit de la faculté de Droit de 1971 à 1982.

Il est assistant, maître-assistant puis maître de conférence à l'université Paris-Nord, dont il est le doyen de 1982 à 1984. En 1986, il devient conseiller technique au cabinet de René Monory, ministre de l'éducation nationale, jusqu'en 1988. Nommé inspecteur général de l'éducation nationale en janvier 1987, recteur d'académie, il a dirigé de 1987 à 1991 le Centre national d'enseignement à distance. Parallèlement à sa carrière universitaire, il a commencé sa carrière politique comme conseiller de Paris et conseiller du 14^e arrondissement de 1983 à 1995, date à laquelle il s'est présenté dans le 16^e arrondissement. Adjoint au maire de Paris, chargé des relations internationales, les années 1990 ont été

puis cette date change des affaires scolaires à la mairie de Paris. Conseiller régional d'Ile-de-France de 1986 à 1993, il est entré à cette date à l'Assemblée nationale comme suppléant de Jacques Toubon, nommé ministre de la culture du gouvernement Balladur. De mai à novembre 1995, il est ministre de la ré-

André Godin
PS (Ain, 1^{re})

Né le 18 mai 1942 à Bourg-en-Bresse, André Godin, ancien cadre en Crédit agricole, est en préfecture. Il est entré en Parti socialiste en 1973. En 1976, il est élu conseiller général,

premier adjoint au maire de Bourg-en-Bresse. Il est adjoint à l'urbanisme de 1983 à 1985, puis redevient simple conseiller municipal en 1985. Proche de Lionel Jospin, il est élu maire de Bourg-en-Bresse en 1995.

PC (Allier, 2^e)
Né le 25 août 1938 à Chouvy (Allier).
Pierre Goldberg est agent à France Télécom.
Il est conseiller municipal de Montluçon depuis 1972, et en est maire depuis 1977. Il a été député de l'Allier de 1978 à 1981 et de 1988 à

Gaëtan Gorce
PS (Nièvre,)

Né le 2 décembre 1958 à Luxy (Nièvre), Gaëtan Gorce, ancien élève du PENA (1985-1987), a été chef du cabinet du ministre de l'Agriculture, Pierre Jégo, entre 1989 et 1991, chargé de mission auprès du premier ministre, Édith Cresson, de François Mitterrand (1992-1995) et, depuis janvier 1997, au commissariat au plan. Membre du conseil national du PS, M. Gorce est conseiller municipal de Cosne-Cours-sur-Loire depuis juin 1995.

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Le 21 février 1993 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

François Goulard
UDF-PR (Morbihan, 5)
Né le 21 septembre 1933 à Vannes (Morbihan), diplômé de l'École centrale et ancien élève de l'ENSA, François Goulard est magistrat à la Cour des comptes. Chargé du département grandes administrations de Borsard Consultants (1985), il devient conseiller technique, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Gérard Longuet, ministre des PTT (1986-1989). Depuis 1990, il occupe des fonctions de direction à la Banque paritairiste de crédit. Proche d'Alain Madelin et de Gérard Longuet, il est adjoint au maire de Vannes de 1983 à 1990, date à laquelle il démissionne, à la suite de dissensions avec le maire, Pierre Pavec (UDF-FD).

Roland Garrigues
PS (Tarn-et-Garonne, 2)
Né le 21 février 1934 à Tignes (Ardennes), titulaire d'un OESS de droit des affaires, avocat et bâtonnier de l'ordre, Roland Garrigues a adhéré à la Convention des institutions républicaines en 1964, puis au Parti socialiste en 1973. Rallié au courant Rocard en 1980, il est conseiller municipal de Mammès depuis 1977 et maire de cette commune depuis 1983. Conseiller général depuis 1990, il a été élu conseiller régional de 1981 à 1992 et à l'Assemblée nationale de 1981 à 1986 puis de 1988 à 1993. Gérard Gouzes a été président de la commission des lois de cette Assemblée de 1991 à 1993.

Alain Gourliou
PS (Côtes-d'Armor, 5)
Né le 25 août 1941 à Lannion, professeur certifié d'histoire et géographie, membre du courant rocardien, Alain Gourliou est conseiller municipal de Lannion depuis 1977 et maire depuis 1989. Il siège au conseil général des Côtes-d'Armor depuis 1982 et au conseil régional de Bretagne depuis 1992.

Gérard Gouzes
PS (Lot-et-Garonne, 2)
Né le 15 juin 1943 à Tignes (Ardennes), titulaire d'un OESS de droit des affaires, avocat et bâtonnier de l'ordre, Gérard Gouzes a adhéré à la Convention des institutions républicaines en 1964, puis au Parti socialiste en 1973. Rallié au courant Rocard en 1980, il est conseiller municipal de Mammès depuis 1977 et maire de cette commune depuis 1983. Conseiller général depuis 1990, il a été élu conseiller régional de 1981 à 1992 et à l'Assemblée nationale de 1981 à 1986 puis de 1988 à 1993. Gérard Gouzes a été président de la commission des lois de cette Assemblée de 1991 à 1993.

Bernard Grasset
PS (Charente-Maritime, 2)
Né le 23 décembre 1933 à La Rochelle (Charente-Maritime), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Bernard Grasset est préfet à la retraite. Il a notamment été directeur général de la police nationale, de juillet 1991 à avril 1993.

Michel Grégoire
PS (Drôme, 3)
Né à Lyon le 27 octobre 1956, Michel Grégoire, titulaire d'un BTS d'agriculture d'élevage, a été enseignant agricole avant d'être directeur du collège agricole de Buis-les-Baronnies (Drôme). Il est actuellement président du syndicat d'aménagement des Baronnies (région sud-Drome). Maire de La Roche-sur-le-Pont depuis 1983, il est conseiller général de Buis-les-Baronnies depuis 1994.

Odette Grzegorzulka
PS (Aisne, 2)
Née le 1er mars 1947 à Paris, diplômée en polonais de l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris, Odette Grzegorzulka occupe depuis 1993 la fonction de directrice du cabinet de Daniel Vaillant (PS), maire et député du 18^e arrondissement de Paris. Adhère au Parti socialiste depuis 1973, proche du courant Rocard, elle a été adjointe au maire de Boulogne-Billancourt de 1989 à 1993, en charge des affaires sociales, élue à la mairie de Boulogne-Billancourt de 1993 à 1995, en charge de la cavalerie. Expert en économie des transports, il a été directeur financier au Conservatoire national des transports maritimes (1973-1974), directeur du comité d'évaluation pour la réforme de l'entreprise (1974-1975), délégué général de la Fédération des industries ferroviaires (1976-1981) et chargé de mission au cabinet de Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (1986-1988). Membre de l'UDF-FD, il est élu conseiller général de la commune de Boulogne-Billancourt en 1992, puis conseiller régional de Paris en novembre 1996, il adhère au RPR.

Guy Hascott
Verts (Nord, 7)
Né le 25 février 1960 au Mans (Sarthe), technicien supérieur, Guy Hascott est venu à la politique par le mouvement associatif. De 1979 à 1983, il anime une association de protection de la nature dans les Pays de la Loire, qu'il a fondée. En 1984, il participe à la création des Verts. De 1983 à 1989, il est animateur à la Maison de la nature et de l'environnement de Lille. Conseiller municipal de Lille de 1989 à 1993, il siège depuis 1992 au conseil régional Nord-Pas-de-Calais, où il occupe un poste de vice-président chargé des transports et, depuis 1995, de l'économie, de l'emploi et de la solidarité.

Michel Herbillon
UDF-PR (Val-de-Marne, 8)
Né le 6 mars 1931 à Saint-Mandé, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, cadre dans une entreprise de recrutement, Michel Herbillon est devenu maire de Maisons-Alfort en 1982 après avoir été premier adjoint de 1980 à 1982. Il représente le canton de Maisons-Alfort-Sud au conseil général. Il préside le Parti républicain du Val-de-Marne.

Edmond Hervé
PS (Ille-et-Vilaine, 2)
Né le 3 décembre 1942 à La Bouillie (Côtes-d'Armor), titulaire d'un diplôme de droit de Rennes, de 1969 à 1979, Edmond Hervé adhère à la SFIO en 1966 et devient premier secrétaire de la fédération socialiste d'Ille-et-Vilaine en 1974. Conseiller général d'Ille-et-Vilaine de 1973 à 1982, maire de Rennes depuis 1977, député d'Ille-et-Vilaine de 1981 à 1993, il a été ministre de la santé en 1981, ministre délégué chargé de l'énergie de juin 1981 à mars 1983, puis secrétaire d'Etat à la santé jusqu'en mars 1988.

Jacques Heudin
PS (Seine-et-Marne, 9)
Né le 10 juillet 1946 à Paris, titulaire d'un brevet supérieur d'enseignement en sciences physiques, Jacques Heudin a été cadre de gestion jusqu'en 1975, puis s'est consacré à la compétition automobile comme pilote. Maire de Fontainebleau depuis 1977, il a été conseiller général de 1979 à 1992, conseiller régional d'Île-de-France depuis 1992. Il a été député de la 5^e circonscription de Seine-et-Marne de 1992 à 1993, en remplacement d'Alain Vignier (PS), nommé secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement d'Edith Cresson.

Elie Hoarau
PCR (Réunion, 4)
Né le 8 juillet 1948 à Sainte-Suzanne (Réunion), Elie Hoarau est titulaire d'un diplôme de physique, chercheur au CNRS, il devient directeur de la rédaction du journal *Tribunes* en 1993, en même temps que secrétaire général du mouvement des étudiants révolutionnaires. Conseiller général de 1976 à 1983 et maire de Saint-Pierre depuis 1983, il a été élu député en 1986 et en 1988.

François Hollande
PS (Corrèze, 1)
Né le 12 août 1954 à Rouen, ancien élève de l'ENSA, François Hollande est titulaire d'un diplôme de droit des affaires, ancien directeur de mission à l'Elysée (1982), puis directeur de cabinet de Max Gallo, porte-parole du gouvernement. Maire d'Issy-les-Moulineaux (1983-1989), après un échec aux législatives de 1981, face à Jacques Chirac, dans la 3^e circonscription de la Corrèze, il se présente dans la 1^{re} circonscription, où il est élu en 1983, puis battu en 1993. Il est adjoint au maire de Tulle de 1988 à 1993.

Robert Honde
PRS (Alpes-de-Haute-Provence, 2)
Né le 1er mars 1942 à Toulon (Var), Robert Honde est titulaire d'un diplôme de droit des affaires, ancien directeur de mission à l'Elysée (1982), puis directeur de cabinet de Max Gallo, porte-parole du gouvernement. Maire d'Issy-les-Moulineaux (1983-1989), après un échec aux législatives de 1981, face à Jacques Chirac, dans la 3^e circonscription de la Corrèze, il se présente dans la 1^{re} circonscription, où il est élu en 1983, puis battu en 1993. Il est adjoint au maire de Tulle de 1988 à 1993.

Robert Hue
PC (Val-d'Oise, 5)
Né le 19 octobre 1944 à Commeny-en-Parisis (Val-d'Oise), infirmier de métier, Robert Hue est maire de Montigny-les-Corbeilles depuis 1977 et conseiller général du Val-d'Oise depuis 1988. Secrétaire général de l'Association des élus communistes de 1989, il en est le président de 1991 à 1994. Membre du Parti communiste depuis 1963, il est élu au comité central en 1987, puis au bureau politique en 1990. Il est secrétaire général du PCF le 29 janvier 1994, il a été réélu en décembre 1996.

François Huwart
PRS (Eure-et-Loir, 3)
Né le 20 juin 1941 à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise de lettres, François Huwart est haut fonctionnaire rattaché au ministère des anciens combattants des victimes de la guerre. Conseiller régional du Centre depuis 1986, il est maire de Nogent-le-Rotrou depuis 1989. Il est vice-président du Parti radical socialiste depuis 1993.

Anne-Marie Idrac
UDF-FD (Vendée, 3)
Née le 27 juillet 1951 à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), ancienne élève de l'ENSA, Anne-Marie Idrac a débuté sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'équipement (1974-1977). Elle a été chargée de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées de 1979 à 1981, puis chargée de mission au cabinet du secrétaire d'Etat au logement, puis au cabinet du ministre de l'environnement et du cadre de vie de 1979 à 1981. Secrétaire-directeur de l'aménagement de l'habitat (1981-1983), puis du financement et des affaires territoriales (1983-1987), elle a été chef de service, directeur adjoint à la direction de la construction au ministère de l'équipement de 1987 à 1990. Directeur général de l'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise de 1990 à 1993, directeur des transports terrestres de 1993 à 1995, elle est depuis secrétaire d'Etat aux transports.

Pierre Laubordès
RPR (Essonne, 5)
Né le 13 mai 1946 à Meaux (Seine-et-Marne), titulaire d'une maîtrise en sciences physiques, Pierre Laubordès, ingénieur informatique, est vice-président du conseil régional d'Île-de-France depuis 1995. Secrétaire départemental du RPR depuis 1990, il a été conseiller régional de 1992. M. Laubordès est adjoint au maire (RPR) de Gif-sur-Yvette (Essonne) depuis 1989.

Jacqueline Lazard
PS (Finistère, 7)
Née le 30 septembre 1948 à Tréguier, professeur de sciences mathématiques, Jacqueline Lazard est diplômée de l'École normale supérieure, agrégée de lettres, Georges Lemoine est maître de conférences à la Sorbonne. Conseiller général de 1973 à 1988, puis à nouveau député en 1994, il est maire de Chartres de 1977 à 1992 et secrétaire adjoint de l'Association des maires de France depuis 1989. Député de 1978 à 1981, puis de 1986 à 1993, il a été successivement secrétaire d'Etat à l'énergie (mai-juin 1981), à la défense (1981-1983) et aux DOM-TOM (1983-1986). Il a été l'un des proches de François Mitterrand jusqu'à la première cohabitation.

Guy Lengagne
PS (Puy-de-Calais, 5)
Né le 11 juillet 1933 à Boulogne-sur-Mer, agrégé de mathématiques, Guy Lengagne a été enseignant. Il est entré aux Jeunes socialistes en 1953. Il a été élu député en 1987. Il a été secrétaire d'Etat chargé de la mer de 1983 à 1986, il a été maire de Boulogne-sur-Mer de 1977 à 1989, réélu en 1996. Il a été élu député.

Jean Léonetti
UDF-rad. (Alpes-Maritimes,

L'ENDROIT

POUR TOUT COMPRENDRE

Les réseaux, les forfaits, les couvertures, le matériel, les prix... Nous ne sommes qu'au début de la révolution des télécommunications. Les techniques évoluent à la vitesse du son ! Comment s'y retrouver au milieu d'une multitude d'offres qui se veulent toutes plus performantes les unes que les autres ? Chaque cas est un cas particulier. Nous vous écoutons pour mieux vous expliquer.

Mieux comprendre, pour mieux acheter ! c'est la première assurance que vous avez en venant chez POINT TELECOM.

OU TOUT EST SIMPLE POUR BIEN CHOISIR

Des mots simples, un contact chaleureux, une mise en place de services qui changent tout. Nos conseillers feront disparaître en quelques instants toutes vos appréhensions face aux nouvelles techniques. Vous n'avez plus de raison de croire que ce monde est compliqué.

Vous rentrez avec nous dans une vie plus facile.

Des spécialistes testent et sélectionnent tout ce qui existe sur le marché pour mieux vous conseiller. Il n'y a pas une nouveauté, un accessoire, un système qui leur échappe. En fonction de vos besoins, ils vous aideront dans votre choix.

Mais peut-être savez-vous déjà tout sur la communication mobile...

POUR PROFITER DE SERVICES UNIQUES

Parce que les magasins POINT TELECOM sont résolument tournés vers les utilisateurs, ils ont mis en place des services que l'on ne trouve nulle part ailleurs : installation immédiate de votre portable avec son kit mains-libres dans votre véhicule, prêt de matériel, remplacement en cas de perte ou de panne, assurance, périodes d'essai, dépannages immédiats, mise à disposition de conseillers téléphoniques avant, pendant et après l'achat...

OFFRE SPECIALE A NOS 1000 PREMIERS CLIENTS

A l'occasion de l'ouverture de nos magasins, nous proposons à nos 1000 premiers clients qui auront acheté un téléphone portable avec son abonnement GSM de l'échanger gratuitement au terme de 2 ans par un appareil de même valeur qui bénéficiera de toutes les nouveautés et progrès technologiques.

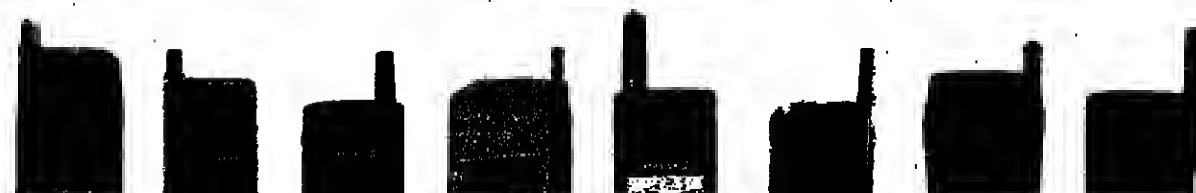
* Détail dans les centres POINT TELECOM.

itineris

SFR



Bouygues Telecom



OUVERTURE DE 50 MAGASINS

PARIS 7^e - 01 45 51 28 15
PARIS 8^e - 01 53 96 02 07
PARIS 8^e - 01 47 42 10 43
PARIS 8^e - 01 40 76 08 88
PARIS 11^e - 01 43 57 88 88
PARIS 11^e - 01 43 67 38 05
PARIS 13^e - 01 43 36 06 36
PARIS 14^e - 01 43 31 94 80
PARIS 14^e - 01 45 40 42 94
PARIS 14^e - 01 45 39 85 35

PARIS 15^e - 01 44 19 30 60
PARIS 15^e - 01 44 19 30 00
PARIS 15^e - 01 44 19 30 68
PARIS 16^e - 01 45 03 27 27
PARIS 16^e - 01 45 05 05 60
PARIS 16^e - 01 45 03 25 55
PARIS 17^e - 01 44 09 71 00
PARIS 17^e - 01 46 22 12 35
PARIS 17^e - 01 45 72 54 16
PARIS 17^e - 01 45 74 57 41

PARIS 18^e - 01 42 09 88 89
PARIS 19^e - 01 42 08 68 36
PARIS 20^e - 01 43 72 76 96
PARIS 20^e - 01 43 64 54 00
VERSAILLES - 01 39 54 30 64
EVRY - 01 69 91 17 93
BOULOGNE - 01 46 04 31 08
BOULOGNE - 01 46 04 32 62
CLICHY - 01 47 39 21 63
CHARENTON - 01 43 78 52 10

ST-MANDE - 01 43 74 02 14
CRETEIL - 01 42 07 88 07
VILLENUEVE - 01 46 77 77 75
OSNY - 01 30 32 14 33
LILLE - 03 20 52 89 70
ROUEN - 02 35 89 03 18
BORDEAUX - 05 56 44 93 61
GRENOBLE - 04 76 85 05 23
GRENOBLE - 04 76 46 79 93
LYON - 04 72 61 14 14

LYON - 04 72 71 00 08
VILLEURBANNE - 04 78 03 18 36
MARSEILLE - 04 91 79 37 10
MARSEILLE - 04 91 48 94 80
MARSEILLE - 04 91 62 30 26
NANTES - 02 40 76 07 69
TOULOUSE - 05 61 47 39 13
TOULOUSE - 05 61 62 55 38
NICE - 04 93 85 55 99
MONTPELLIER - 04 67 92 89 90

POINT TELECOM

GRUPE EAF

Toute la Communication Facile